

## A CANNES

Interpol s'inquiète  
du développement  
du trafic des armes

LIRE PAGE 46

## Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F  
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Belgique, 1 BF. ; Espagne, 1 pes. ;  
France, 1 F. ; Italie, 1 L. ; Japon, 100 y. ; Pays-Bas, 1 G. ;  
Portugal, 1 esc. ; Royaume-Uni, 1 £. ; Suisse, 1 fr. ;  
S. R. D. : 1 S. ; U.S.A., 1 \$.

1 F  
S. R. D. : 1 S. ; U.S.A., 1 \$.

1 F  
S. R. D. : 1 S. ; U.S.A., 1 \$.

## CRITIQUANT LA POLITIQUE DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE

M. Ford menace les États du tiers-monde de restreindre  
les livraisons alimentaires américainesUne arme  
peu efficace

Ce n'est pas la première fois que les États-Unis évoquent la possibilité de riposter à l'offensive pétrolière des pays producteurs d'un « or noir » par une diminution de l'aide alimentaire qu'ils distribuent de par le monde. Mais cette fois la menace est portée par le président lui-même, devant l'Assemblée générale des Nations unies.

Une telle menace n'est pas faite pour relever l'image morale que la « puissance américaine » veut donner d'elle-même. Mais il est vrai que, d'un certain point de vue, le monde est dans un état de « guerre économique ».

Au demeurant, l'arme que brandit M. Ford paraît inefficace. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner comment l'aide alimentaire américaine est répartie.

En 1973 — dernière année pour laquelle on connaît les chiffres dans le détail — les quelque 900 millions de dollars distribués à ce titre ont profité surtout au Vietnam du Sud (190 millions), à la Corée du Sud (160 millions), à l'Indonésie (150 millions), au Pakistan (80 millions), au Bangladesh et à Israël (60 millions chacun). Des pays arabes ont reçu quelques millions : le Maroc et la Tunisie, 15 à 20 millions chacun ; la Jordanie, moins de 10 millions ; la Syrie, 200 000 à 300 000 dollars. L'Égypte n'a rien reçu de 1968 à 1973, puis l'aide américaine a repris à un rythme annuel de 1 million de dollars. En 1974, la part du Vietnam du Sud dans le total est encore plus importante, de l'ordre du tiers.

Ainsi, sauf l'Indonésie, aucun pays exportateur de pétrole ne reçoit d'aide alimentaire des États-Unis, et les richissimes pétroliers du golfe Persique pourraient aisément se satisfaire à l'Océan Pacifique.

Cela dit, M. Ford a peut-être une autre idée en tête, celle même qu'il avait exprimée le 8 janvier dernier, alors qu'il n'était que vice-président, et qui revient à mettre l'embargo sur les livraisons ordinaires de produits alimentaires américains à destination des pays producteurs de pétrole. Mais l'Amérique ne pourrait-elle pas mener une telle opération qu'en affectant ouvertement les règles habituelles du commerce international dont elle a fait la loi du monde libre depuis 1945.

La guerre économique « franchisée » à un nouveau stade des dollars, l'un a assuré pour autant de réduire l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Elle-ci dispose maintenant en effet d'une puissance financière telle qu'elle serait en mesure de venir aux besoins des plus pauvres de ses membres.

Il n'en reste pas moins que qu'il y a de la menace à ce niveau actuel des prix du « brut », qui, après avoir quadruplé en octobre-décembre 1973, est encore augmenté d'environ 50 % depuis le début de l'année. Il faut de l'urgence croissante à l'Assemblée générale des Nations unies pour que les États producteurs, mais le problème ne pourra être réglé en l'état. On ne commencera à trouver un début de solution le jour où les ministres des finances des grands pays confédérés à l'invitation de leur collègue OPEP à partager leur week-end dans l'un de ces châteaux affectueux pour leurs liens secrets.

« marathon » agricole de Bruxelles

E DÉBAT SUR LES PRIX  
EST RETARDÉ  
PAR LES ABSENCES  
DU MINISTRE ALLEMAND  
(Lire page 40.)

## Le président assure M. Kissinger de son soutien

De notre envoyé spécial

Nations unies. — Pour sa première apparition internationale, le président Ford a tenu à définir une stratégie globale, liant le maintien de l'assistance américaine en matière alimentaire à une attitude compréhensive des pays producteurs de pétrole. Au lendemain de l'élection à la présidence de l'Assemblée de M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, le discours de M. Ford prenait l'effet d'un rappel aux réalités et même d'une mise en garde adressée aux pays en voie de développement. En poursuivant une politique de restriction de la production et des prix arbitrairement définis, risquant de provoquer une banqueroute, a dit en substance M. Ford, les pays producteurs de pétrole pourraient devenir eux-mêmes les victimes de leurs propres initiatives. Le président a par ailleurs assuré de son « entier soutien » M. Kissinger.

Soulignant l'interdépendance de la crise alimentaire et de celle du pétrole, il a invité les pays producteurs à définir une politique de nature à satisfaire des besoins croissants, mais sans « imposer des tarifications inacceptables au système monétaire et commercial international ». Le président a souligné que jamais les États-Unis n'avaient fait de leur assistance alimentaire un instrument politique.

La franchise avec laquelle le président s'est exprimé devant l'Assemblée internationale rappelle celle qu'il avait employée devant une délégation d'anciens combattants en parlant de son intention de promouvoir une amnistie conditionnelle en faveur des déserteurs et des insoumis du Vietnam. Dans les deux cas, le pré-

sident Ford n'a pas craint de « foncer », de provoquer une opinion hostile. Bref, il n'a pas craint de placer les pays producteurs de pétrole devant leurs responsabilités.

Auparavant, le président, s'écarter du texte officiel de son discours, avait rendu hommage à M. Kissinger qui, a-t-il déclaré, « a mon entier soutien ainsi que celui du peuple américain ». Apparemment, le président a tenu à réaffirmer son appui au secrétaire d'État à un moment où celui-ci est l'objet de nombreuses critiques et à démentir, du même coup, les rumeurs selon lesquelles M. Kissinger perdrait un certain nombre de responsabilités en tant que conseiller présidentiel.

HENRI PIERRE

(Lire nos informations page 2.)

## UNE INTERVIEW DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'ACTION SOCIALE

« La population doit prendre en charge  
ses problèmes de vie quotidienne »

DÉCLARE AU « MONDE » M. RENÉ LENOIR

En novembre 1968, après les événements de mai, M. René Lenoir écrivait dans la revue « Projet », qu'aucun État, pas plus socialiste que capitaliste, n'était en mesure d'opérer seul « une pause dans la course à la rationalité et à l'efficacité pour réaliser un réajustement plus humain de ses structures économiques et sociales ».

Depuis lors, l'inspecteur des finances est devenu directeur de l'action sociale, puis, plus récemment, secrétaire d'État auprès du ministre de la Santé, chargé de l'action sociale. L'auteur du livre « Les Exclus » — qui tentait, non sans courage, de prendre l'écoulement de cette France non officielle où un citoyen sur dix est un insadapté — affronte aujourd'hui les dures réalités budgétaires. La France, et l'Europe avec elle, pourrout-elles maîtriser les conséquences du développement, la complexité croissante des besoins sociaux et tous les phénomènes de « rejet » provoqués par une société vouée à la production et à la consommation ?

Fidèle à sa doctrine, M. René Lenoir estime que l'État ne peut pas tout faire, que la participation active des citoyens doit conférer une dynamique nouvelle à la vie sociale pour rendre celle-ci plus humaine et plus communautaire.

C'est une question de philosophie politique. Si l'État fait tout, le tissu social s'appauvrit, le citoyen ne participe plus à la vie de la cité, sinon le jour des élections. Si l'État, au contraire, se contente de donner de grandes orientations, l'action des services publics peut être relayée, démultipliée, enrichie par l'action des citoyens groupés en associations. Il faut, dans ce cas, les aider à se développer et le faire à un niveau convenable : la petite ville, le quartier de la grande ville, lieux d'exercice des solidarités élémentaires.

Quels objectifs assignez-vous à cette action volontaire des citoyens dans leur cadre habituel de vie ?

Je vois au moins trois objectifs facilement accessibles dans l'immédiat.

EN PREMIER LIEU : L'ACCUEIL-ORIENTATION de toutes les personnes qui ont besoin d'être guidées et informées dans notre société complexe. Il ne s'agit nullement de se substituer aux spécialistes mais d'orienter justement vers le spécialiste compétent : assistant social de secteur, orienteur professionnel, club de loisirs, caisse de retraite, centre de paiement de sécurité sociale, etc. Il suffit, pour ce faire, d'une liste complète d'adresses et d'un téléphone. Dans ces centres, des bénévoles peuvent, également jouer le rôle d'écrivain public pour rédiger des demandes simples ou remplir des imprimés qui ne sont pas toujours compréhensibles aux intéressés : une demande d'allocation de logement, par exemple.

Propos recueillis par JEAN BENQIT.

(Lire la suite page 44.)

LE NOUVEAU ROMAN DE  
TROYAT  
LES DESORDRES SECRETS

Aux violences de la guerre répondent ici les violences de l'amour, aux désordres publics des nations, les désordres secrets des individus

Flammarion  
POUR CONNAÎTRE LES LIVRES AVANT DE LES ACHETER

## DESTINÉ A « LUTTER D'ABORD CONTRE L'INFLATION »

Le projet de budget pour 1975 prévoit la stagnation  
d'un grand nombre d'investissements publics

Le projet de budget pour 1975, adopté mercredi par le conseil des ministres, est présenté jeudi après-midi à la presse par M. Fourcade, après l'avis des membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale et jeudi matin à celle du Sénat. Ce budget, dont on lira pages 42 et 43 l'analyse détaillée, est, selon M. Chirac, « agressif et responsable » : c'est « d'abord et avant tout un budget de lutte contre l'inflation ».

De fait, ce budget, qui prévoit une augmentation de 13,8 % des dépenses de l'État l'an prochain, institue une quasi-stagnation d'ensemble des investissements publics, les crédits d'équipement de l'éducation, de l'agriculture, du travail étant sacrifiés au profit des télécommunications.

des transports collectifs et du ministère de l'Intérieur. Du côté des recettes (légèrement supérieures aux dépenses), il comporte deux innovations : la création de la taxe conjoncturelle sur les entreprises (qui disparaîtra le jour où l'inflation cessera) et un début de réforme du quotient familial.

Des déclarations de M. Chirac faites ce jeudi 18 septembre à France-Inter, il ressort d'autre part que le gouvernement va procéder très rapidement à une « mobilisation volontaire ou imposée » de l'opinion publique pour lutter contre le gaspillage excessif. Mais sa position sur le rationnement des produits pétroliers demeure bien imprécise. (Lire page 2.)

## « Une situation difficile »

Jusqu'alors insensible, semble-t-il, à la dureté des temps que nous vivons, et que n'importe quel consommateur peut apprécier plusieurs fois chaque jour, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, vient d'en avoir la brusque révélation. Il a déclaré mercredi 18 septembre devant ses amis républicains indépendants réunis à Talloires, et sans la moindre intention de faire de l'ironie : « Si j'ai bien compris les propos de M. Fourcade, nous nous trouvons devant une situation difficile ».

C'était, là, prendre le contre-pied exact des propos que M. Chirac d'États-Unis tenait le mercredi précédent lorsqu'il affirmait contre toute évidence (le Monde du 14 septembre) : « La France est un pays qui ne porte bien ». C'était aussi souligner le caractère tardif d'une brusque prise de conscience et faire paraître fort légers des gouvernements qui entendent aujourd'hui « mobiliser » l'opinion, comme dit M. Chirac, après avoir donné l'impression qu'ils visaient à la chloroformer par leur optimisme.

Le redressement est non seulement tardif, mais désordonné, et s'opère dans des conditions telles que le ministre de l'Économie et des finances pourrait asséner à plusieurs de ses collègues la semonce qu'il a réservée à M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, présent à Talloires : « L'État ne peut pas tout faire, que la participation active des citoyens doit conférer une dynamique nouvelle à la vie sociale pour rendre celle-ci plus humaine et plus communautaire ».

En entendant M. Durafour annoncer, le 18 septembre, que « la situation dans laquelle nous nous trouvons est grave, même très grave », on pouvait croire que le ministre du travail était le premier à exposer un point de vue nouveau et à développer un thème suggéré, voire imposé, en très haut lieu. Il n'en est rien. Il est vrai que chacun apprécie la situation à sa manière, tout comme au temps d'un régime que M. Fourcade persiste à fustiger, bien que la Quatrième République ait rendu son dernier souffle il y a plus de seize ans.

Traumatisé par la décision d'indexation « extrêmement préoccupante » qu'on prise à Vienne le 13 septembre les pays producteurs de pétrole, M. Chirac dramatise, stigmatise une « économie caractérisée par un gaspillage généralisé et « giga-watts » (depuis quand ?) le fait de ne pas prendre des mesures « si l'effort n'est pas volontaire », met vigoureusement en garde contre le « stockage de l'essence », opérations absurdes et dangereuses. Son langage contraste singulièrement avec celui de M. Galley, ministre de l'Énergie, qui, au sein du conseil de M. d'Ornano, qui varie l'énergie hydraulique (M. Sonnetelle en parlait il y a plusieurs mois devant l'Assemblée nationale, mais sans retenir l'attention de quiconque), l'énergie éolienne, l'énergie solaire, et souligne les inconvénients bien plus que les avantages d'un éventuel « mouvement de la main ».

Ce trop voyant désordre va de pair avec un débat confus entre les deux principales forces qui soutiennent le chef de l'État. Nombre de républicains indépendants, on vient de le voir à Talloires, contestent à M. Chirac, M. D.R., son titre de chef de la majorité, et réajustent la discussion sur la « majorité présidentielle » et la « majorité parlementaire », discussion dans la-

quelle le premier ministre intervient subtilement, mais de façon peu convaincante, en se présentant lui-même comme l'animateur de « la nouvelle majorité présidentielle dans son expression parlementaire », formule qui semble avoir l'agrément de M. Chirac, secrétaire général des républicains indépendants.

Ces arguties ne sont pas de saison et ne touchent en rien à l'essentiel. Le problème n'est pas d'avoir le soutien de M. Chirac, pour ou ne pour pas, demain, conduire la majorité aux élections législatives, conformément à son « ambition » et à son « objectif ». Il est de savoir si dans une passe difficile il y a aujourd'hui quelqu'un au gouvernail.

RAYMOND BARRILLON.

## AU JOUR LE JOUR

## D'un déficit à l'autre

Au sujet d'un récent billet déplorant le gaspillage de salive qu'impliquait le lachage de timbres multiples en l'absence de vignettes correspondantes aux nouvelles valeurs, M. Pierre Lelong, secrétaire d'État aux P.T.T., m'écrit que ce gaspillage est largement compensé par l'économie de 200 tonnes de papier, produit menacé par une pénurie plus grave encore que celle du pétrole.

Je lui suggère de transmettre l'information à M. Fourcade, qui parle de faire disparaître des tickets d'essence. Ne risque-t-il pas d'aggraver le déficit sur un poste en le diminuant sur l'autre ?

Il veut même laisser le papier à sa vraie destination, qui est de permettre entre les hommes la plus sûre et la plus fidèle des communications. Ce qu'il nous faudrait importer pour diminuer notre déficit, car cela ne coûte rien, c'est cette durée d'attente pour toujours et sans le riche terroir de la France, l'esprit coïque.

ROBERT ESCARPI.

## UN CERTAIN REGARD

La France changeante  
et inchangée

Un certain regard. Celui de Stanley Hoffmann. Le destin français, pendant un quart de siècle, l'adolescence dans la crainte et l'espoir sous l'occupation. Les études à Sciences-Po. La double préoccupation de la vie internationale (la thèse « Organisations internationales et pouvoirs politiques des États ») et de la politique intérieure (« Le mouvement Pouébo »). Et puis, largement par la faute de l'absurde s'y est emmêlé universitaire français, avec ses voies obligatoires et bouchées, le départ pour les États-Unis voici bientôt vingt ans. Le prestige presque immédiat. L'élargissement du champ de recherche à la théorie des relations internationales et à la politique américaine (« Gulliver empêtré », traduit au Seuil en 1971). Mais

toujours la passion, intellectuelle pour le devenir français, passion, communautaire aux disciples américains qui, à leur tour, publient sur la France d'hier et d'aujourd'hui.

Un regard qui veut nous saisir à la fois dans la durée et dans la profondeur du tissu social, est-ce possible ? Les « Essais sur la France » nous provoquent en tout cas, non à la querelle brillante à coups d'idées invérifiables, mais à la réflexion difficile sur le changement et la permanence d'une unité, d'une spécificité françaises. Et aussi sur ce qu'il nous paraît désirable de changer ou de préserver et au nom de quoi nous le désirons.

(Voir page 34, l'article d'ALFRED GROSSER.)











# AFRIQUE

## Éthiopie

### LA RÉVOLUTION CHERCHE SA VOIE

Addis-Abeba. — « Tiendront-ils longtemps ? » Depuis deux jours, les Éthiopiens s'interrogent. Passé les brèves exaltations du « régime à blanc », passé l'empressement joyeux avec lequel partout dans Addis-Abeba on a décroché et lacé les

De notre envoyé spécial  
portraits du monarque déchu, d'inquiétants nuages se rassemblent au-dessus des palais vides de la capitale. « La révolution entre aujourd'hui dans sa phase la plus critique »,

répète-t-on partout dans cette ville insaisissable où les visages se ferment. Très fier d'avoir abattu sans coup férir la plus vieille monarchie du monde, les Éthiopiens paraissent saisis depuis mardi par un dangereux vertige. Addis-Abeba retient son souffle.

Les étudiants s'agitent quotidiennement dans les rues, et réclament avec une impatience croissante un régime civil, une république socialiste. Dans leurs défilés récents, ils ont brandi des drapeaux rouges à la place des drapeaux nationaux. Les délégués de la Confédération des syndicats multiplient depuis lundi les réunions, refusent de recevoir les émissaires du comité militaire et publient des communiqués « républicains » pour réclamer les droits de grève, d'association, de manifestation, en brandissant la menace d'une grève générale.

L'Association des journalistes éthiopiens elle-même, s'inquiète déjà ouvertement du rétablissement de la censure militaire et refuse d'accorder un « soutien conditionnel » à la junte. « Montrez-nous d'abord un programme politique précis et de taille », disent-ils. Dans les quartiers les plus pauvres, les chômeurs, principales victimes de l'effondrement

de l'économie, commencent eux aussi à s'agiter et sont brutalement dispersés par les patrouilles de la 4<sup>e</sup> division. Inquiétantes flammèches qui courent d'un bidonville à l'autre.

#### Mouvements provinciaux de dissidence

Il y a plus grave. Tandis que, par l'intermédiaire de tous les moyens de diffusion des « jacobins » du « comité », exaltent le sentiment d'unité nationale, des tendances centrifuges semblent resurgir dans ce vieux empire mal unifié et traditionnellement menacé d'éclatement. Des exemples. Le chef des tribus aïda du désert des Danakil, Ali Mirah, qui, sous Haïlé Sélassié, jouissait d'une large autonomie politique, a refusé de répondre à la convocation du nouveau pouvoir. Avec ses troupes personnelles, il se serait rapproché d'ores et déjà des frontières du territoire français des Afar et des Issas. Pour le cas où. Les autorités de Djibouti et le président Ali Arif, qu'un lien d'allégeance au moins moral lie à Ali Mirah, ont discrètement fait savoir que l'assile politique lui serait accordé s'il venait à le réclamer. Ce n'est pas bon signe.

Dans la province du Tigre, le gouverneur, le ras Mengesha Seyoum, époux d'une petite-fille de l'ancien empereur, prend ses distances avec Addis-Abeba, où certains réclament déjà son arrestation, et où d'autres affirment qu'il a pris le maquis. Son homologue de la province de Begemder, dont la capitale est Gondar, époux d'une autre petite-fille de Haïlé Sélassié, manifeste la même réticence à l'égard d'un pouvoir militaire qui l'a exilé dans cette lointaine province. Il s'agit du major général Megea Tegegne. Or Gondar et le Tigre ne sont pas si loin de l'Érythrée.

A Addis-Abeba, livré, comme en février dernier, aux supputations les plus audacieuses, ne va-t-on pas jusqu'à affirmer que

le ras Mengesha Seyoum cherche à prendre contact avec la branche chrétienne et modérée du Front de libération de l'Érythrée ? Le spectre du séparatisme provincial, vieille menace qui a toujours pesé sur l'Éthiopie, préoccupe à nouveau les militaires.

Situation floue, période transitoire, tâtonnements idéologiques. Tous les regards se tournent naturellement vers les casernes, mentes de la 4<sup>e</sup> division, où les officiers siègent dans le plus grand secret. Indirectement, cependant, des informations filent. Devant une tasse de café, un militaire en civil se laisse parfois prudemment aller à des confidences.

Une chose paraît certaine. Poussé par ses éléments les plus « radicaux », le « comité » a déposé l'empereur le 12 septembre avec une précipitation subite que certains regretteront aujourd'hui. Même privé de tout pouvoir, même otage dans son palais, Haïlé Sélassié constituait, à contrario, un puissant facteur d'unité entre ses adversaires. « On rassemble plus facilement des gens pour abattre un régime que pour en bâtir un nouveau », nous disait un intellectuel modéré.

#### Des divergences au sein du « comité »

Placés brusquement devant la page blanche d'une histoire qu'il s'agit d'écrire, les militaires, un peu crispés, hésitent. Avec les étudiants, ils s'efforcent de « garder le contact », en promettant de ne pas remplacer une dictature par une autre. Ils acceptent d'accueillir des « conseillers civils » au sein du comité. Mais dans le même temps, ils menacent : « Nous serons patients avec les étudiants, mais s'il le faut nous emploierons la force. » Face aux syndicats, ils font preuve également de fermeté.

Même s'ils interdisent aux journalistes étrangers d'avancer pareille hypothèse, il est indéniable que des divergences se creusent au sein du « comité provisoire ». Va-t-on instaurer une république populaire « à la chinoise » pour « gagner dix ans d'histoire » ? Cela paraît difficile dans un pays où les « structures mentales », façonnées par trois millénaires de féodalisme, sont loin d'être complètement transformées. Va-t-on s'engager sur la voie d'une démocratie parlementaire et libérale avec des élections libres, etc., comme le veulent certains militaires et une partie de l'intelligentsia ? Cela semble une entreprise bien audacieuse dans un pays où n'existent ni partis organisés, ni traditions, ou, même, ni habitudes démocratiques modernes.

Triomphera-t-elle demain, cette fraction dure de l'armée, qui estime que les militaires doivent absolument, « pour un certain temps encore », garder en main les rênes du pouvoir ? A charge pour eux de conduire le peuple éthiopien, progressivement, sur la voie de sa libération. Dans ces conditions, toutefois, il ne leur sera pas facile de contenir les bouillonnements de l'Université, des écoles secondaires, de tempérer l'irritation impatiente des syndicats, tous en restant fidèles à la belle promesse de la « révolution tranquille » : pas une goutte de sang.

Au milieu de toutes ces inquiétudes, de toutes ces hésitations, une seule chose paraît encore faire l'unité : la volonté obstinée, orgueilleuse, de bâtir un modèle « strictement éthiopien », en résumant avec agacement toutes les analogies venues de l'étranger. « Ni chinoise, ni portugaise, ni marxiste, notre révolution est et restera éthiopienne », répètent sans relâche les journaux, radios, étudiants et militaires. C'est un beau pari, mais difficile à tenir.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

## L'AIDE AUX PAYS DU SAHEL

### Près de 40 000 tonnes de vivres destinés au Mali sont immobilisées dans le port de Dakar faute de moyens de transport

De notre envoyé spécial

Dakar. — 35 000 à 40 000 tonnes de vivres destinés aux populations du Mali éprouvées par la famine sont immobilisées dans le port de Dakar. Du riz, du maïs, venus de France, de Grande-Bretagne et de Yougoslavie, du sorgho importé des États-Unis, du blé soviétique, des dattes d'Irak, attendent un hypothétique transporteur. Acheminées sans qu'aucune planification sérieuse des envois n'ait été au préalable arrêtée par les pays donateurs, ces marchandises posent un problème de stockage si aigu que les services des douanes sénégalaises ont accepté qu'une partie d'entre elles soient entreposées à l'extérieur de l'enceinte portuaire.

Alors que tous les secours destinés au Sénégal et à la Mauritanie ont pu être acheminés et distribués sans grande difficulté, environ 50 % des tonnages destinés au Mali et transitant par la presqu'île du cap Vert restent sur place. Le chemin de fer reliant Dakar à Bamako est saturé, son état de vétusté ne permettant le transport de tonnages exceptionnels que par petites quantités. Les capacités de transport par avion sont également limitées et les frais sont d'ailleurs beaucoup plus élevés. C'est ce qui explique que le port aérien, un moment établi entre les capitales sénégalaises et maliennes grâce au concours de la Grande-Bretagne et des États-Unis, n'a fonctionné que quelques mois l'année dernière.

Sur le môle III, dont une vaste superficie est exclusivement réservée aux Mallens, qui disposent d'une zone franche, des milliers de sacs entassés le long des quais de la voie ferrée Dakar-Niger attendent sous des bâches. A proximité, un cargo battant pavillon de la République populaire de Chine décharge 3 000 tonnes de maïs, don de la Croix-Rouge chinoise au Sénégal, que les autorités sénégalaises ont immédiatement pris en charge. En

revanche les vivres destinés au Mali restent en souffrance. A l'entrée du quartier Bel-Air, près de la minoterie des Grands Moulins de Dakar et de l'huile Lessieur, les véhicules s'entassent dans le mât. Sur l'ancien terrain de football du port de commerce, une forte odeur de pourriture se substitue à celle, pourtant entêtante en cette période dite d'hivernage, de l'arachide. Des milliers de sacs de maïs, dont certains ont pris l'humidité, fermentent sous l'action conjuguée des pluies et du soleil, en dépit des toiles de protection dont ils ont été soigneusement recouverts. Des essaims de mouches tourbillonnent autour de ces marchandises avariées, des cornelles rôdent, avides d'une nourriture qui, en dépit de son état de détérioration avancée, est étroitement surveillée par des vigiles privées.

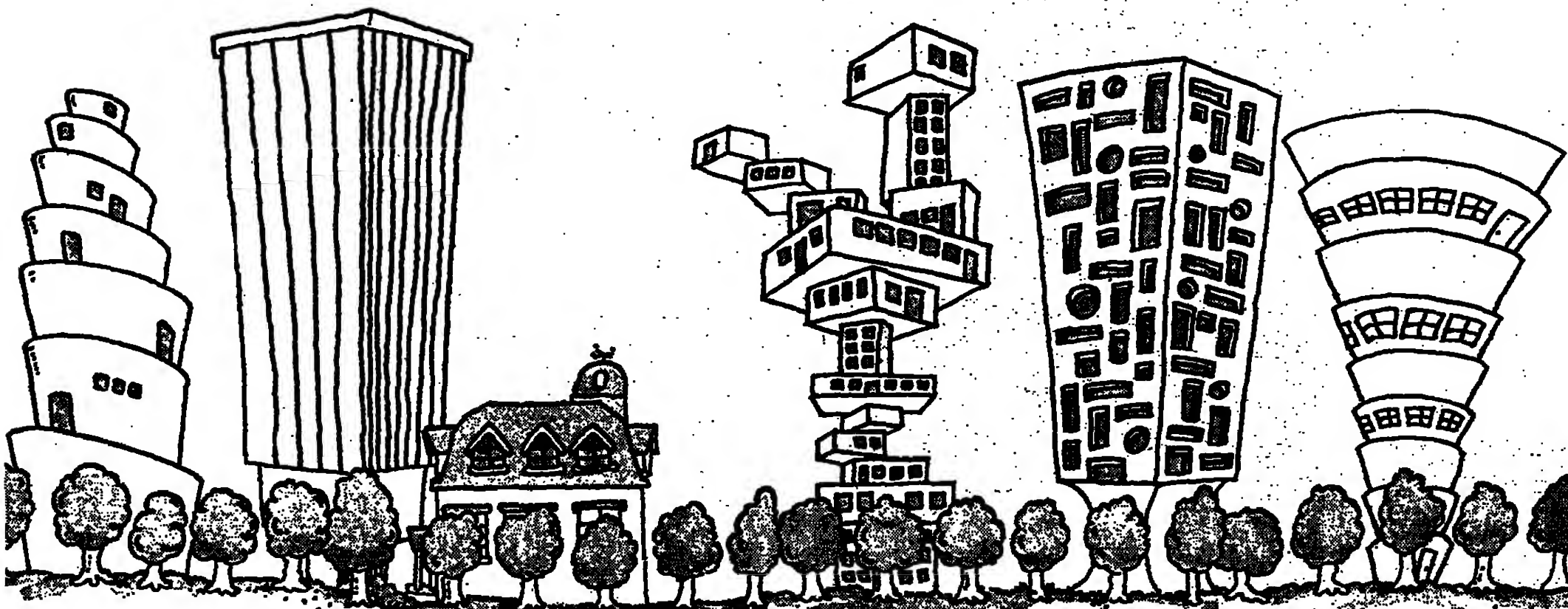
Au site IV, en face du môle IV, les transitaires ont également disposé une partie des stocks qu'ils sont contraints de disperser un peu partout sous peine de paralyser les installations portuaires. Près de la voie ferrée des phosphates de Talba, sur un sol malheureusement en partie détrempé, on retrouve les mêmes alignements, les entassements des sacs portant les estampilles « Don de la C.E.E. », « Don de la France », « Don du peuple américain ».

Faut-il se résigner à ce que ces céréales transportées d'une aère de stockage à l'autre au prix de manutentions innombrables et onéreuses, soient finalement détruites en présence des représentants des services douaniers sénégalais ? En l'absence de moyens matériels et financiers des pays donateurs ou transitaires, c'est apparemment au pays donateur qu'il appartient de faire un geste de solidarité complémentaire... avant qu'il ne soit trop tard.

PHILIPPE DECKAENE.

**NOTRE Télex**  
A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télégraphions. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous télégraphions. 40 unités pour l'Europe - 748 F. USA 21,10 F. Japon 25,50 F. etc. - abonnement 75 F. par mois ou supplément 7,50 F. par télex.  
**Service Télex**  
345.21.82 - 1.348.00.28  
15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS  
Agence à Lille et 30 correspondants.

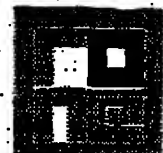
Dites-nous quel est votre immeuble, nous vous dirons quels seront vos meubles.



Depuis le temps que nous fabriquons du matériel et du mobilier de bureau, nous n'avons cessé d'améliorer la qualité de nos produits : qualité technique, robustesse, durabilité. Mais nous avons appris aussi que la qualité de la vie au travail ne dépend pas seulement de la qualité du matériel : implantation de

l'espace, traitement de l'ambiance, situation des postes de travail, étude des systèmes de classement, circulation des personnes, des documents et des idées, informations et contacts, tout doit être pris en compte avant de choisir pour chaque bureau la solution la mieux adaptée. C'est pourquoi nous vous proposons

d'étudier globalement avec vous, sur plans ou sur place, vos problèmes d'aménagement. En vous permettant de travailler avec un interlocuteur unique, nous sommes sûrs de vous apporter une solution cohérente assortie d'une assurance qualité : qualité du matériel, qualité de la vie, qualité du travail.



**RONEO**  
27 Bd. des Italiens - Paris 22 - 742 98 15  
De la conception à l'aménagement des bureaux.  
SCOB - Stand n° 1510 - Niveau 1 - Zone E - Tél. 775.15.80

مركز الاموال

**tiels**  
On inaugure  
la plus vaste exposition  
de cuisines par élém  
Nir-Mont  
Mikard Mourie  
cuisine résidence  
LANCE







## ASIE

### Corée du Sud

#### SÉOUL ANNONCE LE RÈGLEMENT DE SON DIFFÉREND AVEC TOKYO

Séoul. (A.F.P.). — Les gouvernements japonais et sud-coréen sont parvenus à un accord total pour régler leur querelle diplomatique survenue à la suite de la tentative d'assassinat du président Park Chung Hee, le 15 août dernier.

Dans un communiqué, le ministre des affaires étrangères, M. Kim Dong Jo, annonce qu'un envoyé spécial japonais, M. Estusaburo Shima, vice-président du parti libéral au pouvoir, ancien ministre des affaires étrangères, doit arriver ce jeudi 19 septembre à Séoul. Il est porteur d'une lettre du premier ministre, M. Tanaka, adressée au président Park, regrettant l'incident commis contre le chef de l'Etat par un Coréen résident au Japon.

M. Shima apportera également l'assurance que le contrôle, demandé par la Corée du Sud, des activités de l'organisation des résidents japonais au Japon (favorables à la Corée du Nord) sera assuré.

On annonce, d'autre part, que le président Park a procédé, le 18 septembre, à un remaniement du cabinet affectant neuf portefeuilles ministériels. L'ancien ministre des finances, M. Nam Duck Woo, est notamment promu au poste de vice-premier ministre, chargé de la planification économique. Plusieurs membres du gouvernement précédent sont écartés.

● UN AVOCAT SUD-CORÉEN, M. Kang Shin Ok, a été condamné à dix ans de prison par un tribunal militaire pour avoir déclaré, devant une cour martiale où il défendait le poète écrivain, le Kim Chi Ha, que les juges ne tenaient aucun compte de la procédure légale en étudiant les pièces à conviction en l'absence des accusés. Il avait comparé cette manière de procéder à celle des tribunaux nazis. M. Kang avait été arrêté le 15 juillet, soit avant la levée de deux des décrets d'exception en vertu desquels il était jugé. Deux étudiants et un chômeur ont été condamnés à des peines de trois à sept ans de prison dans les mêmes conditions. (A.F.P.)

### Indochine

#### A la suite d'accords conclus avec Hanoi L'économie laotienne dépendra moins du « débouché » thaïlandais

Pour la première fois, des accords d'aide et de coopération économique ont été signés le 18 septembre entre le Laos et le Vietnam du Nord. Hanoi livrera du riz, du ciment, des produits pharmaceutiques. Les communications entre les deux pays seront développées et les ports de la R.D.V. seront utilisés pour l'exportation de produits laotiens. Ces accords interviennent alors que le royaume se trouve dans une situation économique difficile au lendemain de la guerre. Ils pourraient avoir à terme une importance considérable : le Laos choisit un pays socialiste comme ouverture vers la mer, alors que, jusqu'à présent, il dépendait du débouché thaïlandais.

Au Laos encore, commencent les échanges de prisonniers : plusieurs centaines de mercenaires thaïlandais et près de deux cents Nord-Vietnamiens. Le seul Américain que le Pathet-Lao disait détenu a été libéré mercredi ; il travaillait pour la C.I.A. Il critique violemment la stratégie de Washington. Le président Ford a reproché mercredi aux communistes indochinois de ne guère faire d'efforts pour rechercher les Américains disparus.

● A PHNOM-PENH, la monnaie a subi une très forte dévaluation mercredi : le nouveau cours officiel est aligné sur l'ancien taux au marché noir : il faudra désormais 1 200 riels pour acheter un dollar, contre 420 riels auparavant. Une nouvelle hausse des prix est attendue dans un proche avenir. Le régime vient déjà de réviser de façon fort importante les prix de denrées de première nécessité, comme le riz et l'essence ; l'augmentation des salaires, qui a été décidée par la même occasion, ne compense pas l'inflation.

● AU VIETNAM DU SUD, la Commission internationale de contrôle et de supervision du cessez-le-feu est proche de la banque-roule : ses dettes s'élèvent à près de 6 millions de dollars.

Probablement pour répondre à la campagne de critiques, le régime de Saigon vient de destituer ou de déplacer neuf responsables de province. Cependant, les oppositions catholiques et bouddhistes commencent à coordonner leurs actions, provoquant une réelle inquiétude dans les milieux dirigeants. On

apprend, d'autre part, que le Mouvement des forces libres du Vietnam (3, rue de Sèvres, 82-Boulogne) a réorganisé ses instances dirigeantes, qui comprennent maintenant, outre des Vietnamiens de France, des Vietnamiens de l'intérieur. Les F.L.V. notent « la démolition croissante de l'armée de Saigon », affirmant que « le régime de Saigon voit ses bases sociales se réduire comme une peau de chagrin ». — (Reuter, A.F.P.)

#### LE HAUT-COMMISSARIAT DE L'O.N.U. VA AIDER LES VICTIMES DU CONFLIT

(De notre correspondant.)

Genève. — Les chiffres avancés par le Vietnam du Nord, Saigon et le G.R.P. ne concordant pas, il n'est guère aisé de préciser le nombre de réfugiés et d'autres personnes déplacées dans cette partie de l'Indochine. d'autant qu'il n'y existe pas d'organisme du type de l'Organisation de secours des Nations unies pour les réfugiés de Palestine. La situation au Laos est tout aussi dramatique, mais elle est mieux connue : selon l'O.N.U., un million sur les trois millions d'habitants que compte ce pays sont des réfugiés.

Le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le prince Sadruddin Aga Khan, a annoncé le 18 septembre qu'à la suite des demandes formulées par le Laos, la R.D.V. et le G.R.P., un vaste programme d'assistance allait être mis au point. La première phase de ce programme coûtera environ 12 millions de dollars. Le projet, essentiellement humanitaire, prévoit la réalisation d'opérations précises élaborées avec l'agrément des autorités requérantes. Il élargira tout double emploi avec l'aide bilatérale ou multilatérale déjà dispensée dans ces régions. Au Vietnam du Nord, le programme prévoit principalement des livraisons de coton, de laine et de produits pharmaceutiques. Dans les zones contrôlées par le G.R.P., l'effort portera sur la fourniture de tracteurs et de bulldozers nécessaires au défrichement et associés à la formation d'agriculteurs.

ISABELLE VICHNIAC.

## AMÉRIQUES

### Chili

#### LE CARDINAL SILVA HENRIQUEZ INVITE LA JUNTE A RESPECTER LES LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Le cardinal Silva Henriquez, archevêque de Santiago et primat de l'Eglise catholique du Chili, a mis en garde le mercredi 18 septembre les dirigeants du pays contre l'échec inévitable d'un système politique qui méprisait les libertés individuelles. Le cardinal président à la cathédrale de Santiago un service marquant l'anniversaire de l'indépendance chilienne, auquel assistaient le général Pinochet, chef de la junte, la totalité de son cabinet et le président Alfredo Stroessner du Paraguay. Le prélat les a invités à garder un contact permanent avec le peuple et à « tempérer la chaleur et les tensions qui sont liées à l'exercice du pouvoir ».

D'autre part, le M.R. mouvement de la gauche révolutionnaire chilienne, affirme dans un document publié mercredi à La Havane que la junte lui a offert de libérer ses membres actuellement détenus en échange de la cessation de ses activités politiques pendant deux ou trois ans. Le M.R. a refusé cette proposition au cours de tractations auxquelles Mme Laura Allende, ancienne sénatrice socialiste et sœur de l'ancien président, a participé. — (A.F.P., Reuter.)

#### LA FÉDÉRATION DES VILLES JUMÉLÉES LANCE UNE CAM- PAGNE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE CHILIEN.

A l'occasion du premier anniversaire de l'assassinat du président Allende et du renversement du régime démocratique au Chili, la Fédération mondiale des villes jumelées (Cités unies) (1) invite toutes les villes adhérentes à développer, pendant tout ce mois de septembre, une campagne de solidarité avec le peuple chilien et avec tous les peuples du silence, qui vivent sous la terreur de l'arrestation, de la torture et des exécutions sommaires et à lui faire connaître les initiatives prises à cette fin, pour qu'elles soient publiées dans la revue Cités unies.

(1) F.M.V.J., 13, rue Racine, 75006 Paris.

chez John Rapel  
**L'élégance anglaise sied  
admirablement aux  
hommes très grands  
comme aux très forts**

■ Désormais, tout va changer pour les hommes très grands ou très forts qui, jusqu'à présent, se contentaient du 1er et costume-tailleur à disposition.  
■ JOHN RAPEL met à leur disposition la plus vaste collection de prêt-à-porter de haute Grande Taille, d'une coupe spécifique qui donne au vêtement cette élégance anglaise tant appréciée.  
■ Rayon sur mesure avec un superbe choix de tissus de très qualité et grande rapidité de livraison. Cherchez grandes tailles de marque. Collections TAILLEUR, JUPITER.

CREDIT GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE.

JOHN RAPEL : Ouvert du Lundi au Samedi de 10h à 19h30 sans interruption - 40, rue de la République 75011 Paris - Tél. 355.66.00 - Métro : Pigier

**Parlez donc  
JAPONAIS !**

Cours du soir — Tous niveaux — Professeurs japonais  
Cours de vidéo — Cours de calligraphie — Nouveaux  
cours pour débutants en octobre — Inscriptions immédiates.

**COURS DE JAPONAIS DE TENRI**  
ENSEIGNEMENT PRIVÉ

9, rue Victor-Considérant, Paris-14<sup>e</sup> - T. 633-11-85

(PUBLIOTE)

**CONTRE LE VOL  
LE DI 50 D'ALARME 2000**

Devant la dramatique progression des vols, ALARME 2000 a étudié et conçu un appareil permettant à tous particuliers d'agir efficacement contre les cambrioleurs. En miniaturisant un radar hyperfréquence ALARME 2000 a pu concilier les critères nécessaires sans lesquels une protection est vulnérable, donc inutile :

- Surveillance volumétrique et non d'un point de passage ;
- Autonomie totale de fonctionnement (indépendant du secteur) ;
- Grand rayon d'action (salleau réglable de 2 à 25 m.) ;
- Non neutralisable ;
- Aucune installation ;
- Pas de déclenchements intempestifs.

**PROTECTION DES APPARTEMENTS, BUREAUX  
VILLAS ET RÉSIDENCES SECONDAIRES**

Ecrire pour tous renseignements complémentaires à  
**ALARME 2000, Départ. 81, 8, rue Guélin, 75016 Paris.**

**Ne laissez pas détruire en quelques minutes  
le confort de vie que vous avez créé.**

## A TRAVERS LE MONDE

### Brésil

● UN AVION MILITAIRE s'est écrasé, mercredi 18 septembre, à Ponta-Pora, dans l'Etat de Mato-Grosso. Vingt-deux officiers et deux généraux, le général Carlos de Mendonça Lima commandant le neuvième district militaire, et le général Angelo Irigoin Cunha, ont trouvé la mort. — (A.F.P., A.P.)

### Colombie

● M. ALFONSO LOPEZ MICHELEEN, président de la Colombie, a décrété le mercredi 18 septembre l'état d'urgence économique. Le déficit budgétaire dépasse, en effet, 250 millions de dollars, selon les calculs officiels et l'inflation a atteint 25 % l'année dernière. L'état d'urgence durera quarante-cinq jours, et donnera au président une plus grande liberté d'action. Pendant cette période, M. Michel-sen devra, notamment, trouver les ressources financières nécessaires au paiement des salaires dus depuis plusieurs mois à des milliers de professeurs, de médecins et de fonctionnaires. — (Corresp.)

### Hongrie

● MME BELA KUN, veuve du fondateur de la République des conseils hongrois, en 1919,

est morte à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Réfugiée en UR.S.S. en 1920, elle adhéra au P.C. en 1921. Jusqu'à l'émigration, en 1937, de son mari, pour dévotionisme, elle travailla à l'Institut du marxisme-léninisme, à Moscou. Elle s'était réinstallée à Budapest depuis la réhabilitation de son mari, intervenue discrètement le 21 mars 1956. I

### Mali

● LA FÉDÉRATION MONDIALE DES VILLES JUMÉLÉES (13, rue Racine, Paris-9<sup>e</sup>) lance dans un communiqué un appel « à toutes les villes du monde et en particulier aux villes jumelées » qui, souligne-t-elle, « fondent leur coopération sur une solidarité effective ». à venir « en aide aux communistes du Mali où une inondation catastrophique succède à une sécheresse sans précédent ». Elle rappelle que « la ville de Bamako est en voie de destruction ».

### ONU

● LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT, l'ESCAP, change de nom. Elle s'appellera désormais Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. Le nouveau sigle anglais est ESCAP. (Reuter.)

#### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

Quintus

## Les feuilles mortes se ramassent à la pelle. Pas partout.

Les jours raccourcissent. Le brouillard s'installe, avec lui la mélancolie. Faites peau neuve avant l'hiver, partez au soleil. Au Club, les bougainvillées sont en fleurs, le sable chaud, la mer accueillante. Partez en Espagne, en Israël, au Maroc, en Tunisie, en Égypte, aux Caraïbes, dans l'Océan Indien ou en Afrique. Vous bénéficierez des tarifs basse saison. Vous choisirez votre court de tennis et le moment de votre ski nautique. La plage sera toute à vous et à vos amis. Et si vous avez décidé de vous initier au yoga ou à la plongée sous-marine, c'est l'occasion rêvée. Au Club, tout est compris, même le temps de profiter de tout à loisir.

La vie du Club, vous pourrez la découvrir à partir du 16 septembre gratuitement au cinéma UGC Ermitage, 72, Champs-Élysées, salle 3, permanent de 10 h à 13 h 30, non stop.

## Club Méditerranée.

Place de la Bourse 75083 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8<sup>e</sup> / Tél. 266.52.52. Agence Havas. Voyages de votre ville.

سوق من الاموال

**UNE AUT**

La force des h

**Aujourd'hui  
Témoignage Chr  
est menacé**

Vous croyez à la liberté de  
vous défendre pour chaque ch  
à une information vraie et p

**Il faut sauve  
Témoignage Chr**



# UNE AUTOCRITIQUE DE L'INSTITUTION MILITAIRE

## II. — Pour un service national

Par ANTOINE SANGUINETTI

Partisan du maintien de l'armement nucléaire stratégique et tactique, le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti, major général de la marine nationale, se déclare résolument hostile à une participation des forces armées au rétablissement de l'ordre à l'intérieur des frontières (« Le Monde », du 18 septembre).

Dans la réalité, au-dessus des querelles de doctrines de défense, l'ombre du service militaire universel et obligatoire, présent par les uns tout à la fois comme une conquête de la République et la condition sine qua non d'une armée nationale, je l'ai vu défendu par d'autres, parce qu'obstacle insurmontable, dans leurs esprits, à la rénovation des structures des armées ; mais qui sert de prétexte facile et d'aliment puissant à l'antimilitarisme militant ; et qui obère le budget de défense de sommes considérables pour l'entretien d'hommes dont une partie, à tout le moins, sont inutiles, parce que sous-armés, sous-instruits et sous-employés.

Je crois, moi, par ce que l'on m'avait appris de l'histoire de France, que les armées de la République étaient les volontaires se dressant à l'appel de la patrie en danger, tandis que la conscription n'était qu'une séquelle de l'Empire. J'avais toujours, au long de mes études, entendu fustiger l'« œuvre conso » pour cette conscription honnête qui jetait les « Marie-Louise » dans la fournaise des champs de bataille et dévorait la belle jeunesse de France. Et je croyais me souvenir que le service militaire universel n'avait finalement été repris et institutionnalisé par la République que tardivement, au seuil de ce siècle et sous la pression des circonstances, à la veille d'une guerre prévisible de revanche contre un adversaire plus peuplé, en une époque où l'armement ne permettait encore d'autre doctrine que celle des gros bataillons.

### La force des habitudes

Or, voici que la révolution nucléaire permet désormais à quelques spécialistes d'assurer l'invincibilité de la nation de façon plus efficace que les armées de masse de jadis. En même temps, les progrès de la technique, qui se traduisent par une augmentation effrayante des prix des armements conventionnels, ne permettent plus d'armer qu'un nombre d'hommes limité pour la protection directe des armes de dissuasion, pour l'accomplissement d'une manœuvre d'avertissement, aux frontières, ou pour la projection de la puissance française hors de celles-ci. Dès lors qu'il n'y a plus d'armes efficaces et de missions utiles que pour ces quelques hommes, et que l'on n'incorpore plus la masse des autres que par la seule force des habitudes, comment faire admettre à cette masse le maintien, sous sa forme actuelle, d'un service qui, au vu et au vu de tous, n'est plus universel et n'a plus souvent de militaire que le nom ?

Pour créer et maintenir l'esprit de défense ? Mais l'esprit de défense d'une nation ne résulte pas de quelques mois passés ou perdus par ses fils dans le désarmement

des casernes ! La volonté de défense procède directement de l'espérance que chacun, à son échelon, peut mettre dans son pays et dans la société que lui est offerte : elle est faite de niveau de vie décent et de justice sociale, de dignité humaine et de fierté nationale, de dévouement aux causes communes et de sens civique appris dès l'enfance ; c'est l'affaire tout à la fois du politique, de l'économique, du législatif et de l'enseignant ! Mais le militaire ne peut y suppléer !

En stratégie de dissuasion, par ailleurs, la détermination de défense, c'est-à-dire de riposte éventuelle, qui ne peut déjà pas se partager entre gouvernements alliés responsables, ne se partage pas plus entre le peuple et le chef de l'Etat. C'est la grandeur et la servitude de ce dernier de devoir rester toujours seul et isolé devant une responsabilité qui est sans doute la plus importante de son mandat, et pour laquelle il a été élu au suffrage universel. Aucune considération abstraite ni personne ne pourrait rien y changer.

En fait, le problème du service militaire universel et obligatoire

n'est plus jamais posé, en France, dans ses termes réels. Car, alors que l'opinion et les partis se passionnent et discutent à l'aveugle de sa durée et de ce qu'il peut apporter aux conscrits, la seule question valable est celle des besoins de la nation et des effectifs que le gouvernement estime nécessaire d'avoir sous les drapeaux pour l'accomplissement de sa politique de défense.

Une ère nouvelle où, pour la première fois de son histoire, la France n'est plus menacée directement par aucun de ses voisins immédiats, j'ai tenté de montrer qu'elle n'avait plus l'emploi que de trois familles de forces pour assurer les trois missions qui couvrent l'intégralité de ses besoins : « forces stratégiques » de dissuasion, « forces de sûreté » des forces stratégiques, « forces de manœuvre » des forces de sûreté, comprenant entre autres un corps de bataille, dotées des armes les plus modernes — dont les armes atomiques tactiques — mais destinées en principe à n'intervenir qu'au-delà de notre territoire : en Europe, à leur plus haut niveau sans cesse de nos associés ; ou hors d'Europe, au niveau nécessaire par les intérêts en jeu, peut-être moindre mais toujours significatif. On constate que toutes ces forces ne nécessitent, en principe, que des effectifs relativement réduits.

On pourrait à la limite concevoir, dans ces conditions, que la France puisse se contenter du nombre actuel de ses professionnels et engagés, au prix d'une gestion plus serrée, non de ses unités de combat, mais surtout de leurs soutiens et des soutiens de leurs soutiens. Il en résulterait, par conséquent, une

### Disponibilité permanente

Car la très haute technicité des matériels stratégiques, leur alerte permanente, la « robotisation » qui doit atteindre leurs services, la confiance absolue qui doit pouvoir leur être accordée dans toutes les configurations du service courant et qui ne peut résulter que d'une acquisition, réfléchi des réactions appropriées, exigent des personnels de métier. Le point, d'ailleurs, n'est guère contesté.

La révolution nucléaire, qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, a enfin matérialisé le vieux rêve de dissuasion à en conséquence effacé, sans que la plupart en aient encore pris conscience, les anciennes notions de guerre et paix pour introduire celle de crise, plus ou moins ouverte ou latente. Cette situation nouvelle interdit en pratique le recours aux anciens errements de mobilisation ou de délais ; les forces de manœuvre, comme les forces stratégiques, doivent être prêtes à réagir immédiatement, en tous temps et en tous lieux, à affectifs complets et instruits. Les relèves massives de classes n'y trouvent plus leur place, non plus que l'instruction de base ou les compléments de réservistes. Et leurs matériels, qui sont pour le moins aussi évolués que les matériels stratégiques, et parfois de même nature, nécessitent eux aussi, pour le service, du personnel engagé que l'on ait eu le temps d'instruire dans les techniques concernées.

On pourrait enfin ajouter que le combat moderne, par les moyens effrayants qu'il met en jeu, est devenu pour l'homme une entreprise de survie où ne peuvent plus réussir que les plus doués ou les mieux préparés, au détriment des plus faibles. Nul n'est tenu, Dieu merci, d'avoir goût pour les turqueries. Alors, en un temps où les gros bataillons ne sont plus nécessaires comme autrefois sur les champs de bataille, mais où prévaut au contraire la diffusion, cessions, de grâce, de préparer la manœuvre des innocents en armes qui a, déjà trop longtemps, caractérisé les derniers conflits.

Ce sont surtout les forces de sûreté, ou de « défense opérationnelle du territoire » dans la terminologie actuelle, qui restent justiciables désormais du contingent, et il est probable que les armées, pour couvrir les effectifs strictement indispensables, devront effectivement disposer d'un appoint de recrues. Sans doute est-il bon par ailleurs — mais il s'agit là d'une option politique — que la nation continue d'incorporer sa jeunesse, pour des raisons de santé physique et morale, d'éducation civique et d'apprentissage de la solidarité. Pour ceux qui ne seraient pas volontaires pour servir un temps antissant dans les forces de manœuvre — moyen-

nant, loin de toute caserne et de tout arme coûteuse, une instruction militaire adaptée à la protection de points sensibles à diverses formes de coopération avec des administrations civiles qui y trouveraient leur compte. Il est loisi-

### Une révision déchirante

Ces quelques notions supposent, bien sûr, une révision déchirante des conceptions françaises des dernières décennies. Mais il faut bien prendre conscience que, à moins de se contenter, comme l'Angleterre insulaire, d'une « armée de métier » réduite, il n'y a pas d'autre solution pour ne pas faire perdre son temps à la jeunesse sous les drapeaux, dans le cadre des crédits relativement limités que la France entend consacrer à sa défense.

La seule alternative, en effet, celle dont nous sortons, reste de pratiquer un service de durée suffisante pour permettre une instruction convenable des recrues aux techniques modernes de l'armement. C'est ainsi que, sans aller à la solution extrême de l'Union soviétique qui incorpore ses jeunes hommes pour deux et trois ans, nous nous étions arrêtés en France au service d'un an, qui semble bien le minimum absolu dans cette optique. Outre qu'une telle pratique, par l'augmentation considérable des effectifs sous les armes qu'elle engendrerait, n'est pas justifiée dans un pays professant sa doctrine de dissuasion hors de toute volonté agressive, elle exigerait en corollaire de doter tous les hommes ainsi appelés des armes modernes, et moyens de s'en servir, qui leur rendraient le sentiment de leur utilité, au prix d'un accroissement gigantesque du budget des armées.

Nous n'avons pas fait, dans le passé, cet effort financier et l'on peut douter, à juste titre, que nous le fassions jamais. Encore que, même à ce prix, nous ne chasserions pas l'ennui de nos casernes : car nul n'est plus désemparé que le soldat ayant terminé son instruction, en un temps de paix que nous voulons durable. Et cela restera toujours l'écueil insurmontable, et inac-

ble de concevoir pour cela diverses formules pouvant aller, pour éviter les fâcheuses périodes de désarmement, jusqu'au service fractionné ou à temps partiel, accompli à proximité immédiate du domicile de l'appelé.

ceptable dans notre société actuelle, du service militaire à plein temps.

Et, pour Dieu, que l'on cesse, sur un sujet aussi grave, de nous servir encore le poncif séculé du danger de prise de pouvoir par « l'armée de métier ». Pour ceux qui affecteraient encore de craindre les corps homogènes de semi-professionnels qu'il nous faudra bien constituer en couverture et persisteraient à leur faire un procès d'intention dément, en fait, par l'étude objective de notre histoire, croient-ils vraiment qu'une aviation ou une marine, par leur nature même, ou un corps de bataille effectifs réduits qui ne quadrillerait plus le territoire français et stationnerait loin de la capitale, puissent constituer une menace réelle contre les institutions, au siècle des télécommunications instantanées, de l'information généralisée et des mouvements populaires de masse ? Les militaires de carrière français n'ont jamais été des mercenaires, et la vie qu'ils consacrent au service de la nation réclame plus d'abnégation qu'elle ne comporte de profits. Ils constituent certainement le corps le moins politisé du pays, et le seul reproche que l'on puisse sans doute leur faire, à travers les siècles, plutôt que de s'être révoltés est d'avoir parfois obéi trop aveuglément au pouvoir légal. Mais peut-être l'usage du terme mieux approprié de « forces de volontaires » suffirait-il à calmer les appréhensions d'un peuple soumis, comme le nôtre, à la magie du verbe !

### Prochain article :

### III. — POUR UNE RÉFORME DES STRUCTURES

## FEU LA PRESSE LIBRE ?

« Combat » vient de sombrer ; « L'Est Républicain » se bat pour demeurer lui-même. Depuis 1944, vingt-sept quotidiens parisiens — parmi lesquels l'aube, Franc-Tireur, Le Populaire, Libération, la Nation et des dizaines d'hebdomadaires d'opinion, ont disparu.

## Aujourd'hui « Témoignage Chrétien » est menacé

Fondé en 1941, diffusé clandestinement jusqu'à la Libération, « Témoignage Chrétien » est un des derniers titres issus de la Résistance. Il est demeuré constamment fidèle à lui-même.

Ouvrage commun de catholiques et de protestants qui appellent les chrétiens à participer aux grands combats pour la libération des hommes et des peuples, « Témoignage Chrétien » a été, quoi qu'il lui en coûtât, au premier rang de la lutte pour la décolonisation du Tiers-Monde. Il poursuit aujourd'hui son action au service des plus pauvres et des exploités.

« Témoignage Chrétien » est un hebdomadaire unique en son genre. Il représente un courant d'opinion original qui a droit à la parole. Il doit continuer à se faire entendre.

Vous croyez à la liberté de la presse. Vous défendez, pour chaque citoyen, le droit à une information vraie et pluraliste.

## Il faut sauver « Témoignage Chrétien »

Participez à la souscription ouverte par les Amis de « Témoignage Chrétien ». Envoyez votre contribution à l'ordre des Amis de Témoignage Chrétien, 49 faubourg Poissonnière, 75009 Paris (CCP - Amis de TC - 71 58 47 Paris).

Si vous êtes décidé à acheter un appartement à Paris

## 50 APPARTEMENTS BENEFICIENT DE CONDITIONS EXCEPTIONNELLES

S'associant au Plan Fourcade, GRIMM propose ces conditions dans le cadre de l'effort pour la baisse des prix :

- 10 000 F de réduction sur le 5 pièces
- 8 500 F de réduction sur le 4 pièces
- 7 000 F de réduction sur le 3 pièces
- 5 500 F de réduction sur le 2 pièces
- 4 000 F de réduction sur le studio.

**Grimm Le Hautefort**  
DIX MILLE FRANCS

MONTANT DU CHEQUE : GH 074 111

A L'ORDRE DE M. A VALOIR SUR L'ACHAT D'UN APPARTEMENT AU HAUTEFORT, 9-11 RUE JULES VALLES.

« LE HAUTEFORT », 9-11 RUE JULES VALLES.

Ce chèque valide sera déduit du prix d'un appartement au HAUTEFORT, au moment de la réservation sans d'un appartement, sous la forme des appartements disponibles.

La réservation peut avoir lieu avant le 15 octobre 1974.

Un chèque à valoir sur votre achat vous sera déduit et validé lors de votre visite au Bureau de Vente Le Hautefort 9-11 rue Jules Valles, Paris 11<sup>e</sup>, tous les jours de 10 h à 18 h, même le dimanche.

Pour tous renseignements téléphonez vite : 523 24 50

GRIMM



# POLITIQUE

## Un nouveau paysage électoral ?

### IV. — Le « centrisme d'opinion »

Par ALAIN RICHARD

Alain Richard a successivement étudié les zones de forces de la majorité et de la gauche et les différences de comportement politique entre les villes et les banlieues (« Le Monde », des 17, 18, 19 septembre). Il conclut en analysant la persistance d'un « centrisme d'opinion » et ses conséquences pour la gauche.

Globalement, l'étude des résultats de l'élection présidentielle et de ses répercussions sur la situation électorale future repose sur une analyse binaire, centrée sur l'équilibre entre les deux grandes tendances de l'opinion et sur leur structure interne. Il y a une gauche et, on s'en rend compte, une droite; et il paraît bien évident que l'avenir de l'opinion politique se jouera entre ces deux camps existants et capables d'ordonner autour de ses propres déterminations le jeu des autres acteurs de la vie politique. Cette émergence d'un centrisme majeur peut être une ambition plausible pour le parti libéral britannique,

#### Les reculs de la gauche de 1973 à 1974

Le premier signe précis de l'existence de cette couche d'indécision est de son influence apparente lorsqu'on compare au deuxième tour de l'élection présidentielle le deuxième tour des élections législatives dans l'ensemble des circonscriptions où il opposait en duel un représentant (comme M. Mitterrand lui-même) de la « gauche non communiste » et un représentant de l'actuelle majorité (1). L'intérêt de cette comparaison est que les deux termes du choix politique sont quasi identiques (les liens entre P.S. et P.C. et le soutien de l'extrême gauche préfigurent la situation de 1974), alors que l'enjeu institutionnel est différent : au lieu d'élever à la présidence un socialiste soutenu par le P.C. et l'extrême gauche, il ne s'agit pas alors que de confier à un socialiste ayant les mêmes appuis l'un des quatre cent quatre-vingt-dix sièges du Palais-Bourbon.

Cette comparaison entre les seconds tours à un an d'intervalle donne un résultat curieux : M. Mitterrand a reculé le 19 mai 1974, toutes régions confondues,

par exemple : elle ne se fonde en France que sur des usages.

M. Lecanuet le sait aussi bien que personne, mais il sait aussi qu'il est vital pour le camp auquel il appartient de déplacer la frontière le plus loin possible. Pour cela, on peut se livrer au débâchage de personnalités et de clientèles — et personne ne s'en prive. Mais on peut aussi chercher à attirer directement, par l'élaboration d'une « image » appropriée, les fractions de l'opinion qui ont tendance à franchir le plus fréquemment cette frontière. Et si le centrisme organisé est une pure chimère, le « centrisme d'opinion », lui, est une réalité solide. Il apparaît avec netteté dans la comparaison entre les résultats de l'élection présidentielle et ceux des consultations précédentes, comme dans certaines enquêtes d'opinion. Il cerné bien ce qui sera un des enjeux de la bataille législative future, pour la gauche comme pour la droite : obtenir des moins déterminés de l'autre camp qu'ils franchissent, une fois de plus, la ligne de démarcation.

par rapport au pourcentage obtenu le 11 mars 1973 par les socialistes représentant la gauche unie. La comparaison est valable dans 174 circonscriptions (2) métropolitaines où l'affrontement au deuxième tour de 1973 consistait en un duel gauche non communiste-majorité (on y inclut les quelques cas où, à la suite d'un retrait tardif, un candidat de droite avait encore reçu des voix en nombre négligeable).

Sur l'ensemble de ces 174 circonscriptions, les candidats P.S., P.S.U. ou radicaux de gauche avaient obtenu le 11 mars 1973 4 613 447 voix (52,04 %) et leurs adversaires de l'actuelle majorité 4 250 493 (47,96 %), sur 8 863 940 suffrages exprimés. Le 19 mai, dans les mêmes circonscriptions, M. Mitterrand a eu 4 914 215 voix (51,06 %) et M. Giscard d'Estaing 4 709 807 (48,94 %) sur 9 624 022 suffrages exprimés. Certes, ce recul d'un point se rattache en partie à l'usure de l'électorat de gauche dans les bastions les plus solides, dont certains figurent dans l'échantillon. On peut toutefois neutraliser cette usure (qui n'est peut-être pas très diffé-

rente dans sa nature, pourtant) en isolant les 24 circonscriptions où le candidat socialiste recueillait le 11 mars 1973 plus de 60 % des voix. Sur les 150 circonscriptions restantes, le chiffre de M. Mitterrand continue de marquer un recul par rapport à l'an dernier : 49,7 % pour la gauche au lieu de 50,1 %.

Ce recul, réduit à une décimale, recouvre des mouvements plus profonds. Il n'est qu'un socle, négatif, alors qu'on a pu observer des déplacements importants en faveur de la gauche — venant notamment de l'électorat gaulliste des régions de tradition modérée. Il paraît donc vraisemblable qu'il s'est produit une détérioration de plus grande ampleur dans un électorat instable, soucieux de manifester son opposition sans lui donner la portée d'une adhésion globale à l'union de la gauche.

Un sous-échantillon peut révéler l'existence de cet électorat socialiste « clignotant » : c'est la comparaison du 19 mai 1974 avec le 11 mars 1973 dans les circonscriptions où les socialistes ou les radicaux avaient bénéficié d'un fort appoint centriste. On se souvient que, dans l'ensemble, le renfort apporté à l'U.G.S.D. par les électeurs centristes avait été assez faible, environ un cinquième d'entre eux appuyant la gauche contre quatre cinquièmes pour la majorité. Mais ce renfort constituait un élément de la répartition des forces et, à la marge, jouait un rôle décisif dans l'assise électorale de la gauche non communiste (3).

Rapprochement éclairant : sur toute la France, les deux tours de 1973, le candidat unique socialiste ou radical faisait progresser la gauche de plus de 5 % des voix (en provenance presque exclusive des réformateurs et « divers droites »). Il y en a vingt où M. Mitterrand marque un recul, souvent sévère. Deux exemples typiques : à Besançon, M. Pinard — soutenu par une municipalité P.S. — centriste était au premier tour de 1973 en tête d'une gauche qui rassemblait 44,4 % des voix, bénéficiaire des désistements prévus (y compris celui, peu enthousiaste, d'un candidat P.S.U. nommé Charles Piaget), il porta ce chiffre, grâce à certaines voix du réformateur, à 49,05 % ; mais le 19 mai 1974, M. Mitterrand n'obtient dans la même circonscription que 43,5 %. Dans un contexte assez différent, à Toulon-Nord, le député Leloup, candidat socialiste disposant ainsi que son suppléant, d'une bonne audience personnelle, profitait des dissentiments entre centristes et U.D.R. : il faisait passer la gauche de 42,7 % à 49,9 %, ne s'inclinant devant le sortant U.D.R. que de 26 voix. Dans les limites de cette circonscription, le pourcentage de M. Mitterrand retombait à 46,9 %.

Cette composante instable et apparemment modérée de l'électorat de gauche peut être isolée aussi auprès d'une catégorie de candidats qui ont, officiellement, pour mission de l'attirer : les radicaux de gauche. De fait, si l'on additionne les résultats de M. Mitterrand dans les onze circonscriptions ayant élu l'an dernier des députés de cette tendance, on relève qu'il n'a obtenu que 308 748 voix sur 597 876, soit 51,7 %, alors que les députés radicaux de gauche recueillent le 11 mars 1973, face à la majorité, 305 628 voix sur 540 836, soit 56,5 %. Par exemple, le député (fort bien implanté) de Charolles, M. Paul Durafour, avait obtenu l'an passé, sa réélection avec 62,1 % des voix ; M. Mitterrand ne retrouve dans cette circonscription rurale que 49,2 %.

Il serait naïf de déduire de ces comparaisons que toute une

fraction « centre gauche » de l'électorat socialiste et radical a définitivement rallié la majorité au vu de la netteté des options stratégiques de M. Mitterrand.

A l'avenir, ces électeurs simplement protestataires, réticents à transposer leur sympathie locale en choix national, pourraient fort bien revenir au P.S. (voire au P.C., qui s'adresse à eux avec persévérance) lors de nouvelles élections législatives. Disposés à alourdir le poids parlementaire de l'opposition pour exprimer leur mécontentement, mais lui refusant l'autorité suprême, ils donneraient ainsi une certaine rationalité aux fluctuations de l'électorat de gauche d'une consultation à l'autre. Une telle conjoncture paraît plausible après les sondages récents, qui font ressortir la tendance de certains électeurs de M. Giscard d'Estaing à se tourner vers le P.S. dans un scrutin législatif.

Un signe concordant de la mobilité de l'opinion dans cette zone médiane de l'éventail politique est le ralliement à M. Mitterrand de secteurs assez importants de l'électorat réformateur : si les plus prudents des électeurs socialistes ont rejoint M. Giscard d'Estaing, les plus déterminés des centristes d'opposition ont fait la démarche inverse. Ce mouvement est particulièrement perceptible là où le mouvement réformateur, dans un contexte natio-

leurs. Elle le place devant M. Giscard d'Estaing dans les circonscriptions de MM. Donnes, Michel Durafour, Gagnaire, Inuel, Max Lejeune, Rémy Montagne, Rossi (entre autres), et très près de celle du président élu dans celles de Mme Frisch, de MM. Péronnet (49,1 %), Servan — Schreiber (49,4 %), Lecanuet (47,5 %) et Abelin (48,9 %).

Là non plus il n'est pas évident qu'un pas ait été franchi durablement : on peut en déduire simplement la persistance de réflexes d'opposition dans l'électorat réformateur. Corollairement, cela confirme la réelle aptitude de certaines personnalités centristes à « retenir » une opinion a priori détachée de la droite et qui s'attache au lieu d'être accidentelle à celle d'un « centrisme par discordance », dans un pays où ni le centrisme par alternance ni le centrisme par convergence, selon l'heureuse distinction de M. Duverger, ne parviennent à s'établir. Et la volonté du pays serait alors non qu'on franchisse cette contradiction mais qu'on vive avec elle.

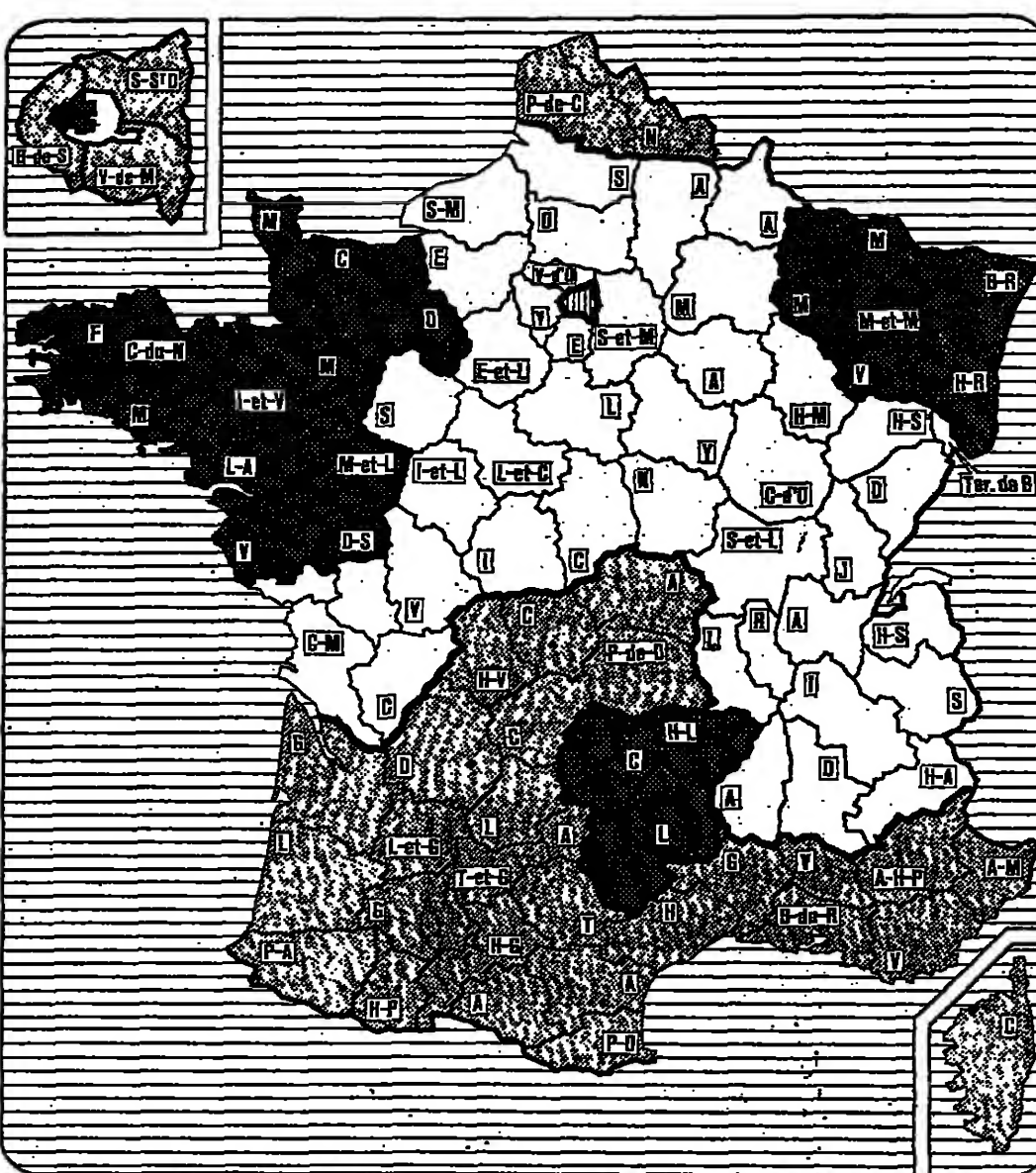
Cette virtualité, défavorable à la consolidation du nouveau pouvoir, prend sa source dans les mécanismes propres de l'actuel mode de scrutin législatif. Si une fraction insatisfaite de l'opinion se détache de la majorité et entend lui adresser une protestation, elle sera conduite, dans la logique sélective du second tour, à soutenir la seule candidature d'opposition qui sera celle de la gauche ; ce mouvement sera d'au-

sors d'ingéniosité pour capter cette opinion inconstante, dont on attend la décision.

On l'attend peut-être en vain, au demeurant. Car la versatilité que manifestent les déplacements de nombreux électeurs d'un vote législatif à un vote présidentiel, loin d'indiquer un mécontentement velléitaire, pourrait après tout exprimer une sorte de mécanisme régulateur, une confuse mais opiniâtre recherche du juste milieu consistant à ménager, au sein même des institutions, une division des tâches : face à un président modéré, une Assemblée traduisant par sa majorité (ou son absence de majorité) la vigueur des protestations qui s'adressent à lui. Si cette éventualité prenait corps, sa application au lieu d'être accidentelle serait celle d'un « centrisme par discordance », dans un pays où ni le centrisme par alternance ni le centrisme par convergence, selon l'heureuse distinction de M. Duverger, ne parviennent à s'établir. Et la volonté du pays serait alors non qu'on franchisse cette contradiction mais qu'on vive avec elle.

Cette virtualité, défavorable à la consolidation du nouveau pouvoir, prend sa source dans les mécanismes propres de l'actuel mode de scrutin législatif. Si une fraction insatisfaite de l'opinion se détache de la majorité et entend lui adresser une protestation, elle sera conduite, dans la logique sélective du second tour, à soutenir la seule candidature d'opposition qui sera celle de la gauche ; ce mouvement sera d'au-

#### LES GRANDES ZONES POLITIQUES



■ Régions ayant une tradition de gauche  
■ Régions ayant une tradition modérée  
□ Régions politiquement moyennes

Cette carte vise à représenter les grandes zones de tradition politique, telles qu'elles se sont maintenues à peu près constamment dans les quinze dernières années et telles que nous les avons tracées dans les articles parus dans nos numéros précédents. Elle s'efforce de fixer avec précision les limites entre ces zones, chevauchant donc les frontières des régions et même de certains départements (dans l'Aveyron ou la Vendée). Elle ne fait pas apparaître les subdivisions exceptionnelles relativement peu nombreuses tant dans un sens (Ponantier) que dans l'autre (Le Harre-II, Vézère).

Ainsi les zones modérées de l'Ouest et de l'Est comportent depuis longtemps un certain nombre de circonscriptions voisines de la moyenne nationale, et quelques circonscriptions orientées à gauche (Saint-Nazaire et Lorient, d'un côté; Longwy, Bides et Mayenne-Grande, de l'autre). De même, le Midi, favorable à la gauche dans l'ensemble, comporte une vingtaine de circonscriptions « médianes » et une circonscription nettement conservatrice (le Pays Basque intérieur). Et la grande zone centrale comporte des exceptions peu nombreuses tant dans un sens (Ponantier) que dans l'autre (Le Harre-II, Vézère).

national décevant, avait en 1973 réussi des percées locales en ravissant à la gauche des électeurs nettement hostiles à la majorité sortante. Il y avait notamment quarante-sept circonscriptions où les réformateurs (ou d'autres centristes d'opposition non investis par eux) rassemblaient au moins 25 % des voix au premier tour de 1973 : la gauche n'y recueillait alors que 32,9 % en moyenne. Dans ces mêmes circonscriptions, M. Mitterrand s'était le 19 mai 1974 43,3 % : sa progression dans les points forts des réformateurs est donc triple de ce qu'elle est ail-

lors. Elle le place devant M. Giscard d'Estaing dans les circonscriptions de MM. Donnes, Michel Durafour, Gagnaire, Inuel, Max Lejeune, Rémy Montagne, Rossi (entre autres), et très près de celle du président élu dans celles de Mme Frisch, de MM. Péronnet (49,1 %), Servan — Schreiber (49,4 %), Lecanuet (47,5 %) et Abelin (48,9 %).

tant plus marqué que le second tour sera disputé plus souvent par le P.S. que par le P.C. Si, au contraire, un système plus souple réserve une possibilité d'expression et d'influence (en sièges) à des courants d'opinion intermédiaires, même minoritaires, la rennaissance d'une « opposition bien tempérée » en sera grandement facilitée. C'est peut-être l'assurance tous risques contre le blocage parlementaire.

FIN

**Le salon de l'auto chez vous...**  
De A à Z, 1000 modèles avec leur consommation exacte

**Alfa Romeo Alfameo**  
Vitesse max de 180 km/h  
1000 m départ arrêté 27" 42/45"

**Zastava 1100 Super**  
6,2 litres de super à 80 km/h  
12,4 litres de super à 100 km/h  
Vitesse max 141,4 km/h  
1000 m départ arrêté 27" 42/45"

**carte d'identité**

**catalogue EUROPE AUTO**  
en vente partout 12 F

150 000 000

LES JOURNÉES  
républicaines  
en

L'ouvrage reproche à  
l'absence totale d'idée  
la gestion économique

GENERAL A. de  
CE LIVRE COM  
REVOLUTION AU P

FLAMMARION  
COMPARER LES LIV  
EST DE LA ACHE



## POLITIQUE

### LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DE TALLOIRES

## Les républicains indépendants cherchent à se constituer en « parti de gouvernement »

Les journées parlementaires des républicains indépendants ont pris fin mercredi soir 18 septembre à Talloires. Au cours du dernier après-midi de leurs travaux les élus

giscardiens ont entendu M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat, leur parler de la politique de l'immigration, et M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, évo-

quer les questions relatives à l'énergie. M. Michel Poniatowski n'avait pu quitter Paris et M. Roger Chadaud était venu à sa place évoquer les questions politiques.

De notre envoyé spécial

Talloires. — Les journées parlementaires — les premières du genre — que les républicains indépendants ont réunies à Talloires répondent à la nécessité de montrer que l'ère nouvelle par le chef de l'Etat n'est pas seulement pour les giscardiens, une affaire de présidence de la République, mais qu'elle concerne aussi le parti et son émanation la plus concrète : les groupes parlementaires.

Pour les élus de telles journées sont donc l'occasion de se rencontrer et de faire connaissance (le succès a attiré quelques nouveaux venus), de se compter aussi. A Talloires, toutefois, il s'est agi peut-être d'un peu plus que cela : la victoire du 19 mai a créé une atmosphère particulière faite de sentiments de fierté et de force, mais les participants ressentent aussi qu'ils étaient là pour entreprendre quelque chose, pour mettre en route un processus : l'adaptation de la formation giscardienne aux nécessités nées pour elle de l'accession de son ancien président à la tête de l'Etat.

Nul doute que le fait d'être désormais le parti du président de la République implique des transformations profondes à la Fédération nationale des républicains indépendants. Conçue tout entière en fonction d'un seul objectif : hisser un homme au sommet de l'Etat, cette formation se trouve aujourd'hui confrontée à des impératifs auxquels elle n'a pas été préparée. On ne s'improvise sans doute pas du jour au lendemain parti de gouvernement, parti du chef de l'Etat. Mais si l'on veut en être devenu, il faut bien s'armer pour

les combats à venir. A savoir : être suffisamment puissants, nombreux et enracinés pour assurer la diffusion dans le pays de la pensée et de la volonté du président ; disposer de réserves suffisantes en hommes et en idées et en propositions, dont on peut se passer une formation gouvernementale en fin de mandat. Autrement dit : se préparer à disputer à l'U.D.R. sa suprématie parlementaire au sein de la majorité. Ce que M. Roger Chadaud, secrétaire général de la F.N.R.I., exprime quand il déclare, comme il l'a fait mercredi 18 septembre : « Les républicains indépendants ont un rôle qui doit aller en se développant. S'ils ne se développent pas, ils passeront à côté de la mission que le pays a confiée à l'un des leurs en l'élevant président de la République. »

### Débats à huis clos

Objectifs ambitieux donc, mais à ne pas donner, vitzu. Objectifs qu'un parti n'atteint pas sans s'y appliquer longuement, mais dont ces journées de Talloires ont montré qu'ils étaient au bout de la ligne de mire (la première grande étape devrait être la tenue des Assises nationales que le mouvement réunira à Paris le dernier week-end du mois de novembre).

Ainsi, les organisateurs des Journées de Talloires avaient-ils

été inspirés de toute évidence par le souci de montrer à ces élus une des marques les plus visibles de leur nouvelle force : leurs nombreux ministères. Sur les huit républicains indépendants qui comptent le gouvernement, sept figuraient au programme. Le plus important d'entre eux, M. Michel Poniatowski, n'avait pu venir, mais les parlementaires ont pu entendre et interroger M.M. Pourcade, Destré, Dumas, Dujon et Solisson. Ils ont pu d'ailleurs constater avec quelle aisance certains de ces nouveaux promus portaient leurs responsabilités.

Autre nécessité : faire exister le parti ; le conduire à se donner sinon une doctrine (on s'en est fort bien passé jusqu'à en se contentant de la référence à « la grande tradition libérale »), du moins des thèmes de réflexion ; l'ouvrir sur « les affaires » en général, sur ce que l'on nomme « les grands problèmes ». En cela, de préférence à ces revendications sectorielles dont les élus se font, par nécessité, les porte-parole agréés.

Compte tenu de la forte proportion de notables de province originaires de la famille indépendante traditionnelle, chez les républicains giscardiens c'est objectivement plus qu'il n'est pas si facile à atteindre. Ce n'est pas d'ailleurs sans une certaine prudence que le mouvement a été amorcé dans cette direction : ainsi, la plupart des débats ont eu lieu à huis clos, non pas sans doute, pour éviter que l'on mesure la modicité de certaines interventions, mais, selon toute vraisemblance, pour empêcher que ne viennent les manifestations de désaccord ou de contestation interne. Cela n'empêche pas quelques critiques adressées au gouvernement, leur sévérité de désamorcer le France, par exemple, de sortir de l'enceinte des débats et de donner lieu à mise au point.

### Qui dirige la majorité ?

Une certaine réserve se traduit aussi par l'absence des témoins du parti au long de ces journées. Certes, M. Poniatowski avait sans doute de bonnes raisons de ne pas être là ; mais certains élus auraient apprécié qu'état-major de leur formation ils se présentent en plus grand nombre (M.M. d'Ornano et Chadaud n'arriveront qu'en fin d'après-midi mercredi). Pour ce faire, cette réserve s'explique-t-elle par la volonté des dirigeants de ne pas aller au-delà de l'objectif visé et de ne pas donner plus d'importance à l'égaré de ces journées, afin de ne pas confier aux groupes parlementaires une influence trop considérable au sein du parti. Chez les giscardiens, la situation est tout autre : les formations politiques existantes en effet cette concurrence entre élus et responsables de l'appareil.

Outre les remarques sur la politique à l'égard duquelot France, on entendit aussi de la part des élus quelques paroles significatives. M. Jean-Claude Simon, député de la Haute-Loire (1) a, par exemple, répliqué à ses collègues quand il déclara mardi soir : « Les républicains indépendants ne veulent pas être les goddards du nouveau régime. »

Restait la politique politique. Là aussi, il s'agissait de ne pas dépasser l'objectif. Cette politique-là fut peu l'honneur à Talloires, mais elle donna lieu à un petit dérapage lui aussi significatif. La façon dont on broda durant ces deux journées sur le thème « Qui dirige la majorité ? » (et quelle majorité ?) fut, en effet, pleine d'enseignements sur les difficultés qu'il peut y avoir à accorder tous les violons d'un même orchestre, surtout quand certains de ces violons jouent pour la première fois.

Premier épisode. M. Jean Brocard, président du groupe de l'Assemblée nationale, député de la Haute-Garonne, se prononça mardi matin dans le petit jeu des questions-pièges des journalistes. Il déclara : « Le premier ministre n'est pas le chef de la majorité présidentielle. »

Deuxième épisode. Mardi, au cours du dîner-débat, M. Jean-Pierre Pourcade, ministre de l'économie et des finances, — s'employant d'ailleurs à donner à ses propos un caractère plus politique qu'on n'aurait pu l'attendre — se félicita de l'existence d'une majorité présidentielle solide conduite par son chef, le premier ministre.

Troisième épisode. Après ce dîner, M. Jean-Pierre Solisson, secrétaire d'Etat aux universités, expliqua aux journalistes, avec une visible satisfaction, que c'est

(1) Et non de la Loire comme il a été indiqué par erreur dans « le Monde » du 19 septembre (p. 9).

### La préparation des élections sénatoriales

## Les socialistes ne soutiennent pas tous les candidats radicaux de gauche

Le Mouvement des radicaux de gauche, qui compte sept sénateurs sortants inscrits au groupe de la Gauche démocratique (M.M. de Félice, Caillaud, Pans, qui se représentent, et M.M. Monnerville, Perpere, Bourda et Mailhe, qui ne se représentent pas) patronne onze candidats :

M.M. Alain Dutoya, conseiller général d'Agde (Hérault) ; Claudius Granger, conseiller général de Saint-Jean-Soleymieux (Loire) ; Pierre de Félice, sénateur du Loiret ; Georges Constant, conseiller général de Payrac (Lot) ; Henri Caillaud, sénateur du Lot-et-Garonne ; Jacques Bordenave, président du conseil général du Lot-et-Garonne ; Jean Rouot, conseiller général de la Haute-Marne ; Mme Eliane Marzano, maire d'Annuel (Oise) ; M.M. Robert Peyou, président du conseil général des Hautes-Pyrénées ; René Billères (Hautes-Pyrénées) et Gaston Pans, sénateur des Pyrénées-Orientales.

Trois de ces candidats ne bène-

ficent pas de l'investiture de l'Union de la gauche socialiste et démocrate (U.G.S.D.), et donc du soutien du parti socialiste :

— M. Dutoya, le P.S. ayant élaboré sa propre liste dans les Landes ;

— M. Bordenave, qui n'offre pas, aux yeux des socialistes, suffisamment de garanties quant à son attachement à l'Union de la gauche. Le bureau exécutif du P.S. n'a toutefois pas donné son investiture au candidat socialiste présenté par la Fédération départementale du Lot-et-Garonne, M. Georges Rambaud ;

— M. Pans, du fait d'un conflit concernant son suppléant, fonction revendiquée par le P.S. (le Monde du 19 septembre). En ce qui concerne la situation dans les Pyrénées-Orientales, le bureau exécutif du P.S. précise, en outre, qu'il « approuve la décision de la Fédération départementale des Pyrénées-Orientales de ne plus soutenir M. Leon-Jean Grigori, qui a cessé d'appartenir au parti socialiste depuis plusieurs années, et condamne le comportement de M. Gaston Pans. Celui-ci, en effet, fait liste commune avec M. Grigori, et refuse de choisir un suppléant socialiste, comme le lui avait demandé la Fédération socialiste, unanime, fait équipe avec M. Mailhe, qui fut, aux législatives de 1973, le candidat réformateur contre notre camarade Pierre Estère, candidat de l'Union de la gauche socialiste et démocrate dans la circonscription de Perpignan-Prades ». Le bureau exécutif du P.S. ajoute qu'il « s'élève contre ces méthodes politiques, et fêlité la Fédération des Pyrénées-Orientales avec laquelle il entend faire respecter les orientations définies par le parti socialiste, et apporte son soutien à Pierre Dutoya et Michel Jomán, candidats du parti à l'élection sénatoriale ».

### M. CHIRAC ENTEND BIEN CONDUIRE LA MAJORITÉ AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

M. Chirac a indiqué jeudi matin 19 septembre, au micro de France-Inter, que son « ambition » et son « objectif », « en tant que chef de la majorité parlementaire, de la rendre majoritaire présidentielle dans son expression parlementaire » sont de « conduire cette majorité aux élections législatives et de faire en sorte qu'elle le gagne ». Cela étant, a-t-il précisé, « il appartient au seul président de la République de décider si le sera ou si ne sera pas le prochain ministre des prochaines élections ».

### La construction européenne

Mercredi matin 18 septembre les élus républicains indépendants avaient participé à un débat sur la réforme de l'entreprise, sous la présidence de M. Olivier Chadaud d'Estaling, ancien député, et M. Hugues-Vincent Barbe, président du Nouveau Journal.

M. Olivier Chadaud d'Estaling, qui anime l'un des groupes de travail de la commission de réforme de l'entreprise présidée par M. Pierre Sudreau, s'était réjoui de donner des indications sur les directions dans lesquelles cette commission avait engagé ses travaux. Toutefois au cours du débat, des élus « giscardiens » sont intervenus notamment pour soulever la question du droit des actionnaires minoritaires dans les entreprises et en particulier pour regretter que les actionnaires soient parfois moins bien informés que les syndicats. Il a également été question du droit des actionnaires minoritaires à être reconnus et des possibilités qu'ils devraient leur être accordées pour bénéficier d'une assistance d'expertise comptable. Les parlementaires avaient ensuite entendu une intervention de M. Bernard Destré, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, qui avait déclaré à propos de l'Europe politique : « Quelque nom que l'on donne à cette entité en gestation (intégration, confédération, union ou communauté), elle ne pourra pas fonctionner si chacun de ses membres conserve une liberté d'action absolue et garde une possibilité de faire cavalier seul contre le vœu de ses partenaires. »

Autrement dit, avait ajouté M. Destré, « il faut bien admettre que la politique dite des « mains libres » est dans une certaine mesure l'antithèse d'une politique d'union et qu'une communauté européenne n'est qu'une possibilité si l'on prétend s'en tenir au principe d'une indépendance absolue. Cette remarque n'est pas destinée aux seuls Français... »

NOEL-JEAN BERGEROUX.

### M. Pourcade reproche à M. Jobert son « absence totale d'idées valables sur la gestion économique moderne »

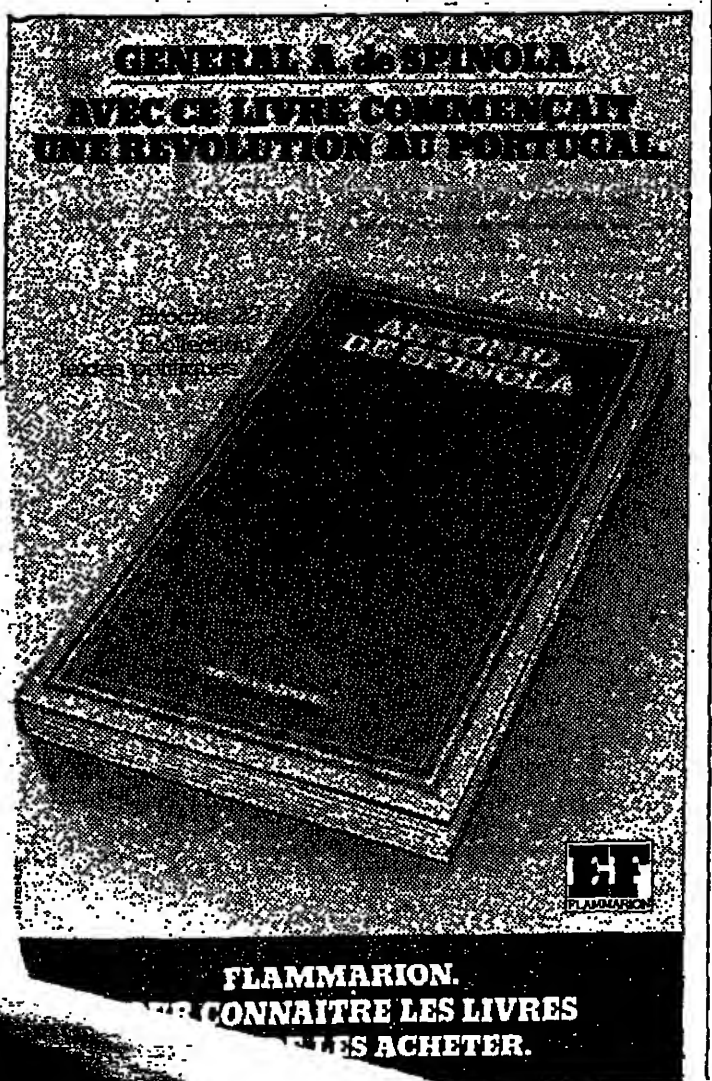
Au cours du dîner-débat du 17 septembre, M. Jean-Pierre Pourcade, ministre de l'économie et des finances, avait notamment déclaré, évoquant la mesure proposée par la gauche — et plus récemment par M. Michel Jobert, qui considérerait à indiquer réparable : « La conséquence obligatoire de l'indexation de l'épargne est l'indexation des prêts. Or, une indexation des prêts aurait le même effet que l'indexation de la plus rapide pour passer net le tout d'expansion de notre économie. C'est une arme que je préfère laisser au programme commun de la gauche. Les mêmes qui nous parlent de l'indexation de l'épargne sont les mêmes qui nous reprochent de ne pas développer les équipements collectifs. Or, le financement des équipements collectifs tient à l'épargne et on ne peut pas indexer l'épargne sans courir le risque de faire le financement des équipements. »

« Je dis ceci à l'adresse de M. Jobert », devait préciser

M. Pourcade, qui a alors reproché à l'ancien ministre de Georges Pompidou « son absence totale d'idées valables sur la gestion et la conduite d'une économie moderne ».

« La conduite de notre économie dans un environnement dangereux et dégradé est quelque chose de très difficile ; c'est la corde raide. Il faut des idées solides. Il faut faire la juste part de l'optimisme et du pessimisme. » Le ministre a ajouté : « Nous sommes dans une situation politique qui nous permet d'envisager le redressement économique puisque nous avons un président de la République élu au suffrage universel, une majorité présidentielle solide et que nous n'avons pas d'élection en vue avant trois ans. C'est l'existence de cette large et solide majorité présidentielle, conduite par son chef, le premier ministre, qui constitue l'élément le plus important de notre cohésion politique. »

**GENERAL A. A. SPINOLA**  
AVEC CE LIVRE COMMENTERAIT UNE REVOLUTION AU PORTUGAL.



**FLAMMARIÓN.**  
CONNAÎTRE LES LIVRES  
LES ACHETER.

la volonté militante  
de ses lecteurs  
lui a permis jusqu'ici de surmonter  
les difficultés financières  
qui font mourir la presse libre

jeudi 19 septembre paraît le numéro 143 de

## POLITIQUE

hebdo

L'hebdomadaire unitaire de la gauche révolutionnaire

au sommaire de ses 32 pages :

- un document  
Jean Le Garrec, Secrétaire national adjoint du PSU, explique pour-quoi, selon lui, il faut construire avec le PS et certains militants de la CGD une grande force socialiste et autogestionnaire.
- un débat  
A propos de « l'Appel des Cent » (devenu trois mille), la résistance passive constitue-t-elle une action limitée, un épi ou la pointe avancée de l'action antimilitariste ? Les revendications présentées sont-elles démocratiques et irréalisables, ou constituent-elles un ensemble cohérent ?
- une interview  
Maurice Kriegel-Valrimont, dirigeant militaire de la Résistance, décrit l'élaboration et la mise en pratique de la guérilla française, et tire les leçons de la période de la Libération.
- une réflexion  
Le grand film du Chilien Miguel Littin, « La Terre promise », nous fait revivre une histoire vraie, à valeur de symbole.

14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris - tél. 246-72-52

TOUS LES INSTRUMENTS DE MUSIQUE  
ET TOUTES LES VEGETTES  
vous donnent rendez-vous

## SALON DE LA MUSIQUE

du 21 au 29 septembre 1974

ancienne gare de la Bastille

DE 14 HEURES à 22 HEURES

DIMANCHES DE 11 HEURES à 19 HEURES

avec

**EUROPE 1**



**DÉBARRASSEZ-VOUS DÉFINITIVEMENT DES MOUSTIQUES**

*et de tous les insectes... même fenêtres ouvertes!*

**L'AEROVAP**  
220 volts  
322 F  
1 capsule comprise

**THIEBAUT**

EFFICACITÉ TOTALE  
SILENCIEUX - ÉCONOMIQUE  
INOFFENSIF

Documentation sur demande  
Spécial. de la lutte contre les insectes. Ouv. 11, 13, 30, pl. de la Madeleine, 75008 PARIS - 073-29-03

**PAULE QUATRENNES**

MEUBLES - LUMINAIRES  
PETITS MEUBLES  
TABLES DE SALON  
Styles Louis XV, XVI, Empire, etc., COPIE D'ÉPOQUE

Remise spéciale  
aux lecteurs de cette annonce

DÉCORATION COMPLÈTE D'APPARTEMENTS  
47, r. du Fg-St-Antoine (11<sup>e</sup>) - 343-03-03 - 343-31-04 - M<sup>o</sup> Bastille

**AURORE**

55 BD SERURIER, 49 RUE ROMAINVILLE, PARIS 19<sup>e</sup>

Nous aimons les mariages insolites et... réussis.  
Paris et la quiétude. L'espace et l'économie  
Le fonctionnel et la qualité.

DU STUDIO AU 4 PIÈCES.  
17 plans différents

Appartement modèle sur place  
ouvert : lundi, mercredi, jeudi,  
vendredi, de 14 heures à 19 heures.  
Samedi, de 10 heures à 13 heures  
et de 14 heures à 19 heures.

Renseignements et vente  
39, rue de Courcelles  
Paris 8<sup>e</sup>  
tél. : 766.51.63

**spim** promotion

**ba** Groupe Banque Paribas

Suivez les hirondelles.  
**Plein sud.**

Oubliez l'automne, les jours gris, les jours trop courts.  
Au Club, il fait plein soleil. Venez bronzer, juste avant l'hiver.  
Au Club, les bougainvillées sont en fleurs, le sable chaud, la mer accueillante.  
Vous profiterez de tarifs basse saison. Avec les excursions du Club,  
vous découvrirez de nouveaux horizons, pour vous tout seul, ou presque.  
Et si vous ne voulez pas bouger, le farniente aura bien du charme.  
Vous pourrez bronzer sans témoins ou bridger en toute quiétude.  
Goûter les plats typiques de notre table d'abondance ou faire une cure de jerks  
au night-club, histoire de faire un peu plus de sport.  
Au Club, tout est compris et le Club a bien du charme en automne.

La vie du Club, vous pourrez la découvrir à partir du 16 septembre  
gratuitement au cinéma UGC Ermitage, 72, Champs-Élysées, salle 3, permanent  
de 10 h à 13 h 30, non stop.

**Club Méditerranée.**

Place de la Bourse 75083 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8<sup>e</sup> / Tél. 266.52.52. Agence Havas-Voyages de votre ville.

## POLITIQUE

### Libre opinion

## La main passe

Par PIERRE MARCILHACY (\*)

J'AVOUE ne pas comprendre la politique générale du gouvernement. Certes, le style a changé. Je maintiens avoir été agréablement surpris par la dernière déclaration du président de la République. Mais s'il est heureux de voir pourfendus les mythes d'un passé très récent et de sentir souffler un air de libéralisme, une meilleure compréhension du sort des hommes, les problèmes réels sont là, et il leur faut des solutions qui, elles aussi, tiennent au réel et ne relèvent pas des seules bonnes intentions.

Il y a au premier plan le problème que l'on baptise, improprement, inflation.

Le terme est impropre, car le vrai problème est celui de la hausse des prix par rapport à la masse salariale. L'inflation, si elle est une cause, est surtout un effet.

Par ailleurs, il semble bien qu'on mélange le problème intérieur de la hausse des prix avec celui du déficit international de notre balance des comptes, dont les effets nuisibles porteront à terme plus ou moins long sur notre monnaie, et paradoxalement, en apparence, une éventuelle chute de notre monnaie ne pourrait qu'être bénéfique pour notre commerce extérieur.

On pourrait multiplier les constatations et les exemples inquiétants ou contradictoires sans pour autant clarifier une situation dont nous nous battrons à dire que si elle n'est pas rapidement normalisée, et si spécialement les monnaies ne réussissent pas à stabiliser entre elles leur valeur, tout le système capitaliste s'effondrera dans un fracas de bombe atomique.

Les grands argentiers des pays du monde les plus industrialisés en sont certainement conscients et leur réunion à Champs-sur-Marne ne devait pas avoir d'autre sujet réel.

Mais il nous faut revenir à notre pays non seulement parce que tel est notre devoir, mais encore parce que nous savons que les rêves de grandeur sont terminés et que nous pesons peu dans le destin du vaste monde. Encore ne devons-nous pas abandonner ce qui nous reste de capital moral et de valeur exemplaire.

S'il s'agit de juguler l'inflation, il faut tout d'abord poser en principe que celle-ci se nourrit de signes monétaires, de moyens de paiement beaucoup plus, actuellement, que du fait des dépenses improductives de l'État comme c'était jadis le cas.

Or les signes monétaires, les moyens de paiement, sont à la disposition des personnes, qu'elles soient morales ou privées, ou des organismes bancaires. Ces derniers, en effet, dès qu'ils ouvrent un crédit provoquent un accroissement des signes monétaires disponibles et engendrent une inflation. D'où les mesures d'encadrement, qui sont logiques, mais, parce qu'elles opèrent une brutale rupture avec des habitudes déjà trop anciennes, risquent d'avoir sur les entreprises, spécialement celles qui ont été mal gérées ou mal conseillées par leurs banques, de dangereuses conséquences.

On pourrait au passage noter que si on appliquait aux banques, qui prêtent environ 70 % des sommes qui leur sont confiées, les normes rigoureuses auxquelles on veut soumettre les entreprises, les banques seraient toutes en état de cessation de paiement. Le crédit est comme la marche d'une bicyclette, s'il ne tourne pas, il s'effondre.

Si donc on hésite à revoir en profondeur tout le système ou bien si cela est impossible sans révolution fondamentale, il reste une possibilité d'agir sur la masse monétaire disponible : c'est l'impôt sur le capital.

Certes, cette mesure est toujours pénible à supporter, mais l'expérience prouve qu'elle est, en général, assez bien tolérée au plan économique, et surtout vite réversée. Elle présente le grave inconvénient de ne pouvoir être rapidement renouvelée. Elle doit donc être prise qu'on connaisse de cause et sans en attendre mieux que des effets salutaires, mais passagers.

En fait, on revient toujours pour faire des choix de méthodes techniques, car il en est d'autres, et je ne prétends nullement détenir la vérité, à l'obligation de faire des choix politiques préalables. Ce sont ces choix que je ne discerne pas dans l'action du nouveau gouvernement, car, en nous promettant le changement dans la continuité et en s'efforçant de tenir ses promesses, il se peut que M. Valéry Giscard d'Estaing se soit condamné à ne changer que les apparences et à persévérer au plan du réel dans les errements anciens.

Malheureusement, les maux économiques, sociaux et financiers dont nous souffrons ne sont pas des apparences. Ils sont bien réels. Ils tiennent à la nature des choses, des faits et des hommes.

Pourra-t-on longtemps, par exemple, faire admettre aux épargnants que leur capital ne peut guère leur rapporter plus de 6,5 % alors que les banques — toujours elles, hélas ! — prêtent dans les limites de l'encadrement à plus de 15 %, et cela, nous l'avons vu, dans des conditions de précarité et de péril qui donnent le vertige.

Je sais, nous savions tous, que des décisions pénibles, rigoureuses, fondamentales, devaient être prises pour nous permettre de surmonter la crise qui atteint tous les pays industrialisés et frappe plus durement les moins forts, surtout ceux qui ne s'y sont pas préparés depuis vingt ans, et la France est de ceux-là.

Je pense, je pense toujours, qu'on ne peut faire accepter à l'ensemble d'une population des sacrifices que si ceux qui doivent les supporter ont la conviction que ces sacrifices sont justement répartis et qu'ils sont décidés par des hommes susceptibles d'agir pour le bien commun contre leurs propres intérêts. Je pense, en conséquence, que le gouvernement devra rechercher dans la nation une base plus large à son action, mais il lui faudra alors non seulement comme il le fait actuellement emprunter à la gauche une large partie de son programme, mais s'inspirer aussi de sa philosophie politique la plus profonde.

Je n'emploie qu'avec réticence le vocable de « gauche », car, comme celui de « droite », il me paraît recouvrir bien des nébuleuses et des contradictions.

Je préférerai dire que le gouvernement, pour rompre avec un passé récent, dont on mesure bien aujourd'hui les méfaits, devrait s'appuyer non plus sur les généraux de l'économie ni même sur les colonels. Leur temps est révolu. La main passe. C'est aux capitaines que recourront maintenant par le monde les régimes les plus autoritaires. Il faudra bien y venir aussi chez nous.

Qui sont dans notre société française ces capitaines ? Il y a les cadres, les chefs des entreprises à l'échelle humaine, les syndicalistes, dont s'accroissent chaque jour la formation et le sens des responsabilités. Ceux-là sont encore, ainsi que maints élus que l'on néglige peut-être trop encore, au contact du corps vivant du pays.

C'est avec eux qu'il faut délibérer, parce que c'est nécessairement avec eux qu'il faudra, un jour ou l'autre, agir en profondeur.

Ce jour-là, la France aura peut-être pris un virage à gauche dont on s'apercevra vite qu'il n'engendre pas de catastrophe, mais elle aura de nouveau repris sa marche pour le progrès humain, c'est-à-dire le chemin de la vraie grandeur.

La main passe. Il faut faire des choix. Celui de demain sera un socialisme à visage humain, ou bien il faudra tout abandonner et repartir de zéro, car on ne recourt pas des problèmes fondamentaux en réduisant la température dans les maisons ou en instituant des réunions foraines pour les conseils du gouvernement.

(\*) Sénateur de la Charente, non-inscrit.

سكنى من الراحل



## RELIGION

LE PREMIER CONGRÈS ISLAMO-CHRÉTIEN

### Un travail commun pour diffuser la vérité et la foi

Le premier congrès international islamo-chrétien vient d'avoir lieu à Cordoue (Espagne). Il était organisé notamment par l'Association pour l'unité islamo-chrétienne, dont le siège se trouve à Madrid, et par l'Institut hispano-arabe de la culture.

Parmi les personnalités chrétiennes, on notait la présence de Mgr Teissier, évêque d'Oran, du cardinal Durand, archevêque d'Alger, du patriarche orthodoxe Elias IV, de Damas. Ont aussi participé au congrès vingt-cinq professeurs, parmi lesquels le docteur Mounir Kassim, ministre algérien de l'éducation et des affaires religieuses, M. Abdelaziz Kamel, vice-premier ministre des affaires religieuses et professeur à l'université Roi-Abdelaziz d'Alger, M. Antonio Makhlouf, ministre syrien de la culture, M. Joseph Mahorak, professeur des universités de Paris, Louvain et Beyrouth.

Le cardinal Pignedoli, président du secrétariat du Vatican pour les non-chrétiens, et M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), ont envoyé chacun un message au congrès, qui s'était donné pour but de créer un climat d'amitié entre deux communautés qui se sont jadis affrontées et qui découvrent aujourd'hui que leurs civilisations et leurs croyances ont de nombreux points communs.

Divers thèmes culturels, religieux et politiques étaient inscrits à l'ordre du jour. Dans une déclaration finale, les congressistes recommandent, notamment, de développer le travail commun des spécialistes musulmans et chrétiens pour diffuser la vérité et la foi. Ils proposent que soient revues les erreurs qui affectent les deux communautés dans les programmes et livres scolaires du monde musulman et du monde chrétien.

Les congressistes recommandent d'autre part de soutenir les justes droits nationaux et humains du peuple palestinien, en considérant l'O.L.P. comme unique organisation légitime pour le représenter. Ils affirment, d'autre part, le caractère arabe de la ville de Jérusalem, rejetant tout projet de judaïsation, partition ou internationalisation de la ville.

La messe célébrée à la basilique du Sacré-Cœur dans la soirée du 18 septembre par le cardinal François Marty, archevêque de Paris, et des prêtres étrangers qui avaient participé au congrès sur le culte du Sacré-Cœur de Jésus (le Monde du 17 septembre) a été perturbée par une bousculade entre chrétiens de diverses tendances.

Sur les causes de ces bousculades, Mgr Ducaud-Bourget, membre d'un mouvement catholique traditionaliste, s'est expliqué, déclarant en substance que lui-même, l'abbé Coache et les fidèles qui les accompagnent, avaient essayé de faire transparaître durant l'office au cardinal Wright, préfet de la congrégation romaine du sacré, de passage à Paris, une supplique réclamant notamment « le retour de la Sainte Eglise catholique à la vraie foi en France et la mise à la disposition des catholiques traditionalistes d'une église à Paris ».

#### Cérémonies musulmanes

à la cathédrale de Cordoue

A l'occasion de cette manifestation, la cathédrale de Cordoue, ancienne mosquée, a ouvert ses portes aux cérémonies religieuses musulmanes, ce qui ne s'était pas produit depuis 1238. C'est Mgr José María Cirarda, évêque de Cordoue, qui a mis la cathédrale à la disposition du congrès, conformément aux recommandations des milieux ecclésiastiques.

## ÉDUCATION

L'abaissement de la majorité à dix-huit ans

### Les parents des élèves majeurs resteront les interlocuteurs de l'administration

Une circulaire, publiée au Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 19 septembre, apporte aux chefs d'établissements des indications sur les répercussions de la loi du 5 juillet 1974, abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et électorale. Cet abaissement concerne plusieurs centaines de milliers d'élèves nouvellement majeurs.

La présence d'une très grande majorité d'élèves mineurs nécessite, selon le ministre, de ne pas modifier fondamentalement les caractéristiques du fonctionnement des établissements. Les règlements intérieurs pourraient, toutefois, être ajustés. Sur le plan individuel, l'administration devra considérer, a priori, que les parents restent les interlocuteurs naturels. Mais les élèves majeurs pourront se substituer à eux s'ils en font la demande.

Le ministre précise, d'autre part, que les répercussions de la loi sur la majorité à dix-huit ans sur le système éducatif feront l'objet d'une étude approfondie au cours des prochains mois.

Il appartient à l'évidence, écrit M. Haby, aux chefs d'établissement d'assurer, en tenant compte des situations locales, la conduite et le contrôle d'une éducation qui doit être guidée par le bon sens et l'exemple d'adultes responsables. Pour certains établissements, qui comptent déjà des élèves majeurs, les problèmes ne sont pas nouveaux, mais le nombre des intéressés, en changeant considérablement d'ampleur, leur donne une plus grande acuité. Cependant, on ne doit pas perdre de vue que, dans les lycées, les élèves mineurs sont plus nombreux.

Notamment, « la codification de la vie collective par le règlement intérieur et les caractéristiques spécifiques tenant à l'organisation du service public ne doivent pas subir de profonds changements. Toutefois, parce que nombre d'élèves auront atteint l'âge de dix-huit ans, on peut envisager d'étudier, dans le cadre des institutions de la participation, une libéralisation du règlement intérieur en ce qui

concerne les classes terminales. S'il en exprime le désir, l'élève majeur doit pouvoir accomplir personnellement les actes qui, dans le cas d'élèves mineurs, sont du ressort des seuls parents. Il en est ainsi, par exemple, pour son inscription, l'annulation de celle-ci, le choix de l'orientation dans le cadre des procédures usuelles. S'il a pris de position écrite de l'élève majeur, les parents seront normalement destinataires de toute correspondance le concernant : relevés de notes et d'appréciations, convocations, etc. Lorsque l'élève s'y opposera, les parents en seront avisés et le chef d'établissement studiera avec l'élève majeur les dispositions à prendre ».

Le ministre ajoute : « La majorité civile n'entraînant pas ipso facto la disparition de l'obligation d'entretien que les parents doivent assumer en proportion de leurs ressources et des besoins de leurs enfants, les parents continueront, en général, à couvrir les frais liés à la scolarité (internat, demi-pension, etc.). Le certificat de scolarité aura dans ces conditions une particulière valeur : il donnera aux parents concernés la possibilité de faire valoir leurs droits au regard de la législation fiscale et sociale. Par contre, toute perturbation dans la scolarité (absences répétées injustifiées, abandon d'études) susceptible de mettre les parents en contravention vis-à-vis de cette législation devra leur être signalée sans retard ».

« Dans le cas où l'élève majeur ne serait plus à la charge de ses parents, il conviendrait de lui demander l'engagement écrit de régler tous les frais liés à la scolarité : l'élève devra alors apporter la preuve que ses revenus personnels lui permettent de faire face à ses obligations ou, à défaut, qu'une personne solvable se porte caution pour lui ».

Le ministre précise également que, malgré la présence d'élèves majeurs dans les établissements, le principe de la neutralité politique reste inchangé.

MATÉLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

### ÉPÉDA

Multispire

a choisi CAPELOU pour présenter ses MEILLEURES LITÉRIES

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI CAPELOU Distributeur

MAGASIN DE VENTE 37, rue de la République PARIS XI - Métro PAINBIER Tél. 357.48.35 +

Educateurs, parents d'élèves, pour mieux répondre à vos besoins

### L'éducation CHANGE DE FORMULE

de nombreuses informations pratiques... un problème par semaine...

**Demandez le numéro de rentrée**

Le numéro : 250 F

Abonnement 1 an : 50 F (Étranger 65 F)

13 rue du Four - Paris 6

**ATTENTION!**

Pour tout abonnement souscrit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1975, abonnement spécial de 10 % sur les prix indiqués ci-dessus

Enseignement Privé

### COURS NADAUD

707-13-38 331-66-77

Rentrée des classes

Lundi 23 septembre 4<sup>e</sup> aux Term. et préparat. VETO

Lundi 7 octobre Classes préparat. aux études de

### PODOLOGIE - PÉDICURE KINÉSITHÉRAPIE

Documentation, inscriptions : 12, rue Jussieu - 75005 PARIS

AMÉLIOREZ VOTRE ANGLAIS

Un professeur diplômé dans l'enseignement de sa langue maternelle vous fera parler et vivre l'anglais comme dans le pays.

Méthodes modernes d'enseignement dynamique et adapté aux besoins de l'élève.

Stages de tout niveau à un rythme intensif ou semi-intensif.

Programmes de trois mois. Tarifs modérés.

inscriptions ouvertes 22, rue Courcouronnes 75016 Paris

Tél. : 528-65-42

Métro : La Muette

### ESPAGNOL audio-visuel

pour étudiants, adultes et entreprises

Cours de tous niveaux organisés par le Centre Audio-Visuel du COLLEGE D'ESPAGNE au Centre Universitaire ALBERT-CHATELLET

DEMONSTRATIONS GRATUITES

Renseignements et inscriptions : 40, rue du Fer-à-Moulin 75005 PARIS

(Métro : Concorde-Danubien) Tél. : 797-10-54

Plusieurs programmes intensifs à Madrid (Espagne).

(Publicité)

L'Université de Limoges (Faculté de Droit et des Sciences Économiques) est la seule habilitée à délivrer le grade de licencié en droit avec la mention « DROIT IMMOBILIER ». Cette formation est de nature à répondre aux besoins en personnel d'encadrement existant actuellement dans le secteur de l'immobilier (transaction, administration de biens, promotion) et dans les professions connexes. Pourront prétendre à ce diplôme les étudiants qui, en 4<sup>e</sup> année de licence, auront suivi d'une part les enseignements du baccalauréat de Droit Public de la Faculté de Droit et d'autre part, au titre de la dernière partie de l'examen, cinq enseignements constituant le certificat de Droit Immobilier : Droit Civil Immobilier, Droit de l'Urbanisme, Économie Urbaine, Statut des Constructeurs et Fiscalité Immobilière.

Sont admis à s'inscrire les étudiants ayant passé avec succès les épreuves de fin de 3<sup>e</sup> année de Licence en Droit.

Les inscriptions seront reçues du 9 septembre au 11 octobre 1974 au secrétariat de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques, place du Président 87000 Limoges (44, 55) 12-13-50, où tous renseignements peuvent d'ores et déjà être demandés.

### ÉTUDIANTS EN COURS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES,

valorisez vos connaissances par une formation aux méthodes de gestion et d'organisation des entreprises. En deux années, l'E.A.D. fait de vous des praticiens. Le programme général est complété par deux options au choix :

Étude du Produit et Distribution, Publicité et Relations publiques, Gestion financière, Gestion du Personnel, Communication et Pratique des Affaires en Langues Étrangères.

L'Association des Anciens Élèves vous assure une situation dès la sortie de l'École

### École des Attachés de Direction

Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS - Tél. : 742-64-24 ou 60-50

VOUS DÉSIREZ APPRENDRE UNE LANGUE ÉTRANGÈRE ?

### la SPLEF

Association fondée en 1891 - Reconnue d'utilité publique

2, rue Gabriel-Vicinière 75003 PARIS

vous propose ses cours à partir de 200 F pour l'année scolaire

INSCRIVEZ-VOUS VITE !

Je désire avoir plus de renseignements sans engagement de ma part.

NOM .....

ADRESSE .....

## Le Petit Robert 2 vient de paraître.


Pour la première fois, 2016 pages réunies en un volume sont totalement consacrées aux noms propres.

Le résultat, c'est le Petit Robert 2, un nouveau dictionnaire. Un dictionnaire où 34000 noms propres ont la place de s'exprimer, les hommes de vivre, les événements de se dérouler. De plus, sa méthode de renvois permet de retrouver et de regrouper à partir du mot cherché toutes les informations souhaitées sur la géographie, l'histoire, l'art, les lettres, les sciences.

Par exemple, grâce aux 12 renvois qu'on trouve à Lénine (Mikhaïlovski, Martov, Plekhanov, Martynov, Strouvé, Matérialisme et Empirio-criticisme, l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, l'État et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Staline, Trotski), on connaît sa vie, mais aussi celle de ses amis, et de ses adversaires, ses idées, ses œuvres, les événements auxquels il a participé.

On sait exactement où se trouve Oulianovsk, sa ville natale en Russie, on sait que Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine, portait une moustache; car le Petit Robert 2, c'est aussi 200 cartes originales en couleurs et 2200 illustrations.

Le Petit Robert 2, seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres, est en vente dans toutes les librairies.



### Le Petit Robert 2: Histoire. Géographie. Arts. Lettres. Sciences.



## ÉDUCATION

### Des parents d'élèves manifestent à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. — Des parents d'élèves de la fédération Cnec ont manifesté, mercredi après-midi 18 septembre, devant les bureaux de l'inspecteur d'académie de l'Isère, à la cité administrative de Grenoble. Une vingtaine de délégués regroupés, selon les organisateurs, trois cent cinquante personnes environ venues de communes parisiennes éloignées, avaient répondu à l'appel des dirigeants. Les parents souhaitent attirer l'attention des services académiques sur les problèmes de la rentrée dans le département, tout particulièrement dans le secteur des « maternelles ».

Arrêtés par un cordon de gardiens de la paix, les parents n'ont pu obtenir d'être reçus. Selon les responsables de la fédération Cnec, non seulement des enfants nés en 1972 et en 1971 n'ont pas été accueillis dans les maternelles, mais parfois également des enfants nés en 1970. A la Ville-neuve de Grenoble, par exemple, deux cent vingt et un enfants se seraient vus à la porte des écoles, dont une cinquantaine qui avaient pourtant été scolarisés l'année dernière. Des difficultés sont apparues aussi dans l'enseignement élémentaire. A Saint-Maurice-Éclaire, à Avignonnet et à Corbion-en-Triviers, des parents ont « occupé » leurs établissements pour protester contre l'insuffisance du nombre d'enseignants.

Dans un communiqué commun, le recteur de l'académie de Grenoble et l'inspecteur d'académie de l'Isère déclarent notamment : « Des mesures seront rapidement prises, en fonction des moyens dont nous disposons et dans le strict respect des instructions ministérielles, pour pallier les difficultés éventuelles. Nous tenons par contre à faire savoir que ces décisions ne sauraient être prises sous la pression de manifesta-

tations intempestives, qui n'auraient pour conséquence immédiate que de paralyser la bonne marche des services et retarder la solution des problèmes. »

B. E.

### « RENTABILITÉ »

La fermeture d'une école, ou simplement d'une classe, c'est toujours un deuil, le signe que la vie s'en va. Mais le monde rural, jadis si isolé, ne l'est plus. Dans maintes bourgades françaises, les parents d'élèves n'acceptent plus les décisions administratives, la « rentabilité » de l'école.

Ainsi, dans plusieurs communes de l'Aisne, à Sommeville (Calvados), à Béout (Pyrénées-Atlantiques), les parents ont, dès le jour de la rentrée, « occupé » les bâtiments scolaires, avec ou sans leurs enfants.

Il est parfois difficile pour une administration, à qui l'on fait si souvent le reproche d'être par trop dépendante, de maintenir coûte que coûte des écoles malgré des effectifs très réduits d'élèves.

Mais les impératifs de la « carte scolaire » en viennent à faire peu de cas de la santé des enfants (obligés de des trajets longs et fatigants) et de leur avenir : inexorablement, on les pousse vers les villes. Les armes dont disposent les parents d'élèves pour résister à cette évolution semblent bien dérisoires.

Y. A.

### DANS LEURS ACTIVITÉS HORS DE L'ÉCOLE

### Les enseignants seront mieux garantis en cas d'accident

La notion d'accident de service ou d'accident du travail, concernant les personnels des établissements scolaires pré-élémentaires, élémentaires et secondaires, est étendue à de nouvelles activités pédagogiques pour lesquelles les enseignants n'étaient pas « couverts ». Cette extension, précisée au Bulletin officiel du ministère du 19 septembre 1974, porte notamment sur les activités organisées au titre du tiers-temps pédagogique, celles entreprises pendant les « 10 % ». Les activités para-scolaires organisées dans le cadre de l'établissement (foyers socio-éducatifs, association sportive, coopérative scolaire, cantine, étude) et les échanges internationaux de professeurs et d'élèves faits pendant l'année scolaire. Ces activités font partie de « la mission du service public d'éducation », même si elles sont financées avec l'aide d'une association privée, dès lors qu'elles constituent un prolongement pédagogique de l'enseignement.

Ces activités nécessitent l'accord du chef d'établissement ou de l'autorité compétente. Cet

accord peut être simplement l'absence d'opposition des autorités compétentes préalablement informées.

Le bénéfice de cette réglementation pourra être accordé si un accident survient au cours d'une démonstration préparant une activité à mener avec les élèves et entrant dans le cadre général de la réglementation, il en va de même pour les activités accessoires exercées pour le compte d'une collectivité publique, telle, par exemple, qu'une sortie organisée par la classe des écoles.

Un autre décret, actuellement en préparation, étendra encore cette réglementation aux enseignants qui apportent leur concours à certaines associations privées péri ou post-scolaires.

• Au conseil des ministres, M. René Haby, ministre de l'éducation, a constaté que « la rentrée avait été normale, et même satisfaisante ». Le président de la République lui a rendu hommage sur la façon dont « il a préparé la rentrée et dont il l'a réussie ».

### Manifestations à Paris et en province en faveur des auxiliaires sans emploi

Plusieurs manifestations d'enseignants ont eu lieu, mercredi 18 septembre, à Paris et en province, pour protester contre le chômage des maîtres auxiliaires du second degré, employés en 1973-1974 et non réembauchés à cette rentrée scolaire. Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) a déjà « couvert » les actions de ses adhérents par un préavis de grève non limité. Aucune action commune n'est encore envisagée avec le Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, majoritaire dans les lycées et collèges. Celui-ci semble en effet miser davantage sur une action concertée avec les autres syndicats de la F.E.N. plutôt que sur une action limitée au seul enseignement secondaire. Le S.G.E.N. a toutefois décidé d'organiser seul une journée nationale de manifestations le mercredi 25 septembre.

Le Syndicat C.F.D.T., qui réunit, ce jeudi 19 septembre, ses responsables académiques pour le second degré, réaffirme qu'environ dix mille maîtres auxiliaires sont actuellement sans emploi. Selon lui, plusieurs recteurs ont déjà confirmé ses propres estimations, notamment à Rennes (600) et à Bordeaux (720). Le S.G.E.N. fait d'autre part remarquer qu'on ne doit pas prendre en compte dans les calculs les maîtres auxiliaires ne bénéficiant à cette rentrée que d'un service partiel. En particu-

lier, un maître auxiliaire dont le service hebdomadaire est inférieur à douze heures ne peut bénéficier de la sécurité sociale.

Au rectorat de Paris, on précise que sur les huit mille maîtres auxiliaires employés en 1973-1974 dans la région parisienne, onze cents ne sont pas encore réembauchés ce jour (les services partiels sont comptés parmi les personnels réembauchés). D'autre part, environ dix mille dossiers de candidatures nouvelles ont été déposés.

• UN MILLIER D'ENSEIGNANTS ont manifesté dans les rues de Lille, mercredi 18 septembre, dans l'après-midi, à l'appel du syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S.-F.E.N.), du Syndicat national de l'enseignement technique et de l'apprentissage autonome (S.N.E.T.A.A.-F.E.N.), du Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.). Les manifestants protestent contre « le licenciement de six cents maîtres auxiliaires » et les classes surchargées dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Une délégation a été reçue par M. Jean-Claude Groshen, recteur de l'académie. (Corresp.)

• A NANTES, plusieurs centaines de personnes ont manifesté mercredi 18 septembre, dans l'après-midi, à l'appel des syndicats d'enseignants du second degré affiliés à la Fédération de l'éducation nationale et à la C.G.T. Les manifestants réclamaient des créations de postes en nombre suffisant pour assurer l'emploi de tous les maîtres auxiliaires. Une première manifestation avait eu lieu le matin, à l'appel du S.G.E.N.-C.F.D.T., devant le rectorat (le Monde du 18 septembre).

• STAGES DE CONVERSION POUR LES ENSEIGNANTS NON TITULAIRES. — Les maîtres auxiliaires et les instituteurs suppléants en service l'année dernière et justifiant au moins d'une année de service complet (soit 1972-1973, soit 1973-1974) peuvent bénéficier, rappellent les recteurs de Paris, de Versailles et de Créteil, d'un stage de conversion et de formation professionnelle s'ils n'obtiennent pas une nouvelle désignation rectorale cette année. Les inscriptions à ces stages, dont la nature doit être ultérieurement précisée, peuvent être déposées à la délégation académique de la formation continue de Paris, 37, rue Jacob (6°).

### LE COMITÉ DE LUTTE : on bourre les classes et on vide les profs.

Une centaine de personnes, dont environ la moitié de maîtres auxiliaires, ont occupé « pacifiquement » mercredi 18 septembre après-midi pendant trois heures une salle d'une annexe du rectorat de Paris, 4, rue Danton, où se trouve un bureau d'accueil temporaire pour les maîtres auxiliaires n'ayant pas encore été affectés. Les manifestants, qui répondaient à l'appel du Comité de lutte des auxiliaires pour la région parisienne (gauchiste), entendaient protester contre le « scandale de l'auxiliarat ».

Le Comité de lutte, qui réclame la titularisation immédiate de tous les auxiliaires, estime que l'on assiste « à la première grande étape de liquidation des maîtres auxiliaires après les avoir usés comme de vieilles capelles ». Selon ce Comité, la politique du gouvernement peut se résumer ainsi : « On bourre les classes et on vide les profs. »

## MÉDECINE

AU 76<sup>e</sup> CONGRÈS DE CHIRURGIE

### Vingt mille Français meurent chaque année d'une embolie pulmonaire

Vingt mille Français meurent chaque année, d'une embolie pulmonaire, parmi lesquels cinq cents à mille huit cents à la suite d'une intervention chirurgicale. On peut estimer qu'une intervention chirurgicale sur deux mille se solde par une embolie pulmonaire mortelle. C'est ce qui ressort d'un rapport présenté par les professeurs Pierre Marion (Lyon) et Jean-Paul Hnelt (Paris) au colloque-séminaire Congrès français de chirurgie, réuni à Paris à la faculté de médecine de la rue des Saints-Pères jusqu'au 20 septembre.

L'embolie pulmonaire est la conséquence de la migration d'un caillot sanguin qui, généralement, stagnait au niveau d'une veine d'un membre inférieur (varices, phlébites, notamment) est brusquement libéré, traverse le cœur pour atteindre l'artère pulmonaire, qu'il bouche.

Se fondant sur les résultats d'une enquête nationale portant sur un million et demi d'opérations effectuées ces cinq dernières années, les professeurs Marion et Hnelt ont montré que l'embolie pulmonaire n'est pas, contrairement à une opinion très répandue, l'apanage des sujets âgés, même si ceux-ci constituent un groupe à hauts risques, et qu'elle peut survenir au cours d'opérations même bénignes (hernies).

En dehors des facteurs de risques d'embolie pulmonaire liés à certaines maladies ou à tel ou tel type d'intervention, les auteurs ont fait remarquer que l'obésité, l'âge avancé et l'immobilisation prolongée favoriseraient de façon significative l'apparition de ce qui fut longtemps, selon le professeur Marion, « la hantise des chirurgiens et des familles des chirurgiens ». Le risque de thrombose veineuse — et donc d'embolie — est par exemple près de deux fois plus élevé chez les obèses que chez les sujets normaux.

Il existe, d'autre part, une relation entre les variations saisonnières et les accidents thromboemboliques, mais il a été, jusqu'à

présent, impossible de comprendre pourquoi le foehn, à Berne, ou le vent du midi, à Lyon, s'accompagnaient chaque fois d'une recrudescence des cas d'embolie. Une nouvelle science, la biomédecine, tente d'expliquer ces corrélations.

Souvent accusés de provoquer des thromboembolies, les contraceptifs oraux ne semblent pas plus dangereux qu'une grossesse ou qu'un accouchement. Toutefois, « les femmes grandes fumeuses utilisant régulièrement des contraceptifs oraux ont un risque embolique vingt-trois fois supérieur à celles qui s'abstiennent de tabac et de contraceptifs », ce risque demeurant malgré tout faible.

### La nécessité des traitements préventifs

En conclusion, les rapporteurs, qui constatent une nette amélioration de la situation par rapport aux années 50 et 60, estiment que les chirurgiens doivent demeurer extrêmement vigilants et recourir plus systématiquement aux traitements préventifs. La preuve est apportée, statistiquement à l'appui, que les traitements anticoagulants administrés avant une intervention réduisent le nombre de ces accidents survenant pendant la période post-opératoire. Enfin, l'immobilisation demeurant l'un des principaux facteurs de risque, ils insistent sur le lever précoce des nouveaux opérés, ou, si ce n'est pas possible, sur la nécessité de faire remuer les jambes. Quant à l'hygiène de vie, elle joue indiscutablement un rôle puisque les obèses sont nettement plus menacés que les autres.

Les observations mondiales ont montré que ce sont les Américains et les Européens qui sont les plus touchés par l'embolie pulmonaire, et ce pour deux raisons : ils habitent dans des pays pléthoriques et ont l'habitude de se faire lorsqu'ils sont malades. La preuve statistique est faite que dans les pays en voie de développement (Afrique, Asie) et les pays développés où les hommes et les femmes ont l'habitude de se reposer accablés (Japon), l'embolie pulmonaire est pratiquement inconnue.

Lors du congrès de chirurgie, d'autres rapports ont été consacrés à l'embolie graisseuse, souvent mortelle, due à la migration de particules graisseuses vers les poumons et le cerveau, au traitement du cancer de l'ovaire, aux complications digestives du stress (ulcères essentiellement).

(Publié)

Madame et Monsieur Robert COHEN  
CHAUROTERIE ALSACIENNE  
5, rue CADET Paris 5<sup>e</sup>  
Informez leur clientèle qu'il partirait du 30 septembre 1974  
le magasin sera fermé définitivement et vous devrez vous adresser à leur nouvelle adresse.

**au dessus 46**  
de la taille

**Lord AUTEUIL**  
HOMME FORT ELEGANT

la plus belle collection ville & sport

CATALOGUE COULEUR GRATUIT  
Nom.....  
Rue.....  
Ville..... Taille.....  
**39 rue La Fayette PARIS 9<sup>e</sup>**  
\* OUVERT LE LUNDI \* PARKING ASSURÉ \*

**Au Club, les bougainvillées sont en fleurs**

Au Club, les feuilles sont toujours vertes, le sable chaud, la mer accueillante. Tennis, ski nautique, pêche en mer, pique-niques, yoga, concerts, night-club, mini-club, toutes les activités vous sont offertes...

Les paysages du Club, les villages du Club, les activités du Club, vous pourrez les voir à partir du 16 septembre gratuitement au cinéma UGC Ermitage, 72 Champs-Élysées, salle 3, permanent de 10 heures à 13 h 30, non stop.

Vous pourrez les vivre si vous profitez dès maintenant de nos tarifs basse saison.

Au Club, tout est compris et c'est moins cher en automne.

**Club Méditerranée.**

Place de la Bourse 75083 Cedex 02 Paris / 86 avenue des Champs-Élysées Paris 8<sup>e</sup> / Tél. 266.52.52. Agence Voyages de votre ville.

سكنى من الامم



## PRESSE

### Course à la formule tabloid en Grande-Bretagne

De notre correspondant

Londres. — La course à la formule tabloid se poursuit dans la presse londonienne. Lundi, le grand quotidien du soir *Evening News*, dont le tirage quotidien est de 800 000 exemplaires, a réduit de moitié son format, s'alignant sur son concurrent *The Evening Standard*, qui prospère depuis bien des années déjà avec une dimension plus aisément maniable dans un métro encombré.

La commodité de lecture n'est d'ailleurs pas la seule considération qui intervienne dans ce changement. D'autres journaux populaires envisagent à l'heure actuelle de suivre cette voie. Le mouvement a été lancé en 1969 déjà, lorsque l'éditeur australien

Rupert Murdoch fit une entrée brillante dans la presse britannique. Ayant acquis le *Sun* (lui-même successeur de l'organe travailliste *Daily Herald*), il fit remonter le tirage de ce journal moribond jusqu'à 3 300 000 exemplaires par jour après en avoir fait un tabloid.

La semaine prochaine, *The Sunday People* doit également réduire son format. Enfin, le meneur à Fleet Street veut que l'organe dominical de M. Murdoch *News of the World*, fasse de même assez prochainement. Si tel doit être le cas, les deux tiers de la presse britannique auront renoncé à ce qu'on appelle ici la grande feuille (*broad sheet*).

Certains en arrivent déjà à se demander quand on verra des organes comme le *Guardian* ou le *Times* adopter la même solution pour résoudre leurs problèmes financiers.

Le grand avantage du format tabloid pour les journaux britanniques, tout au moins, est qu'il leur permet des économies substantielles sans réduire aucune de leurs ressources. Du point de vue publicitaire, en effet, « une page est une page », car si ses dimensions sont réduites de moitié, le tarif reste le même pour les annonceurs alors que le journal utilise beaucoup moins de papier. — J. W.

### La mort de «Combat»

Une lettre de M. Claude Bourdet

Nous avons reçu de M. Claude Bourdet la lettre suivante, qui met pour nous un terme à une controverse qui relève maintenant des historiens de la presse :

La lettre d'Henri Frenay, publiée le 12 septembre appelle diverses remarques :

1) Je n'avais pas d'obligation légale de réintroduire Frenay au journal, en 1947. J'ai estimé que c'était un devoir moral. Après cela, il a estimé qu'il devait aider Smadja à méditer. C'était dans les deux cas, une question de conscience.

2) Il est faux que j'aie jamais exclu Smadja de la rédaction. Tous les rédacteurs de l'époque peuvent témoigner que nous discutions le journal quotidiennement avec lui.

3) Du temps de Camus, *Combat* n'a été en difficulté qu'à cause des longues grèves des imprimeries ; de mon temps, à cause de l'extrême modicité des moyens fournis par Smadja. Mais il n'a baissé qu'ensuite, sous la gestion unique du financier. Le même insupportable a empêché Philippe Tesson de remonter le courant.

Il y aurait bien d'autres choses à dire, mais je m'en tiens à ces points de fait indiscutables, ne voulant pas engager de polémique.

● La Librairie Larousse lance une nouvelle publication, *XX<sup>e</sup> siècle*, qui se présente comme l'encyclopédie du monde contemporain. Publiée par fascicules hebdomadaires (chaque mercredi), *XX<sup>e</sup> siècle* se propose, en trois mille articles, de dresser un bilan des soixante-quinze premières années de ce siècle, à la fois sur le plan des idées et des faits : médecine, aventures et explorations, problèmes économiques et sociaux, inventions, sciences et techniques, vie quotidienne, aussi bien qu'histoire, art et littérature. M. Louis Leprince-Ringuet a signé la préface du premier fascicule. Le directeur de la publication est M. Etienne Gilson, le rédacteur en chef M. Claude Dubois. Le premier numéro a été tiré à 280 000 exemplaires (en vente dans les kiosques, le fascicule, 4,90 F).

## Qui a dit : "je vais chez moi" en parlant de Fontainebleau ?

C'est exactement en 1528 que François 1<sup>er</sup> attiré par les "déli-cieux déserts" de la forêt entreprit de faire construire une nouvelle résidence royale, le château de Fontainebleau.

"Je vais chez moi" disait-il en se rendant au château!

C'est ce que, vous aussi, vous direz, et avec le même plaisir, en regagnant votre studio ou votre appartement du BELLIFONTAIN.

LE BELLIFONTAIN : une résidence luxueuse à 500 mètres du château, et dont l'architecture "grand siècle" (toitures à la Mansard et rez-de-chaussée en arcades) s'intègre parfaitement à la

noble harmonie de la ville. Une architecture au delà du temps qui depuis Louis XV a toujours été considérée comme belle et qui le sera indéfiniment.

Au BELLIFONTAIN vous ferez plus qu'habiter : vous "résiderez" dans une ville animée et sereine sous un climat privilégié, au cœur d'un environnement préservé. Et pourtant vous ne serez qu'à 35 mn de Paris-Gare de Lyon.

"35 mn pour aller chez vous", François 1<sup>er</sup> en acceptait d'avantage.

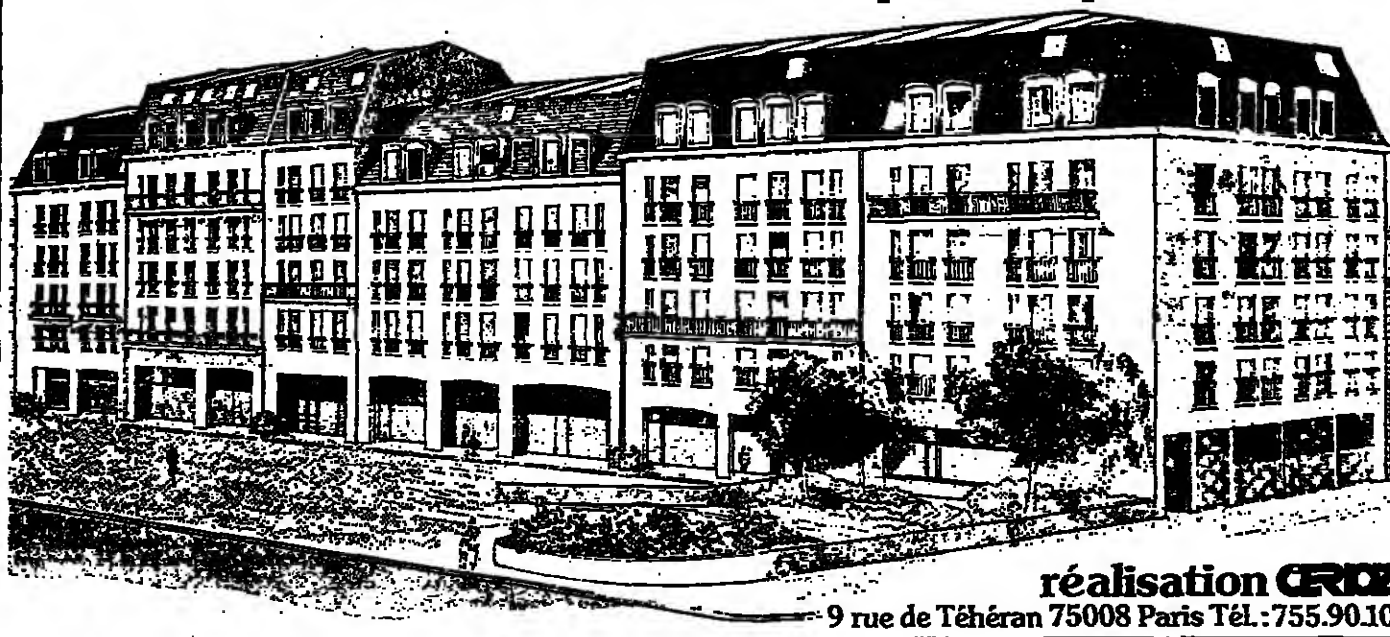
Venez nous rendre visite sur place à Fontainebleau : Place de la République (lundi-jeudi-ven-dredi de 13 à 19 h).

(samedi - dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h).  
Tél.: 422.05.58

Pour recevoir toutes informations concernant le Bellifontain, découpez et retournez ce coupon dûment rempli à CERIOZ 9, rue de Téhéran 75008 Paris.  
Tél.: 755.90.10.

nom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_

### Le Bellifontain du studio au 5 pièces duplex.



réalisation CERIOZ  
9 rue de Téhéran 75008 Paris Tél.: 755.90.10.

Rank Xerox copie.  
Recto.  
Verso.  
En noir.  
En couleurs.  
Réduit.  
Duplique.  
Trie.  
Télécopie.

Et se trouve au Sicob du 19 au 27 septembre au CNIT.

RANK XEROX



# Les nouveaux présidents définissent leur politique des programmes

## Jacques Chancel aurait une « haute fonction » sur la deuxième chaîne

Plus difficile à corser qu'un gouvernement — il a fallu attendre un mois et demi, là où moins d'une semaine suffit en général à un premier ministre désigné, — la nouvelle équipe dirigeante de la radiotélévision d'Etat est enfin connue : MM. Jean Cazeneuve, Marcel Jullian et Claude Contamine regagneront sur les petits écrans, Mme Jacqueline Baudrier dirigera la radio, M. Jean-Charles Edeline est chargé de la production lourde, M. Jean Autin de la diffusion, et M. Pierre Emmanuel de l'Académie française, président de l'Institut de recherche et de formation. Ces nominations sont attendues avec intérêt, car elles marquent la réorganisation de l'ex-O.R.T.F., dont les collaborateurs sont actuellement réduits à l'indigence. Sans entrer dans les détails, les nouveaux dirigeants ont fait mercredi des déclarations d'intention. M. Marcel Jullian, qui présidera la deuxième chaîne, a même annoncé son projet de faire appel à M. Jacques Chancel pour le seconder à la direction des programmes.

Il reste maintenant cent jours à la nouvelle équipe de direction de la radiotélévision pour prouver que la réforme radiotélévisuelle votée par le Parlement en juillet était nécessaire, ou tout simplement bénéfique. Cent jours, c'est très peu, quand on sait combien de temps les anciens responsables des programmes de l'O.R.T.F. mettaient d'habitude avant de liquider l'héritage de la politique de leurs prédécesseurs. Mme Jacqueline Baudrier pourra même raconter à ses nouveaux collègues les

difficultés qu'elle a connues à la tête de la première chaîne, elle qui dit avoir eu besoin de deux ans pour mettre en place des programmes ressemblant à ce qu'elle désirait vraiment. Mais il n'était pas question, mercredi, de faire grise mine ou d'entretenir les doutes. Mme Jacqueline Baudrier a déclaré qu'elle désirait donner « un style nouveau » aux trois chaînes de la radio d'Etat : France-Inter, France-Culture et France-Musique. « La télévision donne à

voir, la radio donne à imaginer, a-t-elle notamment déclaré. Je choisis comme maîtres-mots de mon action pour l'information : honnêteté, précision, rapidité ; pour l'ensemble du programme : imagination et ouverture d'esprit. » Le nouveau président de la deuxième chaîne, M. Marcel Jullian, s'exprimait de ses projets avec une ferveur digne de l'ex-président-directeur général Arthur Conte : il confiait notamment qu'il comptait demander à Jacques Chancel « d'être auprès de lui pour assumer cette éminente responsabilité, et réussir cette aventure ». Le président-directeur général des éditions Plon et Julliard déclarait également : « Une chose est certaine, je veux rendre la télévision, l'instrument télévisuel, aux téléspectateurs, qui doivent être traités en adultes. Pour cela, il faut leur donner des moyens d'appréhension, et les respecter davantage. Nous le ferons. »

Le nouveau président de la troisième chaîne, en revanche, n'a pas oublié la prudence de son état : « C'est un état d'esprit qui était — et qui est encore — de rigueur chez les responsables de l'O.R.T.F. Il a affirmé que sa responsabilité « particulièrement attachante » le conduirait à une

large politique de décentralisation, qui passe par le développement de la production régionale et de l'information régionale sous tous ses aspects ; il a rappelé que la troisième chaîne serait celle de l'expression directe des diverses familles de croyance et de pensée, et qu'elle aurait des rapports privilégiés avec le cinéma. Les responsables de la profession cinématographique se félicitent d'ailleurs de la nomination de trois personnalités proches du septième art : M. Marcel Jullian, scénariste de nombreux films (de Gérard Oury et de Michel Bérault), et M. Claude Contamine et Jean-Charles Edeline, qui se sont succédé à la tête de l'Union générale cinématographique. Après les déclarations faites lundi par M. Viot, directeur du Centre national de la cinématographie, qui affirmait devant une assemblée de producteurs que les mécanismes de l'aide aux films et de la censure allaient être réexaminés — ainsi que le protocole régissant les relations O.R.T.F.-cinéma, ces nominations les poussaient à l'optimisme. Mais leurs exigences sont grandes : ils désirent en même temps une augmentation de leurs tarifs, et une diminution de

la consommation des films par le petit écran. M. Jean-Charles Edeline, nommé à la présidence de la Société à capitaux publics chargée de la production lourde, alimenterait cependant recevoir un accueil aussi favorable de la part des personnalités des Buttes-Chaumont. Il les avait conviés au secrétariat d'Etat, rue de Varenne, pour leur faire part de ses intentions, mais l'intersyndicale de l'O.R.T.F. a décliné son invitation, « dont le caractère mondain n'a d'autre objet que d'accroître auprès de l'opinion l'existence d'une véritable concertation ». Il est vrai que le nombre de travailleurs des Buttes-Chaumont vient dans la nomination de M. Edeline « un second pas vers la privatisation ». C'est sous sa présidence, rappelle-t-on, que l'O.C.C. société nationalisée, est retournée dans le secteur privé. M. Jean Autin, chargé de l'établissement public de diffusion, s'est borné à souhaiter que le fonctionnement des réseaux de radio et de télévision satisfasse l'ensemble des usagers, avant d'affirmer — à l'intention d'éventuels grévistes ? — que la continuité du service public de diffusion,

fondement du monopole d'Etat, doit être pour tous un objectif primordial. — M. E.

### DE « RADIOSCOPIE » A LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Jacques Chancel, que le nouveau président de la deuxième chaîne veut appeler à de hautes fonctions de direction se montre réticent à l'idée d'occuper un poste officiel. Il est actuellement le producteur de deux émissions vedettes : « Radioscopie », sur France-Inter, et « le Grand Enquêteur », sur la première chaîne. Il a su donner à ses émissions un ton différent de celui des autres « personnalité de la radio » de la radio ou de la télévision, ceux de Philippe Bouvard ou de Jacques Ourevitch en particulier. Reconnu pour la personnalité de ceux, célèbres ou anonymes, qu'il interroge, il excelle dans l'art de mettre en valeur ses interviewés. Carrière de tout, il n'a jamais hésité à faire de fréquentes incursions dans le domaine de la culture, bien qu'il soit en principe un producteur de variétés. Pyrrhée de naissance et de cœur, il excelle en droit, journaliste, directeur de collection, il se dit volontiers révolutionnaire, mais ne veut pas faire de politique. Cependant, son interview de M. Valéry Giscard d'Estaing, au cours de la campagne pour l'élection présidentielle, a été, de toutes ses émissions, la plus remarquée. — M. E.

[Né en 1928 près de Bagneres-de-Bigorre, Jacques Chancel, de son vrai nom Joseph Crampes, a été correspondant à Paris-Match pendant la guerre d'Algérie, rédacteur à Télé-Magazine et chef des services « parisiens » de Paris-Jour, avant de devenir collaborateur régulier de l'O.R.T.F. en 1968. Directeur des programmes de la collection « Idée fixe », Jacques Chancel est l'un des auteurs de plusieurs recueils de ses « Radioscopies ».]

## Les réactions à l'O.R.T.F.

Les Buttes-Chaumont 17 h. 30. M. Jean-Charles Edeline, président-directeur général de la nouvelle société de production, a annoncé peu de temps après sa nomination qu'il se rendrait à l'Office pour rencontrer les cadres et les syndicats de l'O.R.T.F. Il a souligné que certains de ses collaborateurs, de peintres, personnel administratif ou artistique à l'attendre. Quelques uns brandissent des pancartes où l'on peut lire : « Non aux banquiers, l'O.R.T.F. à la nation. » Les discussions sont vives : « Edeline ? nous ne voulons pas lui parler. » « Nous ne voulons pas discuter avec le P.-D.G. d'ici. » « Nous voulons une négociation globale concernant l'ensemble de l'Office et pas seulement les Buttes. Nos revendications sont claires : maintien de l'emploi, des droits acquis et du statut unique. » Soudain, un peintre annonce : « Nous pouvons partir, Edeline ne viendra pas. Parlez, le directeur de la régie vidéo fixe, est sorti le prévenir que nous étions là. » Des « hou ! » accueillent la nouvelle. Peu à peu les groupes se dissolvent, non sans commenter cette décision subite du nouveau président.

● Michel Favari, réalisateur : « Tout ça n'est pas très nouveau. On ne considère pas la télévision comme un vrai moyen de communication. C'est à nous de nous battre pour faire les films qu'on a envie de réaliser. »

● Daniel Karlin, réalisateur : « Il y a un aspect « loi punitive » dans cette situation. On va travailler par coups de sondage et dans une dépendance politique encore plus pesante. Désastre, inquiétude et colère, voilà. »

● Cinq techniciens d'un atelier de montage : « Depuis le mois de juillet, on a de moins en moins de travail. Il règne un très grand malaise dans la maison. On ne sait pas ce que l'on va devenir. Alors, que ce soit Pierre, Paul ou Jean qui soient nommés, qu'est-ce que ça changera ? On peut très bien nous réembaucher avec de nouveaux statuts et nous licencier six mois après. C'est une façon de ne pas nous donner d'indemnité et de faire des économies. »

● Des journalistes : « Ce sont les patrons d'avant 1968 qui reviennent, alors, gare. Il risque d'y avoir quelques règlements de compte. On entend dire : « Si Larrère est nommé, je ne peux faire ma valise. » Ce qu'il ne faut pas oublier c'est que le futur directeur de l'information ne sera pas nommé par le président, mais par le gouvernement. Il ne faut pas se faire d'illusion. Si c'est une opération d'économies, on ne comprend pas, puisqu'on

Tranquille, un futur retraité avant l'âge parle : « Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? J'ai soixante-deux ans, mon sort est déjà réglé. Edeline ou un autre, qu'est-ce que ça changera ? Et puis, qui c'est Edeline ? »

La question revient souvent tout au long des couloirs de cette gigantesque maison : « Qui est Edeline ? » Mais aussi : « Qui sont Jullian, Autin et Pierre Emmanuel ? Les autres on les connaît un peu mieux : du moins ils étaient déjà à l'O.R.T.F. »

« Est-ce qu'il sait ce que c'est que la création ? » s'interroge un décorateur. « Ce que nous voulons, c'est pouvoir dialoguer. Pour cela, il faut que les P.-D.G. et les futurs directeurs connaissent le métier, dit le réalisateur Claude Robrini. J'espère qu'ils feront de la gestion pour de bonnes émissions et non pas de la gestion pour la gestion. »

Pierre Miquel, chef du service de production des émissions de société, souhaite « qu'il sache vendre. Nous avons trop eu d'administratifs, dit-il. Pour nous, cela ne changera pas grand-chose. Nos documentaires sont de qualité et compétitifs sur le marché européen. »

● Le Syndicat des cadres de l'O.R.T.F. : Il fait savoir qu'il refuse de préjuger des politiques qui pourraient être définies par les nouveaux dirigeants désignés par le gouvernement. Les cadres ont toutefois à rappeler son attachement à une conception de la télévision et de la radio qui ne saurait relever des impératifs de la publicité commerciale et à souligner que son seul fondement réel est le maintien du plein emploi de tous les personnels de l'Office. »

### En Italie

## La démocratie chrétienne va perdre le contrôle total de la radio-télévision

De notre correspondant

Rome. — Après quatorze ans d'un pouvoir exercé sans partage au nom de la démocratie chrétienne, et en particulier de M. Fanfani, le directeur général de la radio-télévision italienne quitte son poste. M. Ettore Bernabei va être nommé administrateur délégué et directeur général de l'Italstat, l'une des six sociétés financières qui composent l'I.R.I. Il s'agit d'un événement essentiellement politique, où l'aspect technique de l'information n'intervient guère.

C'est incontestablement à M. Ettore Bernabei qu'on doit la continuité dans le développement technique et qualitatif de la télévision italienne depuis 1961. Mais sa personne ne cessait d'être contestée, dans la mesure où il avait transformé la radio-télévision en fief quasi exclusif de la démocratie chrétienne, et notamment au profit des amis de M. Fanfani.

La réforme de la RAI-T.V., qui, en principe, devait intervenir dans deux ans, prévoit un éclatement de l'Office et l'autonomie de chacune des deux chaînes et de la radio au profit des différents partis de la coalition. L'un des journaux télévisés dépendrait, en effet, des socialistes et des républicains, le journal radio serait confié à un social-démocrate, et l'autre chaîne de T.V. ainsi que la présidence de la RAI-T.V. seraient remises aux socialistes.

Toutefois la concession de la démocratie chrétienne n'est qu'apparente. Elle cède en effet à un état de fait pour mieux s'implanter dans un centre de pouvoir des plus décisifs, l'Italstat. Fondé en 1962, cette société financière destinée à contrôler des entreprises en difficulté, commença à se développer à partir de 1970, lorsqu'elle prit le contrôle, d'abord de la firme Condotte d'acqua, spécialisée dans les travaux publics de grande envergure, puis de la société Italstrade, qui construisait des autoroutes. A travers ces deux sociétés, et surtout la première, l'Italstat mène de grands travaux à l'étranger, en particulier en France, en Espagne et en Amérique latine. Actuellement l'Italstat a un chiffre d'affaires de plus de 261 milliards de lires par an, et est partie prenante dans les accords avec l'I.R.A. C'est un centre de pouvoir et de sous-gouvernement à défaut au moment de la réorganisation des infrastructures sociales (logements, travaux publics de toute sorte) va recevoir une impulsion particulièrement forte. J. N.

### Les autres questions évoquées au conseil des ministres

A l'issue du conseil des ministres qui s'est tenu mercredi 18 septembre à l'Élysée, M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a lu le communiqué officiel suivant :

Le ministre des finances a fait approuver le projet de loi de finances pour 1975. En outre, le conseil a entendu une communication de M. Fourcade sur l'institution d'un mécanisme conjoncturel de lutte contre l'inflation au niveau de la gestion des entreprises.

(Pages 42 et 43.)

Sur proposition du ministre de la coopération, le conseil a adopté un projet de décret portant suppression et création d'emplois pour faire suite à la reorganisation des structures de ce ministère. Un projet de décret relatif au régime des rémunérations applicables aux agents étrangers

auprès de certains États des tâches de coopération technique et culturelle a été également adopté.

Le ministre des affaires étrangères a fait un exposé sur la situation internationale. Il a particulièrement rendu compte des récentes réunions des ministres des affaires étrangères de la Communauté.

(Page 3.)

Le conseil a entendu une communication du ministre de l'éducation sur la rentrée scolaire. Le premier ministre a présenté la liste des personnes qui seront chargées de la mise en place de l'établissement public de diffusion et des sociétés de programme et de production créées en application de la loi du 7 août 1974, relative à la radiodiffusion et à la télévision.

(Pages 14 et 15.)

### M. CHIRAC RÉAFFIRME SON OPPOSITION A TOUTE PRIVATISATION DE LA SOCIÉTÉ DE PRODUCTION

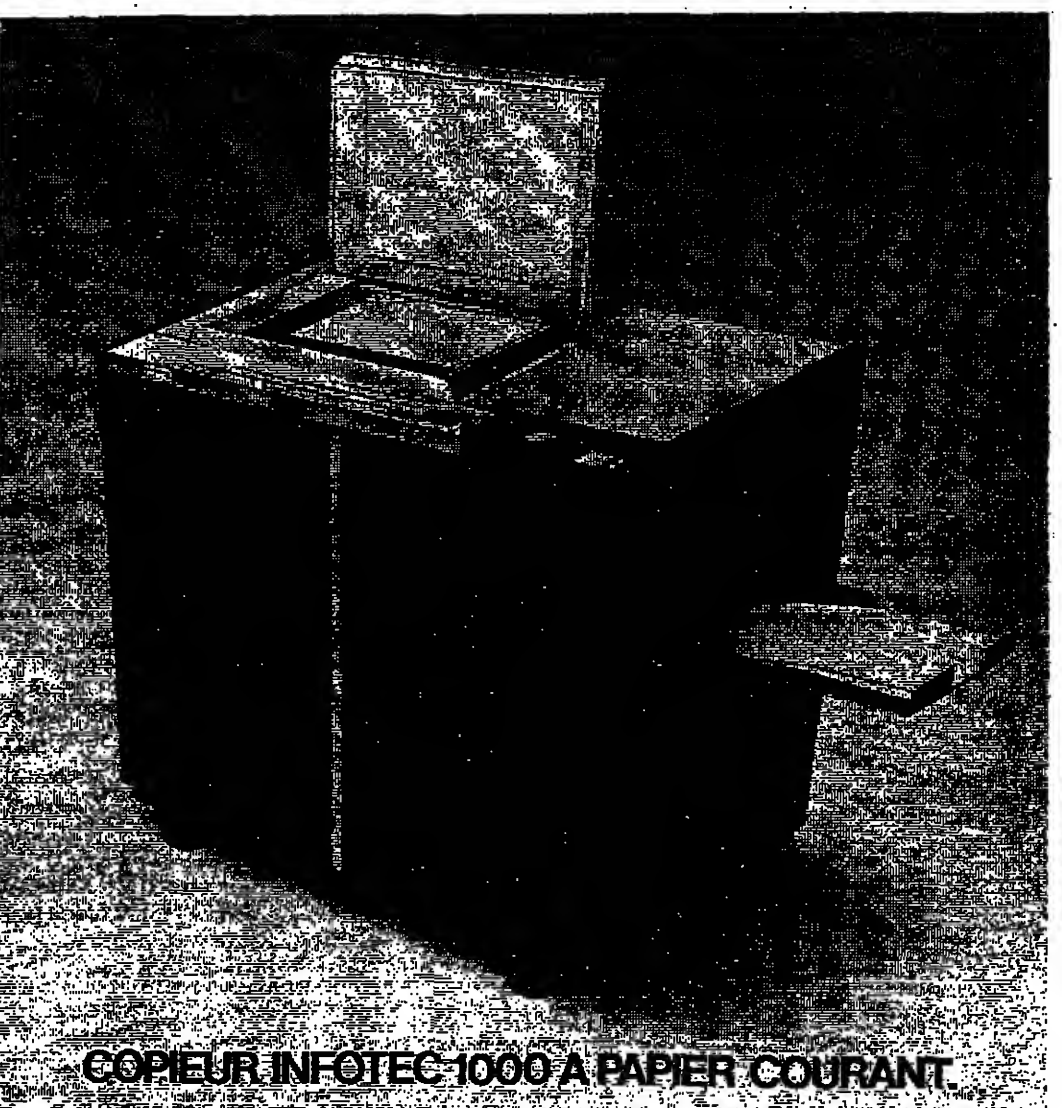
M. Jacques Chirac a commenté jeudi matin 19 septembre, au micro de France-Inter, les désignations des sept présidents : « Nous avons exercé notre droit, nous n'étions pas tellement fâchés, à déclarer le premier ministre. Il fallait à la fois trouver des gens qui aient une connaissance, une expérience des problèmes de l'audio-visuel, qui soient décidés à gérer sérieusement une radio et une télévision, dont nous avons l'ambition d'améliorer encore la qualité, qui ne soient pas enfermés dans des routines et qui, donc, soient relativement nouveaux. C'est un peu le compromis de l'ensemble de ces qualités qui s'est exprimé au travers de ces nominations. »

Après avoir indiqué que les présidents choisiraient leurs équipes « dans les délais les plus brefs » et que le choix des directeurs, s'il sera « discuté », « relève de

la seule compétence et de la seule volonté des présidents ». Le premier ministre a ensuite souligné qu'il attachait le plus grand soin à ce que le personnel n'ait pas à supporter les conséquences de la réforme, notamment par une « concertation permanente » avec les syndicats.

Enfin, M. Chirac a nié que la nomination de M. Edeline à la tête de la société de production lourde annonce une privatisation de celle-ci. « On a, depuis le début, a-t-il dit, fait un procès d'intention au gouvernement (l'Office) : la société de production a une mission et une nature particulières, qui la mettent dans une situation de concurrence beaucoup plus affirmée que les sociétés de programme. L'intention de M. Edeline n'est pas du tout de privatiser la société, mais, au contraire, d'assurer son expansion. »

IL EST PETIT.  
ALORS IL FAIT TOUT POUR SE RENDRE INTERESSANT.  
MEME LES CHANGEMENTS DE FORMAT TOUT SEUL.



COPIEUR INFOTEC 1000 A PAPIER COURANT

L'Infotec 1000 est un copieur à papier ordinaire qui est presque comme les autres. Presque. D'abord il est plus petit que ses concurrents directs. C'est vrai. Mais son originalité n'est pas là. Grâce à un procédé de développement, les copies sont parfaites. Il faut même faire attention à ne pas les confondre avec l'original. Sa vitesse ? Sept à huit secondes pour la première copie, et ensuite 18 à la minute.

Mais avec le renouvellement automatique de la couche photoconductrice, l'Infotec 1000 commence à devenir une machine série. Non seulement la qualité de reproduction est constante, mais on évite ainsi le nettoyage habituel du tambour. Un copieur qui s'entretient tout seul, on a presque du mal à y croire. Pourtant l'Infotec 1000 ne s'arrête pas là. Ce petit copieur, qui se déplace facilement sur de larges roulettes, permet de choisir entre 3 formats de copies par simple sélection sur une touche. Là encore, l'Infotec 1000 est unique. Il est vrai qu'il est petit, alors il fait tout pour se rendre intéressant. Même au niveau des prix.

• Agence Lila : 21 rue de Turin - 59000 Lille - Tél. (03) 51 21 91 / 51 20 40 • Agence Lyon : 1 rue Mercier - 69003 Lyon - Tél. (78) 82 98 57 • Succursale Paris : 41-45, rue Galvée - 75116 Paris - Tél. 720.11.45 / 720.11.50 / 720.32.53 • Agence Strasbourg : 1, rue de Paris - 67000 Strasbourg

Je désire recevoir une documentation complète sur le Copieur Infotec 1000. Kalle Infotec S.A. "Copiale-Optique" 50-64, avenue François Arago-82000 Narbonne - Tél. 780.72.13

Nom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

infotec

مكتبة الامم المتحدة

LA RADIO  
directeurs devrai  
avant la fin de k

C'EST TOUT  
AVANT LE  
QU'IL FAUDRAIT  
AU MILIEU D'UN

MAIS  
L'INFOTEC 1000



# A LA RADIO-TÉLÉVISION

ET MAINTENANT, LE « DEUXIÈME HOMME »

## Les directeurs devraient être connus avant la fin de la semaine

Rarement, désignations de nouveaux responsables de la radio-télévision auront provoqué un tel suspense : lundi après-midi encore, la liste des sept P.-D. G. n'était pas définitivement établie.

Parmi les personnes dont le nom avait été prononcé, avec une certaine plausibilité, MM. Jacques Rigaud, Jérôme Monod et Jean-François Deniau s'étaient ruscés. Comme il n'était pas question, d'autre part, d'offrir une place de P.-D. G. à des « saltimbanques » du genre Pierre Sabbagh, et comme la décision avait été prise d'offrir à Mme Jacqueline Baudrier la radio, et elle seule, ces refus obligeaient le gouvernement et la présidence de la République à trouver d'autres personnalités.

Le choix final résulte, comme souvent dans ces cas-là, de considérations diverses. Le « haut niveau culturel et la connaissance du domaine de l'audio-visuel », selon l'expression du président de la République, n'en sont pas absents. Des considérations politiques aussi.

### Prestige et management

La présence de M. Pierre Emmanuel, membre de l'Académie française, et de M. Jean Cazenave, membre de l'Institut, tend à conférer du prestige aux institutions dont ils prennent la tête. M. Cazenave, docteur en lettres, devrait trouver dans ses nouvelles fonctions l'occasion de vérifier le bien-fondé de ses observations : M. Pierre Emmanuel n'est pas seulement un docteur en lettres, c'est un « esprit libre » qu'il convenait de mettre à la tête d'un Institut de l'audio-visuel, qui comportera notamment le service de la recherche. Quant au choix de l'écrivain et éditeur Marcel Julien et du « manager » du cinéma, Jean-Charles Edeline, il est de nature à créer la « surprise » chère à M. Giscard d'Estaing.

Mme Jacqueline Baudrier et M. Claude Contamine sont, eux, de vieilles connaissances de l'O.R.T.F.

CLAUDE DUREUX.

### Première chaîne : M. Jean Cazenave

En prenant la tête de la première chaîne, M. Jean Cazenave accède pour la première fois à une responsabilité directe sur les programmes, dont il avait présidé les comités. C'est avant tout un théoricien des mass media.

Titulaire de la chaire de sociologie à la Sorbonne, depuis 1966, l'intérêt qu'il porte aux mass media audiovisuels s'est concrétisé par plusieurs ouvrages : *Sociologie de la radio-télévision*, *Les Pouvoirs de la télévision*, *l'Homme télévisuel*.

Meilleur analyste français de ces nouveaux moyens de communication, il ne manifeste pas une certaine réserve vis-à-vis de la télévision. On remarque que la troisième chaîne lui échoue, alors que, contrairement aux apparences, cette chaîne, du point de vue des effectifs (deux mille cinq cents personnes environ dont trois cents journalistes), l'emportera de très loin sur ses deux sœurs (qui comptent cinq cents personnes environ chacune). Rappellons enfin que la troisième chaîne contrôlera les vingt-trois stations régionales de télévision qui semblent appelées à un développement certain.

Dans ces conditions, il est sans doute préférable de ne pas porter un jugement de fond sur le « générique » des responsables de la radio-télévision avant qu'il soit complété par les noms des directeurs généraux. Précisons à cet égard qu'une tendance se dessine toujours pour doter, notamment, les trois chaînes de télévision et la radio d'un directeur financier en plus d'un directeur de programme. La position de ce dernier, comme nous l'avons déjà dit, ne serait pas très enviable, puisqu'on sait d'expérience que le pouvoir, dans ces cas-là, appartient à celui qui gère les finances.

Qu'ils soient donc un ou deux, ces directeurs généraux seront désignés aux termes de la loi par les nouveaux présidents. « Nous les inviterons à annoncer ces nominations sous quarante-huit heures », disait le même jour un membre du secrétariat du président de la République. M. Julien a fait diligence. On avance prudemment les noms de M. Guillaud et Lemoine pour les directions de la première, et de la troisième chaîne.

CLAUDE DUREUX.

### Troisième chaîne : M. Claude Contamine

M. Claude Contamine a été le premier à vouloir faire passer la télévision de l'ère de l'artisanat à l'ère industrielle. Le premier à tenter de soumettre les programmes à la gestion, le premier à casser le corporatisme des réalisateurs de l'Office en faisant appel aux réalisateurs de cinéma. De 1964 à 1967, l'enarque Claude Contamine, second directeur adjoint de l'O.R.T.F., directeur de la télévision, a été un patron sûr de son autorité et qui a — selon un jugement de Marcel Blumal, — imposé « tout un ensemble de méthodes, un style de gouvernement, un style de pensée ».

On peut supposer que ce sont ces traits — qualifiés pour les uns, défauts pour les autres — qui lui valent d'être appelé aujourd'hui à un poste responsable de la nouvelle organisation. On ne peut pourtant pas oublier qu'en trois ans d'exercice, la forte personnalité du haut fonctionnaire s'était adaptée avec aisance à cette nécessité de la création artistique qui, au milieu des luttes gestionnaires, syndicales ou politiques, est toujours restée l'essentiel pour les gens de télévision. L'administrateur a été aussi un homme de programmes, soucieux d'apporter un style, un homme qui s'était mis à aimer la télévision et qui n'a pas laissé seulement le souvenir de la *Seine Flaque* ou d'émissions « populaires » standardisées.

J.S.

[Né le 29 août 1923 à Metz (Moselle), diplômé d'études supérieures de droit, ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Contamine a commencé sa carrière de haut fonctionnaire à l'administration centrale des affaires étrangères en 1952. En 1954, il est attaché au cabinet de M. Guy La Chambre (ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés), devient secrétaire particulier de M. Louis Joxe, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1956 et chargé de mission au cabinet de M. Michel Debré (premier ministre) de 1959 à 1962.]

Après avoir été directeur du cabinet de M. Alain Peyrerie (ministre de l'Information), il arrive à la direction générale de l'O.R.T.F. en 1964. En 1967, il quitte l'Office pour la présidence de l'Union générale cinématographique jusqu'en 1971, puis est envoyé pendant deux ans à Milan comme consul général. Il revient à l'O.R.T.F. où il occupe simultanément le poste de directeur général adjoint de l'Office et des affaires extérieures et de la coopération (D.A.E.C.).

### Production lourde : M. Jean-Charles Edeline

M. Jean-Charles Edeline, qui préside l'Union générale cinématographique (U.G.C.) et la Fédération nationale des cinémas, est actuellement l'un des premiers exploitants de France. Sa société, rachetée à l'Etat en 1971, contrôle une part importante du marché du cinéma : près de sept cent salles, 250 millions de chiffre d'affaires.

M. Jean-Charles Edeline déclarait récemment que la télévision et le cinéma « étaient des partenaires et non des concurrents ». Il disposera désormais de tous les atouts souhaitables pour tenter de concurrencer le secteur privé à la tête de la société nationale chargée de la production « lourde » d'émissions de télévision.

En 1943, M. Jean-Charles Edeline ouvrit sa première salle à Futeaux. Sa carrière exemplaire pour le gouvernement est garantie. Il a démontré qu'une mauvaise entreprise d'Etat, l'ancienne

U.G.C. et sa vingtaine de salles, pouvait devenir une excellente affaire privée. Lui appartient-il d'en faire autant aux Buttes-Chaumont ? Sa nomination soulève de nouvelles équivoques.

L.D.

[Né le 22 février 1923 à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), diplômé de l'École d'organisation scientifique du travail et de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC), M. Jean-Charles Edeline cumule la présidence de bon nombre de sociétés ou syndicats, et notamment dans le domaine cinématographique.]

Il est président-directeur général de la Société d'expansion cinématographique, président du Syndicat des salles de lancement de France, gérant de la Société civile d'études de télécommunications cinématographiques, de la Société de diffusion de production cinématographique, leur général des Studios A et B de Paris-12, du Terminal du parking de la Société civile d'études de télécommunications cinématographiques (U.G.C.).

### Radiodiffusion : Mme Jacqueline Baudrier

La nomination de Mme Jacqueline Baudrier à la radio constitue un retour aux sources pour cette enseignante entrée en 1948 à la R.T.F. comme journaliste, et elle devait animer le journal parlé pendant vingt et un ans. Chroniqueur de politique intérieure et étrangère jusqu'en 1960, elle devient rédactrice en chef de ce journal en 1963, et adjoint au directeur de la radiodiffusion en 1966 ; elle renoue le style des informations, en multipliant les enquêtes et les reportages, sans s'aligner pour autant sur le style des radios concurrentes, Europe 1 ou R.T.L. Stof, elle a maintenu un service minimum d'information pendant la grande grève de mai-juin 1968, alors que la majorité de sa rédaction s'y opposait. En 1969, elle est appelée à la direction de l'information de la deuxième chaîne de télévision, où tout est à créer ; elle y procède à d'intéressantes expériences, les magazines quotidiens en début de journal, par exemple. Ses efforts sont récompensés par sa promotion à la tête de la première chaîne de télévision en 1972.

Femme de caractère dans un univers d'hommes, prompts à s'enflammer, mais travaillant infatigable d'une bonne foi totale, portée aux plus hauts rangs par la force de ses convictions, professionnelles et politiques, Mme Jacqueline Baudrier marquera vite ses nouvelles fonctions de son empreinte. — M. E.

[Née le 16 mars 1923 à Beaufort (Orne), Mme Jacqueline Baudrier a commencé sa carrière journalistique à la R.T.F. en 1948 comme chroniqueur politique et animatrice du journal parlé. En 1963, elle devient rédactrice en chef du journal parlé de l'O.R.T.F. puis adjoint au directeur de la radiodiffusion, chargée de l'information, en 1966.]

C'est en octobre 1969 qu'elle entre pour la première fois à la télévision en tant que directrice de l'information pour la deuxième chaîne. Depuis juillet 1972, elle dirige la tête de la première chaîne.]

### Établissement public de diffusion : M. Jean Autin

Le nouveau directeur de l'établissement de diffusion, M. Jean Autin, qui a dirigé les services financiers, est un spécialiste des dossiers délicats ; c'est ainsi que dans le secteur culturel, il avait été chargé de la réorganisation de la Radiodiffusion française et nationale. Sa tâche sera sans doute importante, puisqu'il est le seul président à être des à présent gouverneur d'un établissement public. M. Remy, qui est actuellement directeur du Centre commun d'études de télévision et de télécommunications (C.C.E.T.T.), dont le siège est à Rennes.

[Né le 21 décembre 1921 à Paris, docteur en droit, licencié en lettres, breveté de l'École nationale de la

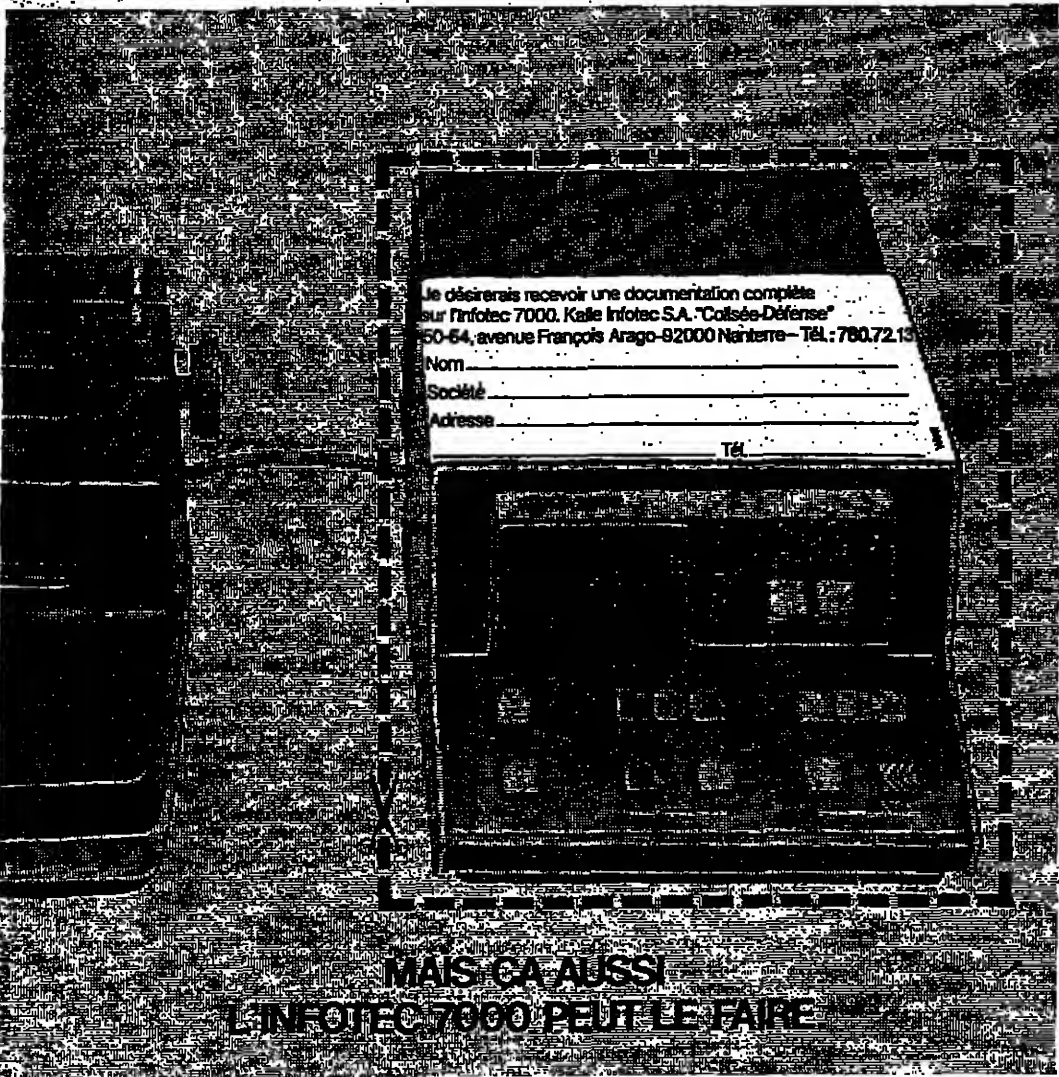
### Institut de l'audio-visuel : M. Pierre Emmanuel

Chargé de la formation professionnelle et de la recherche fondamentale, M. Pierre Emmanuel, de l'Académie française, est chargé de préparer la radiodiffusion de demain, à la tête de l'Institut de l'audio-visuel. Poète de la Résistance, dont les premiers livres évoquent les combats : *Jour de colère*, *Combats avec ses défenseurs*, *Pierre Emmanuel s'est fait ensuite connaître par une suite d'ouvrages inspirés par la foi et le combat, qui devaient lui valoir d'être élu, en 1962, à l'Académie française, au fauteuil du maréchal Juin. En même temps, il poursuivait une activité d'homme public (au congrès pour la liberté de la culture, au Pen-Club international, au conseil de développement culturel), où s'exprimait également le double souci de la défense de la liberté et celle de la culture.*

Ses derniers recueils parus s'intitulent *Jacob* (1970) et *Sophia* (1973), aux Editions du Seuil.

[Né le 3 mai 1916 à Gen (Pyrénées-Atlantiques), M. Pierre Emmanuel fut d'abord professeur d'histoire avant de se révéler, sous l'occupation, un des poètes les plus écoutés et les plus priés de la Résistance. Journaliste après la libération, conférencier, il fut directeur littéraire du congrès pour la liberté de la culture (en 1958), élu à l'Académie française en 1962, président des Pen-Clubs en 1969 et enfin, en 1971, président de la commission culturelle pour le VI<sup>e</sup> Plan, puis président du conseil de développement culturel en 1972. De 1945 à 1958, M. Pierre Emmanuel avait été directeur du service Grande-Bretagne, puis Amérique du Nord à la radiodiffusion française.]

## C'EST TOUJOURS UN QUART D'HEURE AVANT LE DÉPART DU COURRIER, QU'IL FAUDRAIT RAJOUTER UN PARAGRAPHE AU MILIEU D'UN RAPPORT DE SIX PAGES.



MAIS ÇA AUSSI L'INFOTEC 7000 PEUT LE FAIRE

C'est toujours un quart d'heure avant le départ du courrier qu'il faudrait rajouter un ou deux paragraphes essentiels à deux ou trois lettres importantes. C'est parce que ce genre de chose arrive tous les jours que Kalle Infotec a conçu l'Infotec 7000. L'Infotec 7000 : c'est une console qui donne la mémoire à une machine à écrire à sphaère. Cette mémoire enregistre la frappe sur cassette magnétique. Ceci permet à votre secrétaire d'apporter des corrections ou des modifications de texte à tout moment, au lieu de gommer ou d'arracher les feuilles de sa machine. L'Infotec 7000 se charge de restituer le texte modifié à la vitesse de 800 frappes/minute.

L'Infotec 7000 offre de multiples applications comme, par exemple, la frappe automatique du courrier répété ou de textes à partir d'éléments pré-enregistrés. Vous aurez enfin un courrier à l'image de votre société.

• Agence Lille : 21 ter, rue de Turenne - 59000 Lille - Tél. (20) 51.21.90 / 51.20.40 • Agence Lyon : Le Mercuro, 90-94, rue Servient - 69003 Lyon - Tél. (78) 62.93.57 • Agence Paris : 41-45, rue Gaillet - 75116 Paris - Tél. 720.11.45 / 720.11.50 / 720.32.53 • Agence Strasbourg : 1, quai de Paris - 67000 Strasbourg.

KALLE infotec

**CLEN**

élimine le DESORDRE sur vos bureaux

Une méthode à tirage CLEN élimine de la main l'ère en permanence la surface de travail des bureaux momentanément inutilisés (cassette de données et de diffusion de l'information). L'ère CLEN se voit en plusieurs étapes.

réf: F55 20  
20 unités 7755  
avec socle  
6438ttc

TEL. PARIS: 901-16-73.

Exposition-Information (Etoile)  
35 Av. FRIEDLAND PARIS 8<sup>e</sup>

Documentation gratuite en retournant ce bon à CLEN (cassette et socle) à: LA FORT 37500 CHIVIGNY.

Stand SICOB: CLEN 1615  
MATÉRIELS ET MÉTHODES IC 1318



## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### LE SORT DU PAQUEBOT « FRANCE »

#### Syndicats et pouvoirs publics cherchent un terrain de négociation

La direction de la Compagnie générale transatlantique a annoncé qu'elle avait décidé d'annuler les voyages que le paquebot devait accomplir d'ici au 25 octobre, date à laquelle le paquebot devait être désarmé.

Le premier ministre, au micro de France-Inter, a, le jeudi 19 septembre, confirmé une fois de plus l'intention du gouvernement de ne plus subventionner le navire et donc, indirectement, d'en condamner l'exploitation.

La Compagnie générale transatlantique a publié, le mercredi 18 septembre dans l'après-midi, le communiqué suivant :

« En raison de l'impossibilité où elle se trouve de prévoir la date de la fin de l'occupation du paquebot France par son équipage, et devant les inquiétudes de tous les autres passagers devant effectuer les dernières traversées, la Compagnie générale transatlantique se voit dans l'obligation d'annuler tous les départs jusqu'au 25 octobre, date initialement prévue pour le désarmement du navire.

Le paquebot devait accomplir, entre le 27 septembre et le 25 octobre prochain, deux traversées transatlantiques et deux

voyages d'été, pour lesquels, au total, plus de six mille cent passagers étaient inscrits, soit à peu près 100 % de la capacité du navire... »

La décision d'annuler les prochains voyages du France est strictement commerciale, et il n'est donc pas question de désarmer le paquebot ; d'ailleurs, nous ne souhaitons pas son désarmement actuellement », a affirmé dans la soirée, au Havre, M. Jacques Ribière, directeur général de la Compagnie générale transatlantique.

M. Ribière a souligné que la Compagnie comme le gouvernement « souhaitent ardemment reprendre le dialogue qui, a-t-il précisé, ne portera pas sur une

Cette décision interdit pour l'instant toute négociation entre les syndicats et la compagnie ou les pouvoirs publics, qui, les uns comme les autres, se déclarent pourtant prêts à discuter. Les syndicats demandent en effet comme un préalable que le France soit maintenu, au moins provisoirement, en activité.

Sur place, l'équipage continue d'occuper le paquebot, qui a été ravitaillé en maout, ce qui lui permet de manœuvrer en cas de mauvais temps.

prolongation du France mais sur tous les problèmes humains que soulèvera la fin de son exploitation ».

En réponse, les organisations syndicales des marins G.G.T. et C.F.D.T. ont indiqué qu'elles étaient disposées à rencontrer la direction de la Compagnie à condition que soit discuté, au préalable, le maintien éventuel en service du paquebot France.

M. Jacques Chirac a quant à lui justifié, au micro de France-Inter, la décision prise par le gouvernement de renoncer à l'exploitation du France : « J'ai toujours eu une estime certaine pour le personnel du France, a-t-il dit, et je comprends très bien l'inquiétude de ces agents. Néanmoins il y a un choix fondamental à faire... »

Dans une période où l'effort est indispensable et où, par ailleurs, il est nécessaire de faire un certain nombre de choses pour améliorer la situation sociale des Français, est-il raisonnable d'imposer au contribuable national le paiement d'une somme aussi importante, qui représente la construction de deux hôpitaux, deux pour mettre de donner une subvention directe à des gens qui ont des revenus extrêmement élevés, jusqu'à ont les moyens de s'offrir des croisières très coûteuses. C'est le type même de la politique de classe. D'où d'ailleurs mon étonnement de constater que M. Mitterrand prend position, si ce n'est m'a dit est exact, pour

le maintien de l'exploitation du France. J'y vois véritablement une position d'une démagogie qui métonne, parfaitement contraire à toute la philosophie que par ailleurs le parti de M. Mitterrand a voulu promouvoir. » Après avoir estimé que des croisières à bon marché étaient impossibles, M. Chirac a assuré que le personnel serait intégralement réaffecté, qu'il s'agisse du personnel officier et marin ou du personnel hôtelier et administratif.

« Après une semaine d'occupation du paquebot le conflit n'a donc pas évolué. En une semaine, cependant, les autorités portuaires ont pu trouver une solution de rechange permettant d'éviter l'aspersion du port, dont le phare est toujours obstrué par le France. Le chasseur de mines la Callope a confirmé que la nouvelle route choisie ne recelait pas de mines et que d'ancres situées qu'on le redoutait. Sous certaines conditions, et en utilisant au mieux les marées, les navires de 200 000 tonnes pourront donc entrer sans encombre au port.

Ce libre accès au port du Havre, quasiment assuré pour tous les navires, ne renforce guère la position des grévistes. Et on voit mal ce qui pourrait aujourd'hui débloquer la situation. Syndicats et armateurs de l'autre, continuent à faire, chacun pour leur part, des déclarations. Mais ils ne parlent pas la même langue. »



(Dessin de CHENEZ.)

#### Avez-vous encore les moyens de traiter votre voiture comme un objet de consommation ?



Au temps où l'automobile était reine, on en changeait tous les deux ans, c'était la course aux performances, l'essence coulait à flots... C'était avant l'automne 1973.

Et puis l'essence se mit à augmenter, le prix de revient au kilomètre à peser davantage, et l'automobiliste à réfléchir.

C'est alors que Mobil SHC, le premier lubrifiant à base d'hydrocarbures de synthèse, jusqu'à réservé aux

passionnés de la pression d'huile, de l'indice de viscosité, de l'usure des segments, du taux de compression, commença à concurrencer tous les conducteurs.

C'est en se préoccupant de tout cela qu'on fait durer un moteur 120 000 kilomètres.

Après tout, ce n'est pas parce qu'on va garder sa voiture plus longtemps qu'il faut rouler dans une vieille voiture.



**Mobil SHC le lubrifiant de synthèse.**

Cette année, ce n'est plus le domaine des initiés.

#### La réforme du statut de la capitale

#### Paris maître de son sort ?

Le vent de la réforme souffle-t-il enfin sur la capitale et la région parisienne ? Il semble bien. Au District, c'est la fin du huis clos ; ce jeudi 19 septembre, le conseil d'administration va pour la première fois se réunir en présence de la presse, désormais admise à suivre ses travaux.

À l'Hotel de Ville, M. Jean Verdier, préfet de Paris, a reçu une lettre de M. Michel Bonafant, dans laquelle le ministre de l'Intérieur l'informe de sa décision de réunir incessamment une commission chargée d'étudier la réforme du statut parisien. Un projet de loi sera déposé au Parlement avant décembre.

Certes, les modifications intervenues rue Berbet-de-Jour n'ont pas la même portée que celles préparées pour le Conseil de Paris. Accueillir la presse, c'était déjà le vœu de M. Michel Giraud (U.D.R.), président de l'assemblée régionale en 1972, de son successeur, M. Gabriel Kasper (U.D.R.) et enfin de l'actuel président, M. Michel Boscher (U.D.R.). Mais l'essentiel reste à faire. Les cinquante-quatre membres de cette assemblée, dont vingt-sept sont nommés par le gouvernement, ne sont guère représentatifs de l'« éventail » politique de la région parisienne, puisque la gauche en est à peu de chose près absente. Et chacun — ou presque — s'accorde sur l'illégitimité d'allonger le mandat présidentiel, d'accroître les compétences des élus, d'augmenter leur nombre, de démocratiser leur mode de désignation.

Au demeurant, M. Pierre-Christophe Taittinger, sénateur de Paris (U.D.R.), qui avait été nommé fin 1973 par M. Pierre Messmer, « parlementaire en mission » chargé d'étudier les réformes à apporter aux structures de la région parisienne, n'a pas caché dans son rapport l'opportunité d'organiser de concert la modification du statut de Paris et celui de la région parisienne. M. Taittinger sera d'ailleurs associé aux travaux de la commission voulue par M. Pompidou.

Dans sa lettre au préfet de Paris, le ministre insiste sur la nécessité de doter Paris d'un statut moderne. Il précise que cette commission consultative devra comprendre des élus désignés par l'assemblée parisienne et des fonctionnaires qu'il nomme lui-même. Parmi les premiers, le ministre souhaite la présence de M. Yves Milhoud, président du Conseil de Paris, et de tous ceux qui ont précédé à ce poste depuis mars 1971, date du dernier renouvellement de l'assemblée. Côté fonctionnaires, M. Maurice Dublet, préfet de région, le préfet de Paris, le préfet de police, M. Jean Peillon, et divers représentants du ministère de l'Intérieur. La présidence de la commission reviendra à M. Roland Maspedal, conseiller d'Etat.

« L'intention des pouvoirs publics », écrit M. Pompidou, est d'aboutir à un allégement de la tutelle et à des pouvoirs accrus pour les élus municipaux par un rapprochement du statut de Paris du régime de droit commun établi par la loi du 5 avril 1884, le caractère décentralisateur de la collectivité devant, par ailleurs, être maintenu, voire complété par la création éventuelle d'une commission générale permanente.

Le ministre de l'Intérieur propose aux membres de la commission les thèmes de réflexion suivants :

— Définition des attributions du Conseil de Paris, nombre de ses membres, modalités d'élection ;

— Pouvoirs et durée du mandat d'un président du Conseil de Paris devenu maire de Paris, statut des adjoints ;

— Allégement de la tutelle et rapports avec le préfet de Paris ;

— Organisation et fonctionnement de l'administration municipale dans le cadre de l'arrondissement.

Fixant au 1<sup>er</sup> novembre l'issue de ses travaux, le ministre d'Etat conclut que, de la sorte, le Conseil de Paris sera parfaitement informé quand il ouvrira la session extraordinaire qu'il a demandée, sur ce sujet, pour le mois de novembre.

Les perspectives ouvertes par M. Pompidou ne manquent pas de faire évoluer sensiblement le climat de l'assemblée parisienne. Elles combinent les vœux de M. Jacques Dominati (R.I.). Alors qu'il était président du Conseil de Paris, il avait suggéré de confier à la Ville la plupart des services de la préfecture. Bref, de municipaliser quelques vingt-cinq mille fonctionnaires (le Monde du 7 mars), ce qui semblait tout à fait improbable du vivant de Georges Pompidou. Ces perspectives ont aussi de nature à rallier des conseillers U.D.R. jusque-là assez méfiants à l'égard des giscardiens. Enfin, après les derniers « coups de poing » donnés à l'assemblée parisienne par l'Elysée — réjet de la voie express, modification de l'aménagement du quartier des Halles — cette volonté affirmée de redonner de l'autorité aux élus municipaux ne peut qu'apporter du baume à tous ceux qu'avait irrités la brutalité des décisions présidentielles.

PIERRE BRANCHE.

مركز الامم المتحدة



## EQUIPEMENT ET RÉGIONS

Deux mesures annoncées par le premier ministre :

- RÉVISION DES SCHÉMAS DIRECTEURS DE LILLE, LYON ET MARSEILLE.
- CARTE UNIQUE DE TRANSPORT DANS LA RÉGION PARISIENNE.

A l'occasion de l'inauguration, le mercredi 18 septembre, de l'hôtel de ville de Vélizy-Villacoublay (Yvelines), M. Jacques Chirac a annoncé une réforme de la tarification des transports en commun dans la région parisienne et une révision des schémas directeurs de Lille, Lyon et Marseille.

« J'ai demandé que soit mise en œuvre, dès 1975, la réforme globale de la tarification. Les habitants de la région parisienne pourront bénéficier sur l'ensemble des réseaux du métro, des autobus et des trains de banlieue de la S.N.C.F. avec une carte unique d'abonnement, qui permettra pendant sa durée de validité un nombre illimité de voyages. La tarification ne dépendra plus de la fréquence des déplacements ou de la nature des moyens utilisés, mais uniquement de la zone à l'intérieur de laquelle ces déplacements s'effectueront. »

Au sujet du prolongement de la ligne de métro numéro 14 entre la porte de Châtillon et Vélizy, il a précisé que les travaux ne pourraient commencer avant 1980. M. Chirac a, d'autre part, souligné que l'urbanisme était le « premier domaine » dans lequel le gouvernement devait agir. Les schémas directeurs de Lille, Lyon et Marseille pourraient être réexaminés de façon à mettre en œuvre un urbanisme « plus aéré », a-t-il précisé. Ce réexamen avait déjà été suggéré par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) (le 10 août 1974). De même, a ajouté M. Chirac, il serait souhaitable de diminuer dans certaines zones les densités de construction prévues dans les plans d'urbanisme.

## JUSTICE

A LYON

### LE COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS prépare son assemblée nationale

De notre correspondant régional

Lyon. — Sur l'initiative de sa section de Lyon, le Comité d'action des prisonniers (CAP) prépare dans cette ville la réunion de sa deuxième assemblée nationale, qui aura lieu les 21 et 22 septembre prochains.

Il s'agit pour les anciens détenus qui militent dans le mouvement d'examiner la situation dans les prisons françaises après les révoltes et les agitations du mois de juillet 1974, et de se livrer par la même occasion à un examen critique de la réforme pénitentiaire, hâtée par ces événements.

### « ROUGE » ET « LUTTE OUVRIÈRE » SONT POURSUIVIS EN DIFFAMINATION PAR M. YVES LANCIEU.

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Henillon, statuera le 9 octobre prochain sur un procès en diffamation, plaqué mercredi 18 septembre et intenté par M. Yves Lancieu, secrétaire général du comité national des O.D.R. (Comités pour la défense de la République), aux hebdomadaires Rouge et Lutte ouvrière. Ces journaux avaient, dans deux articles respectivement publiés le 8 et le 17 juillet 1973, accusé « les C.D.R. de Lille et d'Elron » d'avoir « assassiné les militants communistes Laroche et Labroche ».

M. Cougnon, avocat de M. Lancieu, faisait valoir que les auteurs de ces crimes, qui ont été jugés et condamnés (1) n'ont jamais appartenu aux C.D.R. Pour la défense, M<sup>rs</sup> Stul et Gomes s'efforcent de démontrer la bonne foi des responsables des articles incriminés en rappelant qu'à l'époque des persécution locales avaient été entendues que les C.D.R. pouvaient être impliqués dans ces deux affaires.

(1) Pour le meurtre de Marc Laroche, tué en juin 1968 durant la campagne pour les élections législatives, Jean-Claude Valtin a été condamné à huit ans de réclusion criminelle. Il a bénéficié d'une libération anticipée le 21 mars 1974. Pour celui de Michel Labroche, tué en avril 1972 lors de la campagne pour le référendum sur l'Europe, le sergent-chef Jean Walimé a été condamné à cinq ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis.

En même temps, le CAP français, qui a invité à participer à ses travaux des représentants de groupements étrangers qui militent dans leurs pays respectifs des actions comparables à la sienne (Comité d'action des prisonniers, belge, Groupe d'information sur les prisons, suisse, et Preservation of the rights of the prisoners, britannique), entend se livrer à une étude comparée des bruts et des moyens d'action de chacun.

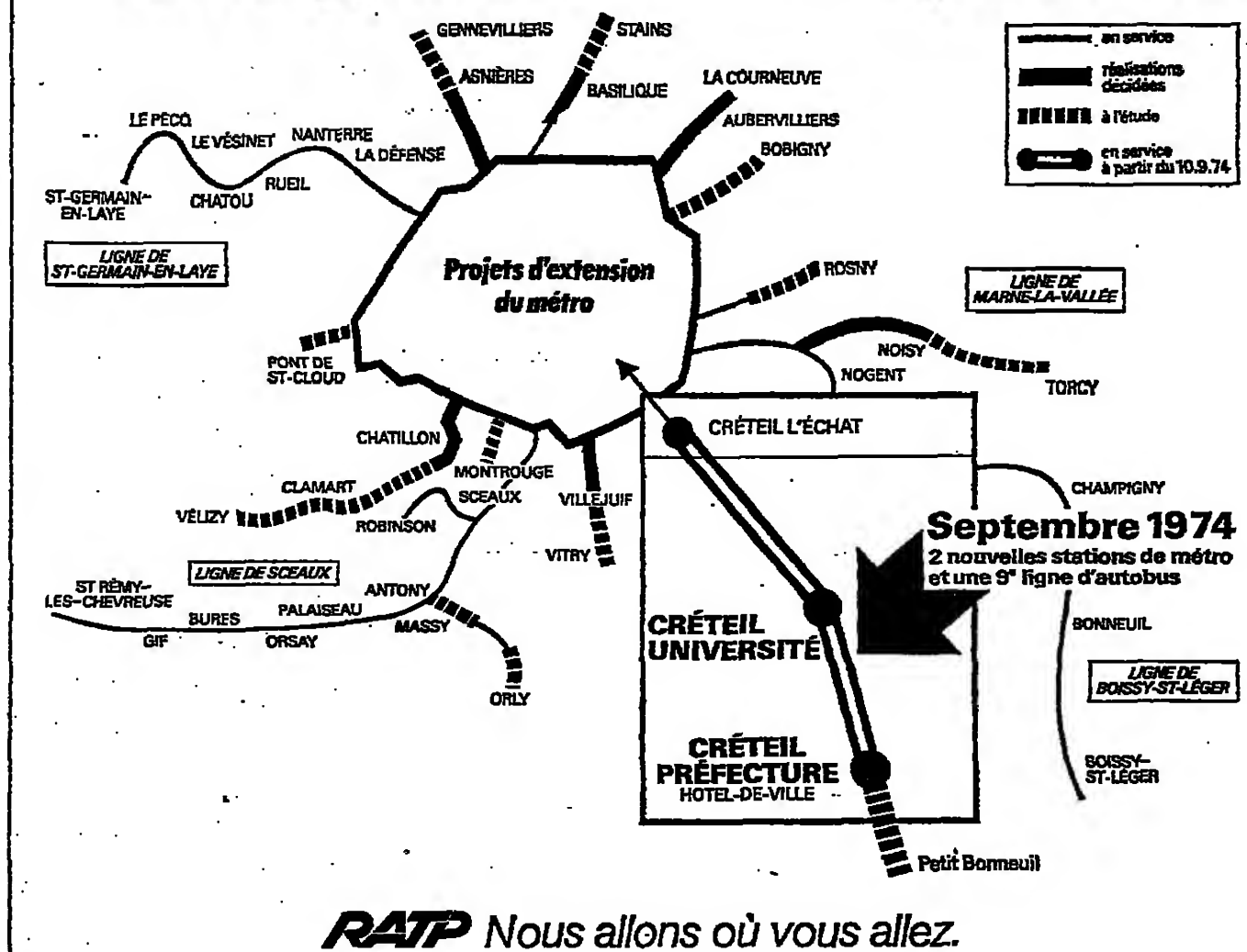
A la lumière de ce débat, les participants se proposent de rechercher quelle pourrait être la meilleure façon de coordonner leur action et de faire apparaître ainsi le caractère international des aspirations des détenus, quelles que puissent être les différences apparentes des divers systèmes pénitentiaires.

Dans la foulée, la section lyonnaise du CAP revenant cette fois aux problèmes spécifiques locaux a décidé l'organisation d'une « table ronde » ayant pour sujet non seulement la détention mais la délinquance en général. A ce débat qui aura lieu le 22 septembre, elle a invité l'Union des jeunes avocats de Lyon, le groupe multiprofessionnel sur les questions pénitentiaires — qui ont déjà donné leur accord, la section locale du Syndicat de la magistrature, celle de l'Union fédérale des magistrats, le bâtonnier de l'ordre des avocats, l'interprofessionnelle des personnels pénitentiaires, le Syndicat des commissaires de police, le Service social de l'application des peines et l'Association de défense des droits des détenus.

Cette rencontre lyonnaise pourrait ainsi faire suite, mais cette fois à l'initiative du CAP, à la fameuse et insolite « contre-rencontre » judiciaire qui ont lieu le 5 octobre 1973 mais qui ne sera pas renouvelée et donnera l'occasion de l'un des premiers dialogues publics et sans concession entre magistrats et anciens détenus.

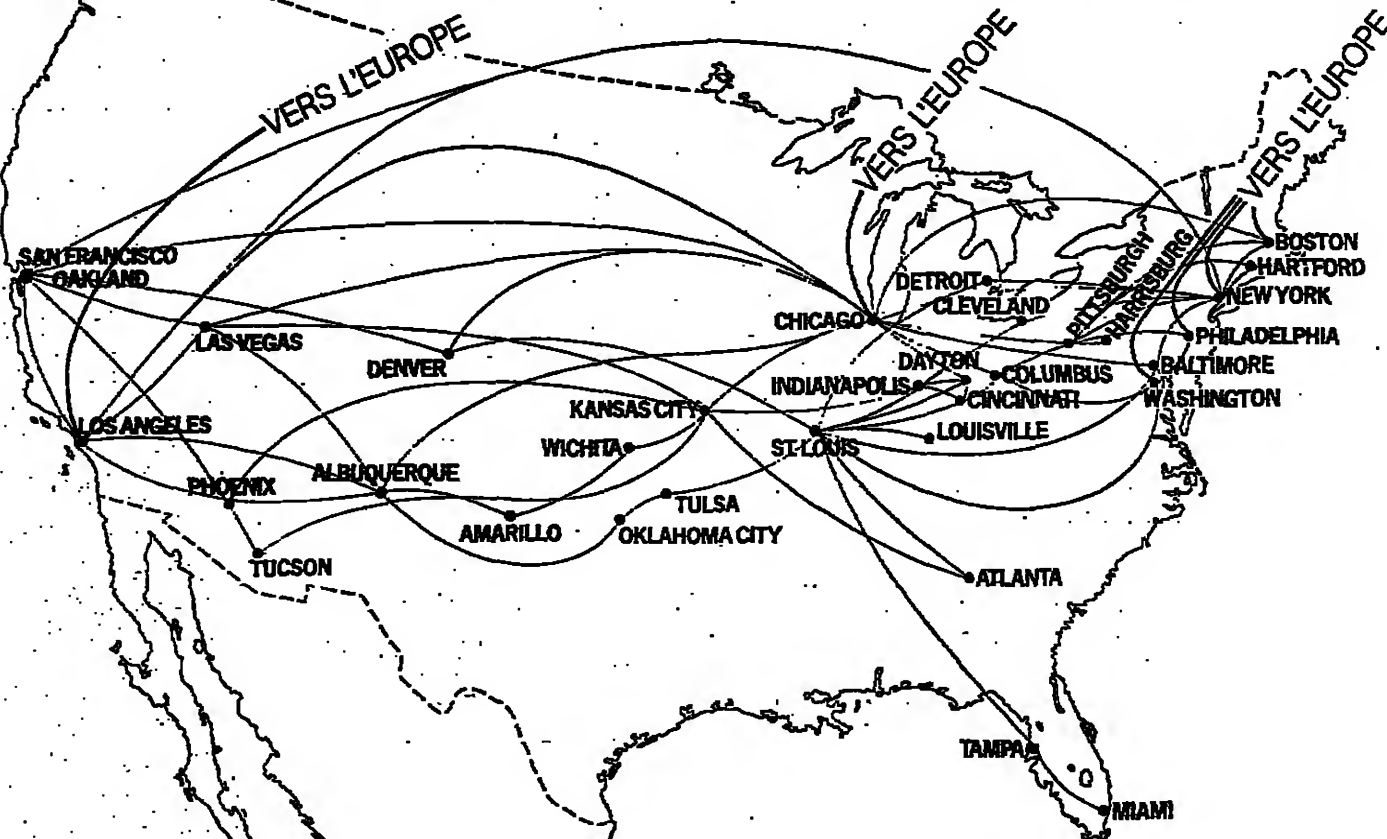
En même temps, le CAP français, qui a invité à participer à ses travaux des représentants de groupements étrangers qui militent dans leurs pays respectifs des actions comparables à la sienne (Comité d'action des prisonniers, belge, Groupe d'information sur les prisons, suisse, et Preservation of the rights of the prisoners, britannique), entend se livrer à une étude comparée des bruts et des moyens d'action de chacun.

## Le métro s'étend au fur et à mesure du développement de la région parisienne.



RATP Nous allons où vous allez.

## POUR CEUX QUI DOIVENT BEAUCOUP VOYAGER A L'INTERIEUR DES USA, TWA OFFRE UN AVANTAGE EXCLUSIF.



Cet avantage exclusif, vous pouvez le constater par vous-même en suivant simplement sur cette carte les lignes TWA à l'intérieur des USA.

Au départ de l'Europe, nous pouvons vous conduire directement à des villes-clés comme New York, Chicago, Boston, Philadelphie, Washington, San Francisco et Los Angeles. Puis au-delà, nous pouvons vous transporter dans 35 grandes villes de notre réseau U.S.A.

Aucune autre compagnie aérienne transatlantique ne peut vous offrir l'avantage de ce gain de temps considérable. Elles se contentent, soit de traverser l'Atlantique, soit d'assurer des liaisons à l'intérieur des USA.

Afin de pallier cet inconvénient, certaines compagnies font de la publicité pour la facilité de leurs correspondances avec les compagnies intérieures américaines.

Ce qu'elles oublient de dire, c'est le temps et la fatigue qui résultent de ces correspondances.

Rien d'étonnant à cela : les trajets entre deux aéroports sont de piètres arguments publicitaires. Avec TWA c'est tellement plus facile.

A l'aéroport Kennedy à New York, vous pouvez transiter d'un vol international TWA à un vol intérieur TWA sans quitter l'aéroport réservée aux passagers TWA.

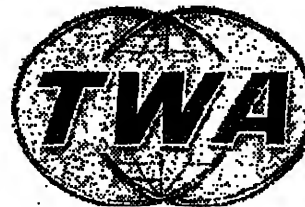
Vous n'avez qu'une porte à franchir. Et dans tous les grands aéroports, les vols intérieurs TWA sont à proximité de l'arrivée des services internationaux.

Ces avantages s'imposent sans avoir à faire intervenir les autres points de supériorité TWA. Avec eux, TWA est imbattable.

Nous avons aussi des vols Ambassador Express spécialement pour des hommes d'affaires. Vous pouvez garder vos bagages en cabine et gagner ainsi du temps à l'arrivée.

En plus, TWA dispose des 1011 Tri-Star, l'avion le plus moderne du monde. Et par-dessus tout, nous offrons confort et facilité.

Demandez à votre agent de voyages, il vous le confirmera.

















صكيات الامل

# Le Monde

## DES LIVRES

### GRAMSCI ENFIN PUBLIÉ

#### « Ces flammes dévoreuses des paresse et des lassitudes »

★ **ÉCRITS POLITIQUES**, I, 1914-1920, d'Antonio Gramsci. Textes choisis, présentés et annotés par Robert Paul. Bibliothèque de philosophie. Gallimard, 461 p., 69 F.

VOICI donc le premier volume de cette édition française de Gramsci, si impatiemment attendue, et que nous avions annoncée il y a quelques mois (1). Il groupe les textes d'apprentissage, jalonnant l'itinéraire de Gramsci du début à la fin de la première guerre mondiale, et ceux de 1919 et 1920, les deux années triomphales où le jeune révolutionnaire rencontre enfin la révolution, avec la classe ouvrière turinoise occupant ses usines.

Comme beaucoup de jeunes socialistes italiens, Antonio Gramsci a commencé par subir l'influence de Mussolini, alors un des leaders, et le plus prestigieux, du parti socialiste italien. En témoigne le premier article reproduit en tête de ces « Écrits politiques », où il défend la politique mussolinienne de « neutralité active » et agissante — face au conflit. La crise est dure — il l'avouera par la suite — et provoquera un exil retour sur soi-même. La véritable vie politique d'Antonio Gramsci s'ouvre sur un long silence, trois mois entre ce premier article et le second, sur une réflexion dont rien ne transparaît.

Plusieurs, qui se voulaient intrigués, ont reproché au Gramsci de cette période, voire au suivant, son volontarisme et, injure suprême, son bergsonisme. Lui-même s'en défend, mal, et avec une sorte d'agacement.

#### Une poésie de la volonté

Et il est vrai que la pensée de Gramsci jeune est toute baignée d'une poésie de la volonté. L'époque y est pour quelque chose, cette terrible époque où la guerre a bouleversé la « situation historique normale » et où un champ immense s'ouvre aux énergies. « La vie tout entière est devenue révolutionnaire », écrit Gramsci en juillet 1917, au moment précis où, en Russie, les bolcheviks reçoivent une défaite qui paraît cuisante. « C'est une activité toujours effrénée, c'est un échange continu, un incessant travail de tous dans le bloc amorphe du peuple. On assiste de nouvelles énergies, on repart de nouvelles idées-forces. Ainsi les hommes sont finalement les artisans de leur destin, tous les hommes... Et l'incendie révolutionnaire se propage, il enflamme de nouveaux coeurs et de nouveaux cerveaux, il en fait des flammes nouvelles, de flammes nouvelles dévoreuses des paresse et des lassitudes. »

Mais ce que l'on a appelé volontarisme n'est ici que la réintégration de l'homme dans le processus historique, dont une interprétation positiviste du marxisme l'a écarté. Gramsci, qui a refait pour son compte à travers la philosophie de Benedetto Croce, le chemin que Marx a fait à travers Hegel, y a gagné une compréhension toute neuve de Marx, qui tranche avec la lourdeur de la plupart des commentateurs en honneur à l'époque en Europe occidentale.

PAUL GILLET.

(Lire la suite page 25.)

### VERTU DE LA SIMPLICITÉ

#### LES COURTS RÉCITS DE RAYMOND JEAN

★ **LA FEMME ATTENTIVE**, Le Seuil, 144 pages, 20 F.

UNE femme erre dans un grand magasin sans raison, sans but : elle n'a pas d'argent sur elle. Elle se gise seulement au spectacle de l'étrange palais des merveilles. Et, tout d'un coup, comme malgré elle, elle tourne un réveil dans son sac. Elle a été vue par un surveillant. C'est la prison ou la grosse amende tout de suite, à moins que... L'homme propose un rendez-vous que Véronique accepte.

Le second acte s'ouvre sur la rencontre : le café, l'hôtel de passe. Minable, le bourgeois joue les séducteurs : il veut une aventure non un viol. Le dégoût raidit Véronique. L'homme n'a pas eu le temps de l'étreindre qu'elle s'est enfuie de la chambre.

L'affaire a suivi son cours. Andante, Véronique se retrouve en prison pour une semaine : trois autres détenues dans sa cellule et le rythme insignifiant de la vie carcérale. Le soir, des voix montent de la prison des hommes : c'est le chœur des désirs. Et dans la

claustration, la nudité, l'inaction, la promiscuité, Véronique peu à peu se transforme... « Il lui semble qu'elle comprend. Quoi ? Elle ne sait pas. Mais c'est comme une espèce de lumière qui vient au devant d'elle. » Qu'une quatrième détenue arrive, elle lui parle, elle l'entoure... Elle a découvert l'autre.

Ce très joli récit évalue par sa retenue et sa simplicité parfaite les écueils sur lesquels il aurait pu s'abîmer et, fait rare aujourd'hui, il s'ouvre sur une aube. L'écriture quitte à peine le dehors des gens, des choses : décors, gestes, quelques paroles, des demi-pensées. Et il agit avec une force extrême sur l'attention, sur l'émotion du lecteur. Un art qui se rapproche avec moins de folie — de celui de Marguerite Duras, quand elle fait si bien entendre le silence et ce qu'il y a derrière. Raymond Jean, lui, travaille sur le regard. L'œil se pose, s'égare, papillonne puis se fixe... et soudain perce les profondeurs.

JACQUELINE PIATIER.

#### L'auteur s'explique : décrire, dit-il...

AYANT affaire avec lui à un critique que nos lecteurs connaissent bien, nous lui avons demandé d'analyser sa manière, de préciser ce qu'il attend d'elle :

« Depuis la Ligne 12, je m'oriente en effet vers des récits courts et strictement visuels qui empruntent à l'art du cinéma — on est d'ailleurs en train de tourner la Ligne 12. Je crois devoir beaucoup à cet égard, au Nouveau Roman, que j'ai toujours suivi de près. Seulement, mon souci est d'utiliser — tant pis pour le verbe utilitaire — ce type d'écriture qui suppose une élaboration précise, rigoureuse, au service d'une interrogation sur un problème social, politique. »

Pourquoi un travail relevant d'une poétique — je n'ai pas le mot esthétique — ne serait-il pas en prise sur le réel ? Ce n'est pas parce que la littérature engagée a souvent échoué — voyez l'existentialisme sartrien, le réalisme socialiste — qu'il faut maintenir une séparation absolue entre écrits de la forme et écrits du sujet.

« Décrire donc, parce que la description évite le bavardage. Les sujets auxquels je touche — dans la Ligne 12, le racisme quotidien auquel sont en prise les travailleurs immigrés ; ou, dans la Femme attentive, la relation d'une femme avec le monde des objets, que le désir d'un homme transforme elle-même en objet et qui dans des circonstances particulières se libère — ces sujets ne supporteraient pas la distance morale, pathétique, démonstrative. »

« Avec le grand magasin, l'hôtel de passe, la cellule, vous abordez, dans la Femme attentive, trois thèmes dans le vent : la société de consommation, le sexe et la prison. Mais sur ces deux derniers, vous allez à contre-courant. Vous dénoncez les exhibitions de l'erotisme contemporain — la tête de votre don Juan de Prémont est remplie d'images publicitaires et de souvenirs de films, et vous faites de la prison une expérience salutaire. »

« Je ne suis pas contre l'erotisme mais contre les profits qu'on en tire... Quant à la prison, loin de moi de vouloir peindre la condition pénitentiaire sous des couleurs roses. Mais cet internement apporte à Véronique des contacts humains plus riches, finalement, que ceux qu'elle avait, ou plutôt n'avait pas, dans la vie ordinaire. »

« C'est une conversion qui s'opère ici, et cela donne à votre récit comme une résonance religieuse. »

« Le mot me fait sauter. Véronique, il est vrai, découvre quelque chose de nouveau. Quoi ? Je ne sais pas. La réponse est dans l'écriture du livre. C'est peut-être l'intuition que les rapports avec autrui peuvent être différents. Après tout, je pourrais vous citer Marx : « Ce qui fait l'essence d'un homme c'est l'ensemble des relations humaines qu'il entretient. »

« Autre chose trappe aussi. Au milieu des monstres, des fous, des criminels qui hantent les romans contemporains, nous ne côtoyons dans vos récits que des êtres de tous les jours et que vous attachez à leur médiocrité. »

« Un regard attentif assure toujours la promotion des êtres. Mais, là, je n'ai pas l'impression d'appartenir au neuf, depuis les petits naturalistes français, depuis Tchekhov surtout. »

« Finalement, c'est de ce côté que vous vous situez ? »

« Un peu, oui, mais cette tradition réaliste est reprise, corrigée par le travail sur le texte auquel le Nouveau Roman nous a initiés. »

« Et qui vous conduit à tout autre chose qu'à un pur jeu descriptif ? »

« En tout cas, je l'espère. »

« Un grand roman »  
ROBERT KANTERS (LE FIGARO)  
**Ma fille Marie-Hélène Charles Quint**  
par  
**JEANNE CHAMPION**  
Une critique exceptionnelle :  
Claude Bonnefoy (LES NOUVELLES LITTÉRAIRES) : Alain Bosquet (LE MONDE) : Alain Clerval (COMBAT) : Catherine David (LE NOUVEL OBSERVATEUR) : Michel Grisolia (LE MAGAZINE LITTÉRAIRE)  
**CALMANN-LÉVY**

### BOUTEILLES A LA MER...

#### « Le Cœur qui cogne », d'Yves Navarre « Loyola's Blues », d'Erik Orsenna

meubles, à les emporter de suite, bref, à en finir sans vergogne avec la stérilité des retrouvailles. Et le narrateur ne pourra que faire à Sarah le récit confiant de ces adieux au passé, où seul a survécu le souvenir du frère disparu, vrai, fantasque, et pour qui son cœur... cogne.

**H**ISTOIRE connue, dira-t-on. Cela fait un bon siècle que romans, films et drames de Manriac à Bazin, et d'Anouilh à Salacrou, s'affligent de découvrir sans entrailles les bonnes familles où leurs jeunes se sont blotties. Un siècle qu'on casse et recolle la vieille faïence du salon.

Ce n'est pas pour cela que le problème a disparu. L'embourgeoisement et l'essor des résidences secondaires l'ont au contraire étendu à un nombre accru de foyers. D'autres couples succédant sur les bords de l'Èbre aux Dauzan, dont le repli boulevard Lannes n'est que provisoire, et tous se demanderont à leur suite comment conserver à la cellule d'origine la cohésion sentimentale de souvenir d'être qu'elle garde dans la mémoire des gestes. Il ne suffit pas de « haïr » la famille avec Claude : il faut encore savoir pourquoi les plus sévères rejets l'aiment mieux sinistère qu'aimante, et comment la rendre moins décevante — puisque aussi bien on ne saurait « détruire » tous les boulevards Lannes de France !

Convaincu que les Dauzan et autres se « déchirent » pour mieux s'aimer, Yves Navarre paraît croire d'abord qu'un peu de tendresse suffirait : le cri de cœur qu'on refuse, par orgueil ou lâcheté, et auquel le livre en forme de S.O.S. invite désespérément. Mais le narrateur, la mère, le père lui-même et un des petits-enfants ont esquissé en vain de tels rapprochements. Ne serait-ce donc pas plutôt qu'un espoir de vie juste dans un milieu injuste

n'est qu'une idée de justice », que l'avenir corrompt l'être, pour parler savant, et donne agressivité ou mauvaise conscience ? Le drame, si drame il y a, ne réside-il pas de ce que « la bourgeoisie n'accepte jamais ce qui lui est acquis » ? Auquel cas on voit mal

ces petits faits indubitables dont Tchekhov traitait la vie, qu'il savourait le méandre des nouilles de vipères bordées et arapées les Concours Bazin et Salacrou ne devraient pas être insensibles. Les plus grands styles ont toujours été ceux qui, comme celui-ci s'en fait une règle à travers les credo poétiques du frère disparu, ont moins tendu à s'exhiber pour eux-mêmes qu'à trouver « les mots qu'il faut, tout simplement, comme ça, avec la force du dedans ».

L'invention du réel étant constante, la phrase n'a pas à faire la belle. Il lui suffit d'être ajustée, presque télégraphique : un tel fait ceci, un tel dit cela. Ce pourrait être un texte de scénario, un découpage. Une saisissante dramatique de télévision en serait tirée sans la moindre adaptation. Formé aux règles d'efficacité des médias publicitaires, Yves Navarre ferait un parfait auteur de films. En attendant, après seulement trois livres publiés — mais quinze autres, dit-on, prêts à paraître ! — il s'affirme à trente-quatre ans un des meilleurs monteurs d'êtres et de choses de sa génération, avec la puissance contrainte des écrivains de race qui se soucient de ne pas encombrer le lecteur, et qui ne croient qu'à ce qui peut s'écrire sur une carte postale.

**D**ES son premier livre, Erik Orsenna se situe aux antipodes de cette ascèse réaliste. Loin de restituer ou plus juste quelques destins, il joue à suggérer par la réverie débridée ce qu'a pu être une mentalité collective. Une même économie se retrouve pourtant dans le délire contrôlé et la trouvaille musiclène.

Autant qu'on comprend, c'est encore un fils de nantis désunis qui s'ex-

Par  
**Bertrand Poirot-Delpech**

où serait la solution, et l'auteur le premier, qui n'est qu'un constat de faillite de plus.

**D**U moins témoigne-t-il de ce qu'à toute chose malheur étant bon, les déceptions de la famille bourgeoise restent une des meilleures écoles de sensibilité, même en période prétendument affranchie, et d'économie d'expression en pleine mode du pléthorique et du précieusement.

Navarre cède encore ici on l'a l'ancien réflexe relativement facile de l'ornement moraliste : « la tendresse se tisse de silences », « les lieux de bonheur sont en fait des lieux de massacre », « le malheur c'est quand on voit les douleurs de tout », « la mémoire aime les phrases qui claquent comme des volets », « les simulacres de fêtes sont parfois plus beaux que les fêtes elles-mêmes, mais les vraies fêtes existent-elles ? », « le souvenir, ce jour-là des riches », « les familles déçues danseront toujours aux dix-huit ans de leurs filles ».

Mais son vrai mérite est ailleurs : dans l'observation et l'agencement de

prime et, de surcroît, un ancien élève des « bons Pères », d'où Loyola's Blues. Mais ce titre, moyennement drôle, réduit la chanson : au-delà de la société jésuite, c'est toute la « réverie bourgeoise » des années 40 qui est mise en blues, comme aussi en valse et en tango.

Deux traditions bien françaises jouent de leurs ressemblances et de leurs contrastes à la manière des voix du jazz : la guerre passive glorifiée par Vauban et l'offensive amoureuse prônée de Lacroix aux années folles. Fabrice d'un Waterloo d'opéra, notre dandy traverse la débâcle, l'occupation, le blitz anglais et la victoire de 44 comme un rêve peuplé de régates, de garden-parties et de jeunes veuves de guerre à capelines.

**L**'ONIRISME se donne d'autant plus libre cours que l'auteur, né en 1947, doit réinventer les faits et l'air du temps. Inaugurées par Patrick Modiano, ces reconstitutions de la guerre par la génération qui ne l'a pas connue confirment, au-dessus de la simple mode « rétro », les prestiges et les prodiges de la littérature. À partir des témoignages directs, l'imagination artistique crée une perspective qui leur échappait ; brouillée, improbable, mais dont la fantaisie même ouvre des horizons.

La fantaisie et, dirait-on, la seule musique. Si l'irruption du sangreux rappelle le Nihilisme de *Perfidie* et le Vain de *L'Arache-Cœur*, le soin sensuel apporté à la mélodie des mots évoque celui d'un Daniel Boulanger chez qui l'ouïe aurait triomphé de l'odorat. Un seul exemple parmi les nombreux « choros » de ce blues manifestement passé au « guenivier » selon Flaubert : « Les pigeons, les chauve-souris, les pélicans et quelques grands oiseaux gris, peut-être des flamants ou bien des fantômes de la philosophie hégélienne, je ne sais, les mouettes aussi, enfermées par mégarde, réfugiées pour la nuit sur le rayon de la bibliothèque, s'enclavaient vers la paroi. »

Peu importe que le sens se perde dans la nuit, du moment que nous rôlons l'exact battement d'ailes d'une âme de pensionnaire cherchant le sommeil !

(1) Flammarion, 224 pages, 30 F.  
(2) Seuil, 160 pages, 20 F.



# LES ROMANS

## Nous avons lu

Le premier roman de John Wain, *Le Lueur de cerise*, publié en 1953, appartient déjà à l'histoire sociale britannique des années 50. L'écrivain anglais y exprimait, comme les autres « jeunes gens en colère » de l'époque (Kingsley Amis, John Braine, John Osborne), la révolte d'un jeune homme d'origine modeste, mais ayant réussi à accéder à l'université, contre la société bourgeoise et campesque de l'époque qui ne connaissait pas encore les vertus de la « réciprocité ». Depuis, John Wain a diversifié ses thèmes mais sans jamais cesser de traiter cette question fondamentale, crasse de tous ses romans : la primauté de l'individu sur la société.

Le roman des nationalités écossaises, galloises, cornouailles des années 60 semble avoir montré à John Wain que l'opposition entre la volonté d'épanouissement de l'individu et les rigueurs de l'organisation sociale pouvait trouver sa solution dans la notion de communauté d'ethnie.

C'est tout le propos d'*Un hiver dans les collines* : le héros, Roger Furnival, universitaire en vacances studieuses dans une petite ville du pays de Galles, découvre une communauté dont l'Anglais qu'il est ne peut faire partie d'emblée. La confiance, que dans son extrême solitude il recherche avidement, il va la gagner en payant de sa personne dans le combat qui oppose un petit propriétaire d'auteurs, farouchement décidé à continuer d'exploiter sa lignée, et un homme d'affaires sans scrupules pour qui les P.M.E. sont des anarchismes coûteux à l'ère des fusées et des concentrations. A travers Gareth, le chasseur obsédé, c'est toute une communauté qui réclame le droit à la survie, à la spécificité, à la différence, face aux monopoles et aux métropoles. John Wain ne fait pas de nuances : on voit d'emblée où est le Bien et où est le Mal. D'un côté la chaleur humaine, le courage, la solidarité, l'humour ; de l'autre l'égoïsme, la lâcheté, la retombée et la vulgarité.

L'inspiration de Roger Furnival dans son œuvre d'adolescence est pour lui la rupture avec un passé de misère familiale, morale et sociale ; c'est aussi la découverte de valeurs qui englobent certes l'individu mais qui le dépassent.

B. C.

(\*) Traduit de l'anglais par Françoise Barrière, Albin Michel, 426 pages, 38 F.

### Reuben, petit héros de Rosalind Belben

vaillent toute la semaine dans un bureau de Londres, et Polly se débat dans les tâches ingrates qu'impose la vie à la campagne. La jeune femme est exaspérée par la présence au foyer de son vieux beau-père qui a aidé à payer la petite maison sans confort. Le retour à la nature ne se fait pas sans peine, et il y a, décidément, du rêve à la réalité. L'auteur, avec un humour féroce, fait le compte des déboires de ces châtains qui veulent tout entreprendre du labourage et du péage.

Ces difficultés ne seraient que comiques si l'entente du couple, le petit Reuben, n'était assailli d'une maladie incurable : il ne survit que grâce aux progrès de cette civilisation que Mike et Polly ont mise en accusation. La jeune mère essaie de cacher le mal de l'enfant comme un bon secret. Chaque jour, elle administre à son fils les médicaments indispensables avec la conscience aiguë de contrevenir à ses propres principes. Cette contradiction la tourmente au point de la déséquilibrer dangereusement, et la crise qu'elle traverse, par une sorte de contagion, s'étend à tout l'entourage. On assiste alors à une destruction insidieuse de tout ce que les jeunes gens voulaient à tout prix sauver : l'entente du couple se fissure. Mike fait à Londres des rencontres peu recommandables, et il cède aux plus vulgaires tentations ; Polly, muée dans son chagrin, médite un meurtre particulièrement odieux ; le petit Reuben, en cachette, martyrisé des amuseurs ; le vieux père se résigne à la solitude d'une maison de retraite ; les meilleurs amis de Mike et Polly divorcent.

Tout cela est amené de façon crédible, dans le climat d'une époque, d'une insupportable fatigue quotidienne où s'ennuient, pour chaque personnage, une forme particulière de désespoir. Peut-être croit-on moins à la conclusion optimiste de l'auteur voulant par l'œuvre : la crise se dénoue, en effet, quand le petit Reuben, acceptant son destin, prend en main sa vie, et décide que désormais il se soignera tout seul.

Que reste-t-il, alors, de l'insupportable refus des anciens pères de la connaissance ? Passé de l'autre côté de la barrière, ils ont appris à composer avec leurs principes, choisissant de vivre sans croire au sein d'un monde où nature et culture ne peuvent plus être séparées.

J. D.

(\*) Traduit de l'anglais par Jacques Ball et Jacqueline Lacombe. Flammarion, 224 p., 24 F.

### Un hiver dans les collines de John Wain

## LUC BÉRIMONT

### La littérature comme une auberge espagnole

\* LES FICELLES, de Luc Bérumont. Éditions français réunies, 323 pages, 34 F.

DE la littérature considérée comme une auberge espagnole ! On n'y trouve que ce qu'on y apporte ! Luc Bérumont ne peut pas ne pas avoir songé à cet adage populaire en entamant les *Ficelles*.

Qu'est-ce qu'on y apporte d'ailleurs dans cette « auberge espagnole » ? D'abord une petite phrase, celle qui inaugure, fonde tout manuscrit. Par exemple : « La marquise sortit à 5 heures. » Mais Bérumont ne pouvait plagier aussi abruptement Paul Valéry. Il a inventé une petite phrase, pas meilleure ni plus mauvaise que toutes les « petites phrases » de tous les livres de tous les temps : « A la campagne, le facteur passe le plus souvent vers 11 heures. » Cette « petite phrase » n'a l'air de rien du tout de prime abord, surtout aux yeux et aux oreilles du lecteur citadin, mais s'il est quel- qu'un qui me lit, et qui vit à la campagne, la profondeur, l'épaisseur de la « petite phrase » de Luc Bérumont ne pourra lui échapper. Derrière ces quelques mots usagés, il y a des réalités concrètes : l'attente du courrier qui abolit la distance ou rapproche le malheur ; l'effort du préposé des P.T.T. enfilant les chemins de traverse, les sentes, gravissant des pentes raides, déboulant des collines mouvementées, l'existence silencieuse d'un hameau, d'un village, d'un bourg noués au labour, au rythme séculaire du temps.

### La partie cachée de l'iceberg

D'un œil malicieux, Luc Bérumont va faire semblant de nous raconter l'odyssée de quelques personnages, et tout d'abord de Laurent et Sandra, des personnages d'aujourd'hui coincés entre FIP, la tour Montparnasse, le « Nouvel Obs », les sandwichs variés grignotés du bout des lèvres, les passions « secondaires » comme les fameuses résidences.

Mais d'où un romancier tire-t-il son matériel, sinon de son propre vécu ? Et comment écrire un livre quand il y a des coups d'État, fascisme en Grèce, des journaux, chaque jour, pleins de drames et de cadavres, un quotidien harassant qu'il faut vaincre dans l'angoisse, la lassitude, les coups de sang.

La rédaction d'un livre c'est la partie cachée de l'iceberg. Le lecteur ne sait pas que parfois ces belles pages qu'il aime, le sublimant, le transportant d'illusions ont été arrachées à des cris insupportables d'enfants, à des cacophonies de klaxons, le dos calé entre le poste de T.V. et le réfrigérateur.

Certes, Luc Bérumont habite à quelque distance de la capitale dévorée, en pleine nature. Mais lui aussi gagne son pain à la sueur de son front, ou plutôt de sa voix. Depuis 1948, il anime à l'O.R.T.F. des « séries » passionnantes : « La parole est à la nuit », « Jam-sessions chansons-poésie », « La Fine Fleur », etc. C'est un amateur de chansons, et il n'est pas étonnant de croiser la silhouette de Jacques Bertin dans les *Ficelles*.

Laurent et Sandra doivent compter avec le vécu de celui qui tire les « ficelles ». Cela donne un livre qui a toutes les apparences du chantier à ciel ouvert.

Les personnages ont la mémoire du scripteur. Cela nous vaut des « plans fixes » de guerre, du temps où le jeune Bérumont publiait un recueil de poèmes : *Lyre à feu*, que quelques autres devaient suivre : *le Grand Vagabond*, les *Accrus*, *Un feu vivant*, etc. Tantôt, c'est le « journaliste » qui se souvient et emprunte au passé, tantôt c'est l'enfant d'Apollinaire et de Cocteau qui s'émerveille, tantôt c'est le romancier *le Bois Castan*, *l'Office des ténébres*, etc.) qui s'amuse à faire semblant d'écrire un livre qui semble impossible.

Et qui, trois cents pages plus loin, retrouve — pied-de-nez ! — la fameuse « petite phrase » du début.

Acte de foi dans l'écriture, parties du plumage de l'humour le plus vif, les *Ficelles* constituent un tou-tou-bou d'images bariolées, trappes, un panorama sur les labyrinthes tortueux de la création et le bulletin de santé d'un homme rivé à la parole exigeante.

ANDRÉ LAUDE.

## ADRIEN SALMIERI

### Une « race » vouée à l'exil

(\*) CHRONIQUE DES MORTS. Julliard, 365 pages, 26,40 F.

ON avait remarqué l'année dernière le précédent roman de l'auteur : cette histoire d'un jeune Italien caillé comme malgré lui par le fascisme, s'enfonçant dans cet enfer jusqu'à la mort. Le narrateur de *Chronique des morts* paraît être un avatar du héros d'*Elpidio*, la nuit. Sans qu'il y ait bien évidemment identité. Du reste, le premier est un très jeune enfant, si même il est déjà né, au temps où le second revêt la chemise noire. Mais ils se ressemblent comme des frères ennemis, jusque dans leurs oppositions.

### Esclaves et colons

« Je » se penche sur son passé : un passé fort ancien, puisqu'il remonte au premier des Montefusco, l'ancêtre, enlevé, le 24 juin 1624 exactement, par les Barbaresques. Ces esclaves italiens finiront par devenir les maîtres à leur tour. Un tour de la roue du destin sur lequel les nouveaux colonisés ne méritaient pas suffisamment ; et sur cela qu'ils avaient été, les premiers, des conquérants, des possesseurs, des exploités et même des voleurs d'hommes, des maîtres implacables. On est perplexe sur le dessin d'Adrien Salmieri : on serait étonné qu'il ait voulu une réhabilitation, une justification, des colonisateurs ; une remise au jour de leur propre origine d'esclaves triomphants ; une sorte de revanche de Spartacus (imaginez les Noirs des États-Unis devenus les maîtres). Et pourtant...

En tout cas, le roman commence vraiment — après le préface qu'est

ce « Livre de la légende » — par une sorte d'épopée africaine, carthaginoise : celle des pionniers, des colons. Mais, encore une fois, faut-il parler de colons pour d'anciens esclaves implantés de force, deux siècles plus tôt, sur un sol qu'ils ont fini par dominer ? Arrive enfin au monde leur descendant, notre contemporain. Son enfance sera ce long témoignage sur la guerre en Tunisie, avec ses alternatives, ses alternances, qui sont aussi celles du destin de la colonie italienne et de l'Italie tout entière.

### L'ombre de Camus

Histoire à la fois heureuse et désolee, douce et très amère, intense surtout — dans l'éclatement du temps et les ruptures du tacte, pourtant plus uni, continu, que celui d'*Elpidio* — pleine d'une ardeur bouillonnante, d'une espèce de frénésie triste, d'une révolte, d'une juste violence, où passe parfois l'ombre de Camus (qui fournit d'ailleurs une épigraphe, avec Pascal). Car c'est un témoignage aussi sur cette « race », déjà vouée à l'exil, des Européens du Sud devenus Africains du Nord. Une autre ombre, peut-être, en arrière-plan, moins décelée : celle de Drieu. Et quelque chose de barbaque, évidemment, dans cette âme qui se sent faite de ses morts, laissée sur la rive par ses « morts irrémédiables », dans la solitude, l'abandon, l'agonie.

Mais voilà déjà trois références, contrastées, littérairement honorables. Elles sont imposées au lecteur, qui n'y peut rien. Est-ce tout à fait celles qu'il souhaiterait l'auteur ?

TYLES FLORENNE.

## LA VIE EST BELLE

### Les Mémoires romanesques de Michel Robida

\* LE DÉJEUNER DE TRIESTE, de Michel Robida (à la mode anglo-américaine, IV). Julliard, 312 pages, 32 F.

C'EST Duhamel qui, pour ses *Pasquiers*, a inventé les « Mémoires romanesques » : l'expression, non le genre imaginaires à demi. « Mémoires romanesques » serait plus près de la vérité. Les Mémoires dans le roman n'ont peut-être jamais été poussés si loin et si franchement que par Michel Robida, qui recoupe le prix Marcel-Proust pour ce monde englobant où il a entendu retrouver son propre temps perdu en s'y retrouvant lui-même. Le *Déjeuner de Trieste* est le dernier volume d'une suite vers laquelle il incite le lecteur à revenir, par le même pro-

sion irrésistible, à la fois nostalgique et vitale, qui a animé l'écriture.

De ce déjeuner, qui n'occupe que les premières et les dernières pages du livre, les circonstances, le climat, font une allégorie : en ce point d'union d'une Europe qui vient d'en finir avec la guerre, il réunit des « déracinés », mais, victorieux (plus ou moins) : le narrateur, Français résistant et désengagé, ou déçu ; une Russe, blanche mais ardente ; un baron baile : un Américain balnéaire encore dans son Rhin original.

### De Gaulle et Churchill : le « jeu divin des héros »

De cet observatoire, le narrateur renoue sa méditation et sa réflexion sur cela qui s'enfonce dans la mer et sur cela qui partout commence d'émerger. Le double mouvement est tout entier contenu dans cette période qui parut interminable, si brève pourtant, qui va de juin 40 à mai 45. Elle est — rien de moins — l'objet du roman, qui se concentre toutefois sur un tableau plus précis. Naturellement, il se serait intitulé « Histoire naturelle d'une famille sous l'occupation ». Nous retrouvons donc les Piestin-Crozon confrontés à l'imprévu tragique — tragique et choquant — et n'y perdant jamais ni contenance ni convenance dans un honorable mélange, selon les individus, de courage, voire d'héroïsme, de naïveté coupable, de supérieurs habiletés, avec toujours une extraordi-

naire capacité à maintenir et se maintenir.

Une histoire privée qui se tisse dans la grande trame de l'histoire tout court, et c'est en quoi le livre a ce caractère puissant de mémoires romanesques. D'autres romans évoquent de loin les personnages du « fond » historique : de très loin. Or si le narrateur parle de de Gaulle ou de Churchill, c'est parce qu'il les a connus, approchés, qu'il a participé, à sa place, au « jeu divin des héros ». Ces présences « vraies » — citons aussi Giraudoux, Fargue, Desnos — contribuent à donner aux personnages romanesques une existence plus intense, et que renforce d'ailleurs leur enracinement dans la réalité. C'est, certes, un peu plus de trousseau de chefs colossalement embrouillés, et qui n'ouvrent pas des portes purement imaginaires. Ainsi, le charme qu'exerce Viviane sur le lecteur ne vient pas de son nom seul mais de quelque chose d'insaisissable, sous une certaine raideur et sécheresse très bourgeoise. On a le sentiment qu'on pourrait la rencontrer dans la vie, avec la mélancolie que le temps du livre soit passé.

Le temps du livre, c'est l'imparfait, mais il ne faut pas s'y tromper. Ce n'est ni cette mélancolie ni la nostalgie qui l'importent, mais la vie. Et quand le narrateur dit — ce sont les derniers mots : — « La vie était belle », il faut bien entendre ce passé au présent : pour lui, la vie est belle.

Y. F.

## les conceptions bouleversantes du professeur JACOT

POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE s'adresser AUX EDITIONS de la PENSEE UNIVERSELLE 3 bis, QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS

Pendant des millénaires, le retour régulier des saisons avait incité les hommes à croire au perpétuel recommencement. Les découvertes récentes sur l'expansion de l'univers et les changements géologiques obligent le penseur à substituer l'idée d'évolution à celle de perpétuel recommencement. Or, cette substitution implique un bouleversement complet des conceptions admises, surtout si l'on étudie les causes et les effets désastreux de cette évolution, comme l'a fait M. Louis Jacot, l'auteur de l'imposante *Histoire critique de la pensée*. Cette étude de l'évolution est exposée dans :

*L'Univers en marche*. Nouvelles Editions Latines. Paris  
*La Terre s'en va*. La Table Ronde. Paris

Éléments de physique évolutive.  
Méditations sur le mouvement.  
L'évolution universelle.

ouvrages diffusés par La Pensée Universelle - 3 bis, Quai aux Fleurs - Paris 4<sup>e</sup>

Parmi les opinions émises sur les ouvrages indiqués ci-dessus, citons celle du regretté professeur Pasteur Valléry-Radot, membre de l'Académie française et de l'Académie de médecine, qui s'exprimait ainsi :

« Vous avez écrit un livre étonnant (*L'Univers en marche*) nous donnant un aperçu de tout l'univers. C'est une magnifique synthèse, et personnelle. Il éveillera la curiosité des jeunes et fera réfléchir ceux qui sont au déclin de leur vie. Je ne crois pas que depuis le 18<sup>e</sup> siècle une œuvre d'une telle envergure ait été osée. Je vous en félicite bien cordialement ».

« La Terre s'en va ! Quel livre passionnant. Je l'ai lu deux fois et l'ai annoté. Je ne sais pas de pages plus captivantes que celles où vous évoquez les grands événements qui se préparent. Le satellite que vous entrevoyez fait rêver. Voilà un livre qui remet l'homme à sa place dans le Cosmos ».

« Peu de livres récents m'ont aussi intéressés que « Méditations sur le mouvement ». Voilà un grand livre qui fait réfléchir avec une perspicacité remarquable de l'auteur ».

« L'évolution universelle est affolante. Vous vous demandez où va l'univers, où va la Terre, où va la vie et la pensée. Voilà un beau livre qui nous fait réfléchir ».

LYDIA TCHOUKOVSKAÏA

# LA PLONGÉE

roman

« Un chef-d'œuvre bouleversant » Anne Pons (LE POINT)

« La femme la plus courageuse d'Union Soviétique. Une œuvre lourde d'un contenu tragique » Vera Fosty (LE FIGARO)

« Un cri terrible. Une protestation passionnée » Françoise Ducout (ELLE)

CALMANN-LÉVY

سورة الفاتحة



# DE LA RENTRÉE

ANDRÉE CHEDID et MICHEL LARNEUIL

## Une réflexion sur le pouvoir à travers l'Égypte ancienne

\* NEFERITI ET LE REVE D'AKHNATON, d'Andrée Chedid. Flammarion, 234 pages, 30 F.  
\* LE DIEU ASSASSINÉ, de Michel Larnueil. Albin Michel, 212 p., 24 F.

L'Égypte ancienne, sans doute parce que la légende et l'histoire s'y confondent, sert de toile de fond à deux romans très différents l'un de l'autre, unis cependant par une réflexion sur le pouvoir et le bonheur : celui d'Andrée Chedid, *Neferiti et le rêve d'Akhnoton* ; celui de Michel Larnueil, *Le Dieu assassiné*. L'héroïne y sert de tremplin à une construction imaginaire et permet à la poète autrice de s'affirmer. Andrée Chedid situe son récit dans un moment historique précis : la venue au pouvoir du pharaon Aménophis IV, dit Akhnaton ; son renoncement au dieu Amon au profit du Soleil ; son mariage avec Neferiti ; la fondation, entre La Caille et Louxor, de la Cité d'Horizon, l'actuelle Tell el Amarna, qui est, en quelque façon, la capitale de l'utopie. Akhnaton échoit dans son projet de réforme disparait, probablement assassiné. Tout d'un coup, reviennent aux dieux de Thèbes, lui succède, avant d'être balayé par le farouche et réaliste général Horemheb, lequel jettera bas la Cité d'Horizon. Neferiti survivant dix années au moins à son royal et rêveur époux, Andrée Chedid imagine qu'elle dicte la relation des événements et les réflexions que ces événements lui inspirent au fidèle Boubastis, le scribe. Dès lors, le livre d'Andrée Chedid se partage entre deux voix : celle de la reine, qui parle ; et celle du scribe qui, de son côté, confie au lecteur ses souvenirs personnels et les leçons du règne.

### Une idole creuse

Au dieu ténébreux et fallacieux, niché au creux obscur des temples, Akhnaton a voulu substituer une divinité visible et sensible, symbole et source de la vie : l'astre du jour, Aton, qui luit pour tous. C'est sur ce projet que se greffe la genèse et très poétique révélation d'Andrée Chedid.

### LAROUSSE LANCE L'ENCYCLOPÉDIE « XX<sup>e</sup> SIÈCLE »

Le premier fascicule de l'encyclopédie « XX<sup>e</sup> siècle », créée par la Librairie Larousse, a été mis en vente dans les kiosques et chez les marchands de journaux le mercredi 18 septembre. Il est préfacé par Louis Leprince-Ringuet.

L'originalité de cette œuvre est d'être entièrement consacrée aux cinquante dernières années, ce qui a permis aux auteurs de traiter abondamment des sujets qui préoccupent actuellement l'opinion, tels que la contraception, les prisons, la pollution, etc. Le mode de diffusion par fascicules a permis aussi d'y aborder des événements très récents. Ainsi l'article sur Chypre est en train d'être modifié. Cette encyclopédie est destinée à un public plutôt jeune et plutôt populaire. Les illustrations occupent autant de place que le texte. Chaque fascicule comportera un article dont la rédaction sera particulièrement soignée sur un sujet « accrocheur » : les grandes affaires judiciaires, la Mafia, etc. Il paraîtra un fascicule chaque semaine (450 F.). — V. A.

DDB

le renouveau charismatique :

### UNE NOUVELLE PENTECÔTE ?

Cardinal L.J. SUENENS

Un volume 272 p., 29 F.

Desclee De Brouwer

Dans une écriture un peu cérémonieuse, d'une trépidation agitée de sentiments, elle donne vie à l'éternel débat du pouvoir et de la liberté, comme si, déjà, aux rives du Nil, en ces temps lointains, avait résonné la parole de Saint-Just : « On ne peut régner innocemment ! ». C'est parce qu'il ne peut, sans renier son idéal même, se décider à user de la force des armes et des lois, qu'Akhnoton va partir. Dans les sables, en compagnie du seul Boubastis, Neferiti témoigne, et l'entreprise d'Akhnoton, par la vertu d'Andrée Chedid, devient poème. Et promesse. La reine Neferiti, qui tant plaisait à Milosz, avant de s'éteindre, dicte : « Le ciel d'Horizon n'est plus qu'une surface plane, illustrée de carrés, de triangles, de lignes. Aussi abstraite — aussi vivante — qu'une écriture sur une page. Chaque jour, un peu plus, le passé, me semble-t-il, n'est plus qu'un rêve. Sans doute, aux yeux d'Andrée Chedid, la seule chose qui vaille de subsister lorsque disparaissent les matériaux des entreprises humaines, est le rêve. Le bonheur est, alors, comme une danse légère,

lointaine, dans le soleil, sur la ligne d'horizon... »

Tout autre est le Dieu assassiné, de Michel Larnueil. Ici, un pharaon, qui emprunte beaucoup de sa démarche à celle d'Aménophis IV, renonce à Amon, à ses prêtres, à son culte.

Il décrète que seul est dieu le dieu Aton, c'est-à-dire le Soleil, ici, également, les barbares pressés aux frontières menacent l'empire, alors même que les intérêts privés l'affaiblissent de l'intérieur. Mais ce qu'imagine Michel Larnueil, c'est que le scribe principal (personnage commun, et essentiel), à Andrée Chedid et à lui, Sathou, persuadé de la prééminence d'Amon, travaillé par le grand prêtre, poussé par les dignitaires du pharaon parjure, assassine ce dernier, et se voit porté au pouvoir suprême par ses alliés. Il se convainc vite que ceux-ci se servent de lui à des fins parasites — mais encore, et surtout, qu'Amon est un dieu muet, une idole creuse, un leurre. Des révolutions de palais vont le débarrasser de ses conseillers intéressés et fourbes ; son habitude

et sa sagesse vont rendre à l'empire l'équilibre compromis par son pré-décesseur. Le voilà seul maître, ou il le voit également solitaire à en désespérer. Il a forcé l'Égypte à croire en la toute-puissance d'Amon, lui, l'athée : ce faux dieu est le seul ciment de l'édifice impérial. A la fin du livre, on verra Sathou, un soir, errer au long du Nil, et un vieillard étrange lui dire qu'Amon n'existe pas, que seul existe celui qui est. Et Sathou le pharaon, à son tour, rejetant les compromissions et la tromperie, clamera qu'Amon n'existe pas, et se vouera, ainsi, à la mort suivant ses propres lois.

On voit combien subtilement les propos d'Andrée Chedid et de Michel Larnueil convergent et s'entendent. Malgré les sensibles différences de points de vue, ce qui anime ces livres, qui sont, autant l'un que l'autre, des paraboles sur notre actualité, c'est l'interrogation sur la nature du pouvoir et sur les corruptions dont il est porteur, par une fatalité qui est le seul vrai problème.

HUBERT JUIN.

ANNE PHILIPPE

## Moraliste et écrivain classique

\* ICI, LA-BAS, AILLEURS, d'Anne Philippe. Gallimard, 143 p., 25 F.

Le dernier livre d'Anne Philippe est celui de tous qui ressemble le plus à l'auteur. La délicatesse de l'art, la discrétion, la réserve, ont atteint cette fois un point exquis de finesse : un mince pinceau d'Extrême-Orient trace les signes de ce récit subtil. Mais aussi, le regard grave qu'Anne Philippe porte sur l'amour, l'absence, la mort, pousse le détachement jusqu'à une sorte de dépersonnalisation qui prend valeur universelle.

Nous savons, bien sûr, quel absent défilant est évoqué (ou invoqué) ici ; nous savons bien quel acteur nous voyons, dans sa loge, se maquiller méthodiquement pour se transformer en Lorenzo, pris par les jeux d'un miroir et d'une mémoire. Mais Anne Philippe ne se laisse pas enfermer dans l'autobiographie, et, si l'on reconnaît par moments des fragments de sa grande aventure, d'autres séquences permettent des plongées multiples au cœur d'autres destins.

Par là même, le lecteur peut croire, un temps, à une discontinuité systématique du récit : les personnages surgissent, leurs situations se révèlent, et chacun disparaît à son tour. Un ouvrier tombe d'un toit ; une vieille dame va faire tuer son chien pour lui éviter une longue fin lamentable ; une jeune femme se prépare à accoucher ; une autre se fait avorter ; la mort dans l'âme — peut-on dire ; en vacances, une baigneuse a failli se noyer ; une belle maison, qui a connu le bonheur, va être vendue.

C'est cette fragilité du bonheur qui est au centre du livre, et qui fait son unité. Le présent précieux, le passé à jamais perdu et cependant inoubliable, se fondent dans un flux qui est la vie, et qui va de l'avant. L'indéfinissable éloignement de ce qui fut n'est pas trahison mais obéissance à la loi : il faut être détruit pour renoncer à construire, même sur des ruines, même sur rien.

### Beaucoup de sens en peu de mots

Anne Philippe est une moraliste plutôt qu'une romancière : l'anecdote chez elle sert la réflexion, et l'approfondissement d'une connaissance tendre, sensible, et sage. C'est aussi une styliste, qui par tempérament fait la redondance, tend à charger son texte de beaucoup de sens en peu de mots : c'est un écrivain classique. L'auteur se souvient du jour radieux où elle a pris possession de la maison depuis longtemps désertée qu'elle vient revoir pour la vider et pour le vendre : « C'est aujourd'hui, c'est il y a presque vingt ans. L'enfant que je portais alors va se marier demain, et ces deux moments se rejoignent en cet instant parce que je suis dans des lieux dont je me croyais détachée, qui me suivaient comme une traîne mise en lambeaux par la mort, presque tombée de mes épaules, et subitement je me retrouve là, dans le jardin devant la maison et le fleuve sur le point d'être perdus. Ils m'entourent, m'emportent, me retournent, m'étréignent. Mais il est bien de partir, il ne faut pas chercher à rester avec ce qui est mort. »

On peut regretter que le petit livre d'Anne Philippe n'offre qu'un temps trop court de lecture : on aimerait garder sa présence et sa compagnie un peu plus. Mais l'écho de sa voix se prolonge longtemps, une fois le livre refermé, comme se prolonge encore le souvenir lumineux des anciennes soirées d'Avignon, qui existent toujours par nos mémoires et notre lente émotion.

JOSANE DURANTEAU.

## LES POTIERS GAULOIS A LA CONQUÊTE DU MONDE ROMAIN

Vous pouvez encore trouver dans le sol de France des millions de tessons et de pièces de poteries gauloises. Les techniques des potiers gaulois étaient les mêmes que celles des artisans potiers d'aujourd'hui. Leur habileté extraordinaire leur permit de conquérir les marchés du monde romain. Mais dans ces ateliers gallo-romains la condition d'homme libre chère aux gaulois ne fut-elle pas sacrifiée ? N'y a-t-il pas eu un esclavage d'hommes, de femmes et d'enfants ?

Toutes ces études inédites et passionnantes sont présentées dans :

LES DOSSIERS DE L'ARCHÉOLOGIE  
N° 6 / Septembre-Octobre 1974

### LES POTIERS GAULOIS

au sommaire :

Des tessons par millions  
La céramique gauloise avant la conquête  
La céramique sigillée en Gaule  
Les vases à couverte métallique  
Les fours de potiers  
Le décor des vases sigillés  
Terre sigillée et religion gauloise  
Pauvres potiers, pauvre misère  
Le monde des potiers gallo-romains  
La céramique dans l'économie de la Gaule  
Techniques de fabrication et de décoration  
de la céramique antique  
Laboratoires et centres d'étude de la céramique en France

140 pages - 200 illustrations dont 40 en couleurs  
16 francs (étranger 18 francs)  
En vente chez les marchands de journaux.

Sur commande : ARCHEOLOGIA, 21018 DIJON Cedex

BON DE COMMANDE

Veuillez m'adresser LES DOSSIERS DE L'ARCHÉOLOGIE N° 6 « LES POTIERS GAULOIS »

Nom ..... Prénom .....

Rue ..... N° .....

Code postal ..... Ville .....

Cl-joint 16 francs (étranger 18 francs)

Chèque bancaire - Virement postal 3 virements - Mandat-lettre

AM

AM Dominique Reznikoff Les cavaliers de la soif	AM Michel Larnueil Le dieu assassiné	AM Roger Fournier Moi mon corps mon âme Montréal etc.
AM Jacques Sommer Les seuils	AM Daniel Gillès Le festival de Salzbourg	AM Hubert Haddad Un rêve de glace

AM  
**RENTRÉE**  
**ALBIN MICHEL**  
**6**  
**ROMANS**



# ÉDITION

## VIENT DE PARAÎTRE

**Romans français**  
**PAUL SAVATIER** : *Le jeu du soldat*. Sept conditions en quête d'existence. (Gallimard, 270 p., 35 F.)  
**PIERRE DALLIE NOGARE** : *Le Grand Temps*. — Après six recueils de poèmes, deux récits, ce premier roman d'amour-délice. (Julliard, 160 p., 20 F.)  
**Récit**  
**PIERRE VIALLET** : *Juliette ou l'émulation*. — Comment l'ambition vient aux filles. Second roman de l'auteur de *La Poire*. (La Table ronde, 270 p., 30 F.)  
**MICHELLE TOURNEUR** : *Le Soufflé Nivernais*. — Le premier roman d'une trilogie romanesque. (Presses de la Cité, 220 p., 22 F.)  
**ANDRÉ HARDELLET** : *La Promenade imaginaire*. — Par l'auteur des *Chansons*, rétrospectivement. (Merveilles de France, « Roue libre », 130 p., 19 F.)  
**CONRAD DETREZ** : *Ludo*. — Un premier roman sur la guerre dans le Nord en 1940, par l'auteur, en collaboration avec Claude Marghela, de *Pour la libération du Brésil* (Calmann-Lévy, 192 p., 22 F.)  
**Poésie**  
**MARCEL DINOUCOURT** : *Echos de la montagne*. — Après les *Chansons* de 1972, prix Maurice-Bonny 1972. (Éditions Nicolas-Lambert, Niort, 150 p., 15 F.)  
**Littérature étrangère**  
**SAIDOU BOKOUM** : *Chêne*. — Le

roman d'un Africain noir, immigré en France, ou la fin des illusions. Par un jeune Guinée-Mali vivait à Paris depuis 1965. (Denoël, 320 p., 32 F.)

**Philosophie**  
**DOMINIQUE LECOURT** : *Bachelard, la terre et la maison*. — Une lecture marxiste de l'épistémologie bachelardienne, inspirée des travaux d'Althusser. (Grasset, « Théoriciens », 194 p., 25 F.)  
 En même temps les actes du « Colloque » sur Bachelard qui s'est tenu à Cézilly en juillet 1970 paraissent en édition de poche (10x18, 406 p., 9,95 F.)  
**GEORGES LUKACS** : *Essai de Morale*. — Publié pour la première fois, des études du théoricien marxiste consacrées aux problèmes du roman et du réalisme socialiste. Traduction et introduction de Claude Prévoce. (Éditions sociales, « Ouvertures », 292 p., 20 F.)

**Histoire**  
**GEORGES MARTIN** : *Nîmes à la Baïle Époque*. — Avec des reproductions de cartes postales de l'époque. (Éditions Librairie, « Bruxelles-Diffusion », Hachette, 170 p., 30 F.)

**Sciences humaines**  
**ABDELKEBIR KHATIB** : *Le Biais de nos propos*. — Une introduction de la culture populaire marocaine à travers les proverbes, les proverbes, par un sociologue et

écrivain de la nouvelle génération. (Denoël, « Lettres nouvelles », 256 p., 55 F.)

**Société**  
**MICHEL MANCIEUX** : *Les Femmes de Gensseville*. — Une enquête donne la parole à des femmes qui militent pour la liberté de l'avortement et le droit de disposer elles-mêmes de leur corps. (Merveilles de France, « En direct », 192 p., 22 F.)  
**LOUISE DUCHÈNE** : *Habitants et marchands de Moutiers au dix-septième siècle*. — L'analyse très fouillée, sur la base d'une documentation particulièrement riche, de la formation d'une micro-société coloniale. (Pion, coll. « Civilisations et mentalités », 588 p., 64,20 F.)  
**MICHAEL JACOT** : *Les Enfants de Terzaia*. — Du camp modèle de Terzaia, cent enfants fuient reviennent, sur les quinze mille qui y furent enfermés. Un documentaire riche sur un enfer perfectionné. (Flammarion, 252 p., 28 F.)

**CLAUDE DULONG** : *La Vie quotidienne à l'époque de Charles de Gaulle*. — L'histoire du général-président par une famille de l'Élysée. (Hachette, « Littérature », 265 p., 26 F.)

**Dans les « poches »**  
 • *Les hommes ne valent pas mieux*, de Pierre-Henri Simon : paru en 1953 au Seuil. (Livre de poche, 280 p., 5 F.)  
 • *La Malédiction solitaire*, d'André Schwarz-Bart. Après *Un plus de port* une nouvelle œuvre, écrite en collaboration avec Simone Schwarz-Bart. (Livre de poche, 160 p., 4 F.)  
 • *Le Roman d'un spahi*, de Pierre Loti. (Livre de poche, 285 p., 5 F.)  
 • *Alceste ou le sursis de son combat*, suivi de *Comp de grâce*, de Marceline Yourcenar. Après les *Mémoires d'Hadrien* et *L'Œuvre au noir*. (Livre de poche, 280 p., 5 F.)

quotidienne : droits, emploi, santé, beauté, vie de famille, logement, troisième âge, etc. Vingt-quatre guides de 100 pages, en format de poche, au prix de 5 F. cinquante d'ores et déjà distribués à cinquante mille exemplaires dans huit mille points de vente.

## ECHOS ET NOUVELLES

— **LE TOME III DE L'ŒUVRE POSTHUME D'ARAGON** vient de paraître au Livre Club Diderot. Il couvre l'année 1958 et comprend en particulier : « Le Paysan de Paris » et « Le Croiseur Potemkine ».

— **LE TOME II DES CAHIERS DE PAUL VALÉRY** paraît à la bibliothèque de la Pléiade dans une édition établie, présentée et annotée par Judith Robinson. Ce volume contient notamment : « Rive », « Consolence », « Attention », « Poésie », « Littérature », etc.

— **UNE NOUVELLE MAISON D'ÉDITION, E.P., 47, rue Saint-Séverin**, se spécialise dans les collections de guides pratiques pour résoudre les problèmes de la vie.

**LES GRANDS ÉDITEURS LIRONT VOS MANUSCRITS**  
 Si vous suivez nos conseils. Demandez la brochure n° 415 envoyée gratis par l'E.P.E.  
 Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'État, 10, rue de la Vierge, 75001 PARIS

**CLUB DES POÈTES**  
 30, rue de Bourgogne PARIS (7<sup>e</sup>) - 01-55-05-03  
**COCKTAIL-SIGNATURE**  
 JEAN-PIERRE ROSNAY vous invite en compagnie de nombreuses personnalités des Lettres et de la Presse  
 Vendredi 20 septembre de 18 h à 20 h à la signature des trois derniers recueils de poèmes de **MONIQUE GILBERT SYLVIANE**

éditions du jour  
**Louis EMPAIN**  
 VERS UNE NOUVELLE ÉTHIQUE  
 14,00 F

## UN CHOIX CAPITAL POUR VOS ENFANTS : LEURS DICTIONNAIRES

pour tous les cours de français : **DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS CONTEMPORAIN** "Spécial enseignement" avec son guide d'exercices pratiques gratuits.

pour les cours moyens 1 et 2 : **NOUVEAU LAROUSSE ÉLÉMENTAIRE**

pour l'étude des langues étrangères (thème, version) 2<sup>e</sup> cycle : **DICTIONNAIRES MODERNES "JUPITER"** allemand, anglais, espagnol.

à partir de la 6<sup>e</sup> : **PLURIDICTIONNAIRE** (vient de paraître)

la référence de toute la famille : **PETIT LAROUSSE EN COULEURS** édition couleurs : **PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ 1975**

pour les cours élémentaires 1 et 2 : **LAROUSSE DES DÉBUTANTS**

pour l'étude des langues étrangères (thème, version) 1<sup>er</sup> cycle ou 2<sup>e</sup> langue : **DICTIONNAIRES BILINGUES "APOLLO"** allemand, anglais, espagnol, italien, portugais.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

seul **Larousse** a prévu les dictionnaires adaptés à chaque niveau scolaire

"Tout élève devrait posséder, au même titre qu'un crayon ou un cahier, un dictionnaire de français" recommande un rapport officiel (\*).  
 De plus en plus, les dictionnaires sont utilisés en classe, comme les livres "scolaires". Ils associent l'école et la vie. Aussi, leur choix revêt-il une importance capitale : ils doivent être parfaitement adaptés au niveau d'étude de chacun de vos enfants.  
 (\*) Rapport des Commissions du V<sup>e</sup> plan sur l'éducation (1971/1973), page 272.

## Le grand débat de méthode

A condition qu'on soit entré dans la méthode. Or cette méthode pose un problème qui, par-delà la richesse de l'information et l'incitation à la réflexion offertes au grand public, doit valoir aux « Essais sur la France » une place de choix dans les discussions entre spécialistes des sciences humaines. En effet, parmi les facteurs explicatifs qui se présentent à l'historien et au sociologue, Stanley Hoffmann a fait un choix. Une affirmation dans le corps d'un chapitre vaut pour tout l'ouvrage : « Les Français sont dans la culture nationale » sont dans la culture nationale. Les facteurs culturels sont encore plus centraux pour lui que les facteurs économiques pour les marxistes.  
 Ses analyses apportent beaucoup à ceux qui, comme nous, croient en effet que les croyances et les structures transmises pèsent d'un poids considérable sur la vie politique d'un pays. Mais ne va-t-il pas trop loin ? Ne surestime-t-il pas l'unicité, la continuité d'une société à travers les décennies ? Et aussi la spécificité d'une société nationale par rapport à d'autres ? Alors, il commente un excellent sondage sur « Les Français et l'État », à partir de la culture nationale. Seulement, l'expérience a été faite d'administrer la même questionnaire en Allemagne — et les réponses ont été tout à fait analogues !  
 Lui-même hésite. Lui-même va jusqu'à affirmer : « Aujourd'hui, la France est un exemple particulier d'un cas général : la société industrielle moderne » et « certains particularités de son style (...) ses habitudes et de son style (...) des maux dont souffrent également d'autres sociétés ». Il en arrive finalement à une page presque trop sage, trop équilibrée : « Beaucoup d'aspects de la France sont ceux de ses voisins (...) ». Et pourtant, il demeure bien des caractéristiques spéciales... Car cette formulation ostensible désamorce le grand débat de méthode que tout le livre appelle.  
 ALFRED GROSSER.

(1) Robert Paxton, *La France de Vichy*, Ed. du Seuil, 1973, préface et étude étant séparées par plus d'une nuance de notre préface et du livre d'Eberhard Jäckel, *La France dans l'Europe d'Hitler*, Fayard, 1963.

## UN LIVRE DE STANLEY HOFFMANN

### Sur la France

★ **ESSAIS SUR LA FRANCE**. Décès ou renouveau ? de Stanley Hoffmann. Seuil, coll. « Esprit », 358 p., 58 F.

Ce livre, il faut le lire en entier, même s'il est gros. Et le lire comme une unité, même s'il se présente sous la forme d'un recueil d'essais. La diversité des époques (de Vichy à la France de Giscard d'Estaing), les différences de niveau (de l'action de l'homme seul dans la politique mondiale jusqu'aux rapports quotidiens du citoyen avec l'administration), la variété des genres (critiques cinématographiques pour « Le Chagrin et la Pitié », littéraire pour les Mémoires du général, analyse institutionnelle pour la V<sup>e</sup> République, sociologie des idéologies) ne doivent pas voiler la profonde unité du ton, de l'inspiration, de la thématique.

Le lecteur patient deviendra vite lecteur passionné. Passionné comme l'auteur, tantôt pour adhérer à ses analyses fondées à la fois — et très franchement — sur le sentiment et sur la raison, tantôt pour regimber contre trop de sévérité ou trop d'enthousiasme.

La sévérité est pour Vichy et pour la Quatrième. Le soutien total que Stanley Hoffmann apportait dans la préface au livre pourtant trop tranchant de Paxton se trouve pleinement confirmé ici (1). Mais l'équité est-elle vraiment impossible encore aujourd'hui, comme Hoffmann le dit, qu'il s'agisse de la collaboration d'Etat ou des attitudes des Français sous l'occupation ? N'est-ce pas simplifier aussi que de traiter d'« ineptie sans cesse renouvelée » la façon dont la IV<sup>e</sup> République a traité la décolonisation ? De l'accord Sainteny-Ho Chi Minh de 1946 à la loi Defferre pour l'Afrique noire, dix ans plus

tard, il n'y a pas eu que des aveuglements, surtout face à la critique foncièrement conservatrice du général de Gaulle — pour l'Indochine — et de ses partisans les plus patentés — pour l'Afrique du Nord.

C'est que — l'auteur s'en explique excellemment dans sa préface — le général de Gaulle est le personnage central du livre, et il est traité non avec le détachement du savant, mais à partir du « lien d'admiration et de gratitude qui s'était forgé dans ces années extrêmes ». Pesons nos termes : aucun autre livre n'a, jusqu'ici, donné une analyse aussi complète et aussi cohérente du personnage, des ambitions et de l'action du général. Les gaullistes de France auraient désormais tout de chercher ailleurs que dans ce volume, notamment dans les chapitres VII à IX, la justification de leur inspiration et de leurs catégories de jugements politiques.

## Une réflexion critique

Le lecteur plus réservé ou heurté par certains traits trop rapides leur Jean Marnet, sur les conséquences de la politique gaullienne à l'égard de la C.E.E. trouvera cependant, grâce à l'intelligence toujours en éveil de l'auteur, grâce à son honnêteté foncière, tous les arguments nécessaires pour combattre ses thèses. On pourrait même s'amuser à dégoûter du livre, à coup de passages épiques, un bilan très négatif du gaullisme, très différent du bilan enthousiaste de la page 310. Ainsi : « A l'intérieur, il tendait à être le pouvoir contre les citoyens ; à l'extérieur, il était le citoyen contre les pouvoirs. Monarque à l'intérieur, il fut, à l'extérieur, Gavroche. »

Ou bien : « Il y avait une tendance à provoquer l'échec et une tendance à escompter la défaite. » Ou encore : « Il y avait une contradiction intrinsèque entre une vision qui demandait aux autres de voir les choses à la façon du général, et une méthode qui refusait de se mettre à la place des autres. »

La présentation positive de la pensée et de l'action du général de Gaulle connaît également une double limitation plus substantielle qu'à travers des incidents. D'une part, Stanley Hoffmann conduit avec ampleur une réflexion critique sur « la justification relative du nationalisme », qu'il n'a cependant pas le loisir de pousser ici jusqu'à son terme — qui serait une éthique politique où la nation se verrait rangée dans la hiérarchie des valeurs de référence. D'autre part, le général est expliqué à partir d'un schéma de la société française qui fait bien du « héros politique » un acteur privilégié, mais qui ne donne pas de ce privilège une analyse très enthousiasmante. « Ce que cette autorité apporte, c'est le commandement sans mobilisation, à quel répond chez les gouvernés un soutien sans participation. »

Le style français d'autorité, tel que l'a décrit Michel Craizer (le Français le plus présent dans le livre après le général !), est la clé de voûte de l'ouvrage, l'élément explicatif le plus constamment présent. Exposé avec rigueur et clarté au chapitre IV, il est encore au cœur du chapitre XII et dernier, sans doute le plus dense, en tout cas le plus neuf, par l'originalité et par la date, puisqu'il fut achevé en mars 1974 et se trouve complété par la postface. Il est intitulé : « L'État et pour quelle société ? » et réunit, en soixante pages, à synthétiser structures et comportements, depuis la fonction présidentielle et les attitudes des « élites » jusqu'à l'échec de la décentralisation au niveau des municipalités comme de l'enseignement. Les saines vérités qu'assène l'observateur extérieur sont d'autant plus percutantes qu'il échappe au vocabulaire et aux fétiches des habitudes débats entre Français, la plupart du temps déballardés. Parfois, cependant, parce qu'il néglige tel secteur ou tel courant : ainsi la morale faisant du catholicisme français, pratiquement absent ici. Ces absences n'entraînent cependant en rien la force de la démonstration.

10 LIT

Le monde de Vichy

LA VIE EN PETIT

L

sciences humaines

سكرا من الامم



# SSAI POLITIQUES

## Gramsci enfin publié

(Suite de la page 21.)

Répondant au socialiste bon teint Claudio Treves, qui se plaignait de l'effrayante inculture de la nouvelle génération socialiste, Gramsci écrit : « Il semble que la nouvelle génération veuille retourner à l'authentique doctrine de Marx, pour laquelle l'homme et la réalité, l'instrument de travail et la volonté, ne se désolidarisent pas, mais s'identifient dans le moment historique. »

N'est-ce pas ce qui lui permet de comprendre si bien, et d'embrasser, la politique des bolcheviks pendant l'année 1917, de communier pour ainsi dire à distance, et de sentir en septembre que le moment est venu où le vent va tourner, où le prolétariat russe va succéder à Karsinski ou à une collectivité va monter sur le trône de toutes les Russies ? Là encore, il n'y a pas dans tout le socialisme européen de l'époque d'autre exemple d'une telle lucidité politique.

Il importe peu, sinon pour met-

tre à moi la statue que l'on a voulu faire de lui, que Gramsci se soit quelquefois trompé d'homme, qu'il ait mis Tchernov à la place de Lénine, et qu'il ait un peu hésité avant de reconnaître ce dernier. L'essentiel est que sa doctrine chez lui, comme en osmose avec la pratique léniniste d'avant Octobre, une certaine idée du rôle des révolutionnaires. Il reconnaît d'abord dans les bolcheviks ceux qui « ont renversé toutes les tentatives d'endiguement du torrent », ceux qui ont « empêché que ne se forment des marais stagnants, des marécages morts ». Ouvrir la voie aux initiatives des hommes, telle est la fonction du révolutionnaire. Les communistes marxistes, tels qu'il les devine dans ce moment fulgurant et tel qu'il les conçoit pour l'avenir, sont des hommes de méthode, des accoucheurs, capables de « saisir le plus grand nombre possible d'éléments concrets nécessaires et suffisants pour fixer un processus de développement ».

On le verra bien en 1919 et 1920, lorsque, avec l'équipe de l'Ordine Nuovo, Gramsci tentera de déloger devant l'un des plus vigoureux mouvements de la classe ouvrière italienne les chemins d'une transformation radicale de la société. « La société communiste », écrit-il en septembre 1919 dans un article sur « Le Parti et la Révolution », « ne peut-être conçue que comme une formation naturelle, liée à l'instrument de production et d'échange » et la révolution est l'acte de reconnaissance historique de cette formation. C'est pourquoi le processus révolutionnaire ne peut s'identifier qu'au mouvement réel, « spontané », que le parti ne peut gouverner qu'à la condition de s'identifier à la conscience historique des masses. Mais c'est une façon de gouverner « incorporée », c'est, en quelque sorte, « un gouvernement spirituel », et d'ailleurs la plus efficace des dictatures, celle qui naît du prestige. Mais « pour si on prétend matérialiser cette hiérarchie », si on prétend plier le processus révolutionnaire aux formes du parti et imposer le pouvoir de ses sections. « Car on réussira alors à entraîner une partie des hommes, on réussira à dominer l'histoire, mais le réel processus révolutionnaire échappera au contrôle et à l'influence du parti devenu à son insu un organisme conservateur. » Critique anticipée de cinquante ans d'histoire dominée.

Le problème n'est pas réglé pour autant des formes d'organisation nécessaires à la révolution, qui s'impose à Gramsci comme à tout acteur des armées de l'immédiate

après-guerre. Mais le développement des grèves de Turin et le rôle particulier qu'y jouent les « commissions internes », forme spécifique de l'organisation ouvrière italienne, entre le soviétique et le comité d'entreprise, vont provoquer chez lui une observation capitale, dont lui-même ne tirera peut-être pas, plus tard, toutes les conclusions, et que les consommateurs contemporains dédaignent la plupart du temps de retenir.

C'est que, dans l'immense vague révolutionnaire qui secoue l'Europe de la Russie à l'Italie, les institutions de la bourgeoisie sont certes en crise, mais également celles de la classe ouvrière. Car aussi bien parti social-démocrate que syndicat sont nés sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Ils sont le reflet d'une situation particulière du prolétariat, et totalement incapables d'assumer le processus révolutionnaire, qui se déroule d'abord sur le terrain de la production. C'est là qu'apparaissent, en dehors de toute idée préconçue, ces formes d'organisation tant souhaitées : les conseils, bases de l'état ouvrier, lui-même préparant son incorporation organique dans un système mondial.

Et comme le visionnaire est toujours là chez Gramsci, le rêve futuriste s'élève : « Dans le monde, le charbon anglais s'unit au pétrole russe, le blé de Sibirie au soufre de Sicile, le riz de la région de Vercelli au bois de la Styrie, au sein d'un organisme unique, soumis à une administration internationale qui régit la richesse du globe ou nom de l'entière humanité. »

Sur ce que deviendra cette idée

### Une étude de Nicos Poulantzas

### OU VONT LES PETITS BOURGEOIS ?

LES CLASSES SOCIALES DANS LE CAPITALISME AUJOURD'HUI, de Nicos Poulantzas. Ed. du Seuil, coll. « Sociologie politique », 388 p., 39 F.

« L'absence de la conception marxiste de la société est devenue une construction absurde », c'est cette affirmation abrupte du sociologue Dahrendorf qui exprime tout haut ce que pensent tout bas nombre de « spécialistes » appartenant à diverses écoles des « sciences sociales ». À leurs yeux, la complexité croissante des sociétés contemporaines, le développement massif du fameux « secteur tertiaire », l'apparition d'une classe des « cols blancs », etc., rendraient caduque toute analyse reposant sur l'antagonisme fondamental de la bourgeoisie et du prolétariat.

Le dernier ouvrage de Nicos Poulantzas, inscrit en faux — et avec quelle maîtrise ! — contre de telles allégations, « plausibles » à leur tour par leur vision simpliste, voire leur ignorance, du marxisme. En ce domaine, trois domaines dont le seul énoncé permet de mesurer l'ampleur de la tâche entreprise : les caractéristiques de l'impérialisme dans sa phase actuelle, les contradictions internes de la bourgeoisie aujourd'hui, le statut de la petite bourgeoisie dans l'ensemble de la société. L'apport de Poulantzas est à cet égard décisif.

Il dissipe en effet nombre de confusions concernant la domination effective du capitalisme américain sur les métropoles européennes, les rapports exacts du capitalisme monopoliste et du capitalisme « concurrentiel » au sein de chaque nation, la « neutralité » du rôle « technique » de l'Etat, etc. Mais c'est sans doute par l'essai consacré à la petite bourgeoisie que ce livre remarquable se révèle le plus suggestif. Depuis les analyses classiques de Marx et Lénine, les choses ont en effet changé. L'artisanat et le petit commerce, où s'enracine la petite-bourgeoisie traditionnelle, tendent à disparaître. Mais les employés des banques, des bureaux, de divers secteurs de service sont de plus en plus nombreux. Où situer la place de cette nouvelle « petite bourgeoisie » ? Est-elle du côté de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière ?

La question, on le sait, est embarrassante entre toutes, encombrée de toute une mythologie, et lourde de passé : les dictatures de l'entre-deux-guerres et, tout récemment, l'expérience chilienne ont montré que les erreurs d'analyse se paient cher. Tout le mérite de Poulantzas est de retrouver pour répondre à cette question

une démarche véritablement théorique. Sans se contenter de descriptions ou des apparences, il cherche à cerner les fondements économiques et idéologiques de la nouvelle petite bourgeoisie.

La place spécifique de celle-ci dans les rapports de production est contradictoire. Ce n'est pas la place de la bourgeoisie (qui serait devenue « petite »), dans la mesure où les nouveaux petits bourgeois ne sont pas détenteurs de capital et ne vivent pas de l'exploitation du travail salarié. Mais ce n'est pas non plus celle de la classe ouvrière : la petite bourgeoisie est presque entièrement composée de travailleurs improductifs, c'est-à-dire ne produisant pas directement de la plus-value.

Nicos Poulantzas démontre comment ce caractère contradictoire est précisément constitutif de la classe petite-bourgeoise. Car c'est bien de classe qu'il faut parler, une classe unifiée, malgré sa réelle disparité économique par des traits idéologiques communs : illusions réformistes, croyance en la « neutralité » de l'Etat, aspiration à la « carrière » et à l'« ascension sociale », fondée sur le mérite et le succès scolaire.

Unifiée, cette classe est pourtant sans unité substantielle, du fait même de son statut. D'où la possibilité de distinguer en elle les fractions objectivement susceptibles d'une alliance réelle avec la classe ouvrière, notamment les salariés des magasins à grande surface, les employés des secteurs administratifs les plus mécanisés, le personnel des services de santé. Trois facteurs rapprochent cette fraction de la nouvelle petite bourgeoisie et la classe ouvrière : elle est faiblement soustraite, elle demeure proche du travail manuel, les perspectives de promotion sociale s'y trouvent limitées et les emplois instables. A condition que l'on y prenne garde et que s'engagent les luttes correspondantes, Poulantzas n'hésite pas à voir dans cette situation naître une nouvelle chance historique pour la révolution socialiste en France. Une affirmation qui soulèvera sans doute bien des discussions.

On ne peut toujours pas déformer, en la schématisant, une réflexion dont la précision attentive à l'extrême complexité des situations concrètes, fait toute la valeur. Qu'il suffise d'en souligner la très grande cohérence, fruit d'une lecture scrupuleuse de Marx, au détriment de tout « plaisir » du texte. Si l'aridité de l'écriture de Poulantzas est indéniable, ce n'est que l'effet — secondaire — d'une rigueur conceptuelle sans faille.

ROGER-POL DROIT.

Depuis de nombreuses années, pour mieux répondre aux besoins des entreprises, nos activités de conseil nous conduisent à faire appel à l'apport des sciences humaines : élaboration de systèmes de formation, valorisation des ressources humaines, assistance à la conception et à la mise en œuvre de la politique de Personnel.

Nous proposons à des Psychologues, Sociologues, Psychosociologues, familiarisés avec les méthodes des

### sciences humaines

de les intégrer à nos équipes d'ingénieurs consultants.

Nous leur demandons :

- une première expérience professionnelle leur ayant permis de mieux percevoir les contraintes et besoins de l'entreprise,
- un goût prononcé pour le travail en équipe pluridisciplinaire,
- une grande capacité d'adaptation à des contextes socio-culturels divers,
- une réelle disponibilité pour des missions ou des séjours à l'étranger,
- une bonne connaissance de la langue anglaise.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez-nous sous référence 84/JUC, à :



EUREQUIP

40, avenue du Pré-ident Wilson, 93115 Paris

## LA FRANCE FEODALE (987 à 1515)

5 siècles d'une histoire tumultueuse et inconnue, qui ont vu naître la France

### L'histoire complète du Moyen-Age

par le DUC DE LEVIS MIREPOIX de l'Académie française.

Première édition de luxe reliée en PLEIN CUIR

première édition ILLUSTREE enrichie de nombreux documents d'époque et augmentée de notes et annexes : chronologie - extraits des chroniques du temps - des traités, etc.

Oeuvre maîtresse, capitale pour notre histoire, La France Feodale, est l'œuvre d'un spécialiste, d'un grand historien et d'un conteur passionné qui a consacré sa vie à l'étude du Moyen-Age. En 6 volumes, le duc de Levis Mirepoix vous raconte les hommes et les événements, l'histoire complète de cette époque de foi ardente, inconnue et méconnue, débordante de vie, brutale, superstitieuse qui savait l'ordre et la féodalité, mais aussi ses crises et ses vices mais n'eut pas de médiocrité.

- tome 1 : L'IMPLANTATION DES CAPÉTIENS (987 à 1180). Sur deux siècles l'aventure des 6 premiers rois capétiens d'Hugues Capet à Louis VII.
- tome 2 : LES AFFRONTEMENTS (1180 à 1226) Le long règne de Philippe-Auguste et le drame cathare.
- tome 3 : LE SIECLE DE SAINT-LOUIS (1226 à 1270). Les Croisades et le règne éblouissant qui dura 44 ans.
- tome 4 : LE ROI ET L'EGLISE (1270 à 1328) Philippe le Bel et ses trois fils, et la tragédie des Templiers.
- tome 5 : LA FRANCE ENTRE DEUX COURONNES (1328 à 1481). La guerre de Cent Ans ou le drame d'un peuple.
- tome 6 : LA MAIN PASSE AU ROI (1481 à 1515) De Louis XI à François I<sup>er</sup> la fin du Moyen-Age.

6 volumes en souscription exclusive aux EDITIONS TALLANDIER, 170 bis, boulevard du Montparnasse 75006 PARIS CEDEX 14.

**EN CADEAU** de souscription un jeu de cartes du Moyen Age LE JEU DE LA PUCELLE (52 cartes et 2 poèmes) Un jeu magnifique dont le seul exemplaire connu est à la bibliothèque de Dijon dédié pour la première fois pour les souscripteurs de la France Feodale.

**Une somptueuse reliure PLEIN CUIR bleu médiéval**

Fait à la main, chaque volume est relié en plein cuir teinté dans un bleu doux rare et précieux. Dans un double encadrement de fillets ornés de motifs fleuris stylisés, le décor à répétition de fers entrelacés couvre les deux plats d'un or chatoyant. Ce magnifique décor reproduit celui d'un exemplaire unique provenant de la bibliothèque du Connétable de Montmorency. Pages de garde en couleur - signal de SOIE bleue et trancheilles assorties. Chaque volume au format in-octavo (14x21 cm) - 400 pages et 80 illustrations environ. PRIX : 74 F le volume (+ frais d'envoi).

**BON D'EXAMEN GRATUIT**

A l'attention des EDITIONS TALLANDIER, 170 bis, boulevard du Montparnasse - 75006 PARIS CEDEX 14

NOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

M. DORNBUSCH

le langage PL/I

tome 1 : éléments

fondamentaux

dunod

88 F

IL ÉTAIT UNE FOIS

LA RÉVOLUTION

Un livre collectif au caractère de LIP (20 F)

CHILI NOVEMBRE 70

JANVIER 74

Réforme ou révolution (15 F)

EDITIONS GILLES TANTIN

71, rue Louis-Blanc, Paris (10<sup>e</sup>)

Téléph. : 206-41-75

(Publicité)

A PARIS

UN ÉDITEUR

SUR LA RIVE GAUCHE

LA PENSÉE

UNIVERSELLE

RECHERCHE

manuscrits inédits de romans, poèmes, essais, théâtre, étude formelle avec participation aux frais

Adresser manuscrits et curriculum vitae à

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE

LA PENSÉE UNIVERSELLE

3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS

Tél. : 325.85.44

## submarine

le périscope de la bande dessinée

ET CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX "SUBMARINE", 5 rue des Champs, 75001 PARIS



# LETTRES ÉTRANGÈRES

## Entretien avec Julio Cortazar Marier Joyce et Mao

★ LIVRE DE MANUEL. Traduit de l'espagnol par Laure Guille-Battillon. Gallimard. Du monde entier, 404 pages, 49 F.

A soixante ans, il a l'air d'un jeune homme trop vite couronné en graine, avec son même quatre-vingt-cinq et ses yeux d'anguine, très écarés, comme ceux d'un insecte, et très attentifs.

Il est argentin, donc cosmopolite. Né à Buenos Aires en 1914, quel symbole ! — c'est vers l'Europe qu'il regardera tout au long de ses années d'apprentissage culturel. Et l'Europe, pour lui, ce fut Rilke, Hölderlin, Apollinaire, Lautréamont, Jarry, ce fut Cocteau et Forster, Lewis Carroll et Breton, sans parler de Klee ni des quinistes de Mazarin. L'inventaire serait interminable. En 1951, Cortazar choisit Paris.

### Un fantastique « new-look »

En Cortazar, coexistent, au moins, trois hommes :

— Le descendant historique de Borges, l'auteur de nouvelles. Son écriture très linéaire et ses dialogues subtils de réel et d'imaginaire ont su créer un fantastique « new-look », un fantastique réinventé, plus magique et plus angoissant, dont il est, avec Buzzati, le maître.

— L'homme de foi, intellectuel engagé dans une action politique précise (la lutte pour libérer le continent latino-américain de tous les impérialismes), et à qui la grâce fut donnée vers le milieu des années 60. Sa poésie, sa poésie, sa poésie sont devenues, dans ce domaine, légendaires.

— Le romancier expérimental, dont le chef-d'œuvre *Marelle*, écrit il y a quinze ans, fut l'un des pôles du renouveau littéraire en Amérique du Sud. L'autre pôle étant le tropical, l'exotisme *Cent ans de solitude*, du Colombien G. Garcia Marquez.

### Il y a quinze ans « Marelle »

*Marelle*, un livre métaphysique, la quête d'un absolu parmi la somme de toutes les cultures occidentales, la

recherche du centre, au cœur du labyrinthe. *Marelle*, la boucledure de toutes les conventions romanesques, la réalité étant trop riche pour n'être pas traduite par une multiplicité de points de vue et de techniques. Le nationalisme, la géométrie euclidienne, les catégories occidentales éternelles de temps et d'espace, étaient sérieusement ébranlés. Naissaient la simultanéité des narrations, les passages du sujet à l'objet sans transition, le rythme qui épousait celui de la vie, ou du délire intérieur, une langue parlée et naturelle, qui n'avait plus rien à voir avec celle de l'Académie royale de Madrid. Naissaient aussi la notion de lecture active. Par un jeu d'hyperconstructions, les 157 chapitres de *Marelle* pouvaient se lire dans différents ordres.

Après, vint 62. *Magnum* à monter, pressant pour point de départ le chapitre 62 de *Marelle*, et le développant ainsi que l'humour, sans lequel Cortazar dit qu'il ne « peut pas seulement écrire, mais vivre ». Et, enfin, aujourd'hui, troisième volet du triptyque, point d'aboutissement de cette recherche : *Le livre de Manuel*.

Depuis des années, on discute, au sein du *Boom* (nom du groupe d'écrivains appartenant à la même génération littéraire, et à qui on doit, depuis vingt ans, la renaissance des lettres latino-américaines), de la relation entre création et politique. Comment concilier les deux actions ? A quoi se consacrer ?

### La dissociation

Garcia Marquez a choisi la politique. A plusieurs reprises, il a déclaré qu'il n'écrivait plus, et c'est d'autant plus probable qu'il est, par excellence, l'homme d'un seul livre : que pouvait-il écrire d'autre avant, comme après, *Cent ans de solitude*, qui se fit encore *Cent ans de solitude* ? Mario Vargas Llosa, l'auteur péruvien des *Conver-*

sions à la *Caballería*, a choisi, au contraire, l'écriture. Quant à Carlos Fuentes, il mène parallèlement les deux actions, au Mexique, sans trop de difficultés, semble-t-il.

Julio Cortazar, lui, était déchiré par la dissociation qu'il s'imposait depuis plusieurs années. Avec *Le livre de Manuel*, il a voulu réunir, réconcilier les deux démarches : sa recherche de romans et sa lutte d'homme de gauche. Le premier, il a tenu d'intégrer les deux plans, et c'est d'autant plus original que, des écrivains du *Boom*, il était celui dont les préoccupations littéraires semblaient les plus éloignées de la politique.

Cortazar a peur que *Manuel* soit un produit hybride. Il est inquiet, un peu comme s'il avait écrit Joyce et Mao, le chat et la souris. Rassurons-le. *Manuel* est un roman digne de *Marelle*, dont la séduction n'empêche nullement qu'il soit aussi un livre de combat.

FRANÇOISE WAGENER.

## « MANUEL », UN LIVRE DE COMBAT ÉCRIT « CONTRE LA MONTRE »

Le schéma de *Manuel* est le même que celui de *Marelle* : un groupe de Latino-Américains à Paris va, vient, se dissocie, se reforme, chacun de ses membres étant, tour à tour, objet ou sujet du récit. Dans *Manuel*, ils sont occupés, d'une part, à monter une opération de guérilla urbaine et d'autre part, à fabriquer, au fur et à mesure que le livre avance, un album à l'usage d'un bébé nommé Manuel, où se trouvent réunies des coupures de presse concernant la répression en Amérique latine. Comme dans *Marelle*, un philosophe (non plus Morelli, mais Lonstein) tient aux autres de longs discours dans une langue qu'il invente, plus appropriée à ce qu'il entend déclarer.

Intervient aussi une conscience collective qui cimente les liens entre les autres et commente l'action, et qui ne sera jamais autrement définie que comme *tu sais*. Quant au personnage central, André, il ressemble à l'Olivera de *Marelle*, introverti comme lui, et partagé entre deux femmes, archétype dédoublé :

l'une, épouse du désordre masculin, et l'autre, *comilla*, son contre-poids. Il essaie de les vivre l'une et l'autre, sans qu'elles s'excluent, ce qui n'est pas facile (Almer. Ne pas aimer *Formules*). Il semble surtout que, pour André, le refuge dans la recherche individuelle et esthétique ne suffise plus :

### Ecouter Stockhausen

« En fait, dit Cortazar, André, à la différence d'Olivera, n'échappera pas à l'histoire. Le roman pour lequel je l'ai écrit, c'est qu'il décide lui-même de ne pas se dérober. Olivera lui, réalisait toute espèce de « contamination » historique. André pourrait aussi demeurer calé dans son appart cultural, symbolisé par ce disque de Stockhausen *Prozession*, que tout au long du livre il veut écouter. Mais viendra le moment où il comprendra que pour écouter *Prozession*, il faut d'abord s'écarter de la route, et pour cela, remplir certains devoirs, accomplir certaines tâches, courir certains risques, jouer certains jeux. Un jour alors, ou, on peut s'asseoir dans un fauteuil et écouter *Prozession*, sans que ce soit, une fois de plus, l'égoïsme, le solipsisme, la solitude, l'échec.

« Manuel, un livre de combat ? — Oui, et ce n'est pas été facile pour moi de faire entrer dans un livre, qui n'est ni un essai ni un pamphlet, mais un roman, mes préoccupations politiques. Je l'avoue franchement, pour moi il a toujours été beaucoup plus simple d'inventer n'importe quel de toutes pièces, que de partir d'une réalité quotidienne. La lutte que nous menons est sans pitié, je voulais y contribuer de façon efficace : j'ai donc écrit un roman. En prenant pour matière ce qui se passait alors en Amérique latine et particulièrement en Argentine (la dictature du général Lanusse), l'assassinat de Peron, le retour à son poste culminant, et la situation de centaines de prisonniers politiques était alarmante. Il fallait faire quelque chose. Ce livre, le j'ai écrit contre la montre. Je voulais le voir publié vite. Un roman sur cet enter, d'actualité et de sang était un moyen indirect d'aider ces prisonniers. »

### Contre les tabous latins

Cortazar, en mars 1972, lorsque le livre parut à Buenos Aires, édigea de son éditeur un à-valoir de 10 000 dollars, qu'il obtint et partagea immédiatement entre les deux associations chargées de défendre les droits des prisonniers politiques et d'aider de leur famille. Le retour à son poste fut immense, la popularité de Cortazar s'accroît. Il est un « best-seller » incontesté dans toute l'Amérique latine, — les trente mille exemplaires du premier tirage de *Manuel* furent épuisés en moins d'un mois, à Buenos Aires.

« J'ai vu ce phénomène extraordinaire, dit Cortazar, un livre arraché des bibliothèques et transporté dans les kiosques à journaux, sous la pression populaire. Ce contact direct entre une œuvre et un public qui la réclame fut pour moi une récompense plus grande que n'importe quel compte rendu élogieux. »

« Vos armes d'écrivain dans cette lutte ? — Le langage. Notre continent se trouve pris dans un système d'inhibitions qui nous vient de l'héritage espagnol. L'Espagne est le pays des

tabous. Combien de tentatives révolutionnaires sont freinées sur le plan mental, à cause du langage, des clichés. La libération intérieure de l'homme latino-américain est loin de correspondre à sa libération extérieure. Beaucoup de dirigeants de gauche restent prisonniers d'un langage très souvent rhétorique, qui leur vient directement de l'adversaire.

« De façon délibérée, j'ai touché à certains tabous. Si on est enfermé dans certains tabous de langage, vous savez combien, sur le plan sexuel, par exemple, cela peut limiter une vision du monde. Au risque de paraître obscène, en tout cas très outré, je suis allé à l'encontre de toute une série d'hypothèses, courantes en Amérique latine. »

Pour le lecteur français qui, à la différence du lecteur de langue espagnole, dispose d'un langage érotique, le livre de Cortazar n'a rien d'obscène et offre de très beaux passages dans un registre où l'écrivain ne s'était encore jamais exprimé.

« Lonstein fait par exemple un long discours sur la masturbation, discours ironique et même assez divertissant. Le lecteur attentif ne s'y trompera pas : l'attaque ici, et très sérieusement, tout ce qu'il y a de négatif dans le « machismo ». On me l'a reproché, parfois, on a cru que je voulais faire acte. Par exemple, à la fin du livre, une scène érotique précède celle avec une certaine scène érotique du *Demier tango* à Paris. La critique latino-

### DISPONIBLES EN FRANÇAIS...

LES ARMES SECRÈTES. Gallimard, « La Cote du Sud », 1961. Poésie 1974 (Nouvelles).  
MARELLE. Gallimard, « Du monde entier », 1968 (Roman).  
GITES. Gallimard, « Du monde entier », 1968 (Nouvelles).  
TOUS LES FEUX LE FEU. Gallimard, « Du monde entier », 1970 (Nouvelles).  
LA QUÊTE À MONTER. Gallimard, « Du monde entier », 1971 (Roman).

américaine, qui, très souvent, ne tient pas compte de la chronologie, a pensé que j'avais vu le film avant d'écrire cette scène. Au contraire, ce serait plutôt Bertolucci qui aurait pu lire mon roman avant de faire son film. Les deux choses sont fausses. Bertolucci et moi ne nous connaissons pas. Chacun a travaillé de son côté. Mais cette scène érotique vient dans mon cas (je ne connais pas le point de vue de Bertolucci) d'un besoin de transgression totale des tabous latins. Cette scène-là, il fallait que je l'écrive, si je voulais aller jusqu'au bout de mes intentions : libérer le langage. C'est un problème immense.

(Propos recueillis par F. W.)

Victor F. WEISSKOPF  
(Prix Mondial Cino del Duca)  
dédié à son livre :  
« LA PHYSIQUE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE »  
le jeudi 25 septembre  
de 17 h. 30 à 19 h. 30  
à la Librairie Cino del Duca  
25, boulevard des Italiens, Paris-9.

## DIRIGÉ CONTRE UNE CERTAINE PRESSE

## Le nouveau roman d'Heinrich Böll suscite une polémique en Allemagne

HEINRICH BÖLL, qui sera à Paris du lundi 23 septembre au samedi 28, sur l'invitation du ministère des affaires étrangères, vient de publier en Allemagne un roman qui suscite des polémiques. Il a été inspiré à l'écrivain par le procès de la bande à Baader, qui se déroule à Berlin depuis le 10 septembre.

« Böll s'est endormi doucement dans la paix du Seigneur », écrivait récemment un critique allemand qui annonçait la mort littéraire de l'écrivain en présentant son nouveau roman dans *Die Welt am Sonntag*. Un autre hebdomadaire, *Der Spiegel*, a publié, à côté d'extraits du livre, une parodie composée par Torberg, et on a même reproché au lauréat du prix Nobel d'avoir bachelé son récit pour le sortir avant l'ouverture du procès de la bande à Baader afin d'influencer le jury en sa faveur.

La polémique est ouverte. Heinrich Böll part au combat avec un petit livre de moins de deux cents pages, divisé en cinquante-huit séquences, dont le titre évoque les chroniques du Moyen Âge : « L'honneur perdu de Katharina Blum, ou comment peut naître la violence, et où elle conduit » (1).

Ce livre prend à partie Böll, un journal du groupe Springer, dont les tirages atteignent jusqu'à quatre millions et demi d'exemplaires. C'est un modèle du genre : mélange de crimes et d'accidents mortels à la « une », commentaires politiques remplacés par des faits divers ou des indications sur les personnalités du jour, et suffisamment de nouvelles régionales pour intéresser l'ensemble des Allemands. Comme la dit Katharina Blum, « Tous les gens que je connais lisent *Zeitung* » (c'est le nom que Böll donne à *Bild* dans son roman).

### L'histoire de Katharina Blum

Les hostilités ont commencé bien avant la publication du livre, le 10-11-1972. Ce jour-là, Heinrich Böll publie un violent article dans *Der Spiegel* où il accuse Böll d'exploiter la population au meurtre, en décrivant les membres de la bande à Baader comme des chiens enragés. Que veut l'écrivain ? Une justice égale pour tous et non la loi de Lynch.

La réaction est immédiate : Böll présente Böll à ses lecteurs comme un « complice des anarchistes qui cherchent à renverser la société par la guérilla urbaine. Aujourd'hui, Böll répond par un roman.

Comme dans son dernier livre (*Portrait de groupe avec dame*) (2), il décrit à travers un personnage féminin une fraction de la société allemande. Issue d'un milieu campagnard, Katharina Blum s'est adaptée sans peine à la ville. Elle fait des ménages et s'engage comme extra pour des soirées, ce qui lui permet d'acheter une Volkswagen et un appartement à crédit. Jolie, vingt-sept ans, courtisée, elle est pourtant étrangement réservée sur le plan sexuel. Un premier mariage ne lui a guère laissé de souvenirs : la politique ne l'intéresse pas. Pourquoi, dès lors, tombe-t-elle amoureuse, le mercredi 20 février 1974, d'un jeune homme rencontré lors d'une soirée dansante chez

des amis ? Elle l'emmène dans sa chambre. Il devient son amant. Il s'appelle Götz, et c'est un anarchiste.

Le lendemain, la police envahit son appartement, mais Götz a disparu. La jeune femme est accusée de complicité. Photos, sous-culades. Le vendredi 22 février paraît une immense photo de Katharina en première page de *Zeitung* avec toutes sortes d'accusations : complice d'un bandit, vie sexuelle dépravée. Le sexe est le danger rouge, on connaît la chanson. Les employeurs de la jeune femme, qui sont des Allemands libéraux, essaient de s'opposer au scandale, mais on leur répond que la liberté de la presse est en jeu. Katharina Blum décide de rendre la justice elle-même : elle donne rendez-vous au rédacteur de *Zeitung* et le tue.

### A la vitesse d'un fait divers

Au-delà des allusions à la bande à Baader et à son égaré, Ulrike Meinhof, le livre de Böll pose plusieurs questions. Est-ce un roman populaire ? Il se déroule à la vitesse d'un fait divers et ne s'embarrasse pas de psychologie : les caractères sont dessinés par l'action. C'est ce qu'on appelle aux États-Unis un « roman noir ». Tout se passe comme si Böll voulait atteindre les lecteurs de *Bild* en leur parlant leur propre langage. Mais ceux-ci ne désirent-ils pas plutôt une littérature d'évasion ? Or Böll est un écrivain réaliste, qui garde une distance ironique à l'égard de son sujet pour montrer l'impuissance des « bons » Allemands, de la police et des journaux honnêtes (qui traitent de l'affaire Blum brièvement en pages intérieures) face au journalisme à sensation.

### La question fondamentale

La question fondamentale du livre est donc celle-ci : quel est le rôle du journaliste ? Une recherche patiente, parfois ennuyeuse, de la vérité ? Ou une nouvellure quotidienne dont on gave les lecteurs à tout prix ? Un journal favorable à Böll, *Die Weltwoche*, rapporte une remarque d'Axel Springer. Au printemps dernier, il exprimait son mécontentement devant la situation de l'Allemagne en reprenant un mot du peintre Max Liebermann : « Je m'arrête pas à manger autant que je voudrais déquêter. »

Liebermann prononça ces mots en 1934, un an après la prise du pouvoir par Hitler. *Bild* est-il le reflet d'une époque qui ressemble à ce temps-là ?

FRANK JOTTERAND.

(1) Éditions Klempner et Witten.  
(2) Éditions du Seuil.

Parmi le gotha de la haute fidélité et à prix égal, c'est tout de même plus agréable de choisir sa chaîne à S' Germain des Prés

Vous avez envie de choisir, de changer ou d'améliorer votre chaîne Haute-Fidélité. Pourquoi courir tout Paris, supporter la foule des grandes surfaces, vous fatiguer inutilement ?

Chez PAN, Rue Jacob, dans un cadre et des auditoriums conçus pour les mélomanes les plus exigeants, vous trouverez tout le gotha de la Haute-Fidélité à des prix qui ne sont pas plus chers qu'ailleurs.

Nos vendeurs-conseil prendront tout le temps de vous expliquer et de vous faire essayer une très vaste gamme de modèles (B & O - BRAUN - ELIPSON - HARMAN - KARDON - LANSING - Lenco - LINEAR - MARANTZ - NIVICO - QUAD - REVOX - ROTEL - SCOTT - SONY - TEAC - THORENS - YAMAHA) dont les prix varient de 1 450 à 20 000 F et plus : et sont garantis par un service complet d'après-vente.

pan

tous les disques classiques et contemporains  
11 rue Jacob 75006 Paris - Tél. 326.18.25  
parking assuré place St-Germain-des-Prés

(Publicité)  
**APPRENEZ L'ANGLAIS AVEC LES COURS DE LA B.B.C.**

**Remise spéciale 20 %**  
du 14 au 21 septembre

The English Bookshop

Chez W.H. SMITH & SON, S.A.  
248, rue de Rivoli - Paris (1<sup>er</sup>)

Tél. : 260-37-97

Catalogue sur demande

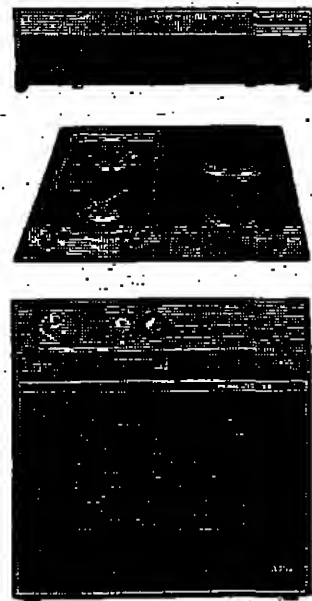
مكتبة الامم المتحدة



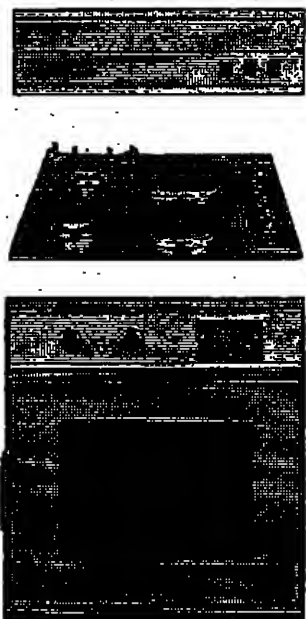
صيانة المنزل

# ne prenez plus la cuisine pour un gymnase.

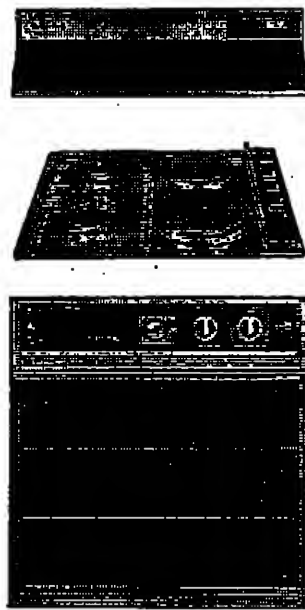
Un four encastré en l'air, ça évite bien des tours de rein.



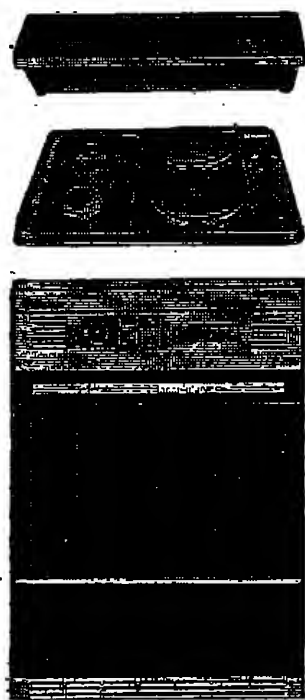
**AEG**  
Hotte aspirante, 60 cm, bandeau inox, 2 vitesses, 220 V. 800 F  
Plaque de cuisson, gaz, 2 feux 550 F  
Plaque de cuisson électrique, 2 feux 470 F  
Four à encastrer, auto-nettoyant "Pyrolyse", programmeur, tourne-broche, 220 V. 2890 F



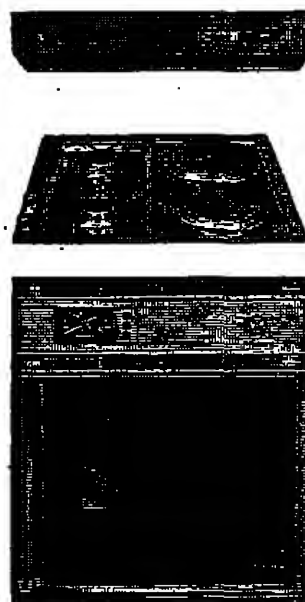
**Sauter**  
Hotte aspirante, 60 cm, à rideau d'air, 220 V. 693 F  
Table de cuisson mixte, 2 feux gaz, 2 feux électriques, Inox 640 F  
Four à encastrer, auto-nettoyant, programmeur, tourne-broche, 220 V. 1300 F



**DE DIETRICH**  
Hotte aspirante, 60 cm, bandeau inox, 3 vitesses, 220 V. 819 F  
Plaque de cuisson mixte, 2 feux gaz, 2 feux électriques, Inox 873 F  
Four à encastrer, auto-nettoyant "Pyrolyse", programmeur, tourne-broche, 220 V. 2665 F



**Bauknecht**  
Hotte aspirante, 60 cm, télescopique, habillage, 2 vitesses, 220 V. 660 F  
Plaque de cuisson mixte, 2 feux gaz, 2 feux électriques, Inox, 220 V. 710 F  
Four à encastrer à chaleur tournante, insalissable, 220 V. 2300 F



**Scholtes**  
Hotte aspirante, 60 cm, ozone, Inox, 220 V. 875 F  
Table de cuisson extra-plat, mixte 2 feux gaz, 2 feux électriques 220 V. 810 F  
Four à encastrer, auto-nettoyant "Pyrolyse", programmeur, tourne-broche, 220 V. 2070 F

LES ENCASTRABLES

les grandes marques sont aux

**galeries lafayette**



# INFORMATIONS PRATIQUES

## Télévision et radiodiffusion

JEUDI 19 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I

- 18 h. 50 Pour les jeunes : La vie est là : et demain. « La restauration des objets d'art ».
- 20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
- 20 h. 30 Grand écran. Hommage à Jean Renoir. Film : « La Grande Illusion », de J. Renoir (1937), avec J. Gabin, P. Fresnay, E. von Stroheim, D. D. Parlo.
- Prisonniers en Allemagne pendant la guerre de 1914, des officiers français cherchent à s'évader.
- Le plus célèbre, peut-être, des films de Jean Renoir. Réalisme, vérité des rapports humains, message pacifiste, analyse des rapports de classe (l'aristocratie française plus proche de son geôlier allemand — même milieu, même culture — que d'un ouvrier parisien), démythification du nationalisme et une interprétation exceptionnelle.

### CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h. 44 Feuilleton : Les oiseaux de Melji Jingu.
- 20 h. 35 Jeux sans frontières. de G. Lux et C. Savary.
- 21 h. 35 Série : L'Orchestre rouge, d'après H. Hohnes. Réal. F.-P. Wirth. Avec W. Kreindl. Deuxième épisode : Kent.

### CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
- 19 h. 40 Feuilleton : Picon fils de son père.

VENDREDI 20 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I

- 18 h. 55 Pour les jeunes : A la recherche de : le cinéma en herbe.
- 20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
- 20 h. 30 Série : Cimarron. « Chasse à l'homme », avec S. Whitman.
- 21 h. 45 Portrait d'Allemagne (R.F.A.), de J.-C. Bringuier et H. Knapp. Réal. P. Kassowitz. Première partie : Dimanches.

### CHAÎNE II (couleur)

- 19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h. 44 Feuilleton : Les oiseaux de Melji Jingu.
- 20 h. 35 Dramatique : « Les Jardins du roi », de J. Tournier. Réal. J. Kerchbron, avec D. Darrieux, E. Labourdette, G. Wilson.
- Jean Vaindrier a épousé Madeleine malgré son amour pour Hélène. Lorsque cette dernière mourut, Jean reçoit une longue lettre qu'elle lui a écrite avant sa mort.
- 21 h. 55 Italiques, de M. Gilbert.
- Avec C. Bernatini, B. Woodward, C. Eros, N. Sutton, A. Buchwald, R. Gery, E. Kennedy, W. Walker, S. Fitzgerald, W. P. Blasty, P. Sallinger.

### CHAÎNE III (couleur)

- 19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
- 19 h. 40 Feuilleton : Picon fils de son père.
- 20 h. 10 Documentaire : Le roman du Théâtre.
- 20 h. 40 Théâtre : De café en théâtre, le café de la gare. Réal. M. Pavoux. Prod. Y. Taquet.
- Avec B. Boulelle, P. Dupère, J.-M. Huguier, M. Mouton, G. Mitri, A. Moro, Socha, E. Vass.
- 21 h. 35 Réalité-fiction : « Le Savant ». Réal. G. Olivier. Avec P. Fresnay et C. Lévi-Strauss.

### FRANCE-CULTURE

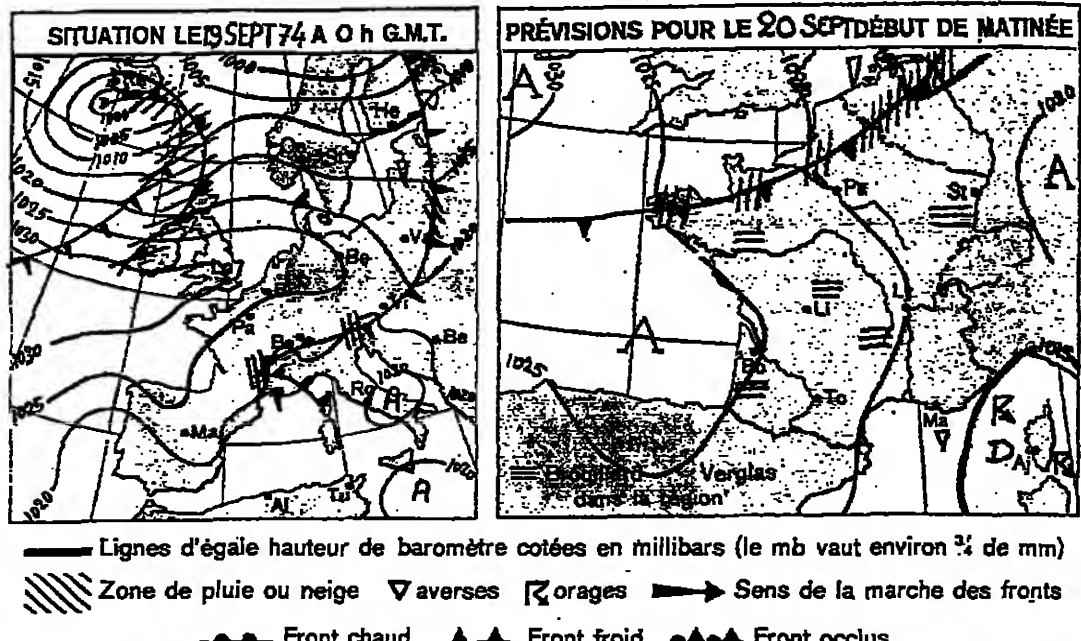
- 20 h. Rencontres avec... R. Forlani. — 21 h. Entretiens avec M. Bélat, par J.-L. Martinot. — 21 h. 20. Nos étonnantes frères inférieurs, par M. Monestier. — 21 h. 30. En son temps, l'œdipe. — 22 h. 35. Art, création, méthode, musique, poésie, langage. — 23 h. Concert à la Maison des jeunes et de la culture de Gorbett-Nice : l'ensemble vocal Musiques nouvelles, dir. Stéphane Caillaud (Brahms, G. Dufay, Debussy, G. Reber).

### FRANCE-MUSIQUE

- 20 h. 30 (S.). Les jeunes Français sont musiciens : « Sonates et duos pour violon », de J.-M. Lécuyer et H. Hohnes, par A. Jodry et C. Bernard. — (S.). Jardins à la française : « Moutin à prière » (M. Constant). Concerto de mal pour piano et orchestre (Delannoy). « Un Koen » (M. Le Roux). — 21 h. 30. Inconnu. — 24 h. (S.). La musique et ses classiques. — 1 h. 30. Nocturnes.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéros datés du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 19 septembre à 0 heure et le vendredi 20 septembre à 24 heures :  
La zone pluvio-orageuse qui affectait encore jeudi matin le sud et le sud-est de la France s'étendait lentement. Le champ de pression restait assez élevé sur notre pays, mais une faible perturbation, située à l'ouest des îles Britanniques, pénétrait sur le Nord et le Nord-Est. Vendredi, des ondées et quelques orages persisteront encore sur le sud des Alpes, les régions méditerranéennes à l'est du Rhône et la Corse, mais ces précipitations tendront à diminuer. D'ailleurs, d'autre part, avec la faible perturbation, le temps sera très nuageux, parfois brumeux, surtout de la Bretagne à la frontière belge le matin, avec de faibles pluies ou bruines éparses. Ce type de temps s'atténuera ensuite dans sa partie occidentale et le soir, seules quelques faibles pluies passagères pourront gagner le Jura et l'extrême Nord-Est.  
Sur le reste de la France, la météo sera souvent brumeuse, soit avec des nuages bas, soit avec des brumes larvées. Ces formations brumeuses se dissiperont en fin de matinée pour faire place à un temps nuageux avec des éclaircies. Cependant, la nébulosité restera assez forte près des Pyrénées et dans certaines vallées du Massif Central.  
Les vents de secteur nord dominant, seront faibles à modérés.  
Il fera un peu frais au début de la journée, surtout sur le littoral nord. Les températures maximales seront stationnaires.

## Loterie nationale

TIRAGE DE LA 13<sup>e</sup> TRANCHE 1974

Les billets portant le numéro 41228 gagnent 500 000 F (gr. 3, sér. A), 50 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 50 000 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets dont le numéro reproduit au chiffre au chiffre le 41228 gagnent 5 000 F ou 5 030 F (gr. 3, sér. A), 1 000 F ou 1 030 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 500 F ou 503 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 103 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 45883 gagnent 200 000 F (gr. 3, sér. A), 20 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 100 000 F (gr. 3, sér. B), 40 000 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets dont le numéro reproduit au chiffre au chiffre le 45883 gagnent 1 000 F, 1 030 F, 1 000 F ou 1 030 F (gr. 3, sér. A), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 100 F ou 100 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 91251 gagnent 20 000 F (gr. 3, sér. A), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 53782 gagnent 20 000 F (gr. 3, sér. A), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 95443 gagnent 20 000 F (gr. 3, sér. A), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 72143 gagnent 20 000 F (gr. 3, sér. A), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 83113 gagnent 20 000 F (gr. 3, sér. A), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

Les billets portant le numéro 49588 gagnent 20 000 F (gr. 3, sér. A), 2 000 F (gr. 1 et 2, sér. A) et 10 000 F (gr. 3, sér. B), 100 F ou 100 F (gr. 1 et 2, sér. B).

LES BILLETS DONT LE NUMÉRO SE TERMINE PAR :

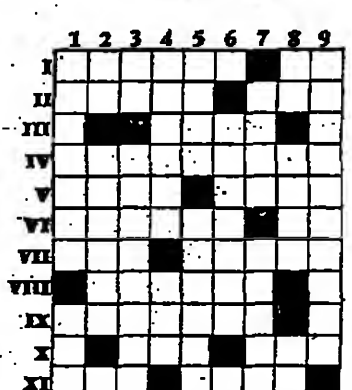
SÉRIE A	SÉRIE B
1	30
11	30
21	30
31	30
41	30
51	30
61	30
71	30
81	30
91	30
01	30
101	30
201	30
301	30
401	30
501	30
601	30
701	30
801	30
901	30
001	30
1001	30
2001	30
3001	30
4001	30
5001	30
6001	30
7001	30
8001	30
9001	30
0001	30
10001	30
20001	30
30001	30
40001	30
50001	30
60001	30
70001	30
80001	30
90001	30
00001	30
100001	30
200001	30
300001	30
400001	30
500001	30
600001	30
700001	30
800001	30
900001	30
000001	30

COMPTE TENU DES CUMULS DE LOTS

Le prochain tirage (Tranche des vendanges) aura lieu le mercredi 25 septembre, à 19 h. 45, salle des fêtes, à Pauillac (Gironde).

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 351



HORIZONTALEMENT

I. Il lui arrive de balader dans un parc; Essence. — II. Montra qu'il était un expert dans l'art d'accommoder les vestes; Rôt. — III. Élément d'orientation. — IV. Jette des rayons de couleur verte. — V. Est ordonné; Fait toujours plaisir, a l'air d'un quand il est gros. — VI. Pile d'argent; Egaliser une surface (épeler). — VII. Au nombre des vivants; Un titre rarement pris par modestie.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 septembre 1974

DES ARRÊTÉS  
Le Préfet, en exécution de la loi n° 100 du 10 août 1974 relative à la fixation du mode de taxation en exploitation autonome dans les relations téléphoniques France-Algérie.  
Le Préfet, en exécution de la loi n° 100 du 10 août 1974 relative à la fixation du mode de taxation en exploitation autonome dans les relations téléphoniques France-Algérie.

## Visites, conférences

VENDREDI 20 SEPTEMBRE

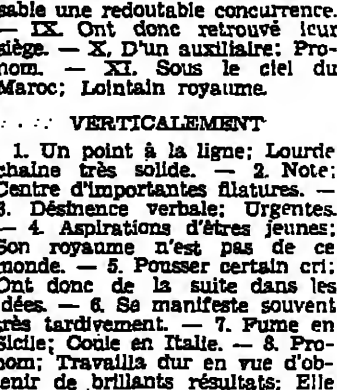
VIENTES GUIDES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h. avenue des Gobelins. 22. Mme Carey : « Manufacture des Gobelins et ses ateliers ». — 15 h. gare de Poissy (train pour Saint-Lazare à 14 h. 15). Mme Fennec : « Poissy, ville natale de Saint Louis ». — 16 h. rue de l'Anjou-Comédie, 11. Mme Saint-Girons : « Le café Procope et ses hôtes illustres ». — 20 h. rue de Londres, 58 : « Scientologie, philosophie religieuse appliquée, méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (entrée libre) (Relig. de scientologie de France). — 20 h. 30. rue Bergère, 26 : « Le bas-relief : ses caractéristiques techniques » (L'homme et la connaissance).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérant : Jacques Favat, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 351



HORIZONTALEMENT

I. Un point à la ligne; Lourde chaîne très solide. — 2. Note; Centre d'importantes filatures. — 3. Désobéissance verbale; Urgentes. — 4. Aspirations d'être jeunes; Son royaume n'est pas de ce monde. — 5. Pousser certain cri; Ont donc de la suite dans les idées. — 6. Se manifeste souvent tardivement. — 7. Fume en Sicile; Coule en Italie. — 8. Pronom; Travaille dur en vue d'obtenir de brillants résultats; Elle prise (épeler). — 9. Débitent généralement tout ce qui est plat.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 septembre 1974

DES ARRÊTÉS  
Le Préfet, en exécution de la loi n° 100 du 10 août 1974 relative à la fixation du mode de taxation en exploitation autonome dans les relations téléphoniques France-Algérie.  
Le Préfet, en exécution de la loi n° 100 du 10 août 1974 relative à la fixation du mode de taxation en exploitation autonome dans les relations téléphoniques France-Algérie.

## Visites, conférences

VENDREDI 20 SEPTEMBRE

VIENTES GUIDES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h. avenue des Gobelins. 22. Mme Carey : « Manufacture des Gobelins et ses ateliers ». — 15 h. gare de Poissy (train pour Saint-Lazare à 14 h. 15). Mme Fennec : « Poissy, ville natale de Saint Louis ». — 16 h. rue de l'Anjou-Comédie, 11. Mme Saint-Girons : « Le café Procope et ses hôtes illustres ». — 20 h. rue de Londres, 58 : « Scientologie, philosophie religieuse appliquée, méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (entrée libre) (Relig. de scientologie de France). — 20 h. 30. rue Bergère, 26 : « Le bas-relief : ses caractéristiques techniques » (L'homme et la connaissance).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérant : Jacques Favat, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

## Lettre ouverte aux Présidents de la nouvelle télévision

Le Président de la République vient de vous confier des postes de haute responsabilité. Vous voici à la fois comptables de l'argent des téléspectateurs et de leurs légitimes exigences de distraction, de culture et d'information. Vous disposez pour cela de l'instrument le plus puissant et le plus redoutable : la télévision.

D'autres en ont usé avant vous, avec plus ou moins de bonheur. Depuis quinze ans que « Télé 7 Jours » paraît, nous les avons vus à l'œuvre, notant, semaine après semaine, leurs enthousiasmes, leurs succès, leurs erreurs, leurs déceptions. Durant quinze années, nous avons été aussi en contact permanent avec les dix millions de téléspectateurs qui nous lisent chaque semaine. C'est en leur nom que nous vous souhaitons aujourd'hui une cordiale bienvenue.

Contrairement à ce que certains pensent, les téléspectateurs ont une idée assez précise de ce qu'ils veulent et de ce qu'ils ne veulent pas. Aussi croyons-nous faire œuvre utile en vous rappelant ces souhaits qui ne sont, en définitive, que la manifestation du bon sens. N'est-ce pas justement le bon sens qui a le plus manqué à la télévision d'hier que vous êtes appelés aujourd'hui à renouveler ?

### Les téléspectateurs veulent :

- Être écoutés — et peut-être même entendus — lorsqu'ils expriment leur satisfaction ou leur mécontentement à propos des programmes.
- Une harmonisation réelle des programmes sur les trois chaînes nationales.
- Des émissions d'information honnêtes, où tous les sujets soient abordés et tous les points de vue exprimés.
- Un plus grand nombre d'émissions gais.
- Un gouvernement qui ne pèse pas quotidiennement de tout son poids sur les responsables de la Télévision.
- Des « corréfours » à 20 h 30 et à 22 heures.
- Que l'ordre des programmes soit scrupuleusement respecté.

Si vous avez constamment à l'esprit que chacune de vos décisions se répercutera dans chaque foyer de France; si vous vous entourez d'hommes de l'Art, pas seulement d'énarques; si vous réussissez à débarrasser notre télévision de la bureaucratie, source de paralysie, le succès de votre entreprise s'affirmera très vite.

Sans partialité mais sans complaisance, « Télé 7 Jours » et ses lecteurs suivront vos efforts.

Bonne chance, messieurs les Présidents,

Bonne chance la télévision !

La Rédaction de « Télé 7 Jours ».

العمل



DEMANDES D'EMPLOI	La ligne La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00 6,25
REPRESENTAT. : Demandes	27,00 31,52
Offres	13,00 14,91
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)	27,00 31,52
minimum 15 lignes de hauteur	35,00 40,86

# ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00 24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00 24,51
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00 70,05
CAPITAUX	21,00 24,51
OCCASIONS	21,00 24,51



## emplois régionaux

**Cie FRANÇAISE D'ENTREPRISES MÉTALLIQUES**

Recherche pour son Centre OFF SHORE de DUNKERQUE

**INGÉNIEURS CONSTRUCTEURS**  
HEI, A. et M. CESI, CNAM ou similaire

A qui confier les RESPONSABILITÉS TECHNIQUES, BUDGÉTAIRES et de COMMANDEMENT impliquées par la construction de plates-formes de forage en mer importantes.

Une solide expérience du MONTAGE et des CHANTIERS (coordination d'équipes importantes) est nécessaire.

Anglais indispensable.

La rémunération de départ sera fonction de l'expérience acquise et des qualifications des candidats.

Facilité de logement.

Ad. C.V. photo (rsh) et présent. sous R.A. 121.235, 30, rue de Mogador, Paris-8<sup>e</sup>.

Centre de Psychologie Appliquée

**UNE IMPORTANTE ENTREPRISE GÉNÉRALE DE BATIMENT RECHERCHE**

**UN DIRECTEUR D'AGENCE**  
à créer dans l'Est de la France

**IL AURA POUR MISSION :**

- 1) De coordonner et de contrôler les travaux T.O.R. sous-traités pour l'exploitation de modèles agréés.
- 2) De constituer et d'animer une équipe spécialisée dans la pose des charpentes en lamell-collé préfabriquées au siège.

**CE POSTE CONVIENTRAIT A :**

UN INGENIEUR grande école ayant au minimum 10 ans d'expérience chantier, des qualités de gestionnaire, des connaissances dans les études de prix et les marchés.

**IL OFFRE :**

- Une autonomie de fonctionnement dans une vaste région (par départements, dix dans un avenir rapproché) ;
- Une rémunération annuelle de 80.000 francs brut ;
- De réelles perspectives d'avenir.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo au N° 7178, « Le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-7<sup>e</sup>, qui transmettra.

**FRAMATOME ET DE CONSTRUCTIONS NUCLEAIRES**

recherche pour son usine du CREUSOT (71)

**INGÉNIEUR MÉCANICIEN**

3 ans d'expérience. Ayant de très bonnes connaissances en MÉTALLURGIE (T.T. contrôles destructifs et non destructifs, métallurgie du soudage), pour études d'ensemble de la cuve, calculs, projets, préparation dossiers Mines.

**INGÉNIEUR ASSURANCE QUALITÉ**

possédant l'esprit d'analyse. Ayant de bonnes connaissances générales en métallurgie (soudure, contrôles destructifs et non destructifs).

**PEUVENT POSTULER :**

- Soit un Ingénieur ayant un « ENGINEERING RACEROUND » et connaissant DEFA, le code ASME ;
- Soit un Ingénieur acceptant un complément de formation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo récente au présent. sous R.A. 121.235, 30, rue de Mogador, Paris-8<sup>e</sup>, 71235 LE CREUSOT.

**TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** recherche pour son Unité de BOURGOGNE

**proximité DIJON**

**UN ACHETEUR**

pour lui confier la responsabilité des achats matières premières et pièces de sous-traitance.

Ce poste requiert de bonnes aptitudes à la négociation et conviendrait à un homme jeune possédant une formation technique niveau BTS et quelques années d'expérience de la fonction Achats dans le secteur industriel.

Des connaissances matières plastiques, alliages légers, inox seraient très appréciées.

Merci d'envoyer votre C.V. avec rémunération actuelle sous référence 135 CC à notre Conseil

**algoe**

Association Lyonnaise d'Ingénieurs-Conseils  
Boîte Postale 25 - 69130 ECULLY.

**ALUMINIUM PECHINEY**

recherche

**INGENIEURS DEBUTANTS**

Formation X - Mines - Centrale E.E.G., A et M...

pr ses fabrications Usines ALPES-PYRENEES.

Les candidats devront accepter d'aller éventuellement d'ici quelques années faire un séjour de 4 à 5 ans à l'étranger ou Outre-Mer.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Adresser C.V. détaillé à DRP - ALUMINIUM PECHINEY - 23, rue de Batz, PARIS 8ème. CAC3597

**ASSOCIATION DE TOURISME SOCIAL**

RECRUTE A COMPTER DU 1<sup>er</sup> JANVIER 1975

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**

pour important complexe permanent de vacances (Languesdoc) (Languedoc).

Expérience, sévères qualités de gestionnaire et d'animateur nécessaires.

Bénéfices dans l'emploi exigés.

Première lettre pour contact immédiat à : S-N-V, 1 bd Saint-Denis, 75141 PARIS Cedex 03.

**SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE**

recherche pour :

**USINE AU HAVRE**

**INGÉNIEUR**

Formation de base : ELECTRICIEN

**INGÉNIEUR**

Formation de base : MÉCANICIEN

Débuts ou ayant quelques années d'expérience.

Envoyer C.V. et présentations au N° 7174, « Le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 PARIS-7<sup>e</sup>, qui transmettra.

**AGENCE DE PUBLICITÉ**

SUD-EST recherche

**CHEF DE PUBLICITÉ**

confirmé, ayant connaissance budgets distribution. Bonne rémunération, réelles perspectives d'avenir.

Envoyer C.V., photo et présentations avec possibilité de contact téléphonique sous N° 567.944 à : BERGE-VERGÈRE, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

**ADREX**

recherche pour son usine ORLÉANS (60 personnes)

**INGÉNIEUR**  
E.C.P. ou A.M.

pour poste **DIRECTEUR ADJOINT**

— Age 30 ans minimum ;

— 4 à 5 ans d'expérience bureau d'étude mécanique et atelier de fabrication soudeurs.

Envoyer C.V. et photo à ADREX, 8, avenue de Buffon, 45018 ORLÉANS.

Dramatisa national recherche pour son service recrutement formation

**COLLABORATEUR**

L.U.T. gestion de personnel licence de psychologie. Il deviendra progressivement responsable d'une partie des recrutements et pourra, à terme, participer à la gestion de la formation.

Un début d'expérience, bien que non indispensable, serait apprécié.

Ecr. av. C.V. det. av. r. T.C. 15 au C.E.T. de ROUEN, Service Recrutement, 76120 GRAND-QUEVILLY.

**CENTRE SOCIAL**  
ET CULTUREL  
AMIENS - NORD  
7800 M2

**ANIMATEUR CONFIRME**

Ecr. Centre Social et Culturel, rue Guymer, 80.000 AMIENS.

**R.T.C. LA RADIO-TECHNIQUE COMPELEC**

Centre Industriel de CAEN

Poste à pourvoir : études et réalisations de **SYSTÈMES AUTOMATIQUES** basés sur micro-calculateur pour production de semi-conducteurs.

Ce poste, qui ne peut convenir qu'à un

**INGÉNIEUR**

GRANDES ÉCOLES (Mines, Sup. etc.), évoluera vers de larges responsabilités au sein du département informatique. Formation complémentaire assurée.

Ecrire : Service du personnel, route de la Délivrance, 14000 CAEN.

**IMP. BRIQUETERIE SUD**

recherche **DIRECTEUR**

Succursale assurer gestion (branche commerciale exceptée) Adresser C.V. détaillé, indiquer rémunération souhaitée. Ecrire : L'ANNONCE N° 1.410, 4, rue Montmartre, 75-PARIS.

Cherche ANIMATEUR socio-culturel ayant exp. pédagogique, au moins 1-2 ans, d'exp. (arts plastiques, mus., etc.), sans contact, expér. souh. travail en équipe. Ecr. av. C.V. au C.E.T. 15, av. Sarrail, 90000 BELFORT.

**LANDIS & GYR FRANCE**

recherche pour son unité de MONTLUÇON

un **CADRE CHIEF DU SERVICE ENTRETIEN GÉNÉRAL ET SÉCURITÉ**

Formation mécanicien de la marine ou ingénieur mécanicien. Bonnes connaissances en électricité.

Expérience industrielle indispensable.

Age minimum 35 ans.

Adresser C.V. détaillé, photo, curriculum vitae à M. le Chef de la division personnel et relations humaines.

**LANDIS & GYR**

03101 MONTLUÇON.

Importante Industrie Exportatrice région française Sud-Est-Paris, 700 personnes environ. Expansion régulière.

**JEUNE CADRE RESPONSABLE DE FORMATION**

Niveau : Études supérieures techniques, économiques, humaines ou techniques. Mission : analyser les problèmes de formation continue dans l'entreprise, mise au point des programmes et moyens pécuniers des budgets, relations avec les personnels concernés par le plan de formation.

Poste d'avenir très dynamique. Logement facilité.

Adresser C.V. détaillé à S.E.L.E.T.E.C. Conseil en Recrutement, 67009 Strasbourg Cedex, m. tél. 553.

Nouvelle Société Franco-Allemande qui installe une usine près de LEIRS (Sud-Est-Paris) pour la fabrication de pièces industrielles à base de carbone moule et de matière plastique recherche

**1) 1 DIRECTEUR**

Expér. capab. assurée install. démarrage et gestion usine nouvelle. Connaissance de l'Allemagne importante.

**2) 1 INGENIEUR**

Rédir. mécanicien ou chimiste social, à poste, maîtrise plast., capab. cond. atelier fabrication. Connaiss. de l'Allemagne souh. Adresser C.V. détaillé et référ. à SAUTRON 54, 14 r. Claude 55000 Paris qui transmettra.

offres d'emploi

**etap**

recherche pour son Unité de BOURGOGNE

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE - PRODUITS DE LARGE DIFFUSION - LEADER DANS SA BRANCHE - EN VUE DE POURSUIVRE ET D'INTENSIFIER LE DÉVELOPPEMENT DE SES VENTES À L'ÉTRANGER**

offre poste de

**CHEF DE SERVICE EXPORTATION**

**DIRECTEMENT RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE**

Le cadre retenu aura la responsabilité :

- de définir la politique marketing et les plans d'action ;
- d'animer et contrôler les ventes marchées communes et grande exportation.

La réussite dans ce poste implique :

- une formation supérieure ;
- six à dix ans d'expérience exportation dans produits grande diffusion ;
- la connaissance de l'allemand et de l'anglais.

Lieu de travail : ville Ouest France.

Ecrire sous référence SC 176 CM

**TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL - PARIS - LA DÉFENSE**

recherche

**CHEF SERVICE ORGANISATION**

Ce poste peut convenir à candidat, formation supérieure (ingénieur ou universitaire) ayant quelques années d'expérience (niveau ingénieur principal) en organisation administrative (et ayant en plus une formation technique et commerciale), capable de mener personnellement ou de piloter des activités d'organisation pour l'ensemble du groupe.

**SITUATION INTÉRESSANTE POUR CANDIDAT AYANT QUALITÉS D'INITIATIVE, DE RIGUEUR ET DE CONTACT.**

Ecrire sous référence VF 175 AM

**TRES IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS**

recherche pour son

**SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE**

**JURISTE**

**HOMME ou FEMME**

Licence en droit privé disposant d'une expérience de 3 à 5 ans acquise au sein d'une entreprise ou d'un organisme public.

**CE POSTE IMPLIQUE UN TRAVAIL D'ANALYSE DES TEXTES ET D'INFORMATION AUPRES DES UTILISATEURS.**

Une activité antérieure de contentieux en matière sociale constitue une bonne préparation. (Les candidatures de débutants ayant une formation en droit social pourraient être examinées.)

Ecrire sous référence PF 182 AM

**UN TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS**

ayant activités diversifiées au plan international

**OFFRE LARGES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE A**

**JEUNE HEC+MBA**

Attiré par les problèmes financiers. Un début d'expérience en ce domaine serait apprécié.

La formation sera assurée à Paris par quelques années de tâches variées et de missions dans un cadre d'administration centrale et de secrétariat général.

Il pourra alors accéder à des postes opérationnels de responsabilité dans un établissement du groupe. Il s'agit d'une

**SITUATION D'AVENIR POUVANT VALORISER UNE FORMATION BRILLANTE ET PERMETTRE UNE CARRIÈRE ASCENDANTE AU SEIN D'UNE PUISSANTE FIRME.**

Outre l'anglais, seconde langue souhaitée.

Ecrire sous référence MW 165 AM

offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BIENS D'ÉQUIPEMENT - UNE DES PREMIÈRES DANS SA BRANCHE - VILLE SUD-OUEST**

créée dans le cadre de son expansion poste

**DIRECTEUR COMMERCIAL GÉNÉRAL**

**RESPONSABLE : POUR LA FRANCE ET L'EXPORTATION**

- de la définition et de l'application de la politique commerciale ;
- de l'établissement et de la gestion de ses budgets ;
- de l'organisation et de l'animation des unités fonctionnelles et opérationnelles qui lui sont rattachées.

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, diplômé d'une école d'ingénieur haut niveau (E.C.P., Mines ou équivalent), devra avoir à ses compétences techniques solides aptitudes et une expérience commerciale développée et posséder qualités marquées de dynamisme, d'autonomie, d'organisation.

Connaissance d'un ou deux langues étrangères indispensables.

**SITUATION INTÉRESSANTE ET D'AVENIR POUR CANDIDAT LARGE ENVERGURE.**

Ecrire sous référence XX 175 AM

**IMPORTANT GROUPE SECTEUR INDUSTRIES DE SERVICE - GRANDE VILLE RHÔNE-ALPES - RENFORCE SES STRUCTURES ET OFFRE SITUATIONS INTÉRESSANTES ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE A**

**CHEFS D'EXPLOITATIONS**

Ecrire sous référence ZI 176 CM

**ADJOINT A CHEF MARKETING**

Ecrire sous référence KA 177 CM

Ces postes peuvent convenir à candidats ingénieurs grandes écoles, grandes écoles de commerce ou sciences économiques

**APTES À ASSUMER DES RESPONSABILITÉS IMPORTANTES DANS :**

- la mise en œuvre de programmes d'exploitation ;
- les études d'exploitation et de marketing ;
- l'organisation et la gestion ;
- l'animation de personnels nombreux ;
- les relations publiques.

**RELATIONS HUMAINES ET SOCIALES**

**UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - PLUS DE 10.000 PERSONNES - EN PLEIN ESSOR - VILLE CENTRE FRANCE**

recherche

**CADRE SUPÉRIEUR**

Adjoint au Directeur

**Affaires Sociales**

capable participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique humaine et sociale axée sur :

- LA FORMATION ;
- LE DÉVELOPPEMENT DES HOMMES ;
- L'AMÉNAGEMENT DU TRAVAIL ;
- LA DÉCENTRALISATION DES RESPONSABILITÉS.

Ces fonctions exigent une formation supérieure, une connaissance des évolutions récentes des techniques dans le domaine des études sociales ; de la politique du personnel, de la formation, de la psychologie des entreprises et une solide pratique acquise en milieu industriel.

**SITUATION D'AVENIR.**

Ecrire sous référence RH 183 CM

**POUR COMMERCIALISATION, EN FRANCE, DE MATERIEL ET PRODUITS DE CONDITIONNEMENT A L'USAGE DE BRASSERIES OU DE MANUFACTURES DE SODA**

**FRANCE**

recherche

**UN AGENT TECHNICO-COMMERCIAL**

d'excellent contact commercial, le candidat devra, outre une formation ou un niveau d'école supérieure de commerce, posséder si possible des connaissances en mécanique générale pour une bonne compréhension des problèmes d'emballage.

Âgé de 30 ans minimum, il aura acquis une expérience de 3 à 5 ans dans le secteur commercial de l'industrie alimentaire (de préférence soda, bière, etc.) et sera familiarisé avec les calculs de coûts de production et de distribution ; parlant et écrivant l'anglais courant, il devra, en outre, prouver une grande facilité d'expression écrite et orale.

**NOUS OFFRONS :**

- une voiture fournie par la Société ;
- salaire intéressant, 15 mois, prime vacances ;
- carrière évolutive pour candidat sachant aller un esprit de créativité à un sens rigoureux de l'organisation.

Envoyer C.V. photo et présentations à réf. FX/GR, I.C.I. FRANCE, 8, av. Beaumartin, 92140 CLAMART.

**CIT Arcueil**

Etablissement d'ARCUEIL poursuivant son expansion dans le domaine de la micro-électronique hybride rech.

**INGENIEURS ELECTRONICIENS 2 et 3A**

ayant quelques années d'expérience en micro-électronique, capables d'agir efficacement et ayant le sens des responsabilités. Bonne connaissance de l'Anglais souhaitée.

**INGENIEURS PHYSICIENS et ELECTRONICIENS 2 et 3A**

ayant une très bonne connaissance des problèmes liés au développement industriel des micro-circuits hybrides et connaissant parfaitement la technologie du report des semi-conducteurs.

Adresser C.V. et présent. à la Direction de Personnel, 1, avenue Aristide Briand, 94710 ARCUEIL.



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	8,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### MÉMORIALISTES EXPERTS-COMPTABLES

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT  
recherche  
POUR SON BUREAU DE PARIS

Mémorialistes ou jeunes experts-comptables diplômés  
à qui il est demandé :

- Un fort potentiel intellectuel et le sens des contacts humains ;
- Une bonne connaissance de la langue anglaise ;
- De préférence, une expérience en révision et une connaissance des principes comptables anglo-saxons ;
- 28 ans minimum.

Il leur est proposé :

- Une formation permanente aux méthodes d'audit ;
- Des interventions auprès de sociétés multinationales implantées en France ;
- De larges possibilités de promotion ;
- Une rémunération élevée en fonction de l'expérience et de la qualification.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae sous référence 72-10-44-74 à CHAFA Publiété, 81, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 Paris, en indiquant sur l'enveloppe le nom des cabinets auxquels leur candidature ne doit pas être transmise.

Discretion totale assurée.

### CADRES COMPTABLES

Importante Entreprise de T.P.  
(C.A. 800 millions F. Effectifs : 5 000)  
appartenant à un puissant groupe industriel recherche pour différents postes PARIS et PROVINCE.

de formation comptable supérieure (Ecoles Supérieures de Commerce, B.T.S., D.E.C.S.) ayant quelques années d'expérience. Après une période de formation aux circuits et procédures propres à la Société, il leur sera confié de réelles responsabilités.

Envoyez C.V. manuscrit sous réf. 162M1

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
52, rue Legendre  
75-17 PARIS

### IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS QUARTIER DÉFENSE

recherche  
pour accéder à des postes d'

### INSPECTEURS COMPTABLES

des filiales  
et agences  
DIPLOMÉS D.E.C.S.  
— Ayant trois ans d'expérience  
comme Audit de préférence.  
— Actifs par un rôle interne de  
contrôle et de conseil compa-  
ble, fiscal et financier.  
— Disponibles pour fréquents  
déplacements de courte durée  
• Soit EN AFRIQUE  
(Anglais parlé nécessaire) Réf. 120.268 F  
• Soit EN FRANCE Réf. 120.268 A

Adresser C.V. et prétentions  
sous Référence indiquée.  
30, rue Mogador, Paris (8<sup>e</sup>).

### SERVICE FINANCIER DU CENTRE D'ESSAIS EN VOL (BRÉIGNY)

recherche  
**CADRE DE GESTION**  
de FORMATION SUPÉRIEURE, même débutant,  
pour participer à la mise sur pied de son orga-  
nisation comptable. Connaissances informatiques de  
GESTION appréciées.

Adresser candidature C.V. au chef du Personnel du  
CENTRE D'ESSAIS EN VOL, 91200 Bréigny-s-M. Orge

### HERRING DAW FRANCE

recherche pour sa

### DIRECTION COMMERCIALE

### JEUNE COLLABORATEUR

de haut niveau

- Formation universitaire souhaitée ;
- 2 ans expérience immobilière minimum, si possi-  
ble en locaux de bureaux et industriels ;
- Anglais non indispensable

Ecrire ou téléphoner pour rendez-vous à :

JACQUES VILLEROY  
236-11-10 ou 236-02-24  
63, rue Pierre-Chartron, 75008 Paris.

## EXPANSIAL

Recherche pour Importantes  
Sociétés Algériennes  
**SECTEUR TRAVAUX ROUTIERS**

**INGENIEUR**  
terrassements et routes : organisation  
méthodes et planification Réf. 2114  
**INGENIEUR**  
de laboratoire enrobés Réf. 2128  
**INGENIEUR**  
Electromécanicien entretien matériel T.P. Réf. 2115  
**INGENIEUR**  
Calcul béton, VRD, ouvrages divers Réf. 2123

### SECTEUR ETUDES ENGINEERING

**INGENIEUR GENIE CIVIL** Réf. 2580  
**INGENIEUR**  
Fluides et chauffage Réf. 2581  
Pour tous ces postes, il est exigé une solide formation  
et une expérience confirmée dans des postes  
similaires.  
Salaire selon compétence.  
Nombreux avantages sociaux.  
Adresser C.V. détaillé sous référence correspondante à  
EXPANSIAL S, Rue Héliévy 75008 Paris  
2, Place de l'Albertine 1000 Bruxelles (Belgique).

FABRIQUE ALLEMANDE DE MATÉRIELS  
DE TRAITEMENTS ÉLECTRO-CHIMIQUES  
DE SURFACES MÉTALLIQUES  
(leader dans son domaine)  
recherche :

### RESPONSABLE

pour sa filiale française  
ALLEMAND NÉCESSAIRE  
Ce collaborateur devra assurer  
la marche générale de l'affaire.  
Il dispose d'une équipe technique  
déjà expérimentée.  
23 ans minimum.

EXPERIENCE GESTION NECESSAIRE  
Diplôme Grande Ecole Commerciale souhaitée.  
Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 70.779.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet, PARIS-15<sup>e</sup>  
membre de l'ANCERP

### CHANTIER DE CONSTRUCTION NAVALE

### INGÉNIEUR

pour prendre DIRECTION de la FABRICATION  
TOULOUSE  
Le poste convient à l'INGÉNIEUR EXPÉRIENT  
ayant à la fois une bonne connaissance des tech-  
niques de fabrication et l'expérience du comman-  
dement du personnel travaillant en atelier ou sur  
chantier de montage.  
Adresser curriculum vitae détaillé sous n° 71433.  
CONTEXTE Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 4. tr.

### DATA GENERAL IS HIRING

Leading American Computer Company, Manufac-  
turer of the Nova computer series.

### CONTROLLER/ACCOUNTANT

You are :  
• Ready to handle the top administrative job in  
our young and fast growing French subsidiary.  
• Experienced in French accounting, budgeting  
and treasury functions.  
• Familiar with American accounting standards.  
• Not afraid to act as a practical working account-  
ant.  
We are :  
• A recognised leader in small computers.  
• Profitable and well financed.  
• Growing over 50 % annually.  
• Expanding rapidly in Europe.  
This position is based in Paris. Send your résumé  
in total confidence to : Peter Clark, European  
Controller, Data General Europe,  
118, rue de la Tour - 75016 PARIS.

Filiale d'un groupe de sociétés de services d'importance nationale  
exploitant des centres de promotion sociale :  
à PARIS - LYON - LILLE et MARSEILLE  
et distribuant des méthodes exclusives et du matériel audio-visuel  
d'enseignement sociétal et de la Comptabilité.

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

dont la mission consistera à :  
1) Assurer la promotion de ses 5 centres de formation en relation avec les  
Directeurs des centres.  
2) Animer et contrôler l'équipe commerciale à PARIS chargée de vendre  
ses « produits ».  
3) Faire réaliser de nouveaux cours audio-visuels et en assurer la diffusion.  
4) Assurer relations et contrôle de son Service Technique.  
Ce poste exige, pour y réussir, des qualités rares de dynamisme commercial  
et de gestionnaire.  
Une excellente connaissance des problèmes et des milieux de la Formation  
Professionnelle des Adultes et de l'Éducation Nationale nous semble égale-  
ment un secteur de réussite très important.  
Enfin, nous souhaitons que le titulaire à ce poste possède de très bonnes  
notions d'anglais écrit et parlé.  
La rémunération prévoit une base fixe à laquelle s'ajoutent un intéressement  
sur les résultats (selon que des indemnités).  
Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae complet + photo avec cette  
annonce : à PUBLI-DIRECT, 41, boulevard de Strasbourg - 75010 PARIS.  
Référence 179, qui transmettra.  
Discretion totale garantie. Réponse à toutes les candidatures.

## SOLVAY & C<sup>IE</sup>

Direction Nationale pour la France  
recherche  
pour son CENTRE DE TRAITEMENT  
DE L'INFORMATION DE PARIS  
équipé d'un ordinateur 370/145 exploité en OS/VS  
(+ CICS et Télératement) pour lequel des exten-  
sions importantes sont actuellement en cours de  
réalisation :

### Un INGÉNIEUR

Grande Ecole (ECP, ESE, ENSI...)  
en vue du remplacement de son  
CHEF D'EXPLOITATION  
appelé à d'autres fonctions.

Le poste :  
Gestion d'un atelier de saisie de données, d'une  
section préparation-contrôle et d'une unité de pro-  
duction : 370/145 en batch et télétraitement.

Convient à un jeune Ingénieur :  
— âgé de 25 ans minimum ;  
— possédant une expérience industrielle de 2 à  
4 ans, de préférence dans l'informatique ou les  
Automatismes ;  
— familiarisé avec les problèmes de gestion des  
hommes, des biens et des budgets.

Une grande importance est attachée aux qualités  
de communication et de coopération indispen-  
sables pour une telle fonction.  
Un plan de formation sera élaboré avec le candi-  
dat retenu pour lui assurer une mise en place  
rapide.  
Une extension de la fonction est envisageable à  
moyen terme pour un candidat de valeur.

Ecr. avec C.V., photo et prêt. à Direction du Per-  
sonnel, 12, cours Albert-Lévy, 75333 Paris Cedex 08.

## IBM

CORREIL-ESSONNES  
Recherche pour son Usine  
de fabrication de semi-conducteurs

### ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles  
Intéressés par le télétraitement et les sys-  
tèmes automatisés.

### spécialistes informatiques

Titulaires d'un D.U.T. ou B.T.S.  
informatique.

### pupitres

Titulaires d'un bac scientifique C,  
D ou H.

Adresser curriculum vitae sous référence  
correspondante à :

IBM FRANCE  
Monsieur BACHELARD - B.P. 58  
91102 Corbeil-Essonnes

### LICENCIÉ EN DROIT

Sciences économiques, écoles sup. de Commerce,  
recherche pour :

### GESTION ADMINISTRATIVE

d'un service commercial installant  
Budget, publicité, public relations  
Suivi de formation du personnel non cadre  
(100 personnes), ARCHIVES INFORMATIQUES.  
2 ou 3 ans d'expérience nécessaires.  
dans une fonction similaire.

Env. lettre man. photo et référence, à n° 71.632.  
CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui t.

### GROUPE SOCIÉTÉS MALGACHES

1<sup>re</sup> Recherche pour résidence TANANARIVE

### ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

2<sup>de</sup> Recherche pour résidence SUD MADAGASCAR

- 1 INGÉNIEUR MINES
- 1 INGÉNIEUR A.M.

Contrat avec 2 mois de congés annuel en FRANCE.

Ecr. avec C.V. à : S.M.G.L. 23, r. Amiral-DuBelay,  
75116 PARIS. Tél. : 723-73-30, poste 223 ou 231.

### FILOLE INFORMATIQUE

D'UN GROUPE INDUSTRIEL IMPORTANT  
(bordure périphérique Nord-Ouest)  
recherche :

### PUPITRES

TEMPS REEL SUR IBM 370/VS 2

NIVEAU : B.T.S., anglais en couramment.  
Expérience souhaitée, contacts clients, pour par-  
ticiper au développement de son réseau de terminaux.  
temps réel.

Envoyer C.V. et présentations sous n° 719, GAUDIN,  
88, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

مكتبة الامم المتحدة











# LE SICOB

XXV<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

## TABLE RONDE

## Les « micros » et les réseaux face aux utilisateurs

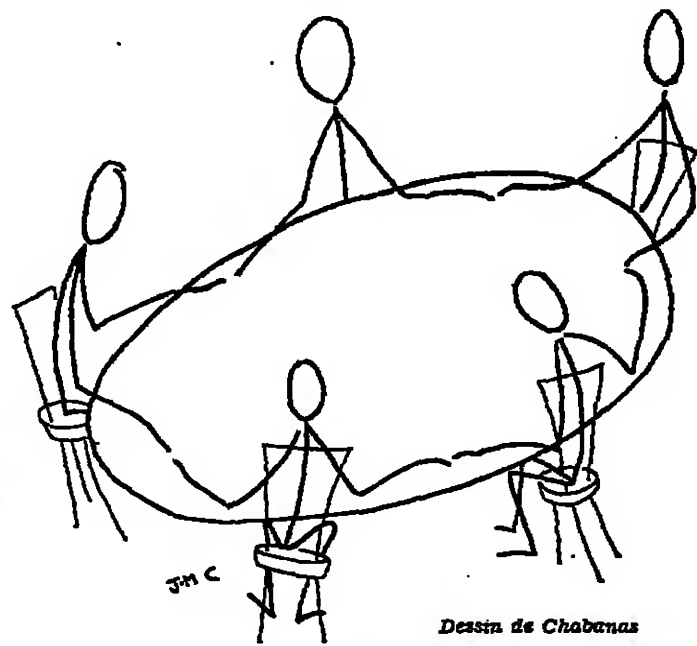
# L'AVENIR DE L'INFORMATIQUE

Jusqu'à présent, l'informatique avait suivi une voie bien tracée, la mise en place d'un certain nombre de générations de machines qui se succédaient les unes aux autres, peut-être à un rythme un petit peu précipité, et qui mettaient l'utilisateur en présence d'une profusion de maté-

riels dont il avait à s'accommoder. Aujourd'hui, deux autres possibilités semblent se présenter : les réseaux et les micro-ordinateurs.

S'interroger aujourd'hui sur l'avenir de l'informatique, c'est donc se demander ce qu'il en est des réseaux

aujourd'hui et ce qu'il pourra en être demain. C'est également se demander si la micro-informatique répondra aux aspirations de ses promoteurs. C'est enfin se demander quel bénéfice dans l'immédiat ou à terme, l'utilisateur retirera de ces innovations.



Dessin de Chabanas

### LES PARTICIPANTS

Maurice Allègre, délégué à l'informatique.  
Louis-Joseph Libois, directeur général des télécommunications au secrétariat d'Etat aux P.T.T.  
Michel Barre, P.-D. G. de la C.I.I. (Compagnie internationale pour l'informatique).  
Gérard Baubin, P.-D. G. de Sigeo, et président de Syntec-Informatique.  
Gérard Beaugnon, P.-D. G. de Control Data France et vice-président de Control Data Corporation pour les affaires internationales.  
Jean-Pierre Brüt, P.-D. G. de Honeywell-Bull.  
Jacques Harbart, P.-D. G. de la compagnie IBM-France.  
Pierre Lhermitte, conseiller pour l'informatique au président de la Société générale.  
Jean-Claude Peterschmitt, vice-président de Digital Equipment Corporation et président-directeur général de Digital Europe.  
Débat animé par Nicolas Vichney.

M. ALLEGRE. — La notion de réseau est très ambiguë parce que, jusqu'à présent, quand on l'évoque, on confond souvent la notion de traitement et la notion de transmission des informations. Jusqu'à présent, l'informatique qui parle de son réseau d'ordinateurs, en général, une espèce de pyramide avec un ou plusieurs ordinateurs centraux et des ramifications : c'est une structure en étoile. Certes, cela correspond assez exactement à la réalité d'aujourd'hui, mais cela correspondra-t-il à la réalité de demain ?

M. HERBART. — Un réseau n'apparaît comme le moyen de faire « converger » un groupe de terminaux vers des unités centrales par l'intermédiaire des moyens que les P.T.T. mettent à la disposition des usagers, donc moyennant l'observation d'un certain nombre de règles définies par les services publics.

M. BEULE. — Il y a quelques années, on pouvait dire qu'on avait un réseau quand on disposait d'une unité centrale et de quelques terminaux répartis à distance. On a vu ensuite des réseaux avec un ordinateur central débarrassant l'ordinateur central d'une partie des traitements ; puis des réseaux avec plusieurs ordinateurs centraux, même de marques différentes. Sans doute va-t-on vers des struc-

tures dans lesquelles l'unité centrale et le terminal ne joueraient plus des rôles très différents ; l'un ne serait plus « maître » et l'autre « esclave », chacun tenant tout à la fois les deux rôles.

M. BEAUGNON. — Aujourd'hui, même aux Etats-Unis, on n'utilise guère que des réseaux du type en étoile, c'est-à-dire reliant n'importe quel type de terminaux. J'ai compté une fois qu'il y avait deux types d'équipements périphériques actuellement dans le commerce : avec une ou deux unités centrales.

M. BAUBIN. — L'information peut-elle être collectée et traitée sur place ou faut-il séparer ce que l'on peut éventuellement traiter localement et ce que l'on doit envoyer à d'autres échelons ? Selon la réponse, on aboutit à une organisation du type « étoile » ou à un réseau. Mais il y a aussi des réseaux pour les besoins internes des administrations ou des entreprises, on construira des réseaux relativement simples à concevoir et à réaliser et peu importe alors leur structure, au plan de l'organisation de l'entreprise. Si, par contre, la but que l'on poursuit est d'échanger des informations et des traitements entre administrations ou entre entreprises, ou encore entre entreprises, même de marques différentes, sans doute va-t-on vers des struc-

M. LHERMITTE. — Les premiers réseaux de transmission d'informations qui ont été utilisés, les réseaux informatiques étaient des réseaux en étoile, mais nous, gestionnaires, avons été contraints d'assurer des liaisons directes d'un terminal à l'autre. Cette constatation souligne la nécessité pour tout réseau de transmission d'informations d'être « maillé ». Conclusion : l'urgence est de concevoir des réseaux qui soient encore plus de force lorsqu'on considère les relations qu'une entreprise comme la nôtre, une banque, doit entretenir avec ses clients qui disposent parfois de leur propre réseau d'informatique. La nécessité d'améliorer les échanges d'information entre entreprises s'impose d'ailleurs à un certain nombre d'utilisateurs de façon tellement vitale que, pour l'étudier, nous avons créé il y a de cela déjà trois ans un groupement d'intérêt économique, le GERISIP. Il nous est apparu que si le cheminement de l'information à l'intérieur de chaque entreprise était un problème important, susceptible d'être automatisé, il en était un autre qui le serait également à l'avenir : pouvoir échanger des informations sous une forme « informatisée » entre les entreprises. Le GERISIP s'est donc déclaré opposé à une tendance qui pouvait se dessiner alors parce que plus aisée à mettre en œuvre : celle de créer des réseaux par profession ; par exemple, un réseau pour les assurances, un réseau pour la banque. Mais pour un autre, il est beaucoup plus important d'échanger des informations avec ses clients qu'avec un autre banquier.

Bien sûr, à l'avenir, la rapidité et la facilité d'apporter l'information dans les échanges d'informations permettra de repenser nos circuits d'information actuels, ce qui, en tant qu'utilisateur, m'intéresse beaucoup, car nous y trouverons l'occasion d'améliorer l'organisation de nos entreprises ; mais, pour tirer tout le bénéfice de ces possibilités, il nous faut prendre carrément l'option de bâtir des réseaux qui

permettent effectivement d'échanger les informations de la manière la plus générale. Il est donc très important qu'en engageant un projet d'avenir comme Transpac, on oriente définitivement vers la possibilité de permettre la communication entre utilisateurs différents : il est aussi évident que l'utilisation d'un réseau permettant la transmission généralisée de l'information ne se développera que si les coûts sont raisonnables. Cependant, même s'ils restaient relativement élevés, comme ils le sont maintenant, il existe dans nos administrations et dans nos entreprises de tels besoins de restructuration et d'échanges d'informations que nous recourrions à un réseau du type Transpac.

M. HERBART. — Pendant plusieurs années, nous avons étudié avec le réseau expérimental S.O.C., la possibilité de faire converger des ordinateurs d'universités, donc disposant d'un équipement intellectuel avancé. Les résultats ont été satisfaisants, en ce sens que ces ordinateurs ont effectivement pu converger entre eux. On a pu, donc, leur trouver un langage commun.

M. LHERMITTE. — Le véritable obstacle à la création d'un réseau de ce genre-là réside essentiellement au problème de codification. Il existe actuellement, en dehors même des deux cents types de terminaux dont M. Beaugnon parlait tout à l'heure, des procédures de transmissions diverses et nombreuses, au moins une demi-douzaine, si ce n'est plus. Les prendre toutes en considération n'est pas possible, et il est indispensable d'imposer — en s'entendant au niveau mondial, si cela peut se faire — quelques dénominations communes. Second problème, tout aussi délicat : les utilisateurs eux-mêmes ne savent pas très bien ce qu'ils demanderont à ces réseaux.

Mais c'est seulement à l'usage que les utilisateurs pourront dire ce qu'ils attendent d'un réseau, et en particulier quelles sont les

fonctions qu'ils souhaitent y voir incluses, en plus de la fonctionnelle d'acheminement de l'information. Si le réseau se contente d'acheminer l'information, nos ordinateurs branchés sur ce réseau devront s'accommoder de plusieurs procédures de transmissions : une lourde tâche. Au contraire, si le réseau sait s'adresser aux ordinateurs selon les modalités que ceux-ci comprennent aisément, notre travail s'en trouvera allégé considérablement.

M. ALLEGRE. — D'une manière ou d'une autre, on mettra des réseaux en place. Alors, pourquoi ne pas profiter de ce que nous abordons une ère un peu différente pour définir des normes correctes et valables pour tout le monde, et éviter ainsi tous les blocages techniques que nous avons connus dans le passé ? A l'heure actuelle, malheureusement, il m'est difficile de me montrer très optimiste : les particularismes sont très grands, certaines habitudes ont été prises, le champ à défricher est énorme ; on s'y aventure en ordre dispersé et les utilisateurs eux-mêmes sont incapables de définir avec précision ce dont ils auront besoin.

Comment faire ? Un réseau du type Cigale (dans Cyclades) ou Transpac pourrait aider à résoudre le problème en tentant, mais c'est difficile, de remplir en quelque sorte la fonction d'interprète entre les ordinateurs ne parlant pas la même langue. On en impose une norme à laquelle on peut espérer que tout le monde se ralliera.

M. HERBART. — Il faudrait au moins que les grands Européens, l'Allemagne, la France, et peut-être l'Angleterre, soient d'accord, ce qui est déjà un problème en soi. Les autres suivraient, je pense.

M. ALLEGRE. — Vous savez à quel point, dans les pays que vous citez, les habitudes sont déjà extrêmement différentes. Il sera donc difficile de se mettre d'accord.

M. BEAUGNON. — On a eu l'air de dire que tous les problèmes posés par les réseaux, surtout ceux « en étoile », pouvaient être résolus sans tellement de difficultés. Je ne suis pas d'accord, et lorsque Control Data l'affirme, on peut le croire. Nous disposons quand même d'un réseau gigantesque aux Etats-Unis avec des ordinateurs à Los Angeles, Chicago, San Francisco, New York et Minneapolis. Mais, tenant on les regroupe — à Los Angeles — parce que, au total, ce sont les problèmes de transmission qui sont les moins difficiles à résoudre.

M. LHERMITTE. — Pour l'utilisateur, je vous le rappelle, le problème le plus important de la transmission consiste à relier de nombreux terminaux avec plusieurs ordinateurs, et non pas des ordinateurs entre eux.

M. BEULE. — Mais pour le constructeur l'important, c'est de produire les matériels nécessaires. Nous pourrions tomber d'accord sur le fait que nous savons maintenant le réaliser. Mais, en tant qu'industriels, il nous faut admettre aussi que si le problème de ses tarifs nous préoccupe, nous avons à prêter attention au risque que représentent leurs modifications ultérieures, plus ou moins arbitraires ou plus ou moins politiques. Même dans des pays libéraux comme le nôtre, on a assisté quelquefois à des changements de tarification assez brutaux qu'on ne comprend pas bien : je ne veux pas retirer aux P.T.T. leurs droits. Mais une continuité s'impose ; elle sera l'une des conditions à l'établissement de grands réseaux.

M. BAUBIN. — Il est évident que les changements de tarifs peuvent avoir une influence très profonde sur l'économie des réseaux. Certaines décisions tarifaires peuvent être nécessaires par l'adaptation des tarifs aux prix de revient. Mais d'autres risquent de procéder d'une décision politique. Nous avons distingué tout à l'heure deux fonctions : l'acheminement et le traitement. L'administration va-t-elle se contenter d'un rôle de transmetteur ou envisage-t-elle de dépasser ce stade pour offrir également un traitement avec les conséquences que cela appelle sur les efforts de normalisation et sur les tarifs ?

M. LIBOIS. — Ce problème de normalisation nous place en effet devant un dilemme : ou on normalise trop, et on perd des clients ; ou on ne normalise pas assez, et c'est l'anarchie. Il nous faut trouver un compromis. Pour réaliser au plan national un réseau qui puisse être aussi « ouvert » que possible, il faut évidemment tenter de satisfaire dans les limites imposées par les contraintes techniques le maximum de clients potentiels. Parmi les autres préalables, il est également indispensable de définir les bases de la tarification de façon que la règle du jeu soit bien définie, par exemple en établissant une sorte de contrat à long terme avec les utilisateurs. Enfin, il est certain que le réseau ne doit pas se limiter au cadre national et il faut qu'apparaisse une normalisation internationale. C'est l'objet de négociations que nous menons avec nos partenaires européens.

» Ce qu'il faut aussi, c'est que les normes que nous aurons à fixer soient suffisamment légères, car, si l'on enserme en 1975 ou en 1976 l'informatique de 1980 dans des normes trop précises, on risque d'en freiner l'expansion, d'en limiter l'usage. Enfin, l'astuce que ce n'est pas aux télécommunications d'intervenir au niveau du traitement : ce n'est pas leur rôle, et leur tâche est par ailleurs suffisamment lourde sans cela.

(Lire la suite page 34.)

## Liaisons verticales et horizontales

M. BARRE. — Nous considérons pour notre part, comme réseau un système informatique dans lequel des unités centrales ont des liaisons horizontales et ne sont pas, a priori, hiérarchisées les unes par rapport aux autres. Sinon, nous estimons qu'il s'agit d'un système classique en étoile, mais nous ne l'appelons pas réseau. Et il y a une grosse différence de nature entre ce que nous appelons réseau et les systèmes en étoile classiques auxquels nous avons été habitués.

M. LIBOIS. — Il faut faire attention aux mots ! Il est indispensable d'établir la distinction entre la transmission des informations et leur traitement. Je préférerais même, à la place du mot transmission, utiliser le mot acheminement, étant entendu qu'un acheminement peut se dérouler suivant des hiérarchies très diverses. Le rôle du service des télécommunications est essentiellement d'acheminer avec sécurité vers les centres de calcul et vers les usagers les informations à traiter et traitées.

Mais il faut aussi tenter de satisfaire, à travers des réseaux publics, le plus grand nombre possible de clients et s'adapter à la diversité de leurs besoins. C'est

le souci qui nous a guidés dans la conception du réseau Transpac qui devrait couvrir l'ensemble du territoire vers la fin de 1977 et conduire à la mise en relation de terminaux et de systèmes qui ne sont pas normalement compatibles.

M. ALLEGRE. — La France travaille aussi à la mise au point d'un réseau expérimental, Cyclades. Le but que nous nous proposons avec Cyclades est de permettre à tout possesseur d'ordinateur, quelle qu'en soit la marque, de pouvoir se connecter sur un réseau de transmission sûr et « transparent », de manière à pouvoir communiquer avec un autre ordinateur ou des terminaux. Mais il nous faut aussi tenir compte d'un autre facteur : il existera des « banques de données » et on voudra les consulter. Le réseau devrait le permettre.

M. LIBOIS. — Une précision technique : en mettant en communication des ordinateurs sans hiérarchiser leurs relations, nous constituons ce que nous appelons un réseau « maillé ». Il existera ainsi toujours plusieurs voies pour relier un ordinateur à l'autre. C'est une condition indispensable à sa sécurité de fonctionnement.

# ALVAN... ET L'INFORMATIQUE REDEVIENT SIMPLE

L'ordinateur ALVAN est au Sicob, c'est le moment de venir dialoguer avec lui. Programmation directe. Langage simple. Réponse instantanée. 512K de mémoire.

ALVAN, 198/200, bd Saint-Germain, 75007 Paris  
Téléphone 544.09.77 et 544.23.85. Télex 20711.  
Sicob : stand n° 3408, niveau 3, zone D.





## L'avenir de l'informatique

(Suite de la page 33.)

M. BEAUGONIN. — Mais il est important, aussi, de définir dans quelles conditions une liaison continue simplement une transmission, et quand elle est une transmission à fin de traitement. Aux Etats-Unis, nous avons été approchés par un nombre important de clients qui voulaient utiliser notre réseau, comme un simple réseau de transmission. Ce qui nous est interdit, sauf si on introduit un traitement artificiel.

M. BARRE. — N'oublions pas qu'aux problèmes de normalisation, se juxtaposent les problèmes à l'échelon des unités centrales. On va se trouver dans les réseaux très développés interconnectés, « maillés », à l'intérieur de chaque administration, en présence d'ordinateurs de nature différente. Lorsqu'on en arrivera à des réseaux-services publics, il se posera aussi des problèmes d'interconnexion entre des machines de constructeurs différents. Cela signifie que ces machines devront être plus ou moins banalisées pour pouvoir communiquer, par exemple, avec des bases de données traitées par des ordinateurs de constructeurs différents. C'est un problème qui n'est absolument pas résolu. Les réseaux, il faut le prévoir, feront remonter au jour le jour le serpent de mer de la compatibilité.

M. BRULE. — Soyons concrets : il y a des économies très importantes qui peuvent s'obtenir du simple fait de la différence des fuseaux horaires. En Europe, on

utilise déjà des ordinateurs situés aux Etats-Unis, pendant des heures ne correspondant pas aux horaires américains de travail et vice versa, tous les utilisateurs ayant accès au même fichier. C'est un facteur qui joue en faveur d'ordinateurs fonctionnant à l'échelle mondiale. Le coût de la transmission définit l'intérêt de la formule.

M. HERBART. — Profitant des différences d'horaires, l'E.M. a mis au point un réseau qui permet de converser instantanément avec n'importe quel ordinateur de Tokyo. Le système est en service depuis un certain temps. Le coût de la tarification, bien qu'il ne soit pas négligeable, n'a pas posé de problème qui ait entravé l'intérêt de l'opération. Evidemment, cette possibilité n'est exploitable qu'au sein d'une entreprise puisque personne n'a le droit d'assurer pour autrui un tel acheminement de l'information. Un tel réseau fonctionne, grâce, il est vrai, à des matériels conçus pour fonctionner les uns avec les autres. On n'est pas allé encore vers la transparence.

M. ALLEGRE. — Cela étant, si les réseaux connaissent bien l'extension que nous sommes unanimes à leur reconnaître, le fait que les tarifs arrêtés par l'administration des télécommunications ne soient pas trop élevés est tout de même un élément important. Peut-être allons-nous voir se développer la mise à la disposition des utilisateurs de ce que l'on peut appeler une « énergie informatique ». C'est la possibilité de se connecter sur un système plus

ou moins vaste qui leur permettrait de faire de l'informatique quand ils en auront besoin. J'emploie à dessein des mots extrêmement vagues, mais ils recouvrent la diversité des solutions possibles. Incontestablement, il s'agit là d'une activité qui va se développer. Peut-être assisterons-nous, dans un futur « proche », à un certain recouvrement, voire peut-être à une certaine concurrence, entre les constructeurs privés de réseaux et ceux qui essaieront de mettre à la disposition du public une telle énergie informatique, de même qu'on lui propose aujourd'hui une énergie électrique, en nous gardant toutefois des analogies trompeuses.

M. LHERMITTE. — Il y a quand même plusieurs différences : quand vous produisez un kilowatt-heure, il peut être consommé par n'importe quel utilisateur ; tandis que lorsque vous envoyez une information, elle doit aboutir à celui à qui elle est destinée. A l'inverse, au cas d'un client, vous pouvez stocker une information pour en différer la transmission. L'énergie électrique, elle, se consomme sitôt que produite.

### Rapprocher l'utilisateur de sa machine

M. BAUVIN. — D'autres questions plus immédiates se posent. Les entreprises vont se diriger davantage vers la construction de leur propre réseau ou bien vont « réparer » leur informatique et ne conserver le télétraitement que pour des fractions très limitées de leurs informations. En répondant à cette question, on répondra le problème des grosses entreprises, mais quid des petites ?

M. PETERSCHMITT. — Evoquer les moyennes et petites entreprises, c'est aujourd'hui brandir l'ordinateur de la micro-informatique. Mais la micro-informatique, qu'est-ce ? Je sais reconnaître un mini-ordinateur quand j'en vois un, mais il me semble difficile d'en donner une définition. On utilise beaucoup aujourd'hui, à l'endroit de l'apparition de la micro-informatique, le terme de révolution. Pour moi, le croisement de la micro-informatique et de la micro-économie, c'est une évolution.

En fait, le mini-ordinateur existe depuis longtemps, il existe depuis environ une dizaine d'années, et à l'époque, on n'a pas considéré son apparition comme révolutionnaire. Si on en parle beaucoup plus, aujourd'hui, précisément à l'occasion de l'apparition du micro-ordinateur, c'est je crois parce qu'il s'agit d'une chose qui entre un peu dans le domaine public. Lors de leur apparition, les mini-ordinateurs étaient à peu près le dixième du prix d'un ordinateur normal, et c'étaient des

ordres de grandeur comme les autres — à cet égard, ils étaient orientés vers des utilisateurs tout à fait particuliers : les physiciens. Au cours des dix dernières années, l'évolution s'est d'abord faite dans la direction des applications industrielles et puis plus récemment dans celle des applications de gestion. Les prix, par ailleurs, ont considérablement baissé. On constate que ce qu'on ne pouvait faire hier qu'avec des machines très chères, on peut le réaliser aujourd'hui avec des machines beaucoup moins chères.

M. BARRE. — A moi non plus, la micro-informatique n'apparaît pas comme un phénomène nouveau.

On est en train de découvrir que ces petits mini-ordinateurs sont utilisables dans le cas des réseaux ou des systèmes d'information générale : on découvre aussi qu'en fait les progrès de la technologie les sont de plus en plus capables de faire du traitement eux-mêmes.

On ne voit pas là, à proprement parler, une révolution. C'est à une évolution progressive que nous assistons. Si elle existe entre hier et aujourd'hui une coupure, elle tient plus dans la conception de l'utilisation de la machine que dans sa nature.

M. BEAUGONIN. — Je partage assez volontiers ce point de vue. La micro-informatique, au fond, cela consiste à rapprocher l'utilisateur de l'utilisation de sa machine.

M. BRULE. — Il faut d'abord connaître l'idée qu'il y a à opérer un choix fondamental entre deux informatiques, la classique, et puis la nouvelle. Il faut aussi combattre cette seconde idée, qu'il existe une différence fondamentale de coût entre les deux. Qu'on tende à dire maintenant ? Il y a quelques constructeurs qui s'engraissent sur le dos des utilisateurs, parce qu'ils avaient réussi à lever le coût de la différence fondamentale de coût entre les deux. Qu'on tende à dire maintenant ? Il y a quelques constructeurs qui s'engraissent sur le dos des utilisateurs, parce qu'ils avaient réussi à lever le coût de la différence fondamentale de coût entre les deux. Qu'on tende à dire maintenant ? Il y a quelques constructeurs qui s'engraissent sur le dos des utilisateurs, parce qu'ils avaient réussi à lever le coût de la différence fondamentale de coût entre les deux.

M. BAUVIN. — Ces outils vont non pas tellement parce qu'ils sont nouveaux, mais parce qu'ils sont abondants, faciles et rentrent dans la possibilité d'utilisation des réseaux en donnant plus de souplesse à leur construction, et en permettant de procéder localement à un certain nombre de

ment la même chose si on n'a pas accès aux mêmes bases de données.

Précisons donc en quoi les mini-ordinateurs diffèrent des machines classiques. Premièrement, ils sont principalement vendus. Deuxièmement, ils sont vendus avec assez peu de services, par rapport à ceux accompagnant d'ordinateurs classiques. Troisièmement, ce qu'on vend, c'est principalement l'unité centrale. Les périphériques sont ensuite quelquefois achetés par les utilisateurs en fonction de leurs besoins. Si vous déchargez le constructeur de la charge que représente le financement de la location, si vous le débarrassez du souci de fournir un certain nombre de services d'assistance (la formation), si vous ne lui demandez plus que peu de périphériques, vous vous trouvez nécessairement en présence d'un offre de nature toute différente. Mais, au total, en intégrant tout ce qui sera nécessaire à l'emploi de la machine, le coût restera le même.

### Un outil de plus

M. PETERSCHMITT. — Je voudrais quand même souligner que le mini-ordinateur permet effectivement de réaliser efficacement des travaux d'une certaine importance, à des coûts nettement inférieurs à ceux d'une grosse machine.

M. BRULE. — Je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas de domaine pour les mini-ordinateurs. Ils nous semblent complémentaires des grands ordinateurs. Ce que j'ai voulu résumer, c'était l'idée qu'il y avait une solution de remplacement à des problèmes qui, jusque-là, ont été traités par des grands ordinateurs, et qu'ils pourraient rendre les mêmes services à meilleur compte.

An total, les mini-ordinateurs sont un outil de plus dans l'arsenal de tous ceux qui ont à résoudre un problème d'information. Il y a les endroits où ils sont l'outil le plus économique, il y a des endroits où ils ne le sont pas. Mais il y a même des cas où on traite actuellement des problèmes sur mini-ordinateurs, alors qu'il serait plus économique d'utiliser le terminal sur un gros ordinateur. Dans beaucoup de cas, c'est encore la solution la plus économique de toutes.

M. BARRE. — A mes yeux, il s'agit moins d'un outil nouveau que le résultat de toute une évolution. S'il y a vraiment quelque chose de neuf qui est apporté par ces petites unités centrales, c'est d'abord, c'est la possibilité de remplacer des unités centrales lourdes, complexes, par des systèmes comportant des petites unités centrales associées en nombre plus ou moins grand.

M. BAUVIN. — Ces outils vont non pas tellement parce qu'ils sont nouveaux, mais parce qu'ils sont abondants, faciles et rentrent dans la possibilité d'utilisation des réseaux en donnant plus de souplesse à leur construction, et en permettant de procéder localement à un certain nombre de

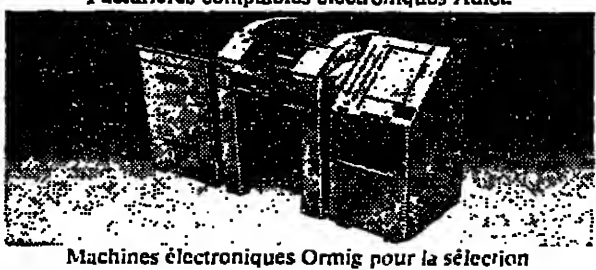
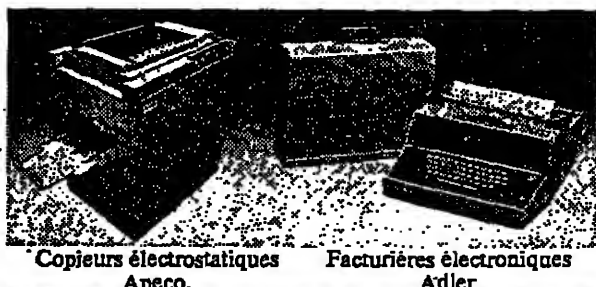
M. HERBART. — A quoi assistons-nous, et ce n'est tout simplement à une baisse de prix de revient, et probablement à une limitation des tâches qui sont effectuées par le tout petit ordinateur, quel que soit le nom qu'on lui donne. Nous sommes tous entrés dans cette voie depuis des années, et pratiquement tous les constructeurs ont cherché à produire du matériel qui d'abord se rapproche de l'usage, et qui ensuite soit moins cher et accomplisse des tâches plus limitées, qui soit plus facile à programmer et plus facile à fabriquer en série.

Prétendre que l'on va pouvoir résoudre à l'échelon local avec une machine extrêmement simple ce qu'on résolvait précédemment avec un matériel important, je trouve que c'est parfaitement erroné, utopique. Mais mettre à la disposition des utilisateurs un petit matériel qui va résoudre un problème local rapidement, immédiatement et de façon commode, c'est certainement ouvrir un bel avenir.

En effet, ces sociétés peuvent maintenant proposer à leurs clients de s'équiper de moyens locaux pour la saisie et le contrôle sur place de leurs informations, et fournir ainsi à une grosse machine, chez le sous-traitant, des informations parfaitement contrôlées. Dans des stades ultérieurs, ils pourront alors envisager d'accéder à un service d'information un peu plus évolué.

M. LHERMITTE. — Cette bataille publicitaire lancée autour de la « mini-informatique », opposée à l'informatique classique, nous a donné l'impression que c'était une guerre de matériel, une guerre de techniques, et personne n'a essayé de présenter les options en des termes qui soient ceux de l'usage. Or, si l'on veut que l'informatique progresse, l'essentiel c'est de se faire comprendre, de se mettre à la portée de l'utilisateur. Mais un autre problème me préoccupe. Nos structures économiques actuelles exigent ou provoquent un enchevêtrement extrêmement complexe d'information avec des points d'arrêt, de traitements d'utilisation de cette information, d'élaboration de cette information élaborée, digeste et en définitive efficace à un coût acceptable n'a pu s'obtenir dans les années passées que par l'intermédiaire de l'informatique.

**80% des entreprises sont décentralisées.**  
**Nous avons fait de même pour être plus près d'elles.**



Avec 16 directions régionales réparties dans toute la France, nous ne sommes jamais loin de vous. Ce qui nous permet de suivre de très près les périodes d'adaptation, d'évolution, et de trouver en cours de route des solutions à des problèmes nouveaux.

Car lorsqu'il s'agit d'organiser le développement d'une entreprise, les conseils sont tout aussi importants que le matériel.

Chez SMO, c'est toujours par eux que nous commençons.

En étudiant à fond les problèmes réels de votre entreprise ; ce n'est qu'après que nous parlons de matériel : machines pour la sélection et l'édition de l'information, facturières comptables électroniques, facturières électroniques, contrôleurs de stocks, copieurs et duplicateurs. Ce matériel, nous ne le fabriquons pas ; ce qui nous permet de le sélectionner, en fonction des besoins du marché français, dans la gamme des meilleurs fabricants mondiaux. Sans nous permettre une seule erreur : après tout, notre réussite est un peu liée à la vôtre.

**SMO**  
10-12, RUE RODIER - 75424 PARIS  
CEDEX 09 - TEL. 874.65.61

**Nous sélectionnons, nous conseillons, nous installons, nous entretenons, nous prévoyons. Vous faites le reste.**



**"Imaginons une carte préprogrammée. Et un crayon. Pour cocher. Imaginons qu'il suffise d'introduire la carte dans l'ordinateur... et qu'il soit simple comme un terminal. Imaginons..."**

**C'est fait ! nous l'avons imaginé ! C'est le 299 NCR.**

Imagination, innovation. Deux mots-clés chez NCR. Une profession de foi depuis des années, des dizaines d'années.

NCR, au service de la Gestion, continue d'imaginer, continue d'innover.

Dans les ordinateurs, les Systèmes informatiques complets, les équipements autonomes. Et les terminaux. Le 299 par exemple : une machine autonome. Mais aussi un terminal. Aussi puissant qu'un ordinateur. Et aussi élaboré. Il assure toutes les fonctions de gestion et il n'oublie pas.

Aussi simple à utiliser qu'une machine comptable. Aussi facile à programmer : un crayon et une fiche cartonnée sur laquelle les "étapes" successives des calculs de gestion sont "préprogrammées". Il suffit de cocher les fonctions choisies et de faire lire la fiche par la machine. Le programme ainsi défini est enregistré en mémoire. Il peut être exploité, reproduit, corrigé instantanément.

Le NCR 299 - Un mini-ordinateur de gestion qui permet de facturer, de comptabiliser, de calculer la paie ou de tenir un stock... Pour le prix d'un simple terminal.

**SICOB - Niveau 3  
Zone 2 - Stand 3502**

**NCR**

191, rue de Valenciennes 75016 PARIS - Tél. 596.68.30

**QUAND ON A 80 ANS D'EXPERIENCE DANS LES MATERIELS DE GESTION ON PEUT SE PERMETTRE D'INNOVER.**

مركز الاموال







## D'un réseau à l'autre

L'avenir est souvent promis aux réseaux d'ordinateurs, mais les conceptions diffèrent et l'appellation n'est pas rigoureusement contrôlée. Les uns parlent de réseau dès qu'il y a répartition géographique des matériels et transmission de données entre eux. Il peut alors s'agir simplement de la connexion à un ordinateur unique de terminaux situés à distance. Certains préfèrent réserver le terme de réseaux d'ordinateurs au cas où deux ordinateurs au moins échangent des informations et se répartissent un travail donné. Pour d'autres, enfin, dans un réseau véritable, le rôle des ordinateurs n'est pas défini a priori et ils exécutent des travaux en fonction de la demande du moment. Ce dernier type est parfois qualifié de réseau « général », s'opposant aux réseaux « spécialisés ».

Privés ou commerciaux, les réseaux plus ou moins spécialisés existent depuis plusieurs années. Leur conception, souvent pragmatique, répond à un besoin immédiat, et leur avenir à moyen terme paraît assuré. Les réseaux généraux n'en sont encore qu'au stade expérimental. C'est à échéance plus lointaine qu'on leur devra sans doute une conception différente de l'informatique.

Un réseau d'ordinateurs apporte à l'informatique deux avantages essentiels : le traitement à distance et le partage de moyens de traitement et de transmission de l'information.

Le traitement à distance permet, avant tout, l'accès à un ensemble de données centralisées. Une illustration classique est celle de la réservation électronique de places d'avion : il faut bien faire le total des sièges loués, déposer les programmes. On parle de façon générale d'un partage de « ressources » informatiques. Le partage des moyens de transmission, lui, est beaucoup plus courant, et économiquement plus vital. Sauf cas très particuliers, le support de transmission n'appartient jamais en propre à l'utilisateur. Il est loué aux administrations des P.T.T. Bien que le besoin de transmettre des données soit, en informatique, rarement permanent, certaines nécessités (temps de réponse maximum, instant d'émission imprévisible) peuvent amener à un suréquipement coûteux

tants, mais qui dépassent les possibilités financières de chacun de ceux qui partagent. Il faut ici distinguer les moyens de traitement et ceux de transmission. Pour les premiers, on pratique surtout aujourd'hui le partage du temps de calcul d'ordinateurs très puissants (c'est le « temps partagé »). Mais on espère, dans le futur, partager également d'autres équipements (des périphériques coûteux par exemple), ou même des fichiers de données ou des programmes. On parle de façon générale d'un partage de « ressources » informatiques. Le partage des moyens de transmission, lui, est beaucoup plus courant, et économiquement plus vital. Sauf cas très particuliers, le support de transmission n'appartient jamais en propre à l'utilisateur. Il est loué aux administrations des P.T.T. Bien que le besoin de transmettre des données soit, en informatique, rarement permanent, certaines nécessités (temps de réponse maximum, instant d'émission imprévisible) peuvent amener à un suréquipement coûteux

location permanente de lignes de transmission. Il est souvent plus raisonnable de partager un réseau de lignes de transmission que des « commutateurs » permettant de mettre au service d'un utilisateur ou d'un autre, en fonction des demandes du moment (on parle alors de réseau « commuté »).

Une certaine confusion apparaît souvent entre les deux types de réseau (traitement et transmission) lorsqu'on fait allusion aux réseaux d'ordinateurs, parce que les commutateurs de réseaux de transmission sont eux-mêmes, très fréquemment, des ordinateurs.

On peut classer les réseaux d'ordinateurs suivant la façon dont ils sont aujourd'hui mis en œuvre en trois catégories, les réseaux expérimentaux, les réseaux privés et les réseaux commerciaux.

Les réseaux expérimentaux sont l'apanage des chercheurs de l'université ou de l'industrie. Dépourvus des considérations économiques immédiates, ils s'attachent à définir différentes structures de réseau et des procédures d'utilisation. Ils obéissent en général à deux idées directrices : au niveau du réseau de traitement, parvenir à partager des « ressources » hétérogènes (ordinateurs de marques diverses par exemple) ; au niveau du réseau de transmission, trouver des techniques de commutation qui pouraient s'avérer à la fois économiques et fiables.

Le plus ancien (1965) est sans doute TUCC (Triangle Universities Computation Center) qui combine les moyens de calcul de trois universités américaines. La structure du réseau est étoilée, l'un des trois ordinateurs ayant un rôle de contrôle et de supervision de l'ensemble des autres ordinateurs et des terminaux.

Le réseau D.C.S. (Distributed Computer System) étudie, lui, la structure en boucle. Tous les ordinateurs et terminaux sont connectés à un support de transmission unique, fermé sur lui-même. Les échanges entre deux points du réseau peuvent ainsi s'effectuer dans l'un ou l'autre sens, assurant la sécurité de fonctionnement.

Toujours aux Etats-Unis, OCTOPUS adopte une forme particulière avec des possibilités multiples d'interconnexions entre ordinateurs, mémoire « de masse » (c'est-à-dire de très grande capacité) et terminaux.

Mais le plus célèbre est certainement ARPANET (Réseau de l'Advanced Research Project Agency). Entrepris en 1968, ARPANET relie aujourd'hui plus de trente centres de calcul universitaires répartis sur tout le territoire des Etats-Unis. Il s'étend maintenant en Europe (Londres) et aux îles Hawaï (connexion au réseau local Aloha) au moyen de communications radio par satellite. ARPANET est généralement considéré comme un succès technique. Sur le plan du réseau de

termes dans un domaine d'application pratique, il reste toutefois à définir une philosophie d'emploi aisée, accessible à des utilisateurs moyens et non plus à des universitaires toujours prêts à réaliser les adaptations de logiciels nécessaires.

Les réseaux privés relèvent d'une approche totalement différente. Il s'agit pour une entreprise déterminée, d'envergure au moins nationale, de faire le meilleur emploi de ses divers moyens de traitement de l'information. Souvent, les réseaux privés ont une structure dite hiérarchisée, avec un centre de calcul principal centralisant les fichiers, auquel sont connectés des centres secondaires ou même parfois de simples terminaux. La tendance ac-

(14 aux Etats-Unis, 2 en Europe affectés aux utilisateurs en fonction des disponibilités du moment. MARK III est un bon exemple de réseau hiérarchisé, organisé en une structure en étoile.

Un autre grand réseau, TYNET, qui compte plus de 30 ordinateurs et plus de 60 modes de transmission, illustre mieux la structure en boucle. On peut accéder à un centre de traitement principal parmi quatre, sous supervision générale de l'un d'eux.

### L'expérience SOC

SOC (Système d'ordinateurs connectés) est un réseau expérimental étudié en France de 1971 à 1974 par un groupe de professeurs d'Institut de mathématiques appliquées de Grenoble (IMAG), l'Ecole des mines de Paris, le Centre interdisciplinaire régional de calcul électronique (CIRCE), le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) et le Centre scientifique d'I.R.M.-France, agissant en tant qu'organismes privés de recherche.

A l'occasion de la plupart des autres réseaux expérimentaux, l'aspect de réseau de communications n'a pas été considéré dans SOC. L'acheminement des messages s'effectuant sur des lignes téléphoniques louées à distance entre les divers centres de calcul (deux en tout, deux en région parisienne et deux à Grenoble). L'étude du réseau de traitement, elle, s'est limitée à la possibilité de transférer aisément des fichiers d'un ordinateur à un autre. Ceux-ci, pour des raisons de simplification, ont été choisis de nature homogène (matériel I.B.M. des séries 360 et 370).

Sur le plan technique, des essais réels ont eu lieu, considérés comme satisfaisants, mais seulement entre un centre parisien (I.R.M.-F.) et deux à Grenoble (I.R.M.-F. et IMAG). Cette expérience très limitée a confirmé la difficulté pratique qu'on peut attendre pour mettre en œuvre un véritable réseau général d'ordinateurs. Mais elle a surtout apporté, selon ses promoteurs, des conclusions de caractère moins technique.

Il est difficile de trouver une véritable motivation pour le partage de ressources informatiques entre des organismes n'ayant pas d'intérêt commun. On s'achoppe sur des questions basées sur des critères : sur quels critères comptabiliser l'emploi des ressources apportées par les uns et les autres et partager, en fin de compte, les dépenses ?

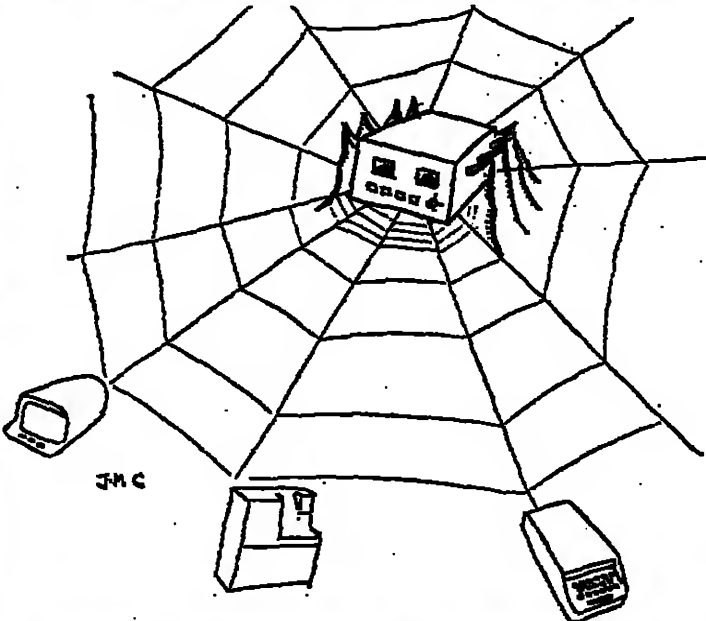
Comment faire comprendre à chacun que l'intérêt général, c'est-à-dire l'équilibre global des charges de calcul, passe avant l'intérêt particulier de chacun des centres ?

Il est intéressant de mentionner l'apparition récente, parmi les réseaux commerciaux, de deux dérivés d'ARPANET, qui font ainsi la jonction concrète entre les différentes approches. TELENET et P.C.I. (Packet Communications Inc.) se proposent l'un et l'autre, d'ici l'été prochain, d'offrir un service commercial, fondé sur les concepts d'ARPANET, entre une vingtaine de villes des Etats-Unis. La sanction appartient maintenant à la clientèle.

JEAN-MARC CHABANAS.

(1) La commutation de circuits ne se fait pas par une ligne les deux extrémités. La recherche de circuits disponibles peut nécessiter un certain temps (exemple : le réseau commuté téléphonique). La commutation de messages s'effectue en deux temps. Le centre de commutation enregistre temporairement le message dans le tableau de routage et le transmet dès qu'il est possible au destinataire, optimisant ainsi l'emploi des lignes. Elle nécessite une mémoire de stockage et introduit un certain délai (quelques secondes) : le réseau BITA. La commutation de messages, validée de la précédente, consiste à découper le message en unités de plus petite taille (environ cent caractères) sans signification propre. Mémoire nécessaire et délai sont ainsi très réduits, mais il faut reconstruire le message à la réception (exemple : le réseau commuté CIGALIS).

(2) Les activités informatiques de General Electric ont depuis été reprises par Honeywell.



transmission, il a démontré, en particulier, la validité du concept de « commutation de paquets » (1), encore que des progrès restent à faire sur le plan de la fiabilité et du choix des meilleurs chemins de transmission (amélioration des temps de transit, recul des cas de saturation). Sur le plan du réseau de traitement, des ordinateurs de marques très diverses ont été interconnectés. Pour déboucher à

tuelle favorise la décentralisation des traitements, en allant jusqu'à doter les terminaux d'une certaine puissance de calcul pour des opérations limitées, sans en référer au centre principal. Ce sont les terminaux qu'on appelle « intelligents » (ou encore « actifs »). S'agissant des transmissions, on cherche à en limiter le coût en ne transmettant que des informations déjà partiellement traitées et condensées. On voit ainsi apparaître dans les réseaux de véritables petits ordinateurs secondaires, uniquement chargés de gérer les transmissions de la façon la plus économique. Ils sont situés soit au voisinage de l'ordinateur principal (ordinateurs frontaux), soit au voisinage des terminaux (ordinateurs satellites), soit à des niveaux intermédiaires (concentrateurs). L'ensemble donne bien, finalement, un véritable réseau d'ordinateurs où la puissance de calcul est géographiquement répartie.

En France, disposent de réseaux privés de grandes entreprises, comme par exemple C.R.I.P., la S.N.C.F., la R.A.T.P., ou de grandes banques, comme le Crédit lyonnais.

Des groupements interentreprises peuvent se créer pour atteindre la dimension nécessaire à la rentabilité d'un réseau privé.

Les réseaux commerciaux, enfin, offrent un service à la demande. Ils doivent être doublement économiques : pour le client qui y trouve un avantage par rapport à d'autres solutions telles qu'un ordinateur possédé en propre ; pour le promoteur, qui doit en retirer un profit raisonnable. L'origine de ces réseaux remonte à quelques années, avec l'avènement du « temps partagé ».

Pour assurer la sécurité de fonctionnement et pour optimiser le coût des transmissions, on a peu à peu multiplié les ordinateurs dans ces réseaux commerciaux, qui atteignent souvent des dimensions modestes.

Par exemple, MARK III, créé en 1969 par General Electric (2), compte aujourd'hui plus de 100 ordinateurs, dont 16 très puissants

Gagnez une lithographie numérotée de Jean Cocteau au stand Océ-Photosia du Sicob. (Stand n° 550 - Niveau 5 - Zone E)

Océ satisfait vos besoins en copies d'une autre façon.



La plupart des vendeurs de copieurs font intrusion dans votre bureau, profitent du manque d'information en matière de copie, et vous laissent avec un copieur qui n'est pas adapté à votre problème. Nous préférons établir avec vous des relations durables. Pour nous, un seul impératif : vous fournir un matériel qui vous convienne parfaitement.

Si nous y parvenons c'est parce que nous prenons le temps de vous écouter. Mais nous ne nous arrêtons pas là. Notre but est de vous satisfaire parce que c'est la seule façon pour nous de progresser en même temps que vous. Pour Océ, c'est la seule façon sérieuse et durable de collaborer avec vous.

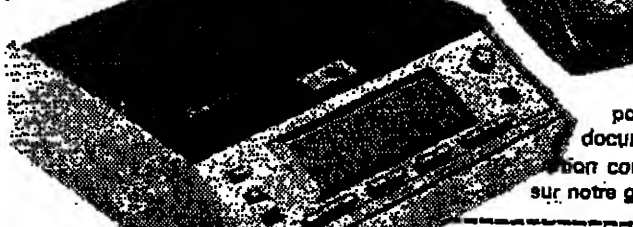
océ

Des copieurs faits pour vous.

Océ-Photosia S.A. 27 rue Cuvier, 93107 Montreuil - Tél. : 808.22.88  
Océ et van der Grinten sont des marques déposées.

## Le répondeur téléphonique ANSAFONE est votre collaborateur le plus économique.

Il répond pour vous avec courtoisie, enregistre vos communications, vous libère lors de vos réunions et vous fait gagner un temps précieux. ANSAFONE, 1<sup>re</sup> marque mondiale de répondeurs téléphoniques, une gamme complète pour tous les budgets, une qualité irréprochable.



Importateur exclusif : Société BLANC 11 bis, Rue Pasteur 78620 L'Etang-la-Ville 958-53-64

Nom .....  
Société .....  
Adresse .....  
M. 20 2313

مركز الامم



سكنا من الامل

SCOB

# Cyclades

Par LOUIS POUZIN (\*)

Cyclades est un projet, destiné à expérimenter en vraie grandeur le fonctionnement, l'utilisation et l'exploitation d'un réseau général de télécommunications. Il n'est pas conçu pour une utilisation particulière, mais permet, pour des applications existantes, d'être à une échelle plus large un plus grand choix de services. Il permet aussi le développement d'applications nouvelles associant plusieurs centres d'ordinateurs géographiquement dispersés.

Cette naissance de l'informaticienne répartie, basée sur des matériels et des données décentralisées résulte de la complexité, de la fragilité des systèmes centralisés et de la concentration de pouvoirs qu'ils entraînent. Elle a été rendue possible par l'évolution technologique vers les mini-ordinateurs, suscitant la construction de systèmes plus simples, plus dispersés et plus évolutifs.

Les études préliminaires entreprises depuis 1970 dans le cadre du Comité de recherche en informatique ont conduit à l'intérêt pour la construction d'un réseau expérimental d'ordinateurs hétérogènes principalement axé sur le partage de bases de données. Le projet prit son essor au début de l'année 1972.

Mais pour l'instant, Cyclades n'est pas encore opérationnel. Des logiciels sont encore à développer pour accroître l'efficacité et la commodité d'emploi. Cependant, l'essentiel des efforts concerne plutôt l'exploitation des ordinateurs et la coordination des différents centres. Les principaux problèmes ont été ceux d'offrir des services sur le réseau à partir d'octobre 1974. Initialement, ces services seront assez classiques : traitement par lot, temps partagé, consultation de fichiers. En 1975, des applications plus spécialisées permettront un accès à des données réparties sur plusieurs ordinateurs.

## Comme un télégramme

Lorsque M. Dubois désire envoyer un télégramme, il en rédige le texte, remet son message à un guichet des P.T.T. Le télégramme chemine ensuite à travers de plusieurs centres avant d'atteindre le bureau destinataire. Là, un cycliste va la poste à l'adresse indiquée. Bien que M. Dubois ait rédigé un télégramme en anglais, il parle français à l'employé du guichet, qui ne connaît rien à la langue de Shakespeare. En fait, il répond à une demande urgente d'envoi de fonds reçue quelques heures plus tôt de son fils en voyage à l'étranger. Il apparaît ainsi que le dialogue entre M. Dubois et son fils est totalement hermétique aux employés des postes, et qu'il se réalise par une cascade de dialogues secondaires transmettant des fragments du dialogue principal. Dans le jargon des informaticiens, ces dialogues s'appellent des *procédures* ou des *protocoles*.

Répliquons les hommes par des machines, et l'on obtient un modèle des communications entre ordinateurs dans un réseau comme Cyclades, avec ses divers niveaux de dialogue.

## Des paquets légers

Un programme d'application A1, rédigé dans un langage tel que COBOL, doit échanger des informations avec ses terminaux ou avec un autre programme d'application B1 dans un autre ordinateur. Les informations à échanger sont, par exemple, des transactions bancaires, des articles de fichiers, voire des fichiers complets. A1 s'adresse à son bureau de poste, appelé ici station de transport, en réalité un logiciel chargé d'échanger les informations. La station est en relation avec tous ses homologues dans le réseau par échange de lettres. L'information remise par A1 est alors envoyée, en une ou plusieurs lettres, au logiciel correspondant à l'ordinateur destinataire. L'enveloppe des lettres est en réalité l'information d'acheminement permettant aux stations de transport de s'assurer qu'aucune perte, altération ou duplication n'est venue perturber les échanges.

Cependant, les stations de transport n'ont pas de liaison directe. Elles doivent remettre leurs lettres à un service de communication qui, pour des raisons techniques, n'accepte que des objets légers (paquets). Si une lettre est trop longue, elle est découpée en morceaux, qui sont étiquetés, numérotés, etc., et remis cette fois au main propre au réseau de communication appelé Cigale. Ce dernier les livre au plus vite à la station de transport destinataire. Là, les paquets sont ouverts et les lettres reconstituées, comme s'il n'y avait jamais eu de découpage, puis remises à leur destinataire. Les paquets en double sont éliminés, s'il en manque, ou s'ils sont abîmés, la lettre est éliminée et sera réexpédiée à nouveau par la station émettrice, car celle-ci en garde copie.

Les ordinateurs hétérogènes. La diversité des ordinateurs de Cyclades montre que sa réalisation ne soulève pas de difficulté technique. De plus, le protocole inter-stations ne fait pas d'hypothèses sur les particularismes du réseau de communication, mise à part la fonction de transport de paquets. Il fonctionne avec une simple ligne téléphonique ou bien avec un réseau de communication de paquets. Il tolère les erreurs de transmission, et les corrige.

Les ordinateurs de Cyclades sont répartis dans quatre zones géographiques autour de Paris, Rennes, Lyon-Grenoble et Toulouse. Ils sont raccordés par des lignes à 4 800 ou 19 200 bits par seconde, à des mini-ordinateurs CII Mithra 15, qui constituent les nœuds du réseau de communication de paquets Cigale. Depuis septembre 1973, treize ordinateurs ont déjà été raccordés. Le réseau Cigale comprend sept nœuds et a été relié au réseau du National Physical Laboratory (N.P.L.) dans la banlieue londonienne.

En règle générale, les programmes d'application réalisés sur un ordinateur sont conçus pour communiquer avec une faible variété de terminaux, quand ce n'est pas un seul modèle. L'apparition des réseaux d'ordinateurs rend cette pratique caduque, car le besoin apparaît immédiatement d'utiliser les services d'un ordinateur depuis tous les terminaux du réseau, sous réserve naturelle de leur participation à l'exploitation. C'est donc un outil général d'échange en

tant qu'elle n'a pas reçu confirmation de bonne réception. Ce protocole inter-stations est exécuté de manière à décharger l'usageur programmeur de toutes les tâches secondaires étrangères à ses préoccupations. Le protocole ne fait pas d'hypothèses sur la marque des ordinateurs ni sur les particularismes des logiciels d'exploitation. C'est donc un outil général d'échange en

L'approche adoptée dans Cyclades consiste à définir un terminal virtuel possédant les fonctions les plus courantes des terminaux réels. Les dialogues sont alors construits pour cet interlocuteur imaginaire, qui apparaît comme d'un modèle unique. Par ailleurs, les terminaux réels sont munis d'une logique d'adaptation leur permettant de simuler un terminal virtuel. Cette logique peut être réalisée en logiciel dans un concentrateur de terminaux, ou bien microprogrammée dans les terminaux dits intelligents. Plutôt que de doubler les ordinateurs des nœuds, ce qui serait de toute manière illusoire en cas d'incident, il est préférable de relier un ordinateur à plusieurs nœuds. La totalité de la chaîne de communication

peut ainsi être dupliquée, ce qui apporte une garantie élevée de permanence du service.

Dès sa conception, Cyclades a été orienté vers la recherche de standards efficaces et acceptables. Des contacts constants sont établis avec les usagers, les constructeurs, les P.T.T. et les autres réseaux. Le format de paquet de Cigale est déjà accepté comme base expérimentale dans les échanges inter-réseaux, par un groupe de travail de l'IFIP. Le protocole inter-ordinateurs de Cyclades est aussi retenu pour le réseau européen Cost II. Il serait prématuré de conclure à une standardisation de facto, mais la réactivité aux principes proposés suggère qu'ils resteront inclus dans les propositions ultérieures.

Ainsi le C.C.I.T.T. a reçu une proposition des P.T.T. françaises pour la définition de services publics de communication de paquets. Un service de base serait le transport de données indépendantes, c'est-à-dire de paquets. Cela permettrait donc aux ordinateurs de Cyclades d'utiliser au choix Cigale ou le réseau public, sans avoir à modifier leurs protocoles d'échange. De plus, l'interconnexion de Cigale et des réseaux publics ne présenterait pas de difficulté technique, ainsi que le démontre par exemple l'interconnexion de Cigale et du réseau N.P.L.

L'expérience acquise dans Cyclades peut aussi être mise au service d'une clientèle de grandes entreprises désireuses construire leurs propres réseaux. Cette aide devrait faciliter l'introduction de standards et d'architectures propres à évoluer avec la technologie. Les besoins futurs d'échanges inter-réseaux nécessiteront une conception très soignée des réseaux.

L'examen des réalisations ou projets en cours dans le monde place la France en bonne position de compétence et de réputation internationale. Il n'existe pas ailleurs d'outil directement commercialisable tels que ceux résultant du réseau Cyclades. Cette avance peut n'être que temporaire, et il serait donc opportun d'en exploiter à temps les avantages.

(\*) Directeur à l'Institut de recherche d'informatique et d'automatique.

C'est fait! Hewlett-Packard a mis au point la seconde génération de calculateurs scientifiques de poche.

# HP-65

## Il est programmable!



Avec le lancement du HP-65, Hewlett-Packard franchissait le "mur de l'arithmétique": actuellement plus de 100.000 scientifiques dans le monde entier utilisent ce remarquable calculateur.

Mais aujourd'hui, et pour la première fois au monde, voici un calculateur de poche entièrement programmable, doté d'un lecteur de cartes magnétiques incorporé: le HP-65.

Alliant puissance et souplesse d'utilisation, le HP-65 travaille sur une gamme de 200 décades et se comporte comme un calculateur de bureau très évolué.

Quel que soit votre domaine d'activités, vous découvrirez sans cesse les étonnantes possibilités qu'il a d'économiser temps et énergie.

### Le HP-65 résout vos problèmes de 3 façons différentes:

1. Avec 51 fonctions pré-programmées accessibles au clavier.
2. Avec des programmes spécialisés pré-enregistrés.
3. Avec des programmes écrits et enregistrés par vous-même.

### Un clavier impressionnant

Le HP-65 met à votre disposition une puissante gamme de 51 fonctions et opérations de traitement de données accessibles directement au clavier: fonctions arithmétiques, logarithmiques, trigonométriques et exponentielles, aussi bien qu'extraction de nombres entiers, factorielles, constante  $\pi$  ou conversion de nombres de base 10 (système décimal) en nombres de base 8 (système octal). Vous disposez en outre de 9 registres mémoire adressables.

### Lecteur de cartes magnétiques incorporé

Le HP-65 est le premier calculateur de poche programmable et à cartes magnétiques. Il possède son propre lecteur de cartes, merveille de mécanique de précision, qui vous permet d'utiliser les programmes pré-enregistrés mis au point à votre intention par des experts dans votre branche d'activité.

Le HP-65 vous est livré avec une mini-bibliothèque de programmes types (19 programmes) et 20 cartes magnétiques vierges. De nombreux autres programmes sont disponibles.

### Vos propres programmes rédigés sans peine

Nul besoin d'être un spécialiste pour écrire vos propres programmes sur le HP-65. Votre programme, jusqu'à 100 opérations élémentaires, peut être conservé sur l'une des cartes magnétiques vierges qui vous sont fournies. En outre, vous pouvez définir la fonction de certaines touches et sélectionner les fonctions voulues parmi les 51 du clavier. Cette possibilité, ajoutée à ses 9 registres

Composez vos propres programmes

### Quel est le secret du HP-65?

Un ensemble opérationnel à 4 registres et la notation polonaise inverse dotent le HP-65 de la méthode la plus efficace connue en informatique pour le calcul des expressions mathématiques. Ses circuits intégrés du type LSI le plus récent, équivalent à 75.000 transistors. Mais le secret le plus étonnant de ce calculateur réside dans son minuscule moteur et son dispositif d'enregistrement deux pistes (fabriqué avec des tolérances de 25 microns) permettant de lire des cartes magnétiques encore moins larges qu'un ticket de métro.

### Livré complet, prêt à l'emploi

Le HP-65 est livré complet, dans un élégant boîtier, avec une batterie, un adaptateur-chargeur, un manuel d'utilisation, un aide-mémoire, un étui souple, des étiquettes adhésives de personnalisation et la mini-bibliothèque de programmes types.

Son prix net, avec les accessoires, est de F 5940 ttc. La garantie est de 1 an.

### Pour en savoir davantage

On ne peut apprécier toutes les possibilités de cet étonnant calculateur sans l'avoir en main. Découvrez-le vite!

Pour recevoir des informations complètes sur le HP-65, retournez-nous le coupon ci-dessous. N'attendez pas, le HP-65 est promis à un brillant avenir dans le monde entier.

Bon à découper et à retourner à Hewlett-Packard France, Quartier de Courtaboeuf, B.P. 70 91401 Orsay Tél. 907 78 25.

Veuillez indiquer une documentation complète sur le HP-65.

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

ZC

HEWLETT-PACKARD

Hewlett-Packard France, Quartier de Courtaboeuf, B.P. 70, 91401 Orsay, tél. 907 78 25.



## Bâtir un réseau

Par LOUIS LACOMBE (\*)

Le problème majeur rencontré lors de la conception et du développement d'un réseau d'ordinateurs, outre la complexité des problèmes technologiques posés et la difficulté d'acquiescer des informations précises sur la charge du réseau et son évolution dans le temps réside essentiellement dans la difficulté de mettre en place une autorité de « management » responsable de l'ensemble de l'opération et dotée d'une méthodologie ainsi que de moyens adéquats.

L'EXPERIENCE est rare, et la leçon du passé ne peut être d'un grand secours pour orienter l'action d'une équipe-projet. Pratiquement aucun réseau n'est sorti de la phase expérimentale, au cours de laquelle seuls des objectifs technologiques ont été retenus, et la plupart des réseaux d'application n'en sont qu'au stade de la conception ou du développement. Les responsables des grands projets expérimentaux, comme Arpanet aux Etats-Unis ou Cyclades en France, le reconnaissent volontiers, leur stratégie étant de maîtriser d'abord la technique des réseaux,

puis de rechercher des utilisateurs expérimentaux qui soulèveront de nouveaux problèmes dont la solution permettra de mettre en cohérence la fin et les moyens.

### Quelques vérités...

Cependant, la relative urgence des problèmes à résoudre chez l'utilisateur potentiel d'un réseau le conduit à lancer ses études de conception parallèlement au développement des réalisations expérimentales. La tentation de céder à l'attrait d'une approche technologique reste

grande... La démarche consistant à partir des composants du réseau pour le bâtir avec une stratégie expérimentale (essai, erreur, correction) paraît plus répandue que celle consistant à définir en termes clairs les besoins de l'utilisateur, puis à confronter les différentes solutions possibles et à choisir en fonction de leur coût et du degré de satisfaction apportée à ces besoins.

De fait, le problème de l'utilisateur reste assez simple dans son énoncé. Il lui faut en général, pour un budget total donné, minimiser le temps moyen de traitement d'une transaction pour maximiser le volume de traitement, et ceci en jouant sur des paramètres techniques tels que la topologie du réseau, le nombre ou la puissance des unités de traitement, la capacité des lignes de communications... Une variante classique consiste à minimiser le coût pour un volume de traitement donné ou le temps moyen de traitement d'une transaction... ou les deux. Il faut donc se souvenir, tout au long de la démarche d'analyse, que les deux paramètres importants sont : la qualité de service (performance, sécurité de fonctionnement) et le coût (investissement, exploitation).

Ceci est d'autant plus vrai que le « service réseau », véritable système nerveux, touchera, en général, directement un très grand nombre d'utilisateurs finaux, qui ne sont pas des techniciens, et que toute imperfection ou incident peut avoir, à la longue, des répercussions incontrôlables tant au plan de l'efficacité que

du climat qui régnera dans les organismes utilisateurs. De plus, le coût des télécommunications semble, sur de longues périodes, devenir l'élément prépondérant des dépenses d'exploitation. Or c'est aujourd'hui le domaine où l'effort d'optimisation est sans doute le plus négligé.

Enfin, l'incertitude sur la charge réelle du futur réseau fait également apparaître un troisième paramètre : la « sensibilité » du réseau à l'augmentation de la charge. Le concepteur doit s'assurer que le résultat de ses études ne sera pas remis en cause, à trop court terme, par un accroissement de la demande, et celle-ci apparaîtra d'autant plus probable que le réseau aura été bien adapté aux besoins de ses clients, puisqu'ils lui trouveront alors, à l'usage, de nouvelles utilisations qu'ils n'avaient pas envisagées a priori. L'énorme inertie des installations techniques, mais surtout des organisations et des procédures, interdit l'erreur de conception. A tout le moins, l'architecte du réseau doit avoir a priori identifié les goulets d'étranglement, défini les outils de mesure et de contrôle de l'activité du réseau et élaboré les stratégies d'évolution correspondant aux prévisions de saturation.

Ces quelques vérités pourront paraître banales aux habitués des grands projets, mais pourtant il faut bien reconnaître que le résultat des premières tentatives en matière de réseau est rarement satisfaisant. Cela provient sans doute, comme nous l'avons dit plus haut, de la faiblesse

du management de ce type de projet, et il faut déplorer le manque de responsables qui maîtrisent ce nouveau domaine et se trouvent en mesure de prévoir son évolution très rapide.

Cette maîtrise nécessite la connaissance approfondie des calculateurs et de leurs logiciels, des équipements et des coûts de transmission, de la théorie des communications, des files d'attente, du calcul statistique, des techniques avancées de calcul, des méthodes de simulation et d'optimisation de réseau mais aussi de la psychologie humaine et des problèmes d'organisation, de planification et d'engineering. Ce très large domaine de compétence ne peut être réuni qu'au sein d'une équipe très éclectique et dont le responsable doit avoir de solides compétences de manager.

Or, traditionnellement, les projets sont confiés à des ingénieurs de haut niveau mais essentiellement techniciens, dont on sait bien qu'ils ont tendance à sous-estimer les difficultés techniques tout en négligeant les questions de management. Ils sont les seuls le plus souvent de la filière « traitement par lot, traitement, temps réel », dont ils conservent l'habitude d'un raisonnement très cartésien et centralisateur.

Cela se traduit parfois par la refus de solutions efficaces mais mal connues de l'équipe. Possédant une certaine « vérité », n'est-elle pas du mal à se remettre elle-même en cause ? Autre possibilité, tout aussi regrettable : une débauche d'équipements (souvent encouragée par les fournisseurs) assurant au prix fort la qualité de service, mais sans souci d'optimisation. On constate par ailleurs le plus souvent une totale incapacité à appréhender le futur, ce qui traduit en fait un manque de clairvoyance pour le choix de options techniques et l'incapacité de raisonner sur la base d'une technologie évolutive.

La prise de conscience de cette situation amène certains décideurs à faire appel à des consultants extérieurs à l'entreprise. Mais il est probable qu'aujourd'hui dans le monde quelques équipes seulement soient capables d'offrir l'ensemble méthodologique cohérent de techniques et d'outils de calcul qui constitue un vrai service d'analyse de réseau.

L'expérience joue donc un rôle prédominant car elle seule va permettre

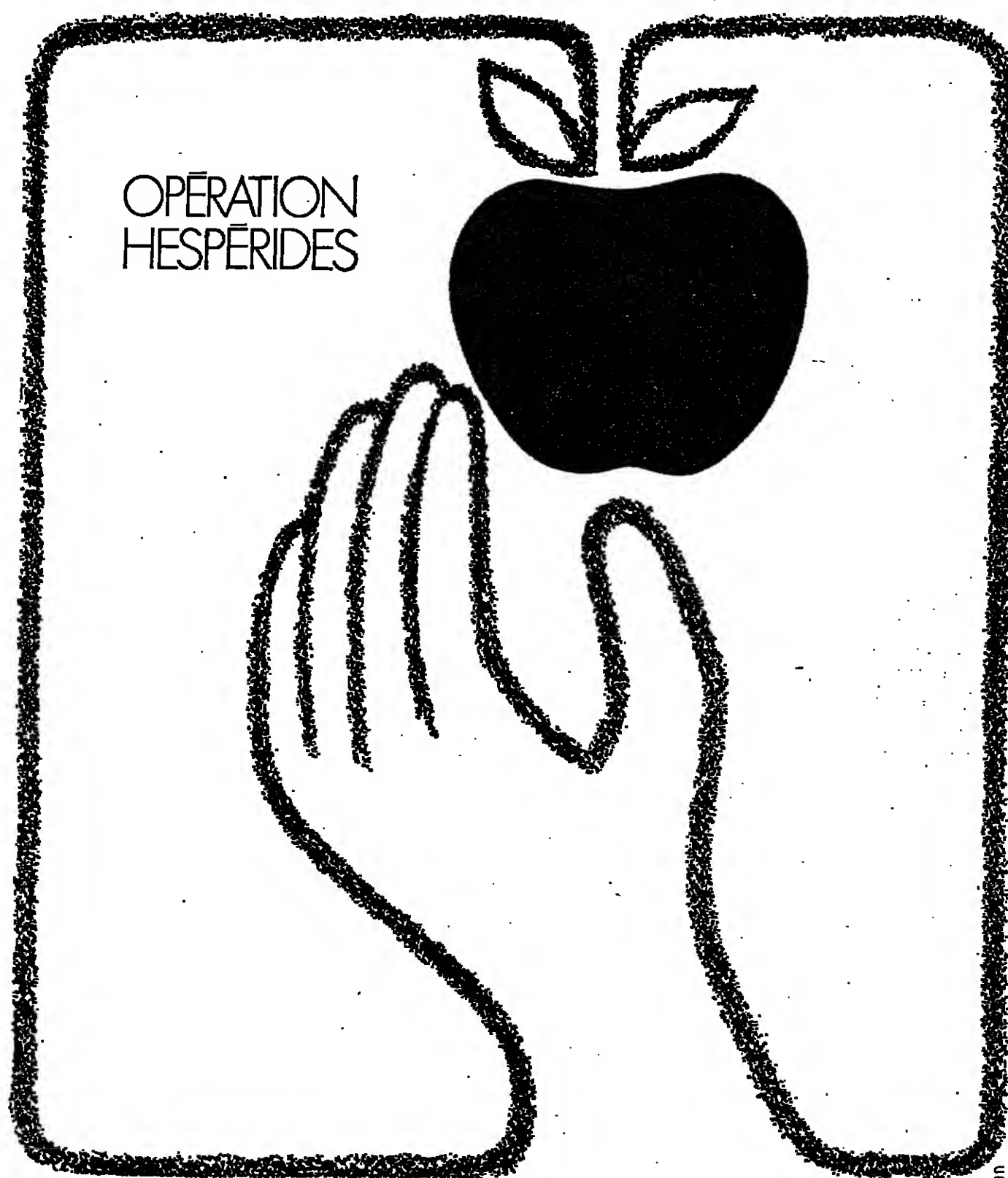
de choisir rapidement les premières configurations réelles qui seront ensuite analysées dans le détail. Elle joue également un grand rôle pour déterminer la portée des différents domaines d'étude, la précision des résultats attendus et la mise en évidence des éléments fondamentaux de choix. Par ailleurs, la complexité, le volume et la répétitivité des calculs nécessaires rend pratiquement indispensable l'utilisation de l'ordinateur, ici, la minimisation du coût des études passe par la connaissance des algorithmes de calcul et de simulation, et la possibilité d'utiliser des logiciels existants ou semi-faits sur des unités de traitement de forte puissance. Tout l'art du chef de projet réside dans le choix des modèles et le compromis entre la précision des calculs et le coût de leur mise en œuvre.

### Analyse et stimulation

Ainsi, l'analyse de réseaux relève plutôt de l'art de l'ingénieur que d'une science exacte. Elle fait appel aussi bien aux techniques d'analyse classiques et de simulation qu'à l'approximation et à l'heuristique. Son intérêt réside essentiellement dans ses aspects méthodologiques et la juste répartition des efforts d'études nécessaires à l'avancement d'un projet. Outill très complet, s'appuyant largement sur l'utilisation répétée de l'ordinateur, elle assure à l'autorité responsable un moyen de mesure et de contrôle qui demeure utilisable tout au long de la vie d'un réseau. Elle permet ainsi de faire face aux évolutions rendues nécessaires tant par les requêtes des usagers que par l'apparition de nouveaux moyens technologiques.

Démarche pragmatique, l'analyse de réseaux ne pourra réellement se montrer utile qu'à un personnel de haute compétence technique, et dont les qualités de maître d'ouvrage industriel ne seront plus à démontrer. Face à l'énorme expansion des télécommunications digitales et au gigantisme des projets en cours ou à venir, on peut craindre aujourd'hui que la rareté des experts et leur coût apparemment élevé amènent à sous-estimer les niveaux de compétence requis et à laisser se développer sans réellement les maîtriser des systèmes anarchiques et par trop onéreux.

(\*) Ingénieur à SIGOS.



## UNIVAC SÉRIE 90 ENFIN LE DIALOGUE AVEC L'ORDINATEUR N'EST PLUS UN FRUIT DÉFENDU



### Le jardin des Hespérides.

Souvenez-vous. Les Hespérides, des nymphes qui habitaient un jardin merveilleux. Dans ce jardin, un arbre. Un pommier fabuleux, un pommier aux pommes d'or. Des pommes d'or, voilà bien des fruits rares, des fruits inaccessibles aussi. Car un dragon veillait. Un dragon à cent têtes qui sans relâche, protégeait ces trésors. Jamais personne ne put cueillir une pomme. L'arbre gardait son fruit. Mais un jour, Hercule parut. Après maints efforts et maintes ruses, le pommier d'or fut cueilli. Le onzième de ses travaux était achevé, brisant ainsi le mythe du fruit inaccessible. Univac IMS-90, quand les services de l'entreprise accèdent eux-mêmes à l'information.

Regardez autour de vous. Que voyez-vous dans l'entreprise ? Un ordinateur lointain, souvent inaccessible. Un manque d'informations, des attentes, des saturations. Des montagnes de listings à dépouiller. Un informaticien débordé... Et pourtant, l'ordinateur est là, travaillant en fraction de seconde.

Aujourd'hui Univac décide de rendre l'information à ceux qui l'utilisent : les services de l'entreprise. IMS 90 libère les utilisateurs et les informaticiens. Aujourd'hui IMS 90 vous permet de dialoguer avec l'ordinateur ; un ordinateur qui parle votre langage. Aujourd'hui Univac et la Série 90 (modèles 30, 60, 70) libèrent les informaticiens autrefois surchargés. Aujourd'hui la Série 90 d'Univac rend enfin accessibles aux services de l'entreprise des fruits autrefois défendus.

SPERRY UNIVAC - 3, rue Bellini - LA DEFENSE - PUTEAUX (92806)  
Tél. 772.20.27.  
BRUXELLES 1170/117, Chaussée de la Hulpe - Tél. 73.98.00.

**SPERRY UNIVAC**  
QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

éditions  
**DALLOZ et SIREY**  
stand 2307 zone C niveau 2

toute entreprise a ses problèmes.  
**RUF a la solution**



de la comptabilité manuscrite  
à la gestion électronique

Intramat - intracort - praetor 100-200 - praetor 3000-4000  
6000-8000 - imprimante rapide - lecteur automatique de comptes  
cartouche à ruban magnétique

RUF vous attend au SICOB stand 3 C 3317

Monsieur .....  
Société .....  
Adresse .....  
Desire une documentation gratuite ☐ la visite  
d'un représentant ☐ une invitation sicob ☐  
Comptabilité RUF 38, bd Henri IV 75004  
PARIS - Tél. : 687-29-89. M.

### fournitures pour l'informatique

- comptes à piste magnétique
- bandes à perforer, et classement

### fichiers et bacs trieurs

- fiches visibles verticales décalées
- classement des comptes à piste magnétique

### imprimerie

- liasses, lecture optique



**CARTATOUT**  
16, RUE OBERKAMPF - 75 011 - PARIS  
805 66 92 + 20 86 / 355 85 51 + 85 98

Stand 1133 - Niveau 1 - Zone A.  
Stand 4211 - Niveau 4 - Zone B - Téléphone : 775-92-51

سكوت من الاميل



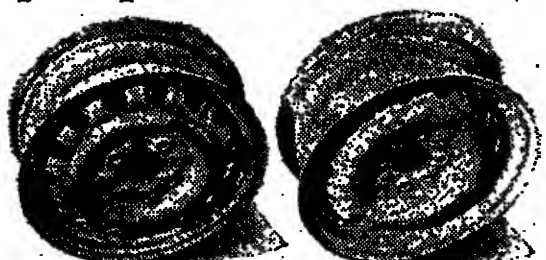
# La voiture la plus vendue en Europe en 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973.

Pendant un an ou deux, c'était peut-être à cause du prix. Après, il a bien fallu que ce soit à cause de la voiture.

On peut vendre une voiture parce qu'elle n'est pas chère. Mais on ne peut le faire qu'une fois.

Si la voiture, après un certain temps, ne répond plus aux attentes du consommateur, il n'achètera pas une autre. Quel que soit son prix.

Fiat est la voiture la plus vendue en Europe depuis aussi longtemps, ce n'est pas seulement parce qu'elle est moins chère, c'est parce qu'elle est meilleure.



Sans traitement anti-rouille. Avec traitement anti-rouille Fiat.

Pour son prix c'est une meilleure voiture.

A quelques exceptions près, une Fiat vous offre plus de place que n'importe quelle autre voiture de sa catégorie. Plus de place pour les jambes, plus de place en hauteur, et même plus de place pour les bagages.

Elle vous offre aussi des avantages que vous n'avez pas l'habitude de trouver dans des voitures du même prix.



En Suède, là où les hivers durent 6 mois, les Fiat durent dix ans et demi.

Des freins à disque, la traction avant, une suspension à 4 roues indépendantes sont des équipements courants même sur nos modèles les moins chers.

Enfin, les Fiat sont agréables à conduire. Et si l'on devait trouver une explication à leur succès, ce serait celle-là.

Ce sont les principales raisons pour lesquelles beaucoup d'automobilistes achètent des Fiat. Mais il y a d'autres raisons pour lesquelles ils continuent d'en acheter année après année.

Pour son prix c'est une meilleure qualité.

D'après un test effectué par le gouvernement suédois il a été prouvé que les Fiat avaient une durée de vie de dix ans et demi.

(Et comme ce test a été fait sur des routes suédoises, et pendant les hivers suédois, il est probable qu'ici, elles dureront plus longtemps encore).



D'après un test effectué par le Touring Club Suisse, sur 34 marques, il apparaît que 80% des voitures tombent en panne plus souvent que les Fiat.

Dans un autre test, effectué par le Touring Club Suisse, sur 34 marques, il apparaît que 80% des voitures tombent en

panne plus souvent que les Fiat.

Dans un autre encore comparant chaque voiture actuellement vendue aux Etats-Unis, la Fiat 128 est considérée comme la meilleure grande routière compacte.

Les résultats de ces tests se sont pas aussi surprenants qu'ils en ont l'air si l'on tient compte des faits suivants :

Fiat est le seul constructeur automobile en Europe qui chaque jour, au hasard, retire de ses chaînes de fabrication des voitures pour les tester sur 50 km.

C'est le seul encore dont les moteurs, avant d'entrer en production, tournent pendant 1000 heures, sans s'arrêter. Ce test mécanique est le plus long et le plus dur du monde.

C'est le premier au monde qui ait rendu chacun de ses ouvriers responsable du contrôle de la qualité. Et le coût de ce contrôle est supérieur à celui de tous ses concurrents.

Nous pourrions encore parler des soupapes spéciales, du traitement anti-rouille, des pots d'échappement en acier inoxydable, des systèmes de sécurité perfectionnés, des essais d'endurance diaboliques. Et nous pourrions devenir ennuyeux.

Aussi, le meilleur moyen de profiter de tous ces avantages, est de faire comme tant d'autres. Ne plus lire les publicités Fiat. Et conduire une Fiat.



**FIAT**

Chaque année, depuis 12 ans,  
la voiture la plus vendue en Europe.



## LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## EMPLOI

**M. CHIRAC : la France est le seul pays à ne pas être touché par une crise.**

Le premier ministre a affirmé, ce jeudi 19 septembre au micro de France-Inter, qu'il n'y avait pas en France de crise de l'emploi. « Nous avons réussi, a-t-il dit, à maintenir la France à la tête de tous les pays industriels pour ce qui concerne la progression de sa production. Parallèlement, nous avons pris un certain nombre de dispositions, notamment financières (le passage à l'encaissement du crédit qui, à mes yeux, d'ailleurs, n'est pas encore suffisamment ferme), afin de lutter contre la hausse des prix, et qui ont pour conséquence de mettre en difficulté certaines entreprises. Nous sommes tout prêts à examiner les situations particulières... »

« Il y a et il y aura ici ou là des crises qui rendront nécessaire un effort particulier. Mais, globalement, la France est le seul pays à ne pas être touchée par une crise de l'emploi. Notre objectif prioritaire est de lutter contre la hausse des prix, même si cela doit comporter des contraintes supplémentaires, même si cela doit comporter des difficultés en matière d'emploi ici et là... »

A l'occasion du SICOB

**Le Monde**

publie un numéro spécial de 16 pages

« L'INFORMATIQUE DEMAIN »

Prix de vente : 2,50 F.

**LA C.G.T. : les licenciements engendrent non la résignation mais la lutte de masse.**

La défense de l'emploi, où que ce soit, est l'affaire de tous les travailleurs et celle de toute la population. La C.G.T. les appelle à organiser massivement le soutien actif, matériel et moral, de tous les travailleurs qui défendent leur gagne-pain, en même temps que l'intérêt véritable du développement économique du pays, et notamment à ceux du France et de Titan-Coder », a déclaré devant la presse, le 18 septembre, M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T.

Le syndicaliste a fait état du nombre croissant de licenciements et des menaces qui pèsent sur l'aéronautique, la mine de Pau-que-mont et de nombreux secteurs industriels.

Le gouvernement et le patronat, dit-il, doivent se rendre compte que ces menaces engendrent non la résignation, mais la lutte de masse et de sérieux conflits sociaux. La C.G.T., en accord avec la C.F.D.T., n'envisage cependant pas, à l'heure actuelle, une offensive « programmée ».

« Tandis que le ministre du travail prend un ton alarmé, a dit M. Krasucki, le président de la République, le premier ministre et les dirigeants du C.N.P.F. se déclarent satisfaits de la situation de l'emploi. »

Les entreprises en difficulté sont qualifiées de « canard boiteux ». Mais ce qui est boiteux, réplique le dirigeant cégétiste, c'est la politique du gouvernement, alors que « les problèmes sociaux, économiques et nationaux exigent plus de sérieux, plus de hauteur de vues et plus d'efficacité ».

« Sa responsabilité est « ébranlée », et le grand patronat ne saurait esquiver la tâche « en tant que détenteur de l'essentiel de cette économie ».

## SECTEUR NATIONALISÉ

**M. PAUL GENTIL EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA S.N.C.F.**

M. Paul Gentil, directeur général adjoint de la S.N.C.F., est nommé directeur général de la Société nationale en remplacement de M. Roger Guibert, admis à faire valoir ses droits à la retraite, qui occupait ce poste depuis le 1<sup>er</sup> février 1968.

Né en 1921, M. Gentil, ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur au corps des mines, est entré à la S.N.C.F. en 1944. Il fut nommé directeur du mouvement en 1966 et directeur général en 1971.

D'autre part, M. Jean-Jacques Burgard, inspecteur des finances, prend la succession de M. Jules Antonin, secrétaire général de la Société nationale depuis 1968, admis à faire valoir ses droits à la retraite. M. Burgard, né en 1926, était secrétaire général de la commission des opérations de Bourse depuis 1968. Enfin, il n'est pas exclu que dans un avenir proche dans le cadre d'un mouvement qui intéresserait certains « grands patrons » des entreprises nationalisées, M. André Ségalat, président du conseil d'administration de la S.N.C.F. depuis 1968, soit appelé à abandonner son poste.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
30 heures	10 1/4	11 1/4	8 3/4
1 mois	11 1/4	12 1/4	9 3/4
3 mois	11 5/8	12 1/2	9 1/2
6 mois	12 1/8	12 5/8	9 1/2

## LE « MARATHON » AGRICOLE DE BRUXELLES

## Le débat sur les prix est retardé par les absences de M. Erthyoy

La négociation entre les Neuf sur la revalorisation des prix agricoles ne commence en fait que ce jeudi après-midi, après le retour de M. José Erthyoy, le ministre allemand, qui aura consacré sa matinée à l'inauguration de la Foire de Munich. Déjà, la veille, les ministres avaient délibéré de problèmes autres que les prix. M. Erthyoy s'étant rendu à Bonn à une réunion du cabinet

fédéral consacrée aux problèmes agricoles. A son retour, il a annoncé à M. Christian Bonnet qu'il avait reçu instruction de refuser énergiquement une augmentation des prix supérieure à 4 %. Dans ces conditions le débat promet d'être difficile car la France, ainsi que plusieurs autres délégations, est fermement convaincue qu'un plus grand effort est nécessaire pour rendre justice aux agriculteurs.

## De notre correspondant

« Exceptionnel, provisoire et limité » de ces mesures. « Il s'agit, a-t-il observé, d'actes de détresse, qui même s'ils ne sont pas conjugués à la lettre de traité de Rome, n'ont nullement porté atteinte aux règles fondamentales du Marché commun agricole : unité du marché, préférence communautaire, etc. » Pour cette raison, M. Achard a demandé au conseil de faire le geste politique consistant à déclarer ces aides exceptionnelles compatibles avec la réglementation commune. Le conseil a trois mois pour instruire cette requête, et, durant ce délai, la procédure d'importation engagée par la Commission contre les aides françaises se trouve suspendue.

## LES MESURES AGRICOLES ALLEMANDES

Bonn (A.F.P.). — Le gouvernement ouest-allemand a décidé mercredi 18 septembre d'augmenter de 1 % le remboursement forfaitaire de la T.V.A. aux agriculteurs. A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1975, ce remboursement passera de 5 à 6 %. Cette mesure de soutien à l'agriculture coûtera à l'Etat plus de 400 millions de deutschemarks par an.

« Cette affaire, ont fait observer les Britanniques, apporte la preuve que la politique agricole commune comporte des lacunes auxquelles on ne peut parfois remédier autrement que par le truchement d'aides décidées sur le plan national. » Dans cette optique, le ministre britannique, M. Peart, a suggéré au conseil d'approuver une résolution indiquant la volonté des Neuf de considérer désormais avec plus de souplesse l'octroi d'aides régionales ou nationales s'écarter de la stricte application des dispositions communautaires. Cette démarche, vivement critiquée par M. Pierre Lardinois, le commissaire européen chargé des affaires agricoles, n'a trouvé aucun écho dans les autres délégations, ce qui tendrait à prouver que, en dépit des déclarations de juillet, les ministres de l'agriculture sont convaincus de la nécessité de respecter aussi scrupuleusement que possible la discipline communautaire.

Le dossier du sucre. — Les Neuf ont eu un échange de vues sur les orientations à donner à la

politique sucrière de la C.E.E. mais leur débat a surtout porté sur les problèmes que soulève l'approvisionnement du marché britannique. Les Anglais manquant de sucre, la Communauté n'ayant pas en mesure, cette année, de leur fournir des quantités suffisantes, ils se sont adressés à l'Australie. Celle-ci a accepté de leur en livrer immédiatement 300 000 tonnes à un prix supérieur au prix communautaire, mais inférieur au prix mondial. En contrepartie, les Anglais signent un accord à long terme les engageant à acheter du sucre australien pendant cinq ans. La Commission et l'ensemble des autres délégations ont fait valoir à M. Peart qu'un tel engagement à long terme serait parfaitement contraire à la réglementation de la C.E.E. et à l'esprit de la préférence communautaire. « Le débat sur ce sujet a été extrêmement dur », a noté le représentant français à l'issue de la séance. Le problème se pose en effet de la façon suivante : les opérateurs privés peuvent acheter autant de sucre qu'ils le veulent, en Australie ou ailleurs, à condition de se plier, lors de chaque opération aux dispositions de prix et de taxes à l'importation en vigueur dans la C.E.E. Toutefois, un engagement à long terme d'Etat à l'Etat, qui, par définition, ne pourrait pas tenir compte de l'évolution des conditions d'importation édictées par la C.E.E., doit être proscrit. Cela dit, la Commission appuyée par le conseil, s'est montrée prête à arrêter les dispositions de gestion nécessaires pour faciliter l'approvisionnement immédiat du marché anglais ; la clause de pénurie qui est inscrite dans le règlement, et qui prévoit de subventionner des achats aux pays tiers, pourrait ainsi être appliquée.

PHILIPPE LEMAITRE.

● M. Giscard d'Estaing a demandé à l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, dont il a reçu le bureau mercredi 18 septembre, de préparer un Livre blanc sur le bilan du Marché commun agricole. Après les diverses demandes de révision de la politique agricole commune, il s'agit de faire l'inventaire de ce qu'il aurait été possible ou impossible de faire sans l'Europe verte.

## CONJONCTURE

**M. ROYER : la situation de la France est très préoccupante.**

M. Jean Royer, maire de Tours ancien candidat à la présidence de la République, a confirmé mercredi 18 septembre, au micro de l'Europe 1, son intention de lancer un « mouvement d'idées » et d'élaborer une « politique », dont il proposera de réfléchir et d'élaborer les valeurs de la vie collective. Il a précisé qu'il n'avait pas créé de parti politique, parce qu'il ne veut pas « désempaler la France ». M. Royer a qualifié de « très préoccupante » la situation économique de la France et il a estimé qu'il faudrait mobiliser davantage les énergies de tous les Français. « Je ne serais pas hostile à ce qu'il y ait en pris de l'essence pour le travail et un prix de l'essence pour les loisirs », a déclaré le maire de Tours, avant d'estimer probable la mise en circulation de tickets d'essence.



**PALU**

SPORTS

vêtements de chasse

11, rue de Miroir 75008 Paris

TEL. 205.25.97



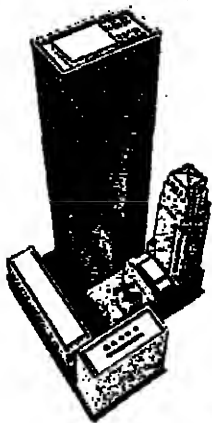
Une bonne idée en a appelé une autre.

## L'une de nos bonnes idées pourrait vous entraîner jusqu'au Canada.

Avez-vous jamais songé à tirer parti de l'incroyable potentiel que représente le Canada en matière d'affaires? Nous pouvons vous aider. Nous avons écrit un livre intitulé « Doing Business in Canada » (« Les affaires au Canada ») dans lequel nous expliquons, sur plus de 60 pages, tout ce qui a rapport à l'implantation d'une entreprise dans ce pays, tout ce qui touche aux différentes formes d'entreprises commerciales, à la taxation, les accords

internationaux, la douane, les tarifs et bien d'autres choses. Si nous savons tant sur les affaires au Canada, c'est que depuis plus d'un siècle nous soutenons l'exploitation des richesses naturelles de ce pays. Aujourd'hui, nous avons plus de 1600 succursales aux quatre coins de cet immense pays, et notre actif dépasse 16 milliards, ce qui fait de notre banque l'une des plus importantes au monde.

Le Canada est un pays où les bonnes idées payent encore. Si vous envisagez de faire des affaires au Canada, pensez donc à nous. Et demandez notre livre gratuit. L'une de nos bonnes idées à votre service. Ecrivez à : Canadian Imperial Bank of Commerce, Commerce Court, Toronto M5G 1A2, Canada, ou à Dept. FL7, Canadian Imperial Bank of Commerce, 19 Avenue Montaigne, 75008 Paris.



**CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE**

Plus de 1600 succursales au Canada  
Bureaux dans les centres mondiaux de la finance  
Plus de 45 succursales aux Antilles.

Commerce Court, Toronto M5G 1A2, Canada.  
Siège international de l'une des banques les plus importantes au monde.

البنك الكندي



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## A PROPOS DE LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

### Citoyenneté politique et citoyenneté économique

#### II. — LA TENTATION UNIVERSALISTE

Par FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ

Auteur. Il y a onze ans, du livre « Pour une réforme de l'entreprise » (1), M. François Bloch-Lainé a souligné, dans un premier article, le monde du 19 septembre, la tendance assez générale en France à confondre la démocratie dans la cité et la démocratie dans l'entreprise. Pour lui, trois différences principales existent entre les deux cas, qui expliquent, selon lui, la nécessité d'aborder de façon spécifique la réforme de l'entreprise.

Aux propositions les plus hardies, les plus généreuses des réformistes, qui le soulignent depuis aujourd'hui plus actifs, plus ardents, les tenants des deux socialismes opposent une méfiance, dont certains motifs sont très significatifs aussi.

#### Crainte de l'intégration

Ces opposants ne se bornent pas à dire : « Nous sommes hostiles à vos projets parce qu'ils émanent de vous et que vous en feriez ce que vous avez fait, depuis trente ans, des nationalisations. Pas ce parce que pas vous. » Ils ajoutent aussi de meilleurs arguments, sans toutefois les développer assez, par crainte, peut-être, de sembler se contredire eux-mêmes à quelque détour d'une dialectique incertaine. Ils font valoir que la promotion ouvrière a dépendu dans le passé, dépend encore principalement des droits reconnus, des facilités reçues en dehors des organismes micro-économiques, au plan de la macro-société, là où les débats sont politiques, avec le soutien de l'opinion, le concours de l'administration, la sanction des lois et des règlements. Ils constatent que les conquêtes faites à l'intérieur des entreprises n'ont été, le plus souvent, que les conséquences de celles faites à l'extérieur.

Ils disent : « A quoi bon, par exemple, pour ceux qui sont des exécutants dans les entreprises et le demeurent, recevoir plus d'informations, être plus consultés, si rien n'est fait, dans le même temps, pour mieux les former à des nouvelles responsabilités, pour soutenir leurs initiatives et leurs actions, pour leur confier une pertinence, une autorité, sans quoi il n'y a pas de succès durable ? Or cette préparation, ces apports, dont dépend l'efficacité effective des chances données aux citoyens économiques, ne peuvent être pleinement obtenus que par les citoyens politiques. Le droit de cité dans l'entreprise est illusoire tant qu'il n'est pas mieux établi dans la cité. » Est-ce à dire que si le pouvoir politique changeait de mains, ces Jacobins trouveraient inutile, au

quant au civisme du politique et de l'économique. Chez les dirigeants syndicalistes, notamment, tout progrès de la situation du salarié en tant que citoyen de l'entreprise est considéré comme un leurre ou comme un piège si rien ne change par ailleurs, dans la situation de ce salarié en tant que citoyen de l'Etat. On estime que l'octroi aux travailleurs d'un droit de vote dans l'entreprise ne suffit pas à modifier en leur faveur les rapports de forces ; qu'il risque de les intégrer davantage à un système dont ils ne sont pas les maîtres et dont ils ne peuvent acquiescer la maîtrise par cette seule voie ; qu'il risque donc de consolider, dans ce système, les rapports de forces existants.

plan micro-économique, ce qu'ils trouvent aujourd'hui insuffisant ? En d'autres termes, est-ce que les garanties à offrir aux travailleurs en leur double qualité de citoyens de leurs entreprises et de citoyens de leurs cités, ne devraient pas être toujours distinguées ? Et est-ce qu'elles ne pourraient pas être définies, indépendamment de la situation politique ? La tendance à attacher à la citoyenneté économique, les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'à la citoyenneté politique va dans trois directions principales. Pour ouvrir le débat souhaitable, en termes un peu provocants, on peut parler d'une triple tendance à l'universalisme, à l'unanimité et à l'égalitarisme, qui se manifeste actuellement au sujet de l'entreprise. Aucune n'est intrinsèquement perverse ; toutes procèdent de bonnes intentions et peuvent même susciter des progrès ; mais elles sont également déviantes, si on n'y prend pas garde. C'est pourquoi je crois utile de faire les observations que voici, sans renier aucunement les idées que j'ai exprimées il y a dix ans, alors que se développait le débat que j'ai souhaité et que je vais réviser, avec d'autres, de pousser plus loin.

La société politique est dans son droit chemin quand elle s'applique à satisfaire tous les besoins de la vie collective, à bénéficier dans l'unité du consensus général de ses membres et à traiter ceux-ci sur un pied de parfaite égalité. La cité idéale est bien celle qui pourvoit à tout le nécessaire, reçoit une approbation unanime, exclut les discriminations. Elle n'est pas souvent réalisée, mais elle est toujours désirable comme cela.

L'entreprise doit-elle, peut-elle avoir les mêmes ambitions ?

activités locales, les associations subventionnées ne peuvent effectuer toutes, sans argent et d'agents. Ainsi voit-on des employeurs dispenser des habitations, des soins, des enseignements, des lieux de détente et de culture, se soucier de plein emploi et d'écologie, voire de travaux scientifiques et d'œuvres d'art, sans rapport très direct avec leur activité professionnelle. Quant aux bénéficiaires de ces prestations et, singulièrement, leurs représentants syndicaux, ils ont à l'égard de ces initiatives une attitude assez équivoque. Sans les approuver formellement, en les critiquant même souvent, ils s'en accommodent et ne cherchent pas à théoriser, là où règne encore un empirisme qui ne leur paraît pas dangereux.

Il arrive bien qu'on dise, à gauche : « Si nous avions le contrôle des entreprises, cette extension de leurs attributions ne nous ferait pas peur. » Et à droite : « Nous voulons bien participer ainsi à l'action d'un gouvernement - qui nous convient - mais si celui-ci venait à changer beaucoup... » Ces attitudes, cependant, ne découlent pas de doctrines bien fermes. Peut-on demeurer ainsi dans la nébulosité sans inconscience ?

Du côté syndical, la vigilance, de fait, semble-t-il, être constante, quelle que soit la situation politique, à l'égard de solutions qui font dépendre trop des employeurs, quels qu'ils soient, la promotion individuelle et collective des ouvriers. Du côté patronal, la réserve devrait, de même, être constante à l'égard de solutions qui soumettent des organismes à but commercial à une fiscalité inavouée, à des charges en nature, plus ou moins volontaires, dont les budgets publics se trouvent allégés. Les consommateurs et les contribuables, qui n'échappent pas à l'incidence finale de ces charges, ne

saussent, non plus, être indifférents. Or il est incontestablement bon, pour la liberté et pour la commodité de l'individu, qu'un choix lui soit offert, pour un même type de prestations sociales ou de garanties, entre plusieurs prestataires : son entreprise, sa commune, une association ad hoc, un tiers fournisseur... Et pour économiser les forces de la collectivité, l'utilisation de toutes les capacités, de toutes les logistiques existantes est assurément recommandable. Mais où s'arrêter dans le développement des réalisations sociales des entreprises, qui les font agir de plus en plus comme des collectivités ? Avant même qu'une évolution plus accentuée ne détermine des réactions plus vives, avant que les entreprises n'aillent de trop d'abandon à trop d'intervention, ne

faudrait-il pas essayer de définir, tôt ou tard, de façon souple et révisable, un juste partage des rôles entre elles et les collectivités, sans oublier les associations qui leur servent de suppléments ou de truchements ? Ne serait-il pas préférable que, sans trop tarder, on indiquât assez nettement au citoyen polyvalent ce qu'il peut attendre des différentes communautés auxquelles il appartient — communauté de travail, de résidence, d'adhésion, — quel est, pour lui, le « do ut des » vis-à-vis de chacune d'elles ? Ainsi dépendrait-il moins des humeurs, généreuses ou avaries, approbatives ou contestataires, des pouvoirs et contre-pouvoirs qui s'occupent de lui.

Cette précision des règles de bonne compagnie ferait utilement sortir d'un rêve confus, d'un projet sentimental qui est informulé et peut-être inconscient chez des réformateurs sympathiques, chrétiens

ou non : recréer la paroisse ou réussir le phalanstère dans l'entreprise et, comme on l'a déjà noté, régénérer la cité politique à partir de cette cellule exemplaire. Une telle utopie ne mène à rien.

Comment peut-on réformer l'entreprise si on ne veille pas d'abord à ce qu'elle ne soit pas déformée, sué par sa vocation ? Dans une entreprise exerçant des fonctions débordantes, l'attribution logique du pouvoir est encore plus compliquée. Le pouvoir dans l'entreprise dépend forcément des pouvoirs de l'entreprise.

Sans doute, les rôles respectifs des organismes qui concourent à la vie collective ne pourront-ils jamais être répartis d'une manière tout à fait nette et les citoyennetés chevaucheront-elles toujours quelque peu. Mais l'ambiguïté paraît aujourd'hui trop grande. Faudrait-il en sortir avant de procéder à toute réforme de l'entreprise ? Assurément non. Préférer résoudre d'abord ce partage des activités lucratives et non lucratives entre les trois formes d'organisation — l'entreprise, la collectivité, l'association — que le système socialiste a réduit à une seule et qu'on veut faire coexister dans une vraie démocratie, socialiste ou non, ce serait repousser indéfiniment dans le temps tout progrès ponctuel possible. Mais on doit s'atteler immédiatement à un travail de clarification dans lequel on est encore trop peu avancé.

(1) Pour une réforme de l'entreprise, édité au Seuil en 1963.

Prochain article :

UNE COMMUNAUTÉ UNANIME ET ÉGALITAIRE ?

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ ET MORGAN GRENFELL HOLDINGS LIMITED

Une nouvelle étape dans le développement international de Suez

La Compagnie financière de Suez vient de conclure un accord de coopération avec Morgan Grenfell Holdings Limited, groupe qui détient la totalité du capital de Morgan Grenfell & Co Limited, l'une des premières et plus importantes banques de Londres. Du côté de Suez, cet accord englobe la Banque de Suez et de l'Union des Mines, la Banque de l'Indochine et le Crédit Industriel et Commercial.

Cet accord est destiné à élargir les possibilités d'action des deux groupes dans le domaine international, à diversifier la gamme des services bancaires et financiers qu'ils offrent déjà et à développer une action commune à l'échelle mondiale, en particulier par la création d'instruments communs.

Afin de favoriser le développement de relations opérationnelles étroites, Suez et Morgan Grenfell vont procéder à l'échange de représentants dans les conseils d'administration des deux groupes. En plus, l'intention de matérialiser leur accord en établissant, le moment venu, des liens en capital.

Cet accord va recevoir immédiatement une première application pratique. En effet, la Banque de l'Indochine et Morgan Grenfell & Co Limited viennent d'obtenir les autorisations nécessaires à la création d'une banque d'affaires à Singapour, en association avec la Development Bank of Singapore ; simultanément, ils vont procéder à la création d'un établissement financier à vocation de banque d'affaires à Hongkong. Ces deux organismes, qui seront opérationnels à brève échéance, compléteront sur les deux places l'activité purement bancaire qu'exerce la Banque de l'Indochine depuis de nombreuses années.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9,30 % Novembre 1973

Les intérêts courus du 2 octobre 1973 au 1<sup>er</sup> octobre 1974 sur ces obligations seront payables, à partir du 2 octobre 1974, à raison de F 63,70 par titre de 1 000 F contre détachement du coupon n° 1, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 5,30 F (montant global F 63). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 13,94, soit un net de F 66,76.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Coudreau, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION**

disposant à l'échelon national d'un important réseau de concessionnaires, grossistes et détaillants (commerce divers)

désire, dans un but de diversification, prendre contact avec fabricants souhaitant diffuser

**NOUVEAUX PRODUITS**

Pour premier contact : Monsieur BENAT

Parfrance Publicité  
4, rue Robert Estienne  
75008 Paris - Telex OFPA 65641 F.

**SICOB**

**les moyens d'être international**

Tout est prêt à Paris pour recevoir au SICOB les exposants et les visiteurs du monde entier.

Tout est prêt pour la présentation et la démonstration des matériels et des équipements : l'Informatique, la Communication et l'Organisation du Bureau

Les applications du logiciel Isobware sont traitées à la Convention Informatique du 16 au 20 septembre 1974, au Centre International de Paris, Porte Maillot.

**25° SICOB**

**21-27 septembre 1974 CNIT-La Défense, Paris**

**SICOB**

Photocopieur à sec automatique  
+ Calculateur électronique de bureau 10 chiffres

**Le tout pour 750 F H.T.**

SAFRACOPY - Stand 5 F - 5603  
ou écrire à : SAFRACOPY - via Brin 4, Milan (Italie)

**RECOUVREMENT DE CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER**

un organisme international spécialisé

**BUREAU QualitAs**

112 ter, rue Cordinet, 75017 PARIS  
Tél. 766-52-66  
Télex : RISK 28434 PARIS

PALU



## LE PROJET DE BUDGET

## Progression des dépenses de 13,8 % et léger excédent des recettes

Le projet de budget pour 1975, qu'a fait adopter M. Fourcade mercredi 18 septembre au cours du conseil des ministres et qu'il a présenté dans l'après-midi à la commission des finances de l'Assemblée nationale est en équilibre, comme les cinq budgets précédents (1970 à 1974). Les dépenses définitives de l'Etat (prêts non compris) atteindront l'an prochain 258,9 milliards de francs, les recettes sont estimées à 258,4 milliards de francs. Le projet de budget « au-dessus de la ligne » est donc excédentaire de 545 millions de francs et marque une progression des dépenses de 13,8 % par rapport au budget rectifié de cette année (l'augmentation est de 17 % par rapport au budget initial de 1974). C'est une progression moins rapide que celle qui est attendue de la production intérieure brute en valeur (+14,3 % en 1975 par rapport à 1974).

Pour tenir compte des opérations dites « à caractère temporaire », constituées essentiellement par les prêts de l'Etat aux entreprises publiques par le biais du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.), il faut ajouter 3 304 millions de francs de charges mais déduire 3 079 millions de francs de remboursements, soit un déficit pour le budget « au-dessous de la ligne » de 225 millions de francs. Globalement, en additionnant les opérations définitives et les charges temporaires de l'Etat, on arrive à un léger excédent de recettes de 320 millions de francs.

Les rentrées fiscales de l'Etat atteindront en 1975, selon les prévisions du projet de budget, le total de 268,2 milliards de francs (290,9 avant les divers remboursements de T.V.A. et dégrèvements) ; soit une progression de 8,6 % par rapport aux recettes fiscales nettes de cette année. La pression fiscale de l'Etat reste ainsi stable, aux environs de 20 % de la production intérieure brute. Le ministère de l'économie et des finances a calculé que si aucune modification n'avait été apportée à la législation fiscale applicable l'année prochaine les recettes de l'Etat auraient atteint 273,4 milliards au lieu des 268,2 milliards annoncés.

### Taxe conjoncturelle et réforme du quotient

C'est qu'en effet le gouvernement a décidé d'appliquer — comme il y est tenu par la loi — la règle de l'ajustement du barème d'imposition des revenus en fonction de l'inflation ; les seuils des tranches d'imposition sont ainsi déplacés de 12 %. En outre, divers ajustements sont consentis en faveur des plus petits salariés et des personnes âgées, une partie étant d'ailleurs compensée par un modeste relèvement des droits sur l'alcool, les passeports ou les autos des sociétés.

Deux modifications fiscales importantes seulement interviendront en 1975 : la création de la taxe conjoncturelle sur les entreprises — qui cessera d'être perçue quand l'inflation se sera calmée ; moins de 0,5 % de hausse par mois pendant trois mois consécutifs — et le début de réforme du quotient familial, de faible ampleur quant aux sommes engagées mais de grande signification pour les perspectives qu'il ouvre.

C'est surtout du côté des dépenses que le projet de budget 1975 engage l'avenir. La quasi-stagnation des investissements publics qu'il entraîne freinera la croissance nationale et pèsera spécialement sur certains budgets : éducation, agriculture, travail, logements (autres que sociaux).

## Dépenses : régression des équipements et progression des interventions sociales

Voici comment se décompose la progression globale de 13,8 % des dépenses définitives de l'Etat prévues pour 1975, par rapport au budget de cette année tel qu'il avait été rectifié en juillet dernier :

- Charges de la Dette publique : + 13,8 % (+ 15,8 % en 1974) ;
- Dépenses de fonctionnement : + 16,5 % (+ 14,3 %) ;
- Intervent. (sociales et écon.) : + 11,3 % (+ 10,9 %) ;
- Dépenses d'équipement : + 10,4 % (+ 10,1 %) ;
- Dépenses militaires : + 13,8 % (+ 9,8 %).

S'ajoutent à ces dépenses du budget général, les comptes d'affectation spéciale (par exemple, le Fonds spécial d'investissement routier, les crédits d'adduction d'eau, le Fonds forestier...), qui modifient évidemment les pourcentages ci-dessus. Les dépenses ordinaires civiles (charges de la dette publique, fonctionnement, intervention) progressent de 14,3 %, les dépenses d'équipement de 9,8 %, les dépenses militaires de 13,9 %, soit au total 13,7 % d'augmentation des charges pour des ressources dont on prévoit actuellement l'augmentation de 11,3 %.

Ainsi l'excédent budgétaire de 5,5 milliards de francs attendu pour cette année ne serait-il plus que de 545 millions de francs l'année prochaine.

**26 400 postes nouveaux au lieu de 41 200 cette année**

Le projet de budget de l'Etat prévoit de créer 21 337 postes nouveaux dans la fonction publique, se décomposant ainsi : travail et santé, 338 ; agriculture, 416 ; économie et finances, 1 633 ; éducation et sports, 14 748 ; équipement, logement, tourisme et transport, 897 ; intérieur et rapatriés, 2 157 ; justice, 1 312 ; divers, 56. S'ajoutent 3 999 postes créés dans les P.T.T. (budget annexe) et 1 032 au titre du budget militaire. Soit, au total, 26 368 postes nouveaux contre 41 186 dans le budget de cette année.

**Minimum de 20 F par jour au printemps pour les personnes âgées**

Le projet de budget pour 1975 prévoit que les dépenses d'intervention de l'Etat dans le domaine social passeront de 34,8 milliards en 1974 à 44,4 milliards de francs

en 1975, soit une augmentation de 9,6 milliards de francs (+ 27,5 %). Dans quatre domaines, les décisions déjà prises par le gouvernement pèseront lourd sur le budget : aides accordées aux personnes âgées, invalides ou handicapés, aide accordée aux familles, santé, emploi et formation professionnelle.

La croissance globale des crédits d'Etat et des régimes sociaux atteint 7,2 milliards de francs. Sur ce total, la part de l'Etat représente 3,3 milliards de francs. Elle permettra de fixer à 20 F par jour de printemps l'allocation minimale aux personnes âgées (qui a été portée de 14,35 F à 17,30 F, en juillet), conformément aux engagements pris par M. Giscard d'Estaing lors de la campagne présidentielle. Cela représentera une augmentation de 15,9 % de cette prestation.

Pour améliorer la situation des personnes âgées de condition modeste qui ont subi des retards de versement, le projet prévoit une nouvelle mesure de revalorisation lorsque les rentes ont été constituées avant le 31 décembre 1973.

En outre, sont inscrites des dotations permettant de faire évoluer, en 1975, l'allocation servie aux infirmes, aux aveugles et aux grands paralysés, au même rythme que le minimum vieillesse. Les dépenses d'intervention en faveur des familles devraient, en 1975, progresser de 2,8 milliards de francs, la part de l'Etat représentant 600 millions de francs seulement. Ce complément permettra de faire face aux consé-

quences financières du relèvement des prestations familiales, en juillet dernier, et de la loi de projet (qui vise à remplacer l'allocation de maternité par des allocations post-natales, à développer l'assurance vieillesse des mères de famille, à assouplir les conditions d'octroi des allocations d'orphelin et de frais de garde, et d'élargir le champ d'application des prêts aux jeunes ménages).

### Financement des projets sur la contraception et la Sécurité sociale

Des crédits dépassant 300 millions de francs supportés par le budget de l'Etat sont prévus :

Pour permettre la mise en œuvre des mesures d'accompagnement du projet de loi sur l'interception de grossesse et la contraception. La répercussion de ces mesures sur le budget de l'Etat est estimée à 30 millions de francs en 1975.

Pour réaliser la première étape de généralisation de la sécurité sociale. Cette première étape permettra, on le sait, de faire bénéficier gratuitement des prestations d'assurance-maladie un certain nombre de catégories nouvelles : les jeunes à la recherche d'un premier emploi et inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi ; les conjoints des défunts ; les femmes séparées de corps

ou divorcées, ou les veuves qui n'exercent aucune activité professionnelle pendant une durée à déterminer ; les conjoints des personnes qui accomplissent le service national.

Ces mesures de généralisation s'inscrivent elles-mêmes dans la perspective plus large d'une loi destinée à instituer progressivement, et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 1978, une protection sociale minimale pour l'ensemble des Français, à harmoniser entre les différents régimes de sécurité sociale, et à normaliser les relations financières entre ces régimes et l'Etat. Le texte législatif correspondant doit être incontestablement soumis au Parlement. Les conséquences de cette loi sont prises en compte dans le projet de loi de finances pour 1975, qui prévoit l'affectation au régime général de protection des salariés (lui-même appelé à intervenir pour faciliter l'équilibre financier des régimes de non-salariés) des droits de consommation sur les alcools pour un montant proche de 4 milliards de francs.

### Crédits accrus pour formation professionnelle et le chômage

En 1975, les dotations consacrées à la formation professionnelle passeront de 2,5 milliards de francs à 3,7 milliards, soit une progression de + 25,3 %. Cette progression se décompose ainsi : l'Association pour la formation professionnelle des adultes bénéficiera de 136 millions de francs supplémentaires, permettant d'accueillir deux mille stagiaires de plus qu'en 1974 ; le Fonds national de l'emploi aura ses crédits accrus de 10 millions de francs, permettant d'augmenter d'un quart environ le nombre de sections homogènes de formation ; le Fonds de la formation professionnelle verra sa dotation augmentée de 42 millions de francs, soit + 10 % ; les crédits destinés à la rémunération des stagiaires, en augmentation de 20,6 %, permettront d'augmenter le nombre des stagiaires rémunérés de 6 % environ ; enfin, les crédits destinés à l'apprentissage passeront de 141 à 185 millions de francs, ainsi pourront être mis plus de cent centres de formation d'apprentis nécessaires pour assurer les trois cents heures annuelles de formation générale prévue par la réforme de l'apprentissage votée en 1971.

Est également prévue, en 1975, une provision pour de nouvelles majorations des aides publiques au chômage, qui ont été relevées de 12,4 % le 14 janvier dernier (cependant que les plafonds de ressources pour l'octroi de l'aide au chômage étaient majorés de plus de 30 %).

Les dépenses civiles d'équipement, qui recouvrent essentiellement les sommes consacrées aux équipements collectifs, passeront de 26,58 en 1974 à 28,36 milliards de francs en 1975, soit une progression de 10,4 %. Ces chiffres concernent les crédits de paiement, c'est-à-dire les sommes qui seront effectivement dépensées l'année prochaine en raison, pour l'essentiel, d'engagements pris les trois dernières années par les pouvoirs publics.

Les autorisations de programmes, qui sont des engagements pour l'avenir, progresseront de 12,4 %. Si on leur ajoute les autorisations de dépenses ouvertes à propos des comptes d'affectations spéciales, des comptes spéciaux du Trésor et des budgets annexes (P.T.T.), la progression totale des autorisations de programmes atteindra 17,4 % en 1975. Le chiffre le plus significatif sera plus faible. C'est celui qui regroupe, outre l'effort d'équipement financé par l'Etat, les dépenses analogues engagées par le secteur privé ou parapublic sur revenus d'emprunts pour les autorisations, le téléphone, les hôpitaux. Dans ce cas, la progression totale ne sera plus que de 12,1 % en valeur nominale. Or, comme les prix augmenteront l'an prochain d'environ 9 à 10 %, à en croire le gouvernement lui-même (la réalité pouvant, une fois de plus, dépasser ce pronostic), l'effort d'équipement de l'Etat ne sera jamais supérieur l'an prochain (en volume de travaux), à celui de cette année, bien que le produit national doive, selon M. Fourcade, croître de 4,2 % (en valeur réelle).

Voici comment évolueront (en francs courants) les crédits consacrés à trois secteurs clés des équipements collectifs :

<b>● Réseau routier.</b>	
Budget général de l'Etat	+ 41 %
Fonds spécial d'investissement routier	+ 1,3 %
Autoroutes	+ 21,3 %
Total	+ 1,2 %
<b>● Télécommunications.</b>	
Budget des P.T.T.	+ 48,6 %
Emissions dans le public	+ 35,3 %
Total	+ 24 %
<b>● Equipements sanitaires et scolaires.</b>	
Emprunts	+ 22,3 %
Budget	+ 23,7 %
Total	+ 20 %

## Pour un meilleur espace de vivre... Strafor à l'espace Cardin.

L'entreprise n'est pas seulement un lieu de travail... Elle est aussi un lieu de vie. Pour lancer ses derniers-nés, les meubles Strafor 400, et pour marquer la sortie des premiers sièges 451 de la nouvelle association Steel-Case Strafor, l'espace Cardin a été retenu tous les soirs à partir de 18 heures, du 23 au 26 Septembre.

Partant du principe que ce qui est bon pour l'homme... est excellent pour l'entreprise, Strafor, qui entend promouvoir une politique de communication et de mieux être, sera heureux d'accueillir ses amis et ses clients à l'espace Cardin.

**STRAFOR**

# ACHETEZ avant la reprise de la Bourse. VOUS N'Y CROYEZ PAS ? Lisez donc le Journal des Finances ! \*

Soyez le premier à réagir avec intelligence : vous ferez d'excellentes affaires. Les initiés s'y préparent déjà. Avec le Journal des Finances, ne vous laissez pas devancer. Achetez !

Nous n'avons jamais cessé de nous battre pour vous. Soyez lucide. Profitez de nos conseils, de nos analyses, de nos dossiers, de nos interviews. Ecrivez-nous. Vous gagnerez, avec nous, la bataille de la Bourse.

\* Adressez-nous simplement votre carte de visite pour recevoir un service gracieux d'un mois (4 numéros).  
Journal des Finances, service M 122, rue Réaumur 75002 PARIS - Téléphone : 508.42.75.

JOURNAL DES  
**FINANCES**  
POUR GARDER LA TÊTE FROIDE

الصحف المالية



## Projet de loi : révision du barème de l'impôt sur le revenu et aménagement du quotient familial

recettes fiscales de l'Etat, passant en 1975, selon le projet de budget, 289 227 millions de francs (290,9 milliards avant les remboursements de TVA et crédits d'impôts), soit une progression de 8,5 % par rapport aux recettes fiscales nettes de cette année. A législation constante, les recettes seraient élevées l'an prochain à 311 200 millions de francs.

travaux, de 10 en 10 points (voir ci-contre). Cela évitera aux contribuables se situant juste au-dessus de la limite d'une tranche de subir un taux majoré de 10 %. Enfin, la limite d'exonération de l'impôt pour les salariés passera de 10 000 à 11 400 F de revenu annuel imposable (la limite restant fixée à 10 000 F pour

chaque année du même pourcentage que les limites des tranches du barème d'imposition, pour tenir compte de l'inflation. Le système concernera également les étudiants jusqu'à vingt-cinq ans et les majors effectuant leur service militaire. En dessous de dix-huit ans, le système actuel (une demi-part de quotient pour chaque enfant) restera inchangé.

# CADRES

**Désireux de changer  
ou améliorer votre situation**

**G F C**  
Groupement Français de  
**CONSEILS EN**  
**CARRIÈRES**  
vous aide efficacement  
à chercher et trouver  
un poste à  
votre mesure

**Très nombreuses références**  
Premier entretien sur R.-V.

**G F C S.A.**  
103, rue de la Pompe  
PARIS XVI •  
553.89.29 et 87.55  
Notre Cabinet  
n'est pas un bureau de placement

# P. C. E. M.

Si vous voulez assurer vos chances au concours de fin d'année, des équipes de maîtres-assistants suivent les étudiants parallèlement à chaque CHU, par groupe de 15, dans les principales matières. LE SOIR.

**CEPES** Groupement libre de professeurs, 37, rue Charles-Lafitte 92 NEUILLY  
722.94.94

MINISTRE DES TRANSPORTS,  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
ET DU TOURISME DU MALI

**Direction Générale de l'Office  
Postes et Télécommunications  
du Mali**

### Fourniture et installation d'Équipement de Télécommunications

**Avis d'Appel d'Offres International**  
**du 25 juillet 1974**

AVENANT N° 1  
 tant modification de la date de clôture de l'Appel d'Offres et d'ouv-  
 des pils

2 OCTOBRE 1974 à 12 HEURES G.M.T.  
L'ouverture des plis aura lieu en séance publique le même jour à 12 heures G.M.T. à la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications.

LIRE :

« Elles devront lui parvenir sous peine de forclusion au plus tard le 6 DECEMBRE 1974 à 10 heures G.M.T.

« L'ouverture des pils aura lieu en séance publique le 11 DECEMBRE à 09 heures G.M.T. à la Direction Générale de l'Office des Postes

RESTE  
Sans changement.

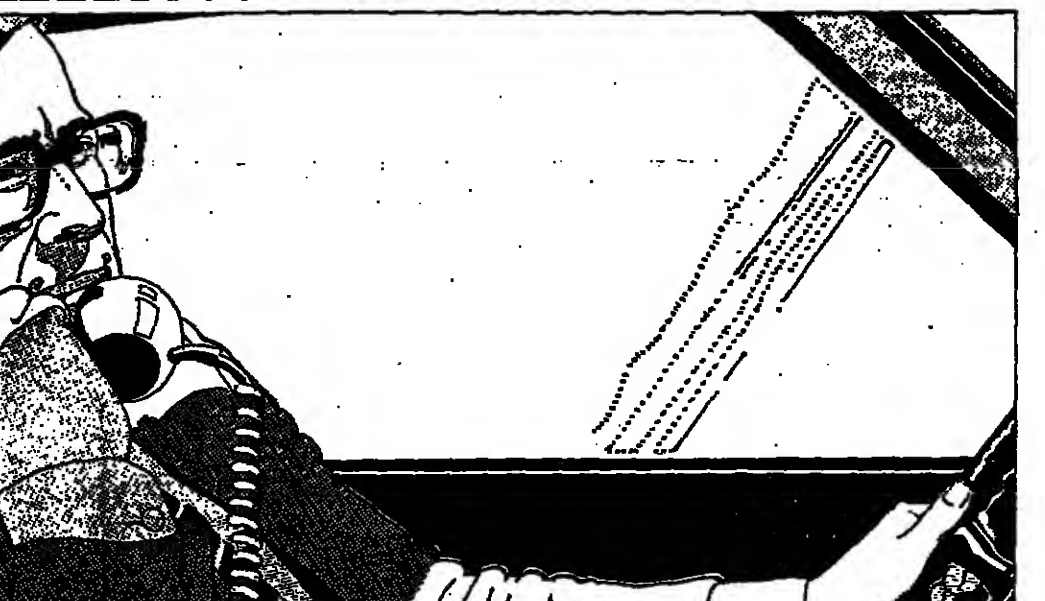
## PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demander le nouveau guide  
gratuit numéro 685  
**ECOLE PREPARATOIRE  
D'ADMINISTRATION**  
Ecole privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédago-  
gique de l'Etat  
rue des Petites-Champs  
92 PARIS 8E  
01 47 20 00 00



**ENOES**  
Ecole Nlle d'Org. Eco. et Soc.  
Et. Privé d'Engt Techn. et Sup.  
- Préparation reconnue par l'état à  
**L'EXPERTISE COMPTABLE**  
**\*FORMATION A LA GESTION**  
**D'ENTREPRISE**  
62 Rue de Miromesnil  
75008 PARIS Tél. 522.15.07

## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Jeunes gens - Jeunes filles  
Admission : Baccalauréat  
**50 POSTES**  
**DE DIRECTION D'ENTREPRISES**  
seront offerts dans 3 ans aux élèves de l'E.S.D.E.  
4, rue de Rennes - 75006 PARIS - Tél. 544-12-98 - 883-29-19



**vosre voiture  
reliée au réseau téléphonique mondial  
...pour moins de 21f par jour  
cela vous intéresse-t-il ?**

1	ABC 2	DEF 3
GHI 4	JKL 5	MN 6
PQR 7	TSV 8	WXY 9
	0	

Pour appeler, vous devez composer le numéro de votre correspondant. Vous ne décrochez le combiné qu'après avoir entendu dans le haut-parleur votre interlocuteur.

Téléphoner directement de sa voiture, c'est une façon nouvelle de rentabiliser les heures perdues chaque jour à circuler. C'est aussi le meilleur moyen de garder un contact permanent avec ses activités ou ses affaires.

Pour moins de 21 F par jour, qui incluent la location entretien du matériel et l'abonnement P.T.T., vous êtes relié par un **RADIOTELEPHONE AUTOMATIQUE** au réseau téléphonique national et international.

**Vous avez donc ainsi, de votre voiture, comme si vous étiez à votre bureau, la possibilité d'appeler ou de recevoir toutes communications du monde entier, et ceci dans un rayon de 35 km autour de PARIS. Le même service sera offert à LILLE, LYON, MARSEILLE, BORDEAUX et STRASBOURG en 1974.**

Conçu et réalisé par THOMSON-CSF, le n° 1 de l'électronique française, ce système intéresse tous ceux qui se veulent efficaces.

En êtes-vous ?

Pour tous renseignements ou inscriptions, téléphonez au 781.12.12 ou voyez notre station-service au parking Etoile-Foch (704.75.73).

**Le coffret émetteur-récepteur, pas plus encombrant qu'un attache-case, est placé dans le coffre de votre voiture.**

**THOMSON-CSF**

**DÉPARTEMENT RADIOTÉLÉPHONES**  
312, rue Gabriel Perri/82700 COLOMBES/Tél. 781.12.12  
SICOB Stands N° 3.602 à 3.607 - Niveau 3 - Zone

### UNE CROISSANCE RALENTIE

(En pourcentage)

	1973	1974		1975
	Résultats	Prévisions initiales (sep. 1973)	Prévisions rectifiées (juil. 1974)	Prévisions
<b>RESSOURCES DE LA NATION</b>				
Production intérieure brute.....	+ 6,8	+ 5,5	+ 4,8	+ 4,2
Importations (toutes zones)...	+ 16,9	+ 12,5	+ 9	+ 6
<b>EMPLOI DE CES RESSOURCES</b>				
Consommation des ménages.....	+ 5,8	+ 5,6	+ 4,5	+ 3,5
Investissements des entreprises.....	+ 8	+ 7	+ 5	+ 4,5
Exportations (toutes zones).....	+ 13	+ 12	+ 12,7	+ 10,1
<b>HAUSSE DES PRIX</b>				
- à la consommation.....	+ 7,7	+ 7,2	"	+ 8
- de la production intérieure brute (P.I.B.)...	+ 6,8	+ 6,7	"	+ 9,7

### ÉVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES

ANNÉES.	PRÉVISIONS		RESULTATS
	Déficit	Excédents	DÉFICITATION (1)
1957	10 838		— 11 638
1958	5 895		— 6 970
1959	5 878		— 6 558
1960	6 233		— 6 479
1961	6 857		— 6 802
1962	7 060		— 7 151
1963	6 968		— 6 640
1964	4 734		— 378
1965		12	— 252
1966		6	— 4180
1967		3	— 8 535
1968	1 941		— 11 525
1969	6 354		— 1 480
1970		5	+ 450
1971		2	+ 1 897
1972		1	+ 2 767
1973		3 (2)	+ 4 640 (2)
1974		328	+ 3 845 (4)
1975		329	

(1) Non compris les opérations avec le F.M.I.  
(2) Compte général de l'administration des finances.  
(3) Compte non tenu des abatements de crédit liés à la réduction des taux de T.V.A.  
(4) 3 500 millions de francs ont fait l'objet d'un remboursement à la Banque de France le 25 juin 1974 à l'occasion de la loi de finances rectificative pour 1974.

● Diverses améliorations sont apportées au fonctionnement du conseil des prud'hommes par un décret publié au Journal officiel du 1 septembre.

Les plaquards pourront dorénavant obtenir, dès le début de l'instance, devant le bureau de conciliation, la même importance que les décisions présentées pour avoir un caractère d'urgence évident. Par exemple : licenciement abusif ; réduction de travail ;

assistanat de salaires, attentions pour la Sécurité sociale et les ASSÉDIC... ainsi que le régime des congés payés.

Ces dispositions ont pour objet de modifier ou accroître leurs demandes tout au long de la procédure, y compris en matière d'indemnité.

Enfin certains salariés pourront saisir le conseil de prud'hommes de leur demande et les formalités de saisine seront simplifiées.

attestation de salaire, attestations pour la Sécurité sociale et les ASSEDIC...) ainsi que le règlement des plaideurs impayés.

» Les plaideurs pourront modifier ou accroître leurs demandes tout au long de la procédure, y compris devant la cour d'appel. Enfin certains salariés pourront saisir le conseil de prud'hommes de leur domicile et les formalités à accomplir pour interjeter appel sont simplifiées. »



حکومت الدہلی



**PARIS**  
**18 SEPTEMBRE**

## LONDRES

Le marché est calme et indécis, suite notamment d'un sondage pré-électoral donnant une avance certaine aux travaillistes. Le pétrole et le pétrole sont irréguliers, après reprise des mines d'or. (coteurs) derniers : 143 40 contre 142.

	CLÔTURE 18/9	COURS 19/9
Oran 3 1/2 %	243 5/8	243 5/8
Alger 3 %	242 1/2	242 1/2
Constantine 3 %	182	182
Paris	83 3/4	83 3/4
Port de Commerce	108 1/4	108 1/4
Port de Commerce	108 1/4	108 1/4
Banque	151 1/4	150 1/2
Textile Holdings	28 3/4	28 3/4
West End Corp.	78	77
Industrie	33 1/4	33 1/4

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE Base 100 : 23 déc 1972.)

	17 sept.	18 sept.
valeurs françaises ..	69,1	67,4
valeurs étrangères ..	72,1	71,6

**C\* DES AGENTS DE CHANGE**  
(Base 100 : 29 déc 1961.)

indice général ..	53,2	57,5
-------------------	------	------

MARCHE MONETAIRE	
	Taux Banque de France
Es. publics	13 1/2
Es. privés	12 1/2
Es. terme	12 1/2

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

### MÉTALLURGIQUE DE NORMANDIE

— Résultats nets du premier trimestre 1974 : 23,2 millions de francs

**GUYENNE ET GASCOGNE.**  
 bénéfice net pour l'exercice clos le 30 juin 1974 : 1,9 million de francs  
 dividende global : 8,25 F contre 18 F  
 en 1973 et 23 F en 1972 (le nombre  
 actions a été multiplié par  
 10 par réduction du nominal de  
 10 F à 25 F.

VALEURS (actions et parts)	Montants	Participations -cours
2. Parti. Lorraine, c. 43	12.6	0 8...

NEW YORK

### Indécis

La tendance a été indécise "un cran" à l'ordinaire, au mois d'août. Après un finalisme gagné 3,12 points, on en avait perdu plus de 9 à la fin de septembre. Les courtiers ont bousculés le repli initial à l'annonce d'un important déficit de la balance des paiements américain, mais le retour à la hausse a été interrompu par la prise qu'il a suivie à l'espoir, toujours tenace, d'une baisse des taux d'intérêt. Les ventes, en définitive, ont été réduites de la moitié fédérale, ce qui a permis d'asseoir légèrement les contraires pesant sur le crédit à l'espoir. L'indice a donc accompli ses plus hauts pics depuis le printemps, et de nombreux observateurs restent sceptiques. L'indécision a été renforcée par l'annonce d'un tassement du volume d'affaires, ce qui a ramené de 12,72 millions de tit

Le nombre des baisses l'a emporté sur celui des hausses, bien qu'un certain nombre de « bines chupés » aient enregistré quelques progrès, notamment du Pont de Namur. General Electric, I.R.M., Gagne-Motors, la résistance d'Essen-Kotak a surpris la société et donné une réaction de 25 cents. Une baisse annuelle en raison d'une modification de ses méthodes comptables.

INDICES	DOW	JONES	: transpo
122.38	(- 0.04)	: services	publi
59.59	(+ 0.29)		

Alcoa	42	41 1/2
A.T.	41 1/4	41 1/8
Boeing	16 1/2	16 1/2
Chase Manhattan Bank	21 1/2	21 1/2
Com. Port of New York	114 7/8	118
Continental Edison	73 7/8	73 1/2
Deere	86 5/8	85 7/8
Ford	33	33 1/8
General Electric	33 7/8	33 1/2
General Foods	17	17 1/2
Wm. S. Watson	17 5/8	18 1/2

.....	13	3/4	14
.....	10	7/8	16
.....	18	1/4	18
.....	27	1/8	27
.....	25	...	25
.....	26	...	26
.....	22	3/8	24

<b>PURES DU DOLLAR A TOKYO</b>	U.S.A., c. 24 .....	19.2	-	-	U.A.I. Mex. ....	16 7 8	16
	Labor Industrie, c. 24 ..	19.5	4 28	-	Union Carbide .....	38 5 8	37
	Kaiser-M. Chalmers, c. 19	19.3	0 4	-	U.S. Steel .....	42	42

[illegible]

# MARCHÉ A TERME

Cote des cours. Effets cote corrigés. En francs.																								
Compte- action	VALEURS	Précéd. côte	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compte- action	VALEURS	Précéd. côte	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compte- action	VALEURS	Précéd. côte	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	Compte- action	VALEURS	Précéd. côte	Prém. cours	Dernier cours	Compt. Prém. cours	
420	4.50 % 1973	445	445	448		540	U.S. Elec.	468	430	421		705	705-City	167	163	161	163		1216	Talco-Ind.	183	183	182	181
988	C.E.L. 5 %	969	967	961	965	150	Emp. Mat.	240	233	235	244	152	Port-France	118	116	116	115	115	1216	J.A.T.	169	169	169	168
235	Airbus	289	286	284	289	20	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
260	Air Liquide	340	336	332	343	35	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
31	Alcatel	61	60	60	61	60	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
7	Alcatel	61	60	60	61	60	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
31	Aster P.	27	27	27	27	27	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
378	Aspic	334	330	327	334	334	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
157	Aspic	182	180	180	184	184	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
157	Aspic	182	180	180	184	184	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
71	Banq. Paris	95	95	95	95	95	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	116	115	115	1216	Y.M. Elect.	169	167	169	168
138	Banq. Par.	125	125	125	125	125	U. I. Télévis	187	180	178	182	151	Port-France	118	116	1								

### COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS péc.	COURS 15 s
Etats-Unis (5 s.)	4 305	4 725
Canada (5 s.)	4 357	4 655
Belgique (100 fr.)	131 425	131 177
Belgique (100 fr.)	12 225	12 118
Danemark (100 kr.)	77 778	77 778
Espagne (100 pes.)	8 355	8 355
Grande-Bretagne (5 £)	11 148	11 148
Italie (100 lire)	6 727	6 727
Maroc (100 fr.)	35 558	35 558
Pays-Bas (100 fl.)	176 448	177 770
Portugal (100 esc.)	118 440	118 440
Suède (100 kr.)	107 520	107 520
Suisse (100 fr.)	130 303	130 303

**COURS  
DES BILLETS  
ACHETER** **MARCHÉ LIBRE DE L'OR**

Le grā à grā centra hant	MONNAIES et DEVISES	COURS Arb.	COURS 1876
4 77	Or fin (pils en barres)	23400	23180
178 50	Or fin (pils en barres)	22870	22490
4 86	Plata frangosa (20 g.)	254 50	254 10
77	Plata frangosa (10 g.)	189 80	190
8 28	Plata unika (20 g.)	243 20	243 50
9	Plata unika (10 g.)	243 50	243 50
0 63	Plata unika (20 g.)	243 50	244 70
178 25	Plata de 20 dollars	3350	3312
178 25	Plata de 10 dollars	730	725
178 25	Plata de 5 dollars	365	365
159 75	Plata de 50 pesos	890	890
	Plata de 10 florins	221 50	221 50



